

Ce sont les luttes des peuples qui décident de l'avenir de l'humanité

Notre époque est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne

Camarades,

Notre époque est celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. C'est l'époque ouverte, en 1917, par la victoire de la Révolution bolchévique, l'époque où le capitalisme, s'étant répandu sur tout le globe et parvenu à son dernier stade, l'impérialisme, subit et subira l'assaut du prolétariat et des peuples du monde jusqu'à ce que la révolution prolétarienne ait triomphé dans tous les pays.

En se transformant en impérialisme, le capitalisme, en effet, a exacerbé à l'échelle du monde les contradictions inhérentes à son système d'exploitation et d'oppression : aussi bien la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat que la contradiction entre les peuples et nations opprimés et l'impérialisme. Dans le même temps, les puissances impérialistes, une fois le monde partagé, se sont constamment affrontées pour son repartage, provoquant de ce fait deux guerres mondiales. Là où la chaîne de la domination impérialiste s'est trouvée particulièrement affaiblie, et où les conditions ont pu être réunies, la victoire de la révolution prolétarienne a permis que commencent à s'édifier des pays socialistes.

C'est pourquoi tout au long de cette époque, la réalité du monde déterminée sous ces formes, par la lutte des classes, se définit dans son essence par plusieurs contradictions fondamentales.

Au lendemain de la Révolution d'Octobre, ces contradictions, un nombre de quatre, pouvaient se

formuler ainsi : la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans les pays capitalistes, la contradiction entre les pays impérialistes et les peuples et nations opprimés, la contradiction entre les différents pays impérialistes, la contradiction entre l'URSS socialiste et les pays impérialistes.

Ces contradictions sont liées entre elles et agissent constamment les unes sur les autres. Il est impossible d'en nier une seule ou d'en privilégier une pour la substituer aux autres. Les contraires qui forment ces contradictions évoluent de même que le poids respectif de chacune d'entre elles, selon les périodes.

Ainsi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les contradictions entre pays impérialistes se poursuivent, mais dans le cadre, nouvellement apparu, d'un camp impérialiste où les États-Unis, momentanément, imposent leur loi aux autres impérialismes vaincus ou affaiblis à la suite de la guerre. D'autre part, la contradiction entre pays socialistes et pays impérialistes a pris une nouvelle dimension : l'URSS n'est plus le seul pays socialiste, mais il s'est constitué un ensemble de pays socialistes, dont la Chine, suffisamment unis politiquement pour former un camp socialiste. Une vague puissante de mouvements de libération nationale prend alors son essor, cependant que, dans les pays capitalistes développés, le mouvement ouvrier se trouve déjà entravé par le développement du révisionnisme.

Dès le début des années 60, cette situation s'est considérablement

modifiée. Alors que se poursuit avec vigueur l'essor des mouvements de libération nationale dans le monde, et que de nombreux pays anciennement colonisés conquièrent leur indépendance, le camp impérialiste est déjà en voie de se désagréger, les impérialismes européens et japonais reconstituent leurs forces et contestent dans différents domaines la suprématie US. Et surtout, du fait du révisionnisme qui l'a emporté au sein du PCUS, et de la scission qu'il provoque au sein du mouvement communiste international, en URSS et dans la plupart des pays de l'Est, le capitalisme est restauré et le camp socialiste cesse d'exister.

La progression d'ensemble de la révolution prolétarienne passe ainsi par un processus complexe, où, non seulement les contraires de chaque contradiction, mais aussi la place, le poids respectif de chaque contradiction se modifient, selon les périodes.

Dans des conditions déterminées, le développement des quatre contradictions fondamentales peut faire apparaître une contradiction principale, qui caractérise un moment seulement de l'existence du phénomène. C'est ce qui est apparu nettement au cours de la Deuxième Guerre mondiale, où deux camps opposés se sont affrontés. D'un côté, le camp des États fascistes (Allemagne, Italie, Japon) ; de l'autre, un camp anti-fasciste regroupant un pays socialiste, l'URSS, des pays capitalistes (Grande-Bretagne, États-Unis) et à l'intérieur des pays capitalistes le prolétariat uni à d'autres classes et couches, dans la résistance anti-fasciste, ainsi que des mouvements de libération nationale engagés dans la révolution de démocratie nouvelle. Une fois cette contradiction principale résolue par la victoire, le développement des contradictions fondamentales a pris un nouvel essor.

La délimitation du monde en deux camps, au cours de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas pour but de dissimuler en quoi que ce soit les contradictions fondamentales mais se fondait bien sur une synthèse rigoureuse de l'état de développement de l'ensemble de ces contradictions.

Pour situer notre combat dans le cadre de la situation internationale, nous ne pouvons donc en aucun cas répéter seulement la formulation générale des contradictions fondamentales, ni nous contenter d'un examen superficiel de quelques éléments de la réalité. Nous devons envisager la complexité du monde tel qu'il est, prendre en compte aussi minutieusement que possible tous les facteurs qui concourent au développement des contradictions fondamentales, leurs liaisons entre elles, en faire l'analyse concrète, et parvenir soit à en dégager la contradiction principale pouvant caractériser un moment de l'époque, soit à évaluer la division politique, «le partage de la population du globe», comme disait Lénine, résultant à un moment donné du développement des contradictions fondamentales.

La constitution du Tiers - Monde en force politique

Si l'on considère l'évolution récente des quatre contradictions fondamentales, deux phénomènes saillants apparaissent, qui sont eux-mêmes l'aboutissement de tout un processus : d'une part, à la suite de la dégénérescence révisionniste du PCUS, la restauration du capitalisme au sein de l'Union soviétique amène l'URSS à s'affirmer sur la scène internationale comme une nouvelle puissance impérialiste, qui d'emblée, par ses moyens militaires et l'ampleur de son empire, entend rivaliser avec l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain. L'invasion de la Tchécoslovaquie, au mois d'août 1968, marque de façon irréversible, l'avènement de l'impérialisme soviétique. Les contradictions inter-impérialistes s'en trouvent dès lors profondément bouleversées.

D'autre part, les vagues successives des mouvements de libéra-

tion nationale, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont abouti à la désagrégation, puis à la disparition quasi-complète des anciens empires coloniaux. Toute une série de pays d'Asie et d'Afrique, mais aussi d'Amérique latine se sont trouvés ainsi confrontés, dans des conditions nouvelles, à l'impérialisme : au plan d'ensemble, les victoires remportées par les mouvements de libération nationale ont renforcé la pression des masses sur des gouvernements dont, à l'origine, l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme pouvait être très formelle. Souvent, dans des conditions diverses, de nouvelles couches de bourgeoisie nationale ou de petite bourgeoisie sont parvenues au pouvoir et ont entrepris d'édifier un capitalisme national. Enfin, le développement des contradictions inter-impérialistes a offert de nouvelles possibilités pour ces pays de mettre en cause leur tutelle.

Ainsi s'est constitué un regroupement avant tout *politique* de pays qui se retrouvent relativement unis pour s'opposer au colonialisme, au néocolonialisme, au sionisme, au racisme, au pillage et à la politique de force et de subversion de l'impérialisme, et notamment des USA et de l'URSS.

Ce regroupement politique, les prémices en apparaissent dès la conférence de Bandoeng, en 1955. Depuis lors, la tendance historique des pays du tiers-monde à se constituer en force politique face à l'impérialisme s'est exprimée et affirmée, à travers les formations politiques et diplomatiques qui se sont créées, par les prises de position communes de ces pays dans les instances internationales, par une série d'actes concrets, au plan politique, d'aide aux mouvements de libération nationale, et au plan économique. La Chine socialiste, pays du tiers-monde, a joué dès le début et continue à jouer un rôle moteur dans ce mouvement.

Nier cette réalité, considérer que l'ensemble de ces pays seraient demeurés à l'état de simples néocolonies, ce serait nier que l'essor sans précédent des mouvements de libération nationale, depuis plus de 30 ans, ait pu bouleverser en profondeur les rapports de forces avec l'impérialisme au plan mondial.

Les pays qui participent au mouvement politique du tiers-monde

ont des systèmes sociaux et des régimes politiques internes bien différents ; souvent, ils connaissent des régimes oppressifs, dictatoriaux. Toutefois, il serait hasardeux aujourd'hui, hors la démarcation entre socialisme et capitalisme, de chercher à les regrouper selon les affinités de leurs régimes. Le progressisme ne saurait avoir le même contenu aujourd'hui qu'au moment où l'impérialisme US était l'ennemi N° 1 des peuples. Le social-impérialisme entretient la confusion pour couvrir ses visées dans le tiers-monde, le diviser et blanchir des régimes comme celui de Mengistu en Ethiopie.

Si on les considère isolément, bon nombre de pays du troisième monde conservent encore, à des degrés divers, des liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Cependant, nous devons considérer le rôle politique de ces pays non pas isolément, mais dans leur ensemble, non pas ponctuellement, mais selon l'évolution historique de leur comportement vis-à-vis de l'impérialisme. S'il s'est constitué un *mouvement* des pays du tiers-monde, qui s'exprime et agit sous des formes variées, c'est précisément que la plupart de ces pays, très généralement encore en position de faiblesse quand ils sont confrontés séparément à l'impérialisme, ont été amenés, sous la pression des peuples et en mettant à profit des conditions nouvelles, à ressentir la nécessité de l'affronter, et, pour cela, avec des flux et des reflux, à renforcer leur unité politique, seul moyen de transformer en leur faveur le rapport de forces global avec l'impérialisme.

Ainsi, phénomène nouveau, ces pays, pour autant qu'ils participent au mouvement politique du tiers-monde, sont capables de porter des coups à l'impérialisme et, sous l'effet du mouvement de libération nationale, de la volonté d'émancipation des peuples, sont amenés, de ce fait, dans ces conditions et dans ces limites, à participer de la révolution prolétarienne mondiale.

Les deux superpuissances et la rivalité pour l'hégémonie mondiale

Le second grand bouleversement qui est intervenu dans les dernières

années, c'est, à la suite de la restauration du capitalisme en URSS, son émergence en tant que nouvel impérialisme sur la scène mondiale.

Car ce nouvel impérialisme, quand il s'affirme dès la fin des années 1960, se trouve déjà en possession d'un potentiel militaire et économique, d'une aire de domination qui le mettent d'emblée en position de rivaliser avec le plus puissant. Les données de la rivalité entre impérialismes en ont été très profondément modifiées : dès lors, avec netteté, la rivalité entre puissances impérialistes pour la domination du monde ne pouvait plus concerner que les Etats-Unis d'un côté, et de l'autre, le nouvel impérialisme soviétique. L'inégalité de développement de l'impérialisme aboutit par tout un processus depuis la Seconde Guerre mondiale, à ce qu'il n'y ait plus que ces deux puissances impérialistes en mesure de prétendre à l'hégémonie mondiale, les autres puissances étant ainsi reléguées au rang d'impérialismes secondaires.

Si fondamentalement les deux superpuissances sont de même nature que les puissances impérialistes, elles sont parvenues à un degré de développement qui les différencie des autres. Du point de vue du repartage du monde, elles se sont acquies une position qualitativement différente en ce sens qu'elles seules peuvent envisager de prendre l'initiative de la guerre et sont concrètement prêtes à l'engager. Elles seules peuvent prétendre à l'hégémonie. C'est pour rendre compte de ces caractéristiques que les USA et l'URSS sont qualifiées de superpuissances.

Parce qu'ils sont tous deux des superpuissances, les plus grands exploités et oppresseurs, parce qu'ils sont les principaux fauteurs d'agression et de guerre, les Etats-Unis et l'URSS constituent l'ennemi principal des peuples du monde entier.

Toutefois, par suite de l'évolution historique différente dont elle est issue, chacune des deux superpuissances occupe une position particulière : les Etats-Unis, en plus de leurs chasses gardées d'Amérique latine, se sont constitué, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, un très vaste réseau de liens d'assujettissement politique et économique à travers le monde, et, corrélativement, ont imposé leur

présence militaire à l'échelle du globe ; ils conservent par rapport à l'URSS, l'avantage du point de vue de leurs capacités économiques et, pour une part également, technologiques. Mais, alors que l'impérialisme américain avait pu prétendre un temps assumer le rôle de gendarme mondial, les défaites que lui ont infligées les peuples, en Asie notamment, ont précipité ses difficultés dans tous les domaines et accéléré les symptômes de son déclin. Employant tous les moyens qu'il peut encore se permettre pour se maintenir en position d'hégémonie, il vise avant tout à préserver des positions acquises et se trouve plutôt sur la défensive.

Au rebours, l'URSS, tandis que s'y restaurait le capitalisme, a mis à profit le temps où les Etats-Unis s'enlisaient et s'affaiblissaient dans la guerre pour les rattraper au plan de l'armement, pour développer sous la forme d'aide militaire et économique, sa pénétration impérialiste dans le monde, et renforcer l'assujettissement des pays de l'Est européen. Aujourd'hui, elle se trouve en position d'offensive par rapport à son rival américain.

En effet, les caractéristiques propres au social-impérialisme se sont dessinées avec netteté.

Premièrement, parce qu'il est nouveau venu dans l'arène mondiale, il a un besoin vital de repartager le monde à son profit, d'évincer les impérialismes anciens, et notamment son rival américain, des positions qu'ils se sont acquises pour les affaiblir et constituer de vastes sphères d'influence à la mesure de ses besoins et de ses visées hégémoniques. L'histoire des deux guerres mondiales montre que les impérialismes apparus les derniers, ou se trouvant privés de zones d'influence à la mesure de leur potentiel (tels l'Allemagne, le Japon) ont un besoin d'autant plus pressant de remettre en cause le partage du monde.

Deuxièmement, si l'Union soviétique, dans sa logique impérialiste a concentré ses efforts pour rattraper au plan militaire les Etats-Unis, elle n'a pas, pour autant, mis en place un potentiel économique comparable à celui de son rival. C'est un choix significatif : l'URSS a misé avant tout sur la supériorité militaire, la menace de recours à la force armée pour piller et soumettre les peuples et parvenir à l'hégémonie.

Troisièmement, la structure interne du système soviétique actuel

constitue, de ce point de vue, un atout vis-à-vis de son rival US, et que l'URSS semble utiliser à fond : l'économie socialiste hautement centralisée s'est transformée en un capitalisme d'Etat, qui a atteint d'emblée un degré de concentration bien supérieur à celui de n'importe quel pays impérialiste : le pouvoir de la classe ouvrière s'y est transformé en une dictature de caractère fasciste. Ces deux conditions favorisent d'autant la voie de la militarisation et incitent à y recourir. Proportionnellement aux Etats-Unis, l'URSS absorbe deux fois plus de ses ressources pour les dépenses de guerre. Tous les moyens étatiques de propagande, d'encadrement et de répression dont dispose le parti révisionniste au pouvoir, sont utilisés pour répandre le militarisme, le chauvinisme et préparer la population à être lancée dans une guerre d'agression.

Enfin, vis-à-vis des peuples et aussi des pays, notamment du tiers-monde, le social-impérialisme bénéficie encore de l'image qu'a pu lui acquérir son passé de premier Etat socialiste. Alors que les peuples ont une longue expérience de lutte contre l'impérialisme américain et ont largement pris conscience de sa nature de rapace, l'Union soviétique peut encore donner le change. Bien que son prestige «socialiste» se soit sensiblement amoindri, elle peut encore continuer à faire passer ses actions de subversion et d'agression, ses interventions et son expansion, pour des manifestations de «l'internationalisme» et du «soutien au mouvement de libération nationale». Tant que les peuples n'auront pas été détrompés par leur propre expérience et par les efforts des plus clairvoyants, l'URSS dispose là, grâce à ce masque socialiste, d'un atout considérable pour faciliter sa politique expansionniste et agressive.

Ainsi, par la combinaison de ces différentes caractéristiques propres, le social-impérialisme est une superpuissance encore plus dangereuse que les Etats-Unis.

L'Europe enjeu stratégique de la rivalité entre les deux superpuissances

La rivalité entre les deux superpuissances se manifeste partout

dans le monde par leur présence militaire, leurs ingérences, leur pillage et les conflits qu'elles provoquent ou attisent. Mais d'un point de vue stratégique, elle a pour enjeu l'Europe. Seule la mainmise du social-impérialisme sur l'Europe occidentale, serait en effet en mesure de lui assurer un atout décisif sur son rival américain, et de faire basculer à tel point le rapport de forces entre eux, en sa faveur, que l'Union soviétique pourrait alors prétendre seule à l'hégémonie mondiale. Ce n'est pas un hasard si en Europe sont stationnées face à face, en permanence, d'aussi fortes concentrations de troupes et d'armements soviétiques et américains. Aucune autre région du monde ne présente, de ce point de vue, une importance aussi cruciale. Dépossédés des liens multiples qu'ils ont tissés avec l'Europe de l'Ouest, dans tous les domaines, les Etats-Unis perdraient leur principale zone d'expansion pour leurs investissements, un de leurs principaux débouchés commerciaux en même temps que les positions stratégiques indispensables, de l'autre côté de l'Atlantique, au contrôle de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Une fois brisées ces attaches, si solidement nouées depuis la guerre avec le vieux monde, les Etats-Unis se retrouveraient rapidement réduits à n'être qu'une superpuissance de caractère plutôt régional, principalement active au niveau du continent américain. A l'inverse, en s'accaparant toute l'Europe, l'URSS disposerait dès lors d'un potentiel humain, économique et aussi technologique bien supérieur à celui des USA ; d'autre part, elle monopoliserait du même coup les liens qui subsistent entre les vieilles métropoles européennes et les pays issus de leurs anciens empires coloniaux, notamment en Afrique.

Les pays impérialistes placés désormais à un rang secondaire, notamment ceux d'Europe et le Japon, occupent ainsi une position intermédiaire. D'une part, même s'ils continuent à avoir principalement recours à la protection du «parapluie nucléaire» américain, pour assurer leur défense vis-à-vis de l'URSS, ils n'en ont pas moins développé, dès les années 1960, de nombreux points d'opposition, remettant en cause la tutelle US imposée au lendemain de la guerre, désagrégeant ainsi le camp impérialiste formé sous direction américaine.

Or, ces contradictions persistent, alors même qu'ils sont confrontés aux pressions et aux visées hégémoniques de l'autre superpuissance, le social-impérialisme.

D'un autre côté, la plupart de ces pays maintiennent des relations d'exploitation et d'oppression de pays et peuples du troisième monde, souvent anciennes et héritées du passé colonial.

Mais en même temps, dans des conditions déterminées et sur des points particuliers, ils ont montré qu'ils étaient susceptibles d'adopter des positions et de prendre des mesures allant dans le sens d'une convergence avec les intérêts des pays du tiers-monde et contrecarrant, par là, les visées hégémoniques des deux superpuissances.

Les peuples et aussi les pays d'Europe de l'Est, quant à eux, n'ont pas cessé de manifester, sous des formes et à des degrés divers, leur résistance à l'emprise soviétique, et seront amenés à l'accroître au fur et à mesure que l'Union soviétique alourdit son joug, entend les transformer en succursales de son économie de guerre et en bases militaires d'agression, principalement contre l'Europe de l'Ouest.

Faisons reculer les risques de guerre

Au terme de l'analyse des bouleversements qui se sont opérés dans l'évolution des contradictions fondamentales depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut dire qu'ils aboutissent à un partage politique du monde actuel en trois mondes : d'une part l'Union soviétique et les Etats-Unis, en tant qu'ils visent à l'hégémonie, se distinguent des autres impérialismes et forment le premier monde. A l'opposé, sous la poussée des peuples, tout un vaste ensemble de pays, souvent anciennement colonisés, se constituant en force politique, s'unissent pour porter des coups à l'impérialisme et à l'hégémonie et forment ce que l'on peut appeler le troisième monde. Les pays du second monde occupant une position intermédiaire : tout en maintenant des rapports d'oppression et d'exploitation vis-à-vis des pays et peuples du troisième

monde, ils sont en butte aux pressions et aux menaces des deux superpuissances.

Cette division politique du monde actuel en groupes de pays est la résultante et l'expression de la lutte des classes au plan mondial. Le prolétariat doit la prendre pleinement en compte pour définir sa stratégie au plan international.

Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples. Par leur arsenal militaire, leur potentiel économique, elles constituent la plus grande force d'oppression et d'exploitation. Parce qu'elles visent à s'assurer l'hégémonie mondiale, il n'est pas un pays, pas un peuple qui puisse se considérer à l'abri, directement ou indirectement de leurs pressions, ingérences et interventions.

Les deux superpuissances constituent l'ennemi principal des peuples parce qu'elles sont les plus grands fauteurs de guerre. D'une part, parce qu'elles aident massivement, et assez souvent directement, à la répression des mouvements de libération nationale, parce qu'elles attisent certains conflits locaux entre Etats, encourageant l'annexionisme pour aggraver les divisions, accroître la dépendance en fournitures d'armements, et mieux imposer ainsi leur tutelle. D'autre part, et surtout, parce que la rivalité entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale débouche d'une manière inéluctable sur le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Au contraire des autres puissances impérialistes, les deux superpuissances sont seules en mesure de prendre l'initiative de la guerre, parce qu'elles ont seules les moyens de la mener avec quelque espoir d'en tirer profit pour elles-mêmes : elles peuvent donc, l'une ou l'autre, dans des circonstances déterminées, en arriver à choisir la solution de la guerre. En effet, l'état d'équilibre apparent des forces et des positions entre l'URSS et les Etats-Unis ne peut se prolonger indéfiniment. Il recouvre d'ores et déjà, d'ailleurs, un déséquilibre latent entre la position relativement en déclin des Etats-Unis et l'attitude offensive, expansionniste, la politique d'armement accéléré de l'Union soviétique. A l'avenir, l'inégalité de développement entre les deux superpuissances doit conduire au déclenchement d'une nouvelle guerre à caractère mondial : soit que l'une des deux superpuissances pense le moment venu d'exploiter de façon

décisive, par la guerre, un avantage important qu'elle se serait assuré sur sa rivale, soit qu'une des deux superpuissances, se sentant menacée de tomber en état d'infériorité par rapport à l'autre, préfère prendre les devants et tenter de renverser les choses en prenant l'initiative de la guerre.

Du point de vue stratégique, les deux superpuissances, en tant qu'ennemi principal des peuples et parce qu'elles mènent à la guerre, constituent aujourd'hui l'obstacle principal au développement et à la victoire de la révolution prolétarienne dans le monde. Il est dans l'intérêt stratégique du prolétariat international de les isoler au maximum pour créer ainsi des conditions plus favorables au développement et aux succès de l'activité révolutionnaire, et pour faire reculer les dangers de guerre, retarder au maximum la possibilité de son déclenchement.

Plus on aura retardé la possibilité de son déclenchement, plus on sera parvenu à isoler politiquement les deux superpuissances, plus on aura su développer et organiser les forces révolutionnaires et plus la guerre, si elle est alors déclenchée, aura de chances de se transformer en défaite pour les superpuissances, plus le prolétariat et les peuples pourront se dresser avec vigueur contre l'hégémonisme pour en venir à bout et remporter de nouveaux succès dans leur lutte révolutionnaire.

Dans cette perspective, il s'agit, dès aujourd'hui, d'unir ce qui *peut* être uni contre l'hégémonisme des deux superpuissances et de faire converger contre elles les coups qui peuvent leur être portés dans ce vaste combat au plan international.

Or, les forces qui s'opposent ou sont susceptibles de s'opposer à l'hégémonisme et aux dangers de guerre, sont de nature diverse et peuvent même entretenir entre elles des contradictions antagonistes. Voilà pourquoi cette convergence de forces à réaliser, doit être envisagée en termes de front uni et exige qu'on en examine soigneusement les composantes et leurs rapports entre elles.

Pour autant qu'il reste conscient de ses intérêts de classe, le prolétariat au pouvoir dans les pays socialistes et le prolétariat qui lutte pour la révolution dans les autres pays, constituent la force la plus

clairvoyante et la plus conséquente dans ce combat contre l'hégémonisme, la force qui doit en prendre la direction, prendre l'initiative et y faire prévaloir une orientation correcte.

Toutefois, dans la situation actuelle, il ne saurait jouer le rôle de force principale dans ce combat. Parce qu'ils représentent plus de la moitié de la population mondiale, parce que le puissant essor des luttes de libération nationale s'y poursuit encore et se prolonge également dans le mouvement politique des pays, les peuples et pays du troisième monde constituent bien, dans la situation présente, la force principale contre l'hégémonisme et l'impérialisme, celle qui leur porte les coups les plus sévères.

La Chine, pays socialiste appartenant au troisième monde, joue un rôle moteur pour affermir dans ce sens la position et l'action des autres pays du troisième monde.

Les peuples du premier et du second monde ont également intérêt à s'opposer à la politique d'hégémonie et de guerre des deux superpuissances, et s'y opposent déjà de façons multiples.

Enfin, les pays du second monde eux-mêmes, on l'a vu, sont susceptibles de résister dans une certaine mesure aux manœuvres et aux visées des superpuissances ; d'autre part, dans des conditions déterminées, ils ont montré qu'ils étaient capables de trouver un certain terrain d'entente avec les pays du troisième monde.

Parmi les pays du second monde, les pays d'Europe se trouvent avant tout menacés, à terme, dans leur existence nationale elle-même : du fait même qu'ils sont l'enjeu stratégique de la rivalité pour l'hégémonie, le risque pour eux de servir de champ de bataille, d'être envahis et annexés, leur pose la question de sauvegarder et défendre leur indépendance nationale. Dans ces pays, le prolétariat, tout en luttant contre sa propre

bourgeoisie et pour la révolution, a pour tâche indissociable de se porter en avant et de s'affirmer comme la force la plus conséquente contre les menaces d'agression des deux superpuissances, d'unir ce qui, à un moment donné, peut être uni dans ce combat et de s'efforcer de le diriger.

Faire converger ces différentes forces ne signifie pas pour autant, bien au contraire, effacer ou nier les contradictions qui opposent le prolétariat et les peuples aux classes exploiteuses dans les différents pays. La progression de la conscience et du mouvement révolutionnaire ne peut aller aujourd'hui sans une vigilance accrue contre les menées des superpuissances et une dénonciation de l'illusion de la détente. Ainsi, les progrès du mouvement révolutionnaire tendent à faire reculer le déclenchement de la guerre : d'une part, en contrecarrant les tendances à la capitulation des classes dirigeantes, d'autre part parce que les superpuissances prennent en compte, avant de se lancer dans des plans d'agression, le degré de vigilance et de résistance que les peuples sont prêts à leur opposer.

Le rassemblement de ce front uni mondial anti-hégémonique ne prend pas aujourd'hui une forme organique. Il s'agit pour le prolétariat, tout en menant la lutte révolutionnaire dans des conditions concrètes très différentes selon les pays, de lier étroitement son combat à la tâche stratégique, au plan international, d'isoler les deux superpuissances et de venir à bout de l'hégémonisme.

Aujourd'hui les facteurs de révolution croissent simultanément avec les facteurs de guerre.

Le combat au plan mondial pour isoler et vaincre l'hégémonisme rejoint fondamentalement dans l'ensemble, les intérêts du prolétariat international en lutte pour faire triompher le socialisme et le communisme.

Le premier monde

Si l'on examine à présent plus particulièrement les développements récents de la situation internationale, on peut dire que cette

division politique actuelle du monde s'y est trouvée confirmée, de même que, malgré certaines contre-tendances momentanées, les gran-

des tendances historiques que nous avons indiquées.

Durant les deux années écoulées, c'est l'URSS qui s'est effectivement montrée la superpuissance à la fois la plus active dans son effort de guerre, la course aux armements et la plus offensive par ses interventions et ingérences dans le monde, notamment en Afrique, alors que les Etats-Unis, qui éprouvent toujours des difficultés à préserver leur suprématie économique et monétaire, ont surtout cherché à maintenir leurs positions acquises dans le monde.

La militarisation de l'économie et de la société soviétiques

L'Union soviétique a continué de toute évidence à orienter sa production principalement vers la guerre. Le X^e plan quinquennal montre qu'il s'agit d'une volonté délibérée et planifiée : priorité à l'industrie lourde, édification de vastes zones économiques stratégiques implantées à l'est du pays. Le Gosplan et les ministères industriels travaillent en relation étroite avec le ministère de la Défense et l'état-major. Au moins 12 % du produit national brut est ainsi absorbé par les dépenses militaires. 60 % des entreprises sont liées d'une façon ou d'une autre à l'industrie de guerre. Alors que le produit national de l'URSS ne représente que 60 % de celui des Etats-Unis, les dépenses militaires, par contre dépassent, selon les estimations, de 25 % les dépenses militaires américaines.

En dépit des tentatives de justifications embarrassées des révisionnistes, c'est bien cette militarisation forcée de l'économie qui provoque principalement les déséquilibres permanents de l'économie soviétique : la pénurie chronique de produits de première nécessité, la dégradation croissante de la qualité des objets de consommation courante. La situation de l'agriculture est particulièrement significative de ces choix : à présent, même en cas de bonne récolte, l'URSS est, de toute façon, obligée d'importer plusieurs millions de tonnes de céréales. La viande et

certaines autres produits agricoles, se faisant rares, sont de plus en plus difficiles à trouver dans le circuit des marchés d'Etat et se vendent à des prix très élevés sur les marchés libres. Pour intensifier son effort de guerre, l'Union soviétique trouve d'ailleurs une aide auprès des puissances occidentales : elle passe d'énormes marchés et n'hésite pas à s'endetter auprès d'elles afin de combler son retard dans plusieurs branches industrielles.

La militarisation de l'économie repose sur une exploitation renforcée de la classe ouvrière et des masses en Union soviétique : des témoignages commencent à nous parvenir et à faire la vérité sur la réalité de l'exploitation, du chômage et de la misère. Les chiffres du plan sont aussi éloquents : augmentation prévue pour les bénéfices : 74 %; pour la productivité : 30 %; pour les revenus réels : 21 %. Les impôts ont quadruplé en 17 ans.

C'est à ce prix que la nouvelle bourgeoisie soviétique, malgré une base économique, plus faible, s'est dotée d'un arsenal militaire équivalent et sur certains points, supérieur à celui des Etats-Unis et qu'elle entretient en permanence une armée de 3 millions d'hommes.

Après avoir rattrapé les Etats-Unis entre 1960 et 1972 quant au nombre de missiles intercontinentaux, l'Union soviétique les dépasse à présent en puissance globale et en nombre de missiles lancés à partir de sous-marins. D'autre part, elle a considérablement réduit son écart technologique dans la construction d'ogives à têtes multiples et la précision des engins.

L'aviation de guerre soviétique équivaut à présent à celle des USA. Elle accélère sa modernisation avec l'apparition de nouveaux « Mig » et du nouveau bombardier Backfire.

La flotte de guerre soviétique a connu depuis 1965 une progression foudroyante : elle dépasse celle des Etats-Unis par le nombre de bâtiments et le rythme des mises en service, et l'égalise presque en tonnage.

Enfin, l'armée de terre a complètement renouvelé, tout en l'augmentant, son énorme parc de 43 000 chars, stationné principalement en Europe.

La militarisation de l'économie s'accompagne d'une vaste entre-

prise de militarisation de la société, menée par les dirigeants du Kremlin : il s'agit de préparer idéologiquement et matériellement la population à se laisser utiliser, par millions, dans une guerre d'agression. En plus de la propagande chauvine, remettant en honneur les capitaines et conquérants du tsarisme, l'Etat enrôle et encadre à très vaste échelle la population dans des organismes comme la DOOSAF. Tous les membres des Komsomols en font obligatoirement partie. Ses effectifs atteignent maintenant 40 millions et s'entraînent au maniement des armements, y compris des plus complexes. 20 000 nouveaux centres ont été créés dans tout le pays. Quant à la « Défense civile », elle a été créée en 1972 dans les écoles et les usines pour se préparer, selon son chef, à « la plus dure des guerres ».

La militarisation de l'économie et de la société passe par le renforcement du système répressif de la nouvelle bourgeoisie. La nouvelle Constitution soviétique, qui a été proclamée, est significative à cet égard. En concentrant en la personne de Brejnev, la direction du parti, de l'Etat et de l'armée, elle souligne le trait essentiel de cette dictature : la fusion au sein du parti révisionniste de tous les ressorts essentiels du pouvoir, encadrement et enrôlement idéologique, prise des décisions politiques et organisation de la répression, direction et gestion de l'économie capitaliste d'Etat.

Plus de deux millions de fonctionnaires seraient affectés à la police politique, comprenant notamment le KGB et les services du ministère de l'Intérieur. C'est une véritable toile d'araignée qui est ainsi constituée, quadrillant et surveillant usines, quartiers, kolkhozes. Systématiquement les masses sont appelées à participer à la répression et enrôlées dans des organisations comme la « Garde populaire de volontaires » (7 millions de membres), les « tribunaux de camarades » ou les « groupes d'action des komsomols ». Toutes les formes de remise en cause ou d'opposition au régime sont ainsi surveillées et traquées et les personnes jugées dangereuses sont envoyées en prison ou dans des « camps de réforme par le travail », véritables camps de concentration, ou bien encore, forme de répression mise au point par le KGB,

dans des «hôpitaux psychiatriques» qu'il contrôle et où des moyens modernes sont expérimentés et employés pour briser physiquement et moralement les opposants.

Cette répression frappe également ceux qui s'opposent au chauvinisme grand-russe, à la politique de russification et de subordination de leur pays, notamment en Ukraine, en Géorgie, dans les Pays baltes, et parmi les Tatars.

A la suite des accords d'Helsinki, les autorités soviétiques ont cru avoir les mains encore plus libres pour écraser les mouvements d'opposition. Malgré les condamnations contre leurs principaux représentants, l'action courageuse des dissidents s'est poursuivie, a tissé des liens à travers le pays et largement contribué à mettre à nu, à l'extérieur, le vrai visage du régime soviétique actuel. La fondation d'un syndicat libre d'URSS est le signe que le mouvement d'opposition est loin de se circonscrire comme le prétend la propagande soviétique, à quelques intellectuels isolés.

L'URSS à l'offensive pour le repartage du monde

C'est en s'appuyant sur cette militarisation de l'économie et de la société que le social-impérialisme s'est lancé dans des offensives de grande envergure visant au repartage du monde.

Il s'est attaqué en premier lieu au continent africain où il essaie de se prévaloir de son masque socialiste pour s'immiscer dans les mouvements de libération nationale, pour se poser en champion de la lutte contre les vieux impérialismes, tout en attisant les conflits hérités du découpage colonial. Avec l'intervention en Angola, en 1975, l'URSS a franchi un nouveau pas : prenant prétexte de l'agression sud-africaine, elle a débarqué et équipé un corps expéditionnaire de 20 000 Cubains. Pour porter secours au régime éthiopien dans la guerre qui l'opposait à la Somalie, l'URSS a de nouveau acheminé des troupes cubaines en nombre équivalent, encadrées par des officiers soviétiques, expérimentant à l'occasion un gigantesque pont aérien. Au Zaïre, par deux fois, elle a favorisé

les tentatives de troupes armées stationnées en Angola, de déstabiliser le régime en place. En Afrique australe, l'URSS manœuvre pour trouver des points d'appui dans le mouvement de libération nationale du Zimbabwe.

Ces interventions en Afrique montrent l'ampleur des moyens que l'URSS met en œuvre désormais : au plan militaire, emploi massif de soldats cubains (et aussi d'experts de pays de l'Est) comme mercenaires, encadrement soviétique au plus haut niveau, appui logistique et fournitures en armements sans limitation.

Mais aussi au plan politique : se portant aux côtés de dirigeants installés en s'appuyant sur les luttes populaires, l'URSS les aide à recomposer à leur profit leur domination de classe, prend directement en mains la mise en place du secteur capitaliste d'Etat, de l'appareil bureaucratique et tout particulièrement des organismes de répression et d'encadrement des masses. Les conseillers soviétiques ont ainsi joué un rôle décisif pour transformer les organisations de masse, nées au cours de la lutte contre le Négus, en milices para-policières quadrillant la population, organisant la délation et la répression sanglante en Ethiopie.

L'offensive soviétique en Afrique, dont il faut rapprocher les coups d'Etat au Yémen du Sud et en Afghanistan, s'inscrit dans une stratégie d'ensemble de pressions, d'encercllement et à terme d'asphyxie de l'Europe. Elle vise à menacer, de la Mer Rouge au Cap de Bonne Espérance, les voies d'approvisionnement de l'Europe occidentale. Dans le même temps, elle ne cesse de renforcer la présence de sa flotte de guerre dans l'Atlantique Nord, et à proximité des côtes ouest-européennes, faisant ainsi la jonction avec la flotte qu'elle entretient en permanence en Méditerranée.

En Asie, l'Union soviétique poursuit ses tentatives d'encercllement de la Chine socialiste et d'intimidation à l'égard du Japon. Elle l'a menacée de représailles si le Japon signait un traité d'amitié et de paix avec la Chine. Elle renforce son implantation militaire sur les îles Kouriles qu'elle occupe. Récemment, l'URSS a ouvertement favorisé et appuyé le gouvernement vietnamien dans sa volonté de se subordonner l'Indochine, dans sa guerre d'agression contre le Cambodge et dans ses attaques anti-

chinoises. Elle espère par là transformer le Vietnam en point d'appui et en relais, pour l'Asie du Sud-Est de ses visées hégémoniques.

Se prévalant de ces percées, l'URSS cherche à diviser les pays du Tiers-Monde, à en détacher toute une partie pour l'entraîner dans sa mouvance. Concentrant ses attaques contre la politique chinoise en ce qu'elle défend les principes du non-alignement, elle prend pour relais dans cette offensive des pays comme Cuba, le Vietnam ou l'Ethiopie, comme on l'a vu lors de la réunion des non-alignés à Belgrade, et aussi avec la conférence dite de solidarité arabo-africaine présidée, à Addis-Abeba, par le Russe Kouznetzov.

Les difficultés de l'impérialisme US

Dès les années 60, alors même que l'Union soviétique restaurait le capitalisme et se fixait pour objectif de rivaliser avec les États-Unis sur la scène mondiale, les États-Unis, eux, subissaient le contrecoup de leurs ambitions démesurées et se trouvaient affaiblis avant tout par les guerres de libération nationale qu'ils prétendaient étouffer mais aussi par le redressement des pays capitalistes ouest-européens et du Japon. La crise du dollar, sa dévaluation fin 1971, ont montré que le géant américain était entré dans une période durable de difficultés économiques, financières et monétaires considérables, alors même que son poids dans l'ensemble de l'économie occidentale décline régulièrement.

La récession a été très vivement ressentie en 1974-1975, même si, par la suite, l'économie américaine a connu une reprise beaucoup plus nette que dans les autres pays.

Toutefois, la persistance d'un important déficit commercial, du déficit de la balance des paiements, de l'inflation et de la chute du dollar montrent que les États-Unis ont du mal à empêcher que leurs positions dominantes ne soient pas plus gravement entamées aujourd'hui.

A l'intérieur, le blocage des salaires et les projets de reconversion de branches entières visent à améliorer la compétitivité. Vis-à-vis de

l'étranger des mesures protectionnistes rigoureuses mais très différenciées sont pratiquées, cependant que la baisse du dollar facilite les exportations.

Dans l'ensemble, pour maintenir leur suprématie économique, les États-Unis cherchent à organiser une division internationale du travail à leur profit, en se réservant les secteurs de pointe où la croissance est la plus forte.

La position toujours dominante du dollar, malgré sa chute, qui est en même temps un moyen de chantage, l'ampleur des investissements américains dans le monde, permettent aux États-Unis de peser considérablement sur le flux des capitaux et la détermination de la nouvelle répartition des positions économiques entre les différents pays.

Les difficultés de l'économie américaine ont eu des répercussions sur ses capacités à faire face à l'Union soviétique dans la course aux armements, à maintenir son avance ou à regagner le terrain perdu vis-à-vis d'elle en ce domaine. Certes, les USA restent le premier marchand d'armes du monde, ils n'ont pas cessé de perfectionner les missiles stratégiques et ont entrepris le développement d'armes nouvelles (bombes à neutrons, missiles de croisière, missile stratégique mobile). La production de chars a été accélérée, la flotte aérienne est en cours de renouvellement. Mais les déclarations de Carter sur la réduction du budget de la Défense, avant qu'il ne soit en définitive augmenté, ont montré que les milieux dirigeants américains hésitaient à se lancer dans de nouveaux projets d'armements extrêmement coûteux et espéraient pouvoir les limiter relativement dans le cadre d'un accord avec Moscou. De fait, ils se sont heurtés à l'intransigeance du Kremlin : les accords SALT ne sont toujours pas signés et la course aux armements s'accélère.

Les efforts des États Unis pour préserver leurs positions acquises

Dans leur stratégie globale de confrontation avec l'URSS en vue de l'hégémonie mondiale, les États-

Unis s'efforcent de consolider les positions acquises, en Europe et au Japon, de contrôler très strictement leurs chasses gardées notamment en Amérique latine et, par ailleurs, tirant les leçons de leur défaite cuisante en Indochine, de mettre en place une tactique plus souple et plus complexe vis-à-vis des mouvements de libération nationale et des pays du Tiers-Monde.

Vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest, et aussi du Japon, les États-Unis tirent avantage des menaces croissantes du social-impérialisme pour s'imposer comme les seuls garants d'une protection militaire, nucléaire notamment, qui soit efficace. S'appuyant sur cette position de force, ils essayent de consolider leur leadership militaire, de mieux unifier les forces armées de ces pays sous leur direction et de leur faire supporter une part croissante des dépenses militaires (sommet de l'OTAN, juin 1978). Ils poussent à l'intégration de l'Espagne dans l'OTAN.

Cette suprématie militaire joue un rôle considérable, en sus de leurs atouts proprement économiques, pour permettre aux États-Unis de peser de tout leur poids dans les autres domaines : au plan monétaire, la chute du dollar ne lui enlève pas pour autant sa position dominante et constitue un moyen de pression pour que les pays à monnaie plus forte (Allemagne, Japon) réévaluent et prennent sur eux la charge de relancer la production. Au plan commercial, les États-Unis, tout en pratiquant certaines formes de protectionnisme, maintiennent leurs exigences que l'Europe et le Japon s'ouvrent largement aux produits américains ce qui a bloqué la négociation des accords commerciaux internationaux. A la Conférence Nord-Sud, les États-Unis ont finalement obtenu que les pays européens et notamment la France s'alignent pour l'essentiel sur leurs positions et ne fassent aucune concession majeure aux revendications du Tiers-Monde.

En Amérique latine, la doctrine Carter sur les droits de l'homme essaye d'estomper les liens étroits et le soutien réel de l'impérialisme américain à l'égard des dictatures sanglantes en place, et ne se traduit généralement par aucune mesure véritable de rétorsion. Elle signifie tout au plus que dans certains cas, Washington envisage la possibilité d'une relève, ou d'une évolution de

ces dictatures à condition qu'elle ne remette nullement en cause sa mainmise. L'attitude de l'administration Carter et du Congrès vis-à-vis de la répression féroce de Somoza au Nicaragua a démontré nettement qu'ils entendaient avant tout maintenir coûte que coûte une emprise très stricte sur toute l'Amérique latine.

De même, partout où les États-Unis ont implanté des bases militaires et soutiennent des dictatures liées à eux, ils se sont efforcés de renforcer leurs positions et à l'occasion, de donner des brevets de démocratie aux régimes en place. Que ce soit en Iran, en Thaïlande ou aux Philippines, en Corée du Sud, après des déclarations contradictoires, ils ont accru leur dispositif militaire.

La politique américaine ne s'est infléchie que là où le maintien de ses positions anciennes se révélait dangereux, et risquait de faire le jeu du social-impérialisme ; là où, également, une politique de force directe ne semblait plus possible. C'est un aveu de faiblesse et, pour une part, une conséquence de la défaite US en Indochine. Ainsi, en Afrique australe, tout en marquant certaines distances apparentes vis-à-vis du régime raciste sud-africain, Washington s'est efforcé d'entrer en contact avec les mouvements de libération du Zimbabwe et de Namibie et de faire figure d'arbitre et d'initiateur des négociations. Il n'a pas rompu non plus avec le régime angolais malgré ses attaches étroites avec Moscou et a conservé des intérêts économiques non négligeables dans le pays.

Lors des deux tentatives pour déstabiliser le régime zairois, à partir du Shaba, il a limité son intervention directe à un soutien logistique relativement discret.

Au Proche-Orient, profitant de la faiblesse du régime égyptien, il a su momentanément diviser suffisamment par différents moyens les États arabes et l'amener sur la voie d'un accord séparé avec l'État sioniste. Tout en se fondant en fait avant tout sur la menace directe que constitue dans la région l'armée israélienne équipée et financée par lui, il tente de se faire passer comme l'intermédiaire indispensable entre Israël et le monde arabe pour parvenir à une solution dite équitable, continuant à nier les droits nationaux du peuple pales-

tinien et cherchant à liquider la Révolution Palestinienne.

Ces assouplissements apparents entrent dans une stratégie plus globale de la superpuissance américaine vis-à-vis du tiers-monde : faire oublier l'image du «sale américain», agresseur et massacreur de peuples, éviter donc, autant que possible, toute intervention militaire directe et, si besoin est, opérer par forces régionales ou autres interposées. Ce choix est évidemment une conséquence politique du large discrédit qui frappe les États-Unis notamment depuis la guerre d'agression qu'ils ont menée en Indochine. Face au social-impérialisme, qui se lance de plus en plus dans des aventures militaires, Washington espère ainsi redresser progressivement son image et dans le même temps déployer de nouveaux moyens, essentiellement économiques et financiers, pour s'assujettir des pays du tiers-monde, même s'ils ont pu échapper un temps à leur influence ou passer sous celle du social-impérialisme. Cette stratégie passe par une diversification des relations économiques, sans ostracisme politique systématique, par une participation plus étendue aux projets industriels des pays du tiers-monde et aussi par le moyen puissant que constitue la dépendance vis-à-vis de l'aide agro-alimentaire. Sur tous ces plans, les États-Unis considèrent qu'ils ont bien davantage d'atouts vis-à-vis des pays du tiers-monde que l'Union soviétique.

Ces moyens, ils entendent les utiliser de façon bilatérale ou régionale, donc en position de force, sans pour autant céder devant les revendications d'ensemble du mouvement des pays du tiers-monde. De ce point de vue, ils ont en effet, pour le moment, accepté seulement le *principe* d'un fonds de stabilisation des matières premières.

La rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie mondiale conduit à la guerre

Ainsi, dans la période récente, la rivalité entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale s'est accrue. Partout dans le monde, par l'agression, la subversion et

l'ingérence, elles cherchent à développer leurs positions en vue de s'affronter. La course aux armements s'est accélérée de part et d'autre comme en témoignent les difficultés à conclure un nouvel accord SALT. L'URSS et les USA constituent bien les principaux auteurs d'une troisième guerre mondiale.

Et c'est en Europe principalement que leurs forces se font face : l'URSS y a concentré les trois quarts de ses forces armées et les trois cinquièmes de son aviation. Elle déploie sa flotte dans l'Atlantique nord et en Méditerranée. Les États-Unis, de leur côté, ont massé en Europe les trois cinquièmes de leurs forces à l'étranger.

La politique dite de détente proclamée à la conférence d'Helsinki en 1975 n'a pas dissimulé, comme on l'a vu à celle de Belgrade, l'extension et l'aggravation de la rivalité des deux superpuissances en Europe.

Elle a surtout servi à l'URSS qui, sous couvert de «paix» et de «détente» est la superpuissance qui se prépare le plus activement à la guerre et qui, comme elle le montre en Afrique, est la plus vorace, la plus agressive.

Mais, bien que les deux superpuissances prétendent décider du sort de l'humanité, leurs ambitions démesurées dépassent leurs moyens.

La poursuite de la course aux armements, le blocage prolongé des négociations pour de nouveaux accords SALT, les hésitations et les inquiétudes des milieux dirigeants américains sur leur politique de défense, la mise à jour progressive du caractère illusoire de la détente

et des accords d'Helsinki, les aventures militaires de l'URSS en Afrique sont autant de signes que la rivalité entre les deux superpuissances s'accroît, qu'elle a pour objectif la conquête de l'hégémonie mondiale, et que cette rivalité doit, à terme et dans des conditions déterminées, être amenée à se prolonger et se transformer en une nouvelle guerre mondiale.

Mais, bien que les deux superpuissances prétendent décider du sort de l'humanité, leurs ambitions démesurées dépassent leurs moyens. Toutes deux se trouvent en proie, à l'intérieur comme à l'extérieur, à des contradictions qui les minent.

L'impérialisme US ne saurait véritablement enrayer la phase historique de déclin où il est engagé.

Le social-impérialisme connaît lui-même des difficultés importantes. L'effort de guerre pèse de plus en plus lourdement sur la situation de l'économie et la population soviétique elle-même. Et, au plan international, les aventures militaires contribuent à éveiller bien davantage la vigilance des peuples et des pays quant à la véritable nature du social-impérialisme.

C'est aux peuples de tous les pays qu'il appartient de développer plus avant leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonisme, faisant ainsi reculer le danger d'une nouvelle guerre mondiale.

Mais quand les superpuissances en viendront à recourir à la guerre l'une et l'autre iront à la défaite. Les peuples, en fin de compte, gagneront la guerre, gagneront la paix et gagneront le progrès et le socialisme.

Le troisième monde

Dans la lutte mondiale des peuples contre l'impérialisme, le social-impérialisme et l'hégémonisme le mouvement des peuples et pays du troisième monde constitue, nous l'avons vu, la force principale.

Une tendance historique

Ce mouvement résulte de toute une série de bouleversements his-

toriques engagés à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Il a pour base l'essor sans précédent des mouvements de libération nationale, les victoires successives remportées sur le colonialisme et l'impérialisme, en particulier par la lutte armée et la guerre populaire, au point d'avoir mis en pièces, aujourd'hui, pour l'essentiel, tous les anciens empires coloniaux.

Dans ces conditions toute une série de pays ont accédé à l'indépendance ; pour autant qu'ils

étaient issus de luttes conséquentes de libération, ces nouveaux gouvernements ont, dans une certaine mesure, tendu à la prolonger au plan international. D'autres gouvernements, dont l'indépendance était très formelle au début, sous la pression de leurs peuples, ont subi une évolution interne ou ont été renversés et remplacés, de telle sorte que ces pays aussi ont pu amorcer des ruptures avec l'impérialisme. Dans de nombreux cas de nouvelles couches de bourgeoisie nationale ou de petite bourgeoisie ont accédé au pouvoir et ont engagé dans ces pays un processus d'édification d'un capitalisme national, prenant parfois la forme d'un capitalisme d'Etat. Ces projets entrent en contradiction en général avec le maintien tel quel des intérêts et rapports impérialistes.

Enfin, la persistance de la poussée des peuples, de leurs victoires et d'autre part le développement des contradictions impérialistes ont ouvert, dans l'ensemble, des possibilités nouvelles pour les couches dirigeantes de ces pays de s'opposer, à des degrés divers, à l'impérialisme.

La Chine socialiste, pays du troisième monde, par sa clairvoyance et la valeur de son exemple a contribué dès le début et continue à contribuer très activement à unir les pays du troisième monde pour qu'ils transforment en leur faveur tout rapport de forces avec l'impérialisme.

Les progrès de cette unité politique et le bouleversement historique qu'elle produit dans les relations internationales ne sauraient être appréciés correctement si on examine isolément ces pays ou si l'on se limite à une courte période.

La constitution du Tiers Monde en force politique est une grande tendance historique, qui s'est affirmée nettement dans les deux dernières décennies.

L'unité politique du Tiers Monde s'est manifestée avec netteté, à de nombreuses reprises, dans les instances internationales sur des questions importantes : contre le colonialisme, les régimes d'Afrique Australe, le sionisme et le racisme, pour l'admission de la Chine populaire à l'ONU. Elle s'est manifestée dans des actions concrètes de soutien par les pays à des mouvements de libération nationale. L'ONU s'est transformée en un forum où prédominent, le plus souvent, ces positions des pays du Tiers-Monde. Dans de nombreux

domaines ces pays ont fait front et ont battu en brèche les conceptions et la pratique de l'impérialisme et du social-impérialisme : contre le malthusianisme qu'ils voulaient leur imposer, contre le pillage des fonds marins, contre les affameurs de la FAO, pour la défense et le développement des cultures nationales, pour le désarmement.

Avec la crise de 1973 et l'embarco sur le pétrole, les revendications du mouvement des pays du Tiers-Monde remettant en cause l'exploitation et le pillage impérialistes qui s'étaient formulées progressivement auparavant, sont venues sur le devant de la scène et se sont clairement affirmées comme l'exigence d'une transformation *globale* des rapports de sujétion économique imposés jusque là. La volonté d'instaurer un nouvel ordre économique mondial a alors été proclamée et définie avec précision.

Ces acquis du mouvement politique du troisième monde sont d'ores et déjà considérables et ont d'ores et déjà transformé profondément les données et les rapports de forces au plan international.

Aujourd'hui, les mouvements de libération nationale continuent à se développer : en Afrique, au Zimbabwe et en Namibie ainsi qu'au cœur même de l'Etat raciste et colonial d'Afrique du Sud et en Palestine occupée. Ils sont nécessairement localisés dans ces bastions du fait que les anciennes puissances coloniales, à part la France, ont liquidé, par ailleurs, leurs anciens empires. En Asie du sud-est, en Thaïlande notamment, la lutte armée, dirigée par des partis communistes, remporte des succès contre les régimes réactionnaires étroitement liés à l'impérialisme US. Toutefois la poussée des peuples, qui aspirent à la révolution et exigent une véritable indépendance nationale ne saurait se manifester en général, comme auparavant, sous la forme de mouvements et de guerres de libération nationale contre l'emprise directe de tel ou tel impérialisme. Elle tend nécessairement à prendre pour cible, comme en Iran par exemple, les gouvernements mêmes de ces pays.

A présent s'amorce un mouvement de grande ampleur au cours duquel la tendance à la conciliation avec l'impérialisme des couches dirigeantes de ces pays sera inévitablement battue en brèche par le prolétariat et les masses populai-

res, au cours duquel la confrontation politique avec l'impérialisme et en premier lieu, les superpuissances se développera en luttes armées.

Le mouvement du Tiers-Monde face aux obstacles

Dans les deux dernières années le mouvement des pays du troisième monde a néanmoins été confronté à deux obstacles de taille : d'une part, les impérialismes occidentaux, les Etats-Unis en premier lieu, se sont efforcés de faire retomber sur les pays du troisième monde le poids de la crise économique, et, par ce moyen, de les diviser et d'affaiblir leur capacité de solidarité et de résistance. De l'autre, l'Union Soviétique a lancé une offensive de grande envergure afin de diviser également le mouvement de ces pays et de le soumettre à ses visées hégémoniques.

A la faveur de la crise, les impérialismes occidentaux, Etats-Unis en tête, ont pu mieux mettre à profit les moyens très puissants dont ils disposent encore pour contrecarrer les projets de développement indépendant de ces pays : la dette publique des pays non producteurs de pétrole est passée en un an de 180 à 250 milliards de dollars. Les termes de l'échange ont continué à se détériorer pour les matières premières, y compris pour le pétrole. Alors que le prix du pétrole est resté pratiquement stable depuis 4 ans, le prix des produits achetés par les pays de l'OPEP aux pays industrialisés ont, eux triplé. Dès à présent certains pays de l'OPEP sont à nouveau menacés par le déficit financier. Enfin les pays occidentaux s'efforcent de répondre sélectivement aux besoins d'industrialisation de ces pays, en pratiquant le chantage aux investissements. Ils tentent, comme l'a indiqué Carter au Venezuela cette année, d'organiser ainsi à leur profit une division internationale du travail. Il est significatif que l'unité des pays de l'OPEP ait été, fin 76, sur le point de se rompre.

Selon sa logique de superpuissance rapace, le social-impérialisme nie la division entre pays riches et pays pauvres, il refuse d'accéder aux revendications sur les dettes, sur l'aide au développement, il

exige pour sa flotte de guerre «l'internationalisation des détroits» et prétend que les ressources en matières premières appartiennent à ceux qui peuvent les exploiter. D'où sa proposition que les pays en voie de développement s'intègrent tout simplement au système du COMECON, qui pille déjà les pays de l'Est.

Mais à partir de 1975, l'URSS avec ses interventions militaires en Angola, puis en Ethiopie a franchi un pas : elle cherche à légitimer, au nom de la solidarité «anti-impérialiste», son droit à s'immiscer directement dans les mouvements de libération nationale et dans les affaires intérieures des pays du Tiers Monde. Le régime cubain lui est d'une aide précieuse : il lui procure en même temps que des troupes d'intervention une sorte de caution révolutionnaire, il est vrai pas mal défraîchie aujourd'hui.

S'appuyant sur l'expérience de ces peuples et pays qui, durant longtemps, ont eu à combattre l'impérialisme américain, comme ennemi n° 1, elle cherche à tromper leur vigilance, à dévoyer le terme de progressiste et à dénoncer comme réactionnaires et pro-impérialistes ceux qui ne se plient pas à ses vues. Le fait que le gouvernement du Vietnam, dont le peuple s'est acquis un immense prestige dans sa guerre contre l'agression américaine, défende ces mêmes positions au plan international jette une grave confusion et sert le social-impérialisme.

Ainsi, avec Cuba et, à présent, le Vietnam comme relais et porte-parole, en jetant dans la balance sa puissance matérielle et financière, en exploitant les divisions pouvant exister au sein des mouvements de libération nationale, en dressant au besoin tel pays contre tel autre pays, le social-impérialisme vise à placer sous sa coupe, toute une série de pays du Tiers-Monde, tout en brisant leur solidarité. A la conférence des non-alignés, à Belgrade plusieurs pays, Cuba et le Vietnam en tête, ont appelé de façon concertée les participants à développer la «coopération» avec «les pays socialistes épris de paix, qui sont leurs véritables alliés naturels». Alors que ces mêmes pays attaquaient violemment, en général, la lutte anti-hégémonique comme manœuvre de la «réaction, de l'impérialisme et du colonialisme» et désignaient la Chine comme ennemi des pays non-alignés et

principal fauteur de guerre

Malgré ce double obstacle, le mouvement des pays du Tiers-monde a résisté et est parvenu à préserver dans l'ensemble la possibilité d'aller de l'avant.

Au plan des revendications pour un nouvel ordre économique mondial, ils ont continué à unifier leurs vues et créé des organismes chargés de les défendre. Le programme intégré défini à Manille (février 1976) unifie l'ensemble de leurs revendications sur les produits de base. Cette année le groupe des 77 a constitué le «Conseil des associations de pays en voie de développement producteurs et exportateurs de matières premières». Le principe «d'autonomie collective», défini au sommet de Colombo (août 1976) a débouché sur la création, en septembre de cette année, d'une Conférence sur la Coopération technique des pays en voie de développement.

En définitive, si on analyse les résultats de la Conférence Nord-Sud qui s'est achevée en juin 1977, on constate que les pays industrialisés, avec à leur tête les Etats-Unis, n'ont pas réussi à isoler les pays producteurs de pétrole et à rompre le front des pays en voie de développement, même si ceux-ci n'ont pu obtenir en tout et pour tout qu'un accord de principe sur la mise en place d'un fonds commun pour les matières premières.

Au plan politique, les pays du Tiers-Monde ont poursuivi le combat, dans les instances internationales, pour exiger des mesures de plus en plus fermes contre les régimes racistes, et dénoncer leurs complices. En août 1976, au sommet de Colombo, le mouvement des non-alignés a admis l'OLP comme membre à part entière manifestant ainsi son soutien à la lutte du peuple palestinien. Enfin ces pays ont pris de nombreuses initiatives communes en vue de réduire les risques de guerre : ils ont réclamé la démilitarisation de l'Océan Indien, la mise en place de zones dénucléarisées. La dernière session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement (mai 1978) est due principalement à leur initiative.

L'offensive soviétique elle-même pour diviser et dévoyer le mouvement des pays du Tiers-Monde se heurte déjà, du fait notamment de la lutte du peuple érythréen à une prise de conscience et une vigilance accrue vis-à-vis du social-impé-

rialisme.

A la Conférence des non-alignés à Belgrade, cet été, la résistance aux attaques et aux thèses d'inspiration soviétique a été vive et ne leur a pas permis de l'emporter.

Une intervention importante du président yougoslave a notamment mis en garde assez clairement contre les manœuvres de division de l'Union Soviétique, et contre les «tentatives visant à établir... surtout en Afrique, de nouvelles formes de présence colonialiste ou de nouvelles formes de dépendance des blocs».

La Conférence a réaffirmé les principes du mouvement, en particulier le combat contre «la politique de force et toutes les formes de domination et d'hégémonie étrangères».

En Asie du Sud-Est

Après la victoire remportée par les peuples d'Indochine sur l'impérialisme américain, la lutte anti-impérialiste s'est poursuivie et a progressé dans les autres pays. En Birmanie et en Thaïlande, et aussi aux Philippines et en Indonésie.

En Thaïlande, la lutte armée, qui est dirigée par le Parti communiste depuis de longues années, est placée dans des conditions nouvelles. Après le rétablissement de la dictature militaire et la féroce répression contre le mouvement démocratique et étudiant, la perspective et la nécessité de construire un front, sous la direction du Parti communiste et lié à la guerre populaire, sont apparues plus nettement à nombre de militants anti-impérialistes.

Le peuple de Timor-Oriental, sous la direction du FRE.TI.LIN, n'a pas fléchi devant l'invasion militaire du régime indonésien et poursuit sa lutte contre l'annexion, pour l'indépendance nationale.

En Inde, le développement des luttes ouvrières et populaires contre le gouvernement d'Indira Gandhi et sa politique répressive ont provoqué sa défaite électorale ainsi que celle du Parti du Congrès au pouvoir depuis l'indépendance. Cette défaite a eu pour conséquence de distendre les relations de l'Inde avec le social-impérialisme.

Au Proche-Orient

Au Proche-Orient, à la suite de la guerre d'octobre, l'impérialisme

américain, se posant en arbitre de la situation en tant que protecteur d'Israël, est parvenu progressivement à faire rentrer l'Egypte, pièce essentielle au sein du monde arabe, dans son projet de paix séparée avec l'Etat sioniste et de trahison des droits nationaux du peuple palestinien. Le but de l'impérialisme américain est de briser l'unité arabe, d'amener un à un les Etats arabes à reconnaître l'Etat d'Israël et de se présenter ainsi, en position de force, à terme, vis-à-vis du social-impérialisme pour imposer au Proche-Orient un règlement global à son profit, où l'Etat d'Israël principalement, comme aujourd'hui, mais aussi des Etats arabes assureraient sa prédominance dans la région.

L'initiative prise par Sadate de se rendre à Jérusalem s'inscrit dans cette perspective. De même que les accords-cadre de Camp David et le traité de paix israélo-égyptien qui est en train d'être négocié.

L'impérialisme américain a pesé de tout son poids sur la situation des couches dirigeantes égyptiennes : échaudées par leur expérience de rapprochement avec l'URSS, menacées par le délabrement continu de l'économie, elles ont choisi de préserver avant tout leur domination de classe en se retirant du front arabe et en entrant dans le jeu américain.

Mais malgré ce succès apparent de la politique américaine, il n'est pas de tout certain que les accords de Camp David puissent se réaliser.

D'une part parce que la quasi-totalité des Etats arabes, y compris l'Arabie Séoudite, n'ont pas approuvé ces accords ou les ont ouvertement dénoncés à des degrés divers : ils ne sont pas prêts à entrer dans un règlement décidé sans eux, qui saboterait les acquis dans l'unité arabe, restaurerait durablement l'Etat sioniste dans son rôle de gendarme du monde arabe. Certains sont très réticents devant une solution qui risque de permettre par contrecoup un retour en force du social-impérialisme dans la région. Ils hésitent également, vis-à-vis de leurs peuples, à trahir ouvertement la cause du peuple palestinien, indissolublement unie à la volonté d'indépendance nationale des peuples arabes.

Mais surtout, les accords de Camp David butent sur un obstacle majeur : la détermination du peuple palestinien à lutter jusqu'au bout contre l'Etat sioniste, pour ses

droits nationaux, pour recouvrer sa patrie.

La poursuite et les progrès de la lutte de Libération en Palestine occupée, l'esprit d'offensive des combattants palestiniens, sous la direction de l'OLP, face à l'agresseur sioniste au Liban, sont le gage que, malgré les obstacles qui se dressent aujourd'hui, l'avenir appartient au peuple palestinien et à tous ses frères, les peuples arabes.

En Afrique

En Afrique, les luttes de libération nationale se sont développées avec vigueur au sein des bastions colonialistes et racistes d'Afrique du Sud : au Zimbabwe, la lutte du peuple a connu un essor rapide. Le Front patriotique, qui organise toutes les forces combattantes contrôle déjà les trois cinquièmes du territoire. Depuis le début de l'année, il a franchi un nouveau pas et commencé à lancer ses premières attaques contre les villes. L'essor de la lutte armée a permis au peuple du Zimbabwe de rejeter les différents plans de régleme nt inspirés par les USA, qui visent à maintenir, sous une forme ou sous une autre, le régime raciste de Salisbury.

Le peuple de Namibie, sous la direction de la SWAPO, a fait reconnaître son droit à l'indépendance. Il mène une lutte résolue pour recouvrer sa totale indépendance, alors que Prétoria prétend s'y opposer en maintenant des troupes dans le pays et en occupant le port de Walvis-Bay.

Au cœur même du bastion colonialiste et raciste, en Afrique du Sud, à Soweto, Johannesburg, Elisabethville, un puissant mouvement populaire, entraîné par les jeunes générations, à l'été 1976, a mobilisé des centaines de milliers d'Africains et ébranlé le pouvoir colonial et le système d'apartheid. Malgré la répression impitoyable, le mouvement est resté profondément vivant sous de multiples formes et a resserré ses liens avec la lutte des autres peuples de la région.

Mais depuis 1975, les peuples et les pays d'Afrique sont confrontés à une offensive de grande envergure du social-impérialisme. L'Union soviétique cherche à s'imposer sur le continent : d'une part, parce que l'Europe occidentale dépend, pour une bonne part, de sources et de

voies d'approvisionnement situées en Afrique, et d'autre part, parce que, face au discrédit des vieilles puissances coloniales et des USA, l'URSS se sent en mesure d'exploiter à son profit la fragilité de beaucoup de régimes issus de la décolonisation et les conflits latents hérités du découpage colonial.

Les moyens de pénétration et de mainmise du social-impérialisme sont multiformes et d'autant plus dangereux qu'ils se déguisent sous un masque de solidarité anti-impérialiste. En Angola, l'URSS est parvenue à profiter des divisions existant dans le mouvement de libération nationale et de l'agression sud-africaine pour débarquer ses conseillers et les troupes cubaines, imposer sa présence et peser de tout son poids sur le MPLA et le gouvernement angolais. En Afrique Australe, l'URSS favorise la mise sur pied de forces importantes, très bien armées, encadrées par des conseillers cubains ou soviétiques, qui ne participent pas à la guerre de libération du Zimbabwe mais font planer, à terme, un risque de guerre civile au sein même du peuple du Zimbabwe. Au Shaba, elle a cautionné deux tentatives, menées à partir de forces stationnées en Angola, pour déstabiliser à son profit le régime corrompu et impopulaire de Mobutu.

En Ethiopie, l'URSS a montré qu'elle était capable de s'imposer par d'autres moyens encore : à la suite de l'effondrement du régime vermoulu du Négus, dans une situation de bouleversements, elle s'est rendue peu à peu indispensable aux nouveaux dirigeants, à travers les querelles internes qui les déchirent : elle élimine, pour recomposer une domination de classe, restructurer l'appareil politique et l'ensemble des moyens de répression et d'encadrement des masses, mettre en place et gérer le nouveau secteur capitaliste d'Etat. Attisant le chauvinisme et l'expansionnisme, lançant le régime éthiopien contre le peuple érythréen, elle le place de plus, par ses fournitures massives d'armes et de troupes cubaines, sous une dépendance très forte, militaire et financière.

L'URSS sait d'ailleurs, au besoin, développer aussi, sa pénétration économique en Afrique : le contrat spectaculaire qu'elle vient de passer, par exemple, pour l'exploitation des phosphates, la place

à présent au premier rang des partenaires économiques du Maroc.

L'Union soviétique fait peser ainsi un grave danger sur les peuples d'Afrique et sape les efforts des pays africains pour progresser dans l'unité, elle tente de les dresser les uns contre les autres, et d'en placer le plus grand nombre possible sous sa coupe. Elle vise ouvertement à s'assurer l'hégémonie sur ce continent.

De leur côté, les Etats-Unis ont mis en œuvre de nouveaux moyens pour contenir l'avancée soviétique en Afrique et y ont globalement, renforcé leur présence.

Prenant quelque distance vis-à-vis du régime d'apartheid, pour préserver leurs intérêts stratégiques en Afrique Australe, coopérant davantage avec les anciennes puissances coloniales, ils ont noué des relations avec les mouvements de libération nationale et essaient de se poser en arbitre et maître du jeu pour parvenir à des solutions qui leur conviendraient. Ils tentent de briser l'unité du Front Patriotique en offrant le pouvoir à la ZAPU, pour l'opposer à la ZANU, qui représente la plus grosse partie des forces combattantes et se bat fermement pour l'indépendance totale du pays. Dans le même temps, pour faire pièce aux Soviétiques, ils développent leurs relations, économiques notamment, avec toute une série de pays africains, levant des restrictions que jusque là, ils avaient souvent imposées du fait de leurs positions politiques.

L'impérialisme français lui-même qui dispose encore de moyens importants de domination en Afrique, essaye de se saisir de la menace soviétique pour consolider et même étendre sa sphère d'influence sur le continent. A chaque opération menée d'Angola contre le Shaba, il a pu ainsi se permettre d'intervenir militairement au Zaïre et proposer ensuite de constituer une «force d'intervention inter-africaine» liée à lui.

Malgré ces graves attaques, et en premier lieu celles du social-impérialisme, contre leur unité, les pays d'Afrique n'ont pas abandonné la volonté de la préserver. Leur soutien à la lutte contre les régimes racistes ne s'est pas démenti. La lutte résolue du Front Polisario contre l'annexion maroco-mauritanienne du Sahara Occidental, a

abouti, par ses succès, à renverser le gouvernement mauritanien et à créer ainsi des conditions plus favorables pour que se réalise l'indépendance du pays et que soit éliminé un facteur de division dans la région et en Afrique.

La fermeté du peuple érythréen à défendre son indépendance contre les forces éthiopiennes et soviéto-cubaines a éveillé la vigilance des peuples vis-à-vis de l'Union soviétique, de même que le cynisme de Moscou à l'égard de la Somalie. L'Angola et le Zaïre ont jeté les bases d'une réconciliation. La tentative française de patronner une force d'intervention africaine a été repoussée. Et dans cette période critique pour le continent, le dernier sommet de l'OUA est parvenu à réaffirmer les fondements de l'unité africaine, en refusant notamment la politique des blocs.

En Amérique latine

L'Amérique Latine est toujours considérée par les Etats-Unis comme leur «arrière-cour» : ils essaient par tous les moyens d'y renforcer leur influence et n'ont pas renoncé à leur politique d'ingérence, directe ou par l'intermédiaire de l'OEA, comme en témoignent les événements de Saint-Domingue et du Nicaragua.

Cependant, cette influence se trouve remise en cause.

D'une part, les différents pays d'Amérique Latine, à des degrés très divers, sont partie prenante du mouvement des pays du Tiers Monde. Les Etats-Unis ont dû conclure un nouveau traité beaucoup moins avantageux pour eux et reconnaître la souveraineté du Panama sur le canal, sous la pression du peuple panaméen. Les contradictions entre les Etats-Unis et le Brésil, dont le poids politique en Amérique Latine est important, se sont aiguës : le Brésil a accentué la diversification de ses échanges et son ouverture vers l'Europe, a refusé de capituler sur la question du nucléaire et fait dépendre d'un transfert de technologie l'octroi aux USA de l'exploitation des fonds sous-marins. Cependant, dans ce contexte général, des reculs sont apparus dans la position de pays comme le Pérou et l'Equateur.

D'autre part, l'apparition, puis les transformations internes du régime cubain ont permis à l'URSS de prendre pied dans le sous-conti-

nent. L'URSS a resserré ses relations commerciales avec certains pays comme l'Argentine et espère renforcer sa présence à la faveur de querelles frontalnières et d'affrontements nationalistes entre certains pays qui cherchent à augmenter leur armement. De son côté, Cuba, dont les relations avec les USA se sont quelque peu améliorées, joue un rôle actif, particulièrement dans les Caraïbes où il essaie de promouvoir des projets d'intégration économique et commerciale, sous son égide ; le régime cubain entretient des liens avec plusieurs mouvements de libération nationale, à Porto-Rico, au Nicaragua, etc..

La doctrine Carter des droits de l'homme est un nouveau moyen de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays ; elle apparaît comme une tentative pour répondre à l'affaiblissement interne et à l'isolement international des dictatures que les USA ont mises en place dans les années 60. Cette doctrine ne s'est pas traduite par un arrêt réel de l'aide économique, financière et militaire aux dictatures les plus sanglantes d'Amérique Latine.

Dans les pays où les Etats-Unis voient en la bourgeoisie libérale (démocratie chrétienne ou social-démocratie) une alternative possible à la dictature, capable de sauvegarder leurs intérêts, de stabiliser la situation en endiguant le mouvement populaire et en empêchant sa radicalisation, ils font des droits de l'homme leur cheval de bataille : c'est le cas par exemple au Chili où l'enquête sur l'assassinat d'Orlando Letelier met directement dans l'embarras Pinochet.

Partout au contraire où cette alternative leur semble trop faible ou trop fragile, ils soutiennent les dictatures fascistes sous leur forme actuelle.

Dans les deux cas, l'évolution qui se dessine, sur le modèle brésilien, est celle de l'institutionnalisation des dictatures ; elle prévoit le retour à un cadre juridique plus proche des pays occidentaux, le rétablissement partiel et sélectif de certains droits démocratiques qui permettrait de réinsérer dans la vie politique des secteurs de la bourgeoisie qui en sont aujourd'hui exclus. Mais cette institutionnalisation va de pair avec le maintien d'une répression extrêmement brutale du mouvement des masses, notamment de la classe ouvrière, et la poursuite de sa surexploita-

tion, comme c'est déjà le cas au Mexique ou en Colombie. De nouvelles formes de répression sont apparues : liquidation massive des prisonniers politiques et des disparus, arrestations et tortures de courte durée, plus difficiles à connaître et à dénoncer. Pour formelle que soit cette institutionnalisation, elle n'en constitue pas moins un recul des dictatures et une brèche que les luttes peuvent élargir.

Dans la dernière période, les luttes de la classe ouvrière et du peuple dans différents pays, même dans les dictatures les plus fascistes, ont connu une réactivation. C'est le cas au Chili où, après des années difficiles, les mineurs ont mené des grèves importantes ; c'est le cas au Brésil avec une large

mobilisation ouvrière dans la région de Sao Paulo, et des manifestations de rues massives ; c'est vrai aussi en Bolivie, au Pérou et ailleurs. Cet essor des luttes est inégal et discontinu, mais aucune dictature ne parvient à réduire au silence le peuple. En Argentine, malgré la tenue du Mundial, Videla n'a pu masquer aux yeux du monde les atrocités de sa dictature et l'oppression du peuple. Mais aujourd'hui, c'est tout particulièrement au Nicaragua que s'est levé un puissant mouvement populaire, à l'initiative du Front Sandiniste de Libération Nationale, pour en finir avec la plus ancienne dictature du continent.

Dans le cadre général d'un recul

momentané des peuples, avec notamment le coup d'Etat sanglant de Pinochet au Chili, une tendance à la reprise des luttes est apparue un peu partout dans le sous-continent ; la plupart des dictatures latino-américaines cherchent à remodeler leurs contours ou à s'institutionnaliser, signe d'une relative fragilité, mais d'autres peuvent se mettre en place dans les pays où la lutte de classes s'est aiguïlée. Si la volonté d'émancipation des peuples d'Amérique Latine a crû et s'est manifestée clairement, le chemin à parcourir jusqu'à la victoire est long et difficile, susceptible de retours en arrière momentanés, il est fonction aussi de la clarification politique qui commence à s'amorcer.

La République populaire de Chine

Le 9 septembre 1976, décédait le camarade Mao Tsé-toung, président du Parti communiste chinois. Pour nous, pour les masses révolutionnaires dans le monde, Mao Tsé-toung ne représentait pas seulement le dirigeant du Parti communiste chinois qui a su établir et renforcer le socialisme dans le pays le plus peuplé du monde ; il était avant tout le dirigeant du prolétariat international. Systématisant les enseignements de la guerre populaire, analysant la place des luttes de libération nationale dans la révolution prolétarienne mondiale, réaffirmant à partir de l'expérience de retour au capitalisme en URSS la thèse fondamentale de poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, Mao Tsé-toung a enrichi sur de très nombreux points les acquis du marxisme-léninisme. Dans la relation du Parti aux masses, il a défini la ligne consistant à partir des masses pour retourner aux masses, à enquêter auprès d'elles, à systématiser leur expérience à la lumière du marxisme-léninisme, pour élaborer ses mots d'ordre, ses directives, sa ligne politique. Il a éclairé les méthodes de direction communistes, redéfini le caractère de classe et les principes du centralisme démocratique. Il a mis à jour la lutte de lignes qui se mène dans le parti

communiste et que les communistes doivent mener consciemment pour ne pas voir leur parti dégénérer. Ainsi, il a redéfini, en les nourrissant de l'expérience du prolétariat chinois, les contours et les principes du parti communiste de type nouveau. Dans ses essais philosophiques, en particulier dans *«De la pratique»* et *«De la contradiction»*, il a systématisé les lois de la dialectique matérialiste, défini le processus de la connaissance, de développement et de résolution des contradictions.

C'est pourquoi nous reconnaissons en Mao Tsé-toung non seulement le chef historique de la révolution chinoise, mais le dirigeant du prolétariat international en lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, contre la bourgeoisie et le révisionnisme moderne.

Après la mort du président Mao Tsé-toung, on a vu surgir dans notre pays certaines interrogations sur le devenir de la Chine. Privée de la direction du président Mao qui, pendant plus d'un demi-siècle, avait joué un rôle moteur, dirigeant, dans le développement de la lutte du peuple chinois pour la révolution de démocratie nouvelle, la construction du socialisme, et la lutte contre le révisionnisme moderne, la République populaire de

Chine, le peuple chinois allaient-ils poursuivre la gigantesque tâche dans laquelle ils s'étaient engagés ? Certains, arguant mécaniquement du devenir de l'URSS après la mort de Staline, prétextant de la chute de la bande des Quatre à l'automne 1976, un mois à peine après la mort du président Mao, répondaient hâtivement à ces questions par la négative.

Notre Parti, s'il a quelque peu été surpris par le rapide déroulement des événements en Chine à cette période, a eu à l'égard des questions que posaient ces événements une démarche pas à pas, d'étude et de réflexion. Cette réflexion d'une part, la mise à jour progressive par le Parti communiste chinois de la lutte entre les deux lignes qui s'était déroulée en son sein à cette époque d'autre part, amenèrent notre Parti à saisir plus concrètement la nature véritable de la ligne suivie par la bande des Quatre, et les graves dangers qu'elle faisait courir à la Chine. Aujourd'hui, deux ans après ces événements, et sans prétendre rendre compte, ce qui n'est d'ailleurs nullement notre rôle, de toutes les mesures concrètes prises dans divers domaines aujourd'hui par les camarades chinois nous devons examiner à la lumière du développement de la situation en Chine, si l'analyse faite par notre Parti s'est trouvée confirmée ou infirmée.

Quelles sont les bases de cette analyse ? Les conséquences politi-

ques et pratiques de la ligne suivie par les Quatre, les explications apportées par le Parti communiste chinois sur la lutte entre les deux voies en son sein en particulier depuis son 10^e Congrès, nous ont amenés à approfondir notre réflexion sur les problèmes posés par l'édification du socialisme : à travers les grandes luttes qu'a menées le PCC pour tracer et développer la voie du socialisme, quels problèmes fondamentaux a-t-il rencontrés ? Pour édifier en Chine une société socialiste, transformer les rapports sociaux et les idées, pour arracher le pays à la misère et au sous-développement, quelles réponses ont été successivement avancées ? Avec quelles conséquences ? Quels enseignements peut-on en tirer sur les caractéristiques propres à cette période de transition entre le capitalisme et le communisme qu'est le socialisme ?

À travers ces questions, apparaît un double problème : d'une part le problème général de l'édification du socialisme, qui se cristallise en particulier dans la façon dont sont liées la transformation de la base économique et la transformation de la société elle-même, de ses organes de pouvoir, de l'idéologie. D'autre part, ces questions posent le problème de l'édification du socialisme en Chine-même dans les conditions spécifiques de ce pays qui, par son rôle politique mais aussi par son passé de misère et d'oppression semi-coloniales et semi-féodales, par l'importance numérique de sa paysannerie, le développement encore limité de son industrie, fait partie intégrante du Tiers-Monde.

Cerner avec plus de précision l'enjeu de ces questions permet de mieux comprendre la signification de la lutte menée contre les Quatre, et les problèmes auxquels la Chine devra faire face pour poursuivre l'édification du socialisme.

«Faire la révolution» et «promouvoir la production»

Comment, sous le socialisme, s'articulent ces deux tâches, «faire la révolution» et «promouvoir la production» ? Cette question s'est trouvée posée à chaque moment de l'édification du socialisme en Chine. Expression de la nécessité

formulée par Mao Tsé-toung que le prolétariat poursuive la lutte de classes sous le socialisme, l'articulation entre poursuite de la révolution et développement de la production a été ainsi définie : «Il n'est pas question de substituer la révolution à la production, mais de faire en sorte que la révolution commande à la production, la stimule et l'entraîne». Cette définition, extraite du rapport du IX^e Congrès du PCC, visait à combattre le point de vue erroné avancé à ce sujet, tant par Liou Chao-chi que par Lin Piao. Ce point de vue appelé «théorie des forces productives» consiste à considérer à une étape ou une autre de l'édification du socialisme, que la tâche unique est désormais la production, que ce n'est donc plus le moment de poursuivre en même temps la lutte de classe contre les débris des anciennes classes exploiteuses, les nouveaux éléments bourgeois et les idées bourgeoises qui subsistent.

Quelle était la conception avancée par les Quatre à ce sujet ? Exposée en détail dans ses conséquences et ses applications par de nombreuses organisations du Parti et de travailleurs chinois, les cheminots de Pékin, les ouvriers de l'usine de soie de Hangtchéou, les paysans de Tatchaï... elle a parfois été condensée dans la formule : *«La révolution menée à bien, la production se développera spontanément»*. Cette conception revient à distinguer 2 phases très distinctes, une pour la révolution, une pour la production donc à séparer mécaniquement les 2 éléments de cette tâche unique du socialisme : *«Faire la révolution et promouvoir la production»*.

Cependant (et c'est là ce qui différencie la conception des Quatre de celle d'un Liou Chao Chi), le fait d'arborer l'enseigne de la révolution, donnait à la position des Quatre une apparence de gauche. Pourquoi ? Apparaissant sous les traits du courant de critique des idées révisionnistes pendant la Révolution Culturelle, se présentant même comme ses défenseurs les plus en pointe, ils ont en fait déformé la cible de ce mouvement, semé la confusion sur ses causes et ses méthodes, portant ainsi atteinte simultanément au fonctionnement régulier du parti, à l'organisation de la société, et au marxisme-léninisme.

Cette ligne, ces pratiques ont entraîné de graves conséquences dans l'édification de la Chine, dans la vie politique, culturelle, matérielle du peuple chinois. Tout d'abord les Quatre ont favorisé l'apparition, au sein des usines, de groupes d'ouvriers rivaux, ont semé la division, l'hostilité, ont ainsi poussé à ce que des contradictions au sein du peuple dégénèrent parfois en conflits ouverts, en recours à la force. Cette atmosphère de division, de suspicion, présente sur les lieux de production, dans les organisations de masse et qu'ils ont essayé d'introduire dans le parti, a en particulier limité le développement de la production agricole et industrielle. Or la bataille engagée par la Chine depuis sa libération pour assurer au peuple des conditions de vie et de travail correctes, pour l'arracher au sous-développement, n'a pu remporter d'importants succès que par une intense mobilisation. Perturber les conditions de transport ou de production c'est donc directement ou indirectement retarder l'amélioration de la vie et du travail du peuple. Par exemple, que l'usine de générateurs N° 5 de Shanghai subisse un retard dans son programme, c'est toute la réalisation du projet d'irrigation des terres du Nord par le détournement des eaux du Yang Tsé-kiang qui est atteinte, c'est — conséquence non indifférente aux paysans de ces régions — les progrès dans les conditions de travail des paysans qui sont retardés d'autant, l'alimentation de toute la population, assurée grâce à une mobilisation constante, qui subit des perturbations, des retards, engendrant par moments et par endroits, des privations.

D'autre part, la confusion apportée par les Quatre dans le domaine artistique a fortement affecté la vie culturelle. Limitant les œuvres considérées comme révolutionnaires à 9 opéras dits modèles, et continuellement ressassés, la direction qu'ils avaient acquise sur le secteur culturel a produit une véritable sclérose dans la production d'œuvres littéraires ou artistiques.

De fait, et c'est là la conséquence essentielle, une telle position, loin de faire avancer la révolution, conduisait dans sa logique, à son contraire, le retour au capitalisme, la domination des idées révisionnistes. En effet, à partir du moment où ce qui se présente fondamentalement comme «activité révolu-

tionnaire» n'apparaît plus que comme un facteur de division, une activité stérile et de plus en plus nuisible à la production, l'idée se propage largement dans les couches arriérées que la «révolution» doit être terminée au plus vite.

D'autre part, il est clair qu'à partir du moment où le rôle dirigeant de la révolution sur la production est sapé, les tâches de production ne s'accomplissent plus sous la direction du Parti, dans le cadre du plan et de l'orientation d'ensemble que s'est fixés, centralement, la classe ouvrière. Du même coup, est laissé le champ libre à la formation de centres de décision particuliers, soustraits à la direction unifiée du Parti communiste. C'est par ce moyen aussi, la voie ouverte pour que, dans le domaine de la production, la technique prenne de fait le poste de commande. Ainsi, en arborant l'enseignement de la révolution, en proclamant ouvertement que, qui est révolutionnaire, «ne craint pas l'arrêt de la production et du travail», les Quatre entravaient l'amélioration des conditions de vie et de travail des masses, en fait, créaient les conditions pour que le révisionnisme se développe.

«Il faut pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, ne pas tramer complots et intrigues»

Le lien étroit qui existe entre les positions prises à l'égard des tâches de révolution et de production, et les méthodes employées pour résoudre les contradictions qui en découlent, a été particulièrement mis en lumière par cette lutte contre les conceptions et les pratiques des Quatre.

En effet, à partir du moment où révolution et production sont séparées mécaniquement, où la lutte de classes est vidée de sa substance, quelles méthodes de direction vont en découler ?

Les explications des communistes et des travailleurs chinois montrent clairement com-

ment leur conception poussait les Quatre à évincer des postes de direction tout homme considéré par les travailleurs comme à la fois «rouge et expert», en l'affublant de l'étiquette «révisionniste» sous prétexte qu'il s'intéressait aussi à la production, aux procédés techniques etc... Les explications des travailleurs chinois montrent comment les cadres ouvriers et paysans, la direction du Parti communiste, le Parti communiste lui-même devenaient la cible principale. Plaçant à des postes de responsabilité des éléments recrutés sur la base d'un esprit non de parti mais de coterie, entravant le rôle dirigeant du parti, divisant le parti et les masses, les Quatre étaient ainsi amenés à substituer des pratiques de type bourgeois aux pratiques marxistes. Dans la lutte qu'il mène contre les conceptions des Quatre, le Parti communiste chinois a souligné la parenté profonde qui existe entre la démarche de Lin Piao et celle des Quatre. A l'inverse de la démarche de Mao Tsé-toung, qui avait pour souci constant de guérir la maladie pour sauver l'homme, de rééduquer les cadres tombés dans une voie erronée, tout en dénonçant avec toute la fermeté nécessaire la ligne erronée, la démarche des Quatre, telle qu'elle est stigmatisée dès 1974, consiste dans une appréciation définitive portée sur les hommes, qui aboutit non à unifier mais à diviser le parti, non à rééduquer ses cadres, mais à les éliminer et tout particulièrement les cadres expérimentés de la révolution de Démocratie Nouvelle. Cette démarche revient à nier que la ligne juste ne peut s'élaborer qu'à partir de la pratique révolutionnaire des masses et de tout le Parti, centralisée et systématisée dans le cadre du fonctionnement centraliste démocratique du parti. Cela signifie, dans le cadre du parti, dissimuler ses propres positions, parce que l'on sait qu'elles vont être combattues et isolées, donner un accord formel ou même approuver ostensiblement, parfois faire de la surenchère.

On voit ainsi nettement comment les trois principes inscrits depuis le X^e Congrès du Parti communiste chinois dans ses statuts «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, ne pas tramer complots et intrigues»,

comment ces trois principes sont indissociables : qui suit une ligne révisionniste est nécessairement conduit à dissimuler, à tronquer les idées des masses, à les réprimer pour imposer les siennes, à intriguer. Inversement, il est non moins clair que qui «trame complots et intrigues» au sein d'un parti communiste authentique, fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique ne pratique pas le marxisme. Particulièrement mise en lumière par la lutte engagée contre les Quatre, l'unité de ces trois principes est un enseignement précieux pour les marxistes-léninistes.

«Une confusion idéologique et théorique»

Telles sont les principales conséquences politiques de la ligne suivie par les Quatre. A travers elles apparaissent certains aspects théoriques de leurs erreurs, qu'il est nécessaire d'étudier plus profondément. Les premières analyses produites à ce sujet par le Parti communiste chinois ouvrent la deuxième phase de la critique des Quatre : elles visent à définir plus précisément les racines de leurs erreurs, leurs fondements idéologiques et théoriques. Cette réflexion est combinée avec la publication de discours ou rapports de Mao Tsé-toung permettant une compréhension plus approfondie des contradictions qui existent sous le socialisme et des justes méthodes de résolution de celles-ci, des principes qui régissent le fonctionnement d'un parti communiste, son rapport aux masses et l'élaboration de sa ligne politique. En fait, cette phase voit s'ouvrir toute une série de questions, de débats qui, par leur importance concernent tout le peuple. Ainsi le débat sur le principe socialiste «à chacun selon son travail» que les Quatre accusaient de favoriser la restauration du capitalisme, s'articule autour de plusieurs questions théoriques : en quoi consiste le caractère transitoire de la société socialiste ? Quels rapports existent entre les rapports de production et les forces productives, entre l'économie et la politique ? Pourquoi Marx a-t-il qualifié le principe «à chacun selon son travail» de «droit bourgeois» ? Comment peut-on «créer les conditions dans lesquelles la bourgeoisie

ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau ? Plus largement, l'approfondissement entrepris dans la critique des positions des Quatre vise à mettre à nu l'importance des confusions apportées par ceux-ci : «Confusion dans les rapports entre connaissance et pratique, entre dirigeants et masses, entre rapports de production et forces productives, entre superstructure et base économique, entre révolution et production». L'enjeu de cet approfondissement de la critique, c'est une maîtrise supérieure de la dialectique matérialiste par le parti communiste et par les masses, du processus d'élaboration de sa ligne politique et de la résolution des contradictions au sein du parti et au sein du peuple. L'enjeu, c'est, en fin de compte, la poursuite de l'œuvre du Président Mao Tsé-toung, l'édification d'une Chine socialiste.

Ainsi, la ligne mise en avant par Lin Piao et développée par les Quatre, dans la pratique aboutissait au faible développement des forces productives, aux distorsions apportées à la démocratie, à la division du peuple.

Pourquoi ? Parce que en niant le caractère spécifique de la lutte pour la production et en particulier la nécessité d'en maîtriser de manière toujours plus précise et approfondie, les lois techniques et scientifiques, les Quatre ne permettaient pas que la conscience révolutionnaire des travailleurs guide réellement l'étude de ces lois et l'ensemble du processus de production. Ainsi, cette séparation de la révolution et de la production aboutissait à la fois à un avilissement de la notion de révolution, de politique, de lutte de classes, et à un développement de la production sur une voie de type capitaliste.

La lutte menée par le Parti communiste chinois contre les idées de Liou Chao-chi puis celle menée contre Lin Piao et les Quatre est ainsi riche d'enseignements sur la réalité de la période de transition : ce que montrent ces luttes en effet, c'est que le révisionnisme, la restauration du capitalisme peuvent se présenter sous deux faces apparemment opposées, l'une de droite, celle qui nie de fait la poursuite de la lutte de classes sous le socialisme, l'autre de «gauche», celle de Lin Piao et des Quatre, qui nie de fait la nécessité de développer les forces productives sous le socialisme. Opposées

dans leur formulation ces deux conceptions relèvent du même point de vue unilatéral et sont porteuses, à terme, du même retour en arrière.

Affirmer aujourd'hui, comme le font certains qui ne voient que de fort loin la réalité chinoise, que la Chine ferait précisément ce retour en arrière en condamnant la ligne et les pratiques des Quatre néglige cette réalité spécifique de l'étape de transition. Comment transformer les rapports de production, la superstructure si les conditions de travail et de vie des masses ne connaissent pas d'amélioration continue, si on ne développe pas les forces productives ? Inversement, le développement des forces productives, s'il est une condition indispensable à la transformation révolutionnaire de la société, ne contient-il pas aussi en germe le capitalisme, puisqu'il est lié, dans cette étape de transition, au «droit bourgeois» et en particulier à la répartition des biens selon le principe «à chacun selon son travail» ? Telle est la réalité contradictoire de l'édification du socialisme en tant qu'étape de transition entre le capitalisme et le communisme.

Un pays en pleine transformation

La Chine est aujourd'hui engagée dans un vaste mouvement de transformation. «Edifier un puissant Etat socialiste moderne, avant la fin du siècle» tel est l'objectif qu'a fixé Houa Kouo-feng, président du Parti communiste chinois.

A quoi correspond cet appel ? Tout d'abord, il est la volonté affirmée de mettre fin au retard provoqué dans le développement des forces productives. Développer les forces productives est une condition indispensable de la poursuite de la révolution chinoise. Cet appel lancé par le Parti communiste chinois s'inscrit aussi dans la perspective qu'avait tracée Mao Tsé-toung en 1956 dès que la socialisation des moyens de production avait été pour l'essentiel achevée, développée à travers le Grand Bond en Avant et reprise, sur la base des apports de la Révolution culturelle, par la IV^e Assemblée Populaire Nationale en 1975. Il s'appuie sur les immenses transformations déjà accomplies pour assurer la nourriture de la population, pour rendre

fertiles des millions d'hectares de terre, pour prévenir les inondations et les fléaux qui, il y a 30 ans encore, faisaient leurs ravages ; le Parti communiste chinois s'engage ainsi dans une voie où peut-être menée la double tâche de la révolution : celle de la libération des forces productives, de la maîtrise plus grande des procédés scientifiques et techniques, et celle de la poursuite de la révolution dans les rapports sociaux, dans les idées, dans le système de dictature du prolétariat.

Aujourd'hui la Chine se prépare à entrer dans une phase supérieure de son édification. Le but visé consiste à assurer dans un premier temps la modernisation des activités de base, dans un deuxième temps, et grâce à cette modernisation, à acquérir un niveau de développement économique comparable à celui des pays industriels avancés. La réalisation d'un tel objectif établirait avec force la vérité du principe marxiste du «développement libre, sans entraves, progressif des forces productives» une fois qu'elles sont libérées des rapports de production capitalistes.

L'édification du socialisme permet aujourd'hui à l'agriculture d'assurer à la population une nourriture quotidienne, saine et équilibrée, ceci grâce à la mobilisation intense de la plus grande partie du peuple, les paysans, grâce à un travail qui, le plus souvent encore, est fait à la main. Équiper l'agriculture de tracteurs et de moyens modernes d'irrigation, augmenter la fertilité par l'emploi d'engrais, y compris chimiques, c'est donc à la fois contribuer à améliorer les conditions de travail à la campagne, permettre l'augmentation, en quantité et en variété des aliments pour toute la population. Mécaniser l'agriculture ne peut se concevoir sans une transformation en profondeur de l'industrie, sans son extension et sa modernisation, sans un développement de la recherche scientifique et technique. Ce grand mouvement dans lequel s'engage la Chine prend en particulier pour forme et pour but la généralisation des entreprises de type Taking pour l'industrie et la généralisation des districts de type Tatchai pour l'agriculture. Quelle est la signification de ces deux exemples ?

Appeler à prendre modèle sur Taking, ce champ pétrolifère du Nord-Est de la Chine, a une grande signification.

Cette entreprise, à travers toutes les luttes qu'elle a dû mener pour vaincre les difficultés naturelles, scientifiques, politiques, constitue, par bien des aspects, la pierre où se concentrent de la manière la plus nette les acquis de l'édification du socialisme en Chine. Quels sont-ils ? La première base, c'est la conscience du rôle moteur joué par la lutte de classes, par la volonté de poursuivre la révolution.

Taking, c'est aussi l'image même de ce que peuvent réaliser la classe ouvrière et le peuple, mobilisés dans l'édification du socialisme : créer un champ pétrolier là où il n'y avait qu'une steppe, surmonter les difficultés, construire des industries de transformation, assurer pour l'essentiel, nourriture, logements, vêtements, éducation à la population, non grâce à une aide massive de l'Etat mais en comptant sur ses propres forces. Appeler à généraliser les entreprises de type Taking, c'est aussi les appeler à combiner, dans une même « unité de base », industrie et agriculture, ville et campagne, travail manuel et travail intellectuel. Ainsi la réalisation de la quasi autonomie de cette région pour les céréales, les légumes, les fruits, l'élevage grâce à la mobilisation des travailleurs et en particulier des femmes, grâce aussi à une intense recherche agronomique, le développement de cultures variées sur un terrain gelé 8 mois sur 12 associé à la création d'industries de transformation diverses s'inspirent de l'exemple de Tatchai.

Enfin, le modèle que constitue Taking repose sur une juste articulation entre la poursuite de la révolution et le développement de la production. Ainsi l'étude du marxisme-léninisme, la mise au premier plan de la conscience politique doivent s'accompagner d'une étude propre des phénomènes scientifiques et des techniques afin d'en acquérir la maîtrise. Le développement de tels ouvriers, à la fois « rouges et experts » permet qu'« ils soient vraiment maîtres de leur entreprise ».

Tel est le but aujourd'hui fixé par le Parti communiste chinois en appelant les entreprises industrielles à s'édifier sur le modèle de celle de Taking, et l'agriculture à suivre l'exemple de Tatchai.

« A long terme, a indiqué la Conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie, c'est une voie concrète qui est tracée pour la suppression progressive

des trois différences (entre ouvriers et paysans, villes et campagne, travail intellectuel et travail manuel) » pour « restreindre le droit bourgeois et empêcher la formation d'une classe de bureaucrates ».

C'est une voie ouverte vers « la transition au communisme ».

Ainsi on voit comment cette étape de transition que constitue le socialisme comporte, de ce fait-même des aspects contradictoires. D'une part le socialisme parce qu'il abolit l'exploitation, parce qu'il fait des producteurs les maîtres de la société est radicalement supérieur au capitalisme. La suppression de la propriété privée des moyens de production, les formes de propriété collective des terres, des instruments de travail, des récoltes progressivement adoptées par les paysans, sont les différences les plus immédiates. Le changement profond du système de rémunération du travail fondé sur le principe « à chacun selon son travail », tranche aussi nettement avec les systèmes antérieurs, systèmes d'exploitation. En effet en système capitaliste le salaire est fondé non sur le paiement du travail mais sur une compensation partielle par les capitalistes de l'usure de la force de travail. D'autre part, la direction exercée par la classe ouvrière sur l'ensemble du pays et en particulier dans les entreprises, le caractère collectif des décisions permettent que dans les choix effectués soit présent le souci constant de produire « pour servir le peuple », pour satisfaire ses besoins, que cette appropriation collective du pouvoir, des affaires d'Etat, par le peuple sous la direction de la classe ouvrière, devienne une réalité profonde. Ce sont là des traits qui permettent au socialisme de résoudre nombre de problèmes accumulés et aggravés par le capitalisme et de libérer toutes sortes de forces jusque-là entravées ou niées.

Cependant, le socialisme, s'il rompt radicalement avec le capitalisme, hérite de l'ancienne société nombre de marques dont il ne pourra s'affranchir que progressivement. Ainsi, si les paysans s'approprient collectivement sur la base d'une commune populaire, d'un village... terres et instruments de travail, cette propriété n'est pas encore propriété du peuple entier. Subsistent également des formes de propriété privée, très réduites, et de petite propriété. De même, le système de salaires, en payant le travail est, par certains aspects,

étroitement lié à la quantité de travail fourni ; en ce sens, il relève encore du « droit bourgeois », inégal en son fond. De même aussi, le développement des forces productives ne peut se concevoir sans que la production soit fermement organisée, c'est-à-dire sans l'application d'un certain nombre de réglementations concernant les horaires, la discipline, la répartition des tâches, les cadences etc...

Les mesures récemment prises en Chine soulignent particulièrement à notre attention ce caractère contradictoire du socialisme, ce double aspect, inhérent à l'étape de transition, qui constitue à la fois une nécessité pour passer à une étape supérieure, le communisme, et un danger, le retour au capitalisme.

Alors, quelles garanties existent que l'édification du socialisme aille réellement de l'avant ? Essentiellement la prise en compte, sous tous ses aspects de cette nature contradictoire du socialisme et la capacité du prolétariat révolutionnaire et de son parti communiste à s'appuyer sur les acquis pour les développer, à cerner les dangers pour les limiter, les restreindre, c'est-à-dire à mener la lutte de classes.

La lutte actuellement menée par le Parti communiste chinois pour le renforcement de la démocratie, est un aspect important revêtu par la lutte de classes aujourd'hui en Chine.

La publication de plusieurs textes fondamentaux de Mao Tsé-toung sur la démocratie socialiste, sur les rapports entre démocratie et centralisme, certaines mesures concrètes qui ont été prises comme l'élection des chefs d'atelier par les ouvriers, l'affirmation du droit des masses populaires à « diriger l'Etat » et à « exercer leur contrôle sur les cadres » tendent à parer aux dangers propres à la période de transition et à développer ses acquis.

Voilà les grands changements qui, avant la fin du siècle, peuvent donner à la Chine l'image non du pays « connaissant un début de prospérité » qu'elle est aujourd'hui, mais celle d'un Etat socialiste moderne.

Combinés étroitement avec le développement de la base économique, selon les enseignements de la pensée Mao Tsé-toung, l'approfondissement de la transformation de la société et le renforcement du pouvoir des ouvriers et des paysans sous la direction de leur Parti

communiste, peuvent, en prenant pour axe la lutte de classes, trouver les conditions d'un développement supérieur.

Ces transformations sont une des formes de la révolution. Dans leur réalisation, est inscrite la poursuite d'une lutte de classes acharnée et la nécessité de la mener à bien, la perspective de plusieurs révolutions culturelles tracée par Mao Tsé-toung. C'est à cette condition que la Chine ouvrira une nouvelle étape dans l'édification du socialisme.

La Chine joue un rôle de plus en plus important à l'échelle internationale

Dans le monde entier, elle pratique l'internationalisme prolétarien, soutient la lutte des peuples et nations opprimés.

S'appuyant sur les 5 principes de la coexistence pacifique, la Chine noue des liens économiques, culturels, scientifiques avec de nombreux pays sur la base du respect mutuel de la souveraineté, de la non-ingérence et de l'intérêt réciproque.

La Chine est un pays socialiste, mais, par son passé de pays pillé et opprimé par les pressions impérialistes, par le niveau assez bas de développement de ses forces productives légué par la domination féodale et coloniale, par le rôle positif qu'elle a joué depuis le début des années 50 dans le cadre de la lutte des non-alignés, elle est un pays du Tiers Monde.

A ce double titre, elle est une force déterminante dans la lutte pour le droit des pays à sauvegarder et développer leur indépendance économique et politique, dans la lutte pour l'unité du mou-

vement des pays du Tiers Monde contre les pressions de l'impérialisme et des superpuissances. Elle apporte à de nombreux pays une aide économique et technique désintéressée.

D'une manière plus large, elle établit des relations avec de nombreux pays pour renforcer la lutte contre l'hégémonisme et faire reculer les risques de guerre : elle dénonce tout particulièrement les menaces que fait peser sur l'Europe la rivalité entre les superpuissances. Elle soutient les positions des pays capitalistes et impérialistes qui manifestent des tentatives de résistances aux ingérences et pressions de l'impérialisme US et du social-impérialisme.

En avançant dans la construction d'un Etat socialiste moderne, en œuvrant à rassembler le front uni mondial contre l'hégémonisme, la Chine fait reculer les facteurs de guerre et renforce ainsi la tendance à la révolution.

Ces dernières années, certains pays socialistes ont connu un infléchissement notable de leur politique qui marque une régression inquiétante dans le développement de la voie socialiste, et remet même largement en cause les acquis précédents.

L'Albanie

L'Albanie après avoir mené une guerre de libération victorieuse contre les occupants fascistes a entrepris, au début des années 50, l'édification d'une économie socialiste.

Ainsi, pays arriéré avant la libération, l'Albanie a pu commencer à s'industrialiser et permettre que son peuple améliore ses conditions de vie. La participation du Parti du Travail d'Albanie à la dénonciation du révisionnisme moderne dans les années 60 a donné à l'Albanie une audience plus large.

Cependant, les positions prises publiquement à l'égard du Parti communiste chinois et de la République populaire de Chine, et de façon plus générale, à l'égard du marxisme-léninisme, les graves accusations qui ont été portées, contre eux, certaines affirmations formulées au VII^e Congrès du PTA, sont autant de sources d'inquiétude sur la voie aujourd'hui suivie par le PTA.

La Corée du Nord

Divisée en deux par l'agression américaine de 1950 et par l'occupation de sa partie Sud, la Corée a connu au Nord de profondes transformations. Nationalisations des entreprises et des services, distribution des terres aux paysans et création de coopératives, la Corée a achevé pour l'essentiel, dès la fin des années 50, la socialisation des moyens de production. Mobilisé dans la reconstruction du pays ravagé par la guerre, le peuple s'emploie aujourd'hui, sous la direction du Parti du Travail, à développer la production et les techniques de manière à assurer l'indépendance économique de son pays.

Le rôle international de la Corée se développe depuis quelques années. Par son attitude ferme vis-à-vis des menaces continuelles d'agression organisées par l'impérialisme américain, la Corée participe aux luttes du Tiers Monde contre l'hégémonisme. De même, la Corée du Nord a toujours affirmé son attachement à l'internationalisme prolétarien. Elle lutte pour une réunification pacifique et libre de la Corée.

Le Cambodge

Pays qui, par une lutte armée prolongée a remporté la victoire contre les tentatives d'anéantissement menées par l'impérialisme américain, le Cambodge connaît aujourd'hui de graves menaces. Gravement touché par les pertes en vies humaines, par la destruction de ses ressources agricoles et industrielles, de ses transports, le Cambodge doit aujourd'hui préserver son indépendance dans des conditions rendues d'autant plus difficiles par la guerre d'agression entreprise par le Vietnam.

En effet, ce qu'il a déjà réalisé avec le Laos, le doublement de l'appareil politique et militaire lao par des Vietnamiens, et de fait la mise sous son contrôle de ce pays, le Vietnam tente maintenant de le réaliser avec le Cambodge : cette affirmation d'une volonté hégémonique régionale de la part du Vietnam s'est manifestée ces dernières années sous la forme de véritables agressions contre les frontières du Cambodge, visant à l'invasion.

Notre parti dénonce la politique hégémoniste et agressive menée par le Vietnam ; il soutient le Cambodge dans sa lutte pour la préservation de son indépendance.

Le Second monde

Le second monde comprend essentiellement les pays capitalistes d'Europe, le Japon, le Canada et l'Australie.

Alors que ces pays maintiennent des relations de domination et d'exploitation avec les pays du Tiers Monde y compris sous forme de rapports coloniaux et néo-coloniaux, ils se trouvent en même temps confrontés à des degrés divers à la mainmise, aux vexations et aux pressions des deux superpuissances.

La crise économique, apparue en 1973, la plus grave qui ait frappé le monde capitaliste depuis la seconde guerre a mis en lumière la situation intermédiaire de ces pays. Elle a montré qu'ils étaient particulièrement vulnérables à la poussée du mouvement des pays du Tiers Monde et à leurs revendications. En même temps les pressions des deux superpuissances se sont accentuées sur ces pays, particulièrement en Europe, enjeu stratégique de leurs rivalités.

Le caractère durable des phénomènes de crise, la résistance de la classe ouvrière et des masses au renforcement de l'exploitation et de l'oppression met à l'épreuve les systèmes de collaboration de classes et la stabilité des rapports de domination.

La construction européenne

L'élection prochaine du Parlement européen au suffrage universel, le débat suscité par le processus d'élargissement de la Communauté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce et enfin le projet de mise en place d'un système monétaire européen ont remis au premier plan de l'actualité la question de la construction de l'Europe.

La construction européenne, engagée depuis vingt ans, qui a représenté, dans sa continuité, avant tout un effort d'harmonisation et d'intégration économiques, se trouve tributaire, du point de vue de ses objectifs politiques, de l'évolution des rapports de forces internationaux, y compris entre les impérialismes qui y sont engagés.

Face à la réalité de la menace militaire soviétique qui s'appesantit en Europe, les impérialismes européens, n'ont pas été en mesure de faire un autre choix que de poursuivre leur dépendance, au plan de la défense, vis-à-vis des États-Unis et d'accepter, comme clef de leur système de défense, le «parapluie nucléaire» américain.

Les accords d'Helsinki, en 75, qui devaient, selon les calculs américains, servir à modérer les ambitions et l'agressivité soviétiques n'ont pas eu du tout le résultat escompté : forte de la reconnaissance de sa domination sur l'Europe de l'Est, l'URSS depuis lors a continué à renforcer son dispositif militaire sur le continent, a lancé en Afrique une offensive qui menace aussi l'Europe, a accentué ses pressions sur les pays pour infléchir leur politique de défense et a exigé, à la conférence de Belgrade, dans les faits, une réduction, à son avantage, des forces de l'OTAN.

Dans ces conditions, la perspective d'une politique indépendante de défense de l'Europe a continué à s'éloigner. Tout en conservant une relative autonomie en matière de défense, l'impérialisme français a réaffirmé, dès 1974, avec les autres pays membres de l'OTAN, le «parapluie nucléaire» américain et la présence de forces US comme «indispensables à la sécurité de l'Europe». La renonciation à la doctrine de la stratégie dite «tous azimuts», en 1976, montre que l'impérialisme français, lui-même, se considère de moins en moins en mesure d'envisager de façon autonome sa politique de défense.

Toutefois, on ne peut pas dire que cette évolution d'ensemble nous ramène plus de 20 ans en arrière et aboutisse à la reconstitution d'un bloc militaire soudé, étroitement subordonné à Washington.

D'une part, l'évolution politique dans les pays d'Europe du Sud — Grèce, Espagne, Portugal et aussi Italie — a rendu beaucoup plus fragile, de ce point de vue, l'alliance atlantique.

D'autre part, une faille importante s'est produite dans cette alliance militaire : la crainte se manifeste chez les impérialismes européens, à présent, que la superpuissance américaine considère l'Europe, non plus uniquement comme un territoire, mais comme, éventuellement, un objet de marchandage, dans le cadre de sa rivalité globale avec le social-impérialisme. C'est l'Allemagne Fédérale qui a le plus mis en relief ces contradictions : elle a protesté contre les scénarios, rendus publics, du Pentagone qui prévoient, en cas d'attaque soviétique, l'abandon d'un tiers du territoire de la RFA, où sont stationnés les 3/4 de la Bundeswehr (armée allemande) : elle a pris position contre l'intention de Washington d'abandonner la bombe à neutrons, arme nucléaire pouvant contrebalancer la supériorité en armements conventionnels du pacte de Varsovie.

Les mesures prises au dernier sommet de l'OTAN (juin 78) pour renforcer le dispositif militaire américain en Europe ne semblent pas avoir réellement apaisé ces craintes.

Au plan économique, les pays européens se montrent davantage en mesure de défendre des positions communes et d'opposer des résistances aux pressions américaines.

D'une part, parce que les économies ouest-européennes, à la faveur de leur relèvement, après la guerre se sont acquis effectivement un certain nombre de positions et de relations économiques qui subsistent.

D'autre part, malgré les rivalités entre les impérialismes européens et les conflits successifs entre eux, le processus d'intégration économique engagé par le traité de Rome a abouti à une interpénétration beaucoup plus poussée de leurs économies, consolidée par le poids des mécanismes institutionnels mis en place. Ainsi la RFA est devenue le premier fournisseur et le premier client de la France, tandis que la France est son premier client et son deuxième fournisseur (après les Pays-Bas).

Une telle interdépendance dans les échanges commerciaux conduit à développer la complémentarité des appareils de production eux-mêmes. Dans ces conditions, aucune bourgeoisie européenne ne peut

plus prétendre régler seule ses problèmes, sans tenir compte de ses rivaux et partenaires. Et, si du fait de la crise, les tentatives protectionnistes au sein même de la CEE, ont été fortes, elles ont jusqu'à présent, après concertations, été surmontées.

Les États-Unis disposent pourtant de moyens très importants pour peser sur le cours de la vie économique en Europe : les investissements massifs, les implantations de multinationales qu'ils ont poursuivies depuis la guerre, et tout particulièrement à partir des années 60, leur donnent une emprise considérable, en particulier sur des secteurs de pointe. D'autre part, pour le moment, dans la mesure où le dollar reste monnaie de référence, sa chute peut être utilisée par Washington comme moyen de chantage et instrument de guerre commerciale.

En avançant le thème d'une «coopération trilatérale» entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, l'administration américaine cherche en particulier à faire retomber le poids de ses difficultés sur ses partenaires de second rang, à détourner vers l'Europe l'agressivité commerciale du Japon et à imposer dans l'ensemble une division du travail à son profit.

Malgré leurs atouts et leurs pressions renforcées, les États-Unis se sont heurtés à une réalité communautaire et à des résistances dans plusieurs domaines importants.

— Dans la renégociation en cours depuis 1973, des accords généraux sur les échanges et le commerce (GATT) qui régissent l'essentiel du commerce international, les contradictions les plus vives opposent la CEE aux USA.

— Dans le domaine monétaire, l'initiative récente de Schmidt et Giscard en vue de constituer un système monétaire européen s'inscrit sans doute dans le processus laborieux de réalisation d'une union monétaire, programmée dès le traité de Rome, et qui a pour échéance 1980. Elle ne représente pas moins une volonté d'opposer une résistance aux dangers de la chute du dollar.

— Souvent, c'est l'Allemagne de l'Ouest et la France qui bilatéralement ont pesé pour poursuivre ou promouvoir des projets ou réalisations européennes qui contrecar-

rent les intérêts américains : c'est le cas, dans l'aéronautique de l'A 200, malgré les réticences britanniques ; le cas du programme de fusées Ariane et de satellites de communication ; le cas aussi, dans l'industrie nucléaire, avec la constitution d'un club européen pour la fabrication de surrégénérateurs, malgré les très fortes pressions américaines pour contrôler le marché mondial des centrales, et des usines de retraitement et de combustible nucléaires.

Ainsi dans la dernière période, malgré les inégalités et les divisions creusées par la crise, le poids des relations, des institutions et des intérêts communs noués durant des années, dans une phase marquée par l'expansion, a tendu plutôt à maintenir une certaine cohésion au plan économique des pays de la CEE, y compris face aux pressions très fortes de l'impérialisme américain.

Mais cette relative cohésion d'intérêts capitalistes apparaît incapable de s'inscrire au plan politique dans la perspective, même éloignée d'une entité politique de caractère supranational. Sur de grandes questions internationales on n'a pas vu, dans la période que les pays de la CEE soient en mesure d'adopter une position, ni une initiative commune, qui leur soit propre, aussi bien par exemple sur le désarmement, qu'à la Conférence de Belgrade (ou lors du conflit du Zaïre), sans pour autant qu'ils fassent vraiment bloc avec les positions américaines.

Le Parlement européen

Le Parlement européen, dont les membres étaient jusqu'ici désignés par les parlements nationaux sur la base d'une représentation des États proportionnelle à leur population, ne disposait que de pouvoirs limités, n'étant doté que d'un rôle consultatif. Son rôle jusqu'à présent s'est limité essentiellement à gérer un budget réduit, établi par les États membres, qui résulte de l'application des traités européens, par exemple les dépenses liées à la régularisation du Marché commun agricole. C'est un Parlement aux pouvoirs toujours aussi réduits, que les neuf pays du Marché commun seront appelés à élire en juin prochain.

Toutefois, pour certains, le changement du mode de désignation des parlementaires ne devrait être qu'une étape vers un renforcement des pouvoirs de ce Parlement. Dans cet ordre d'idées on sait que le rapport de l'ex-premier ministre belge Tindemans, publié au début de 76, visait carrément à mettre en place des pôles de décisions européens contrebalançant l'autorité des États membres de la CEE. Pour ce faire, outre la proposition que les décisions des instances communautaires soient désormais prises non plus à l'unanimité mais, «au vote majoritaire», il préconisait l'attribution au Parlement européen d'une «autorité politique nouvelle», «notamment par l'exercice croissant d'une fonction législative».

Avancer, par la mise en place d'un organisme supra-national, dans la construction d'une unité politique de l'Europe, telle était la perspective. Mais, du fait des rivalités des divers impérialismes européens, encore aiguës par la crise, la perspective d'une Europe supra-nationale ne paraît guère être immédiatement à l'ordre du jour. Si l'intégration économique s'est tant bien que mal poursuivie, il n'y a guère de grandes questions politiques, comme celles ayant trait à l'évolution de la situation internationale, sur lesquelles les États ouest-européens aient fait entendre ces dernières années, une voix commune.

Et dans le domaine même de la construction économique, les décisions ont souvent été le résultat d'un laborieux compromis, tenant compte des exigences de chacun, comme l'ont montré les récents débats autour de la mise en place d'un système monétaire européen. Aucun État n'était disposé à accepter des décisions qui lui auraient été imposées par des institutions communautaires européennes.

Ceci n'exclut pas cependant à l'avenir des pressions pour donner plus de poids aux instances communautaires, celles-ci pouvant servir de terrain pour faire valoir des rapports de forces existant entre les impérialismes européens.

L'élargissement de l'Europe

La perspective de l'élargissement de l'Europe des Neuf à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal doit être

également évaluée, en la rapportant à la situation d'ensemble de la construction européenne. Les négociations engagées avec la Grèce pour son adhésion à la CEE devraient aboutir peut-être dès 1981. Les instances communautaires ont accéléré l'examen de la demande d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Ces pays entretenaient déjà, de longue date, des relations plus ou moins étroites avec le Marché commun, dans le cadre d'accords spéciaux et d'associations. Le renversement ou l'extinction des régimes fascistes dans ces pays a levé un obstacle politique qui s'opposait à leur intégration dans la CEE, composée d'Etats de démocraties parlementaires bourgeoises. Si, à présent, les principaux Etats des Neuf semblent s'accorder sur le principe de ces adhésions, même s'ils débattent des modalités et des délais, c'est qu'ils se sentent, chacun, en mesure d'en tirer profit.

En ce sens, l'option favorable de la France est significative : quoi qu'en dise Giscard, la bourgeoisie française a finalement fait le choix de sacrifier les petits exploitants du Midi qui ne se révéleront pas compétitifs. De plus, il est probable que cet élargissement entraînera une accélération des restructurations industrielles, déportant vers les trois pays, où les salaires sont plus bas, les industries dites de main d'œuvre. L'augmentation supplémentaire du chômage fait donc également partie du choix des bourgeoisies européennes. Chacune s'apprête à se livrer à une âpre concurrence pour imposer ses investissements et ses marchandises dans ces trois pays. Elles escomptent également bénéficier des relations anciennes existant entre ces pays, notamment l'Espagne et le Portugal, et le Proche-Orient, l'Afrique et l'Amérique Latine.

Si la constitution d'un espace économique plus vaste semble la motivation principale des grands pays européens, il apparaît assez nettement qu'ils ont fait ce choix au détriment de la cohésion politique à réaliser au sein de la Communauté. En effet, la disparité importante du niveau de développement de ces pays, surtout de la Grèce et du Portugal, leur poids beaucoup plus faible dans les relations internationales amèneront

nécessairement les instances de la Communauté élargie à parvenir encore plus difficilement qu'à présent à une unité de vue, et peut-être à se cantonner dans des décisions de compromis. Déjà la Grande-Bretagne a suggéré que l'élargissement permettrait une gestion moins centralisée de l'Europe. D'une façon générale, la CEE ainsi élargie aura, semble-t-il, encore moins de possibilités d'apparaître comme une entité politique parvenant à prendre des positions propres sur la scène internationale.

Dans ce cadre, nous devons toutefois prendre en compte que la physionomie de cette Europe élargie sera modifiée, du point de vue des rapports de classes.

Avec ces nouveaux Etats membres, représentant plus de 50 millions d'habitants, le poids des pays d'Europe du Sud équilibrera sensiblement, avec l'Italie, les pays de l'Europe du Nord, la France étant située à la charnière des deux. Or ces pays ont à des degrés divers un certain nombre de caractéristiques communes : un passé de luttes de masse victorieuses contre le fascisme, où la classe ouvrière a joué un rôle important, une classe ouvrière sur qui pèse beaucoup moins le système de collaboration de classes et, dans l'ensemble, un développement plus net de la lutte des classes, et une stabilité politique moins grande. Ce rééquilibrage de l'Europe ainsi élargie, au profit de l'Europe du Sud entravera sans doute les efforts des bourgeoisies pour harmoniser leurs systèmes de domination de la classe ouvrière, leurs politiques de répression et de restriction des droits démocratiques (Europe des polices), et de collaborations de classes dans le sens des modèles anglais et allemands.

Les pays d'Europe de l'Est

Le rétablissement du capitalisme en URSS a pesé d'un grand poids en faveur du processus de restauration du capitalisme dans les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est.

Se transformant en nouvelle superpuissance impérialiste à la fin des années 60, l'URSS a tenté de s'assujettir les pays de cette région du monde en les soumettant à un implacable système d'exploitation

et d'oppression s'appuyant pour cela à la fois sur les nouvelles bourgeoisies qui, en Europe de l'Est, ont accaparé le pouvoir et sur ses propres forces d'occupation.

Par le biais du Conseil dit d'échange économique (COMECON), la nouvelle bourgeoisie soviétique n'a cessé d'intensifier le pillage de l'Europe de l'Est, tout en masquant le développement de ces rapports impérialistes sous des termes tels que la prétendue «division socialiste internationale du travail». L'URSS a développé avec les pays industrialisés est-européens, l'échange inégal, en leur vendant très cher ses propres matières premières (ou des matières premières extorquées à bas prix au Tiers Monde) et ses équipements, et en leur achetant à vil prix leurs produits finis et leurs ressources énergétiques. L'exploitation des travailleurs est-européens par l'URSS s'effectue entre autres par le biais de sociétés «mixtes» qu'elle contrôle et aussi en imposant une contribution directe à la réalisation de ses propres projets intérieurs, contribution opérée par le biais d'investissements, de matériaux et de main d'œuvre que l'URSS exige des pays de l'Est européens.

Le Pacte de Varsovie est devenu un redoutable instrument de domination militaire de l'URSS sur les pays de l'Europe de l'Est qui voient leurs territoires occupés par des centaines de milliers de soldats soviétiques, soit sous le prétexte de «manœuvres militaires combinées», qui servent largement de manœuvres d'intimidation, soit sous la forme d'agressions directes comme en 68 en Tchécoslovaquie. Dans ce dernier pays, malgré l'hostilité populaire et la réduction de leurs effectifs, les troupes d'occupation s'élèvent encore à des dizaines de milliers d'hommes. Le Pacte de Varsovie est également utilisé aujourd'hui par l'URSS pour tenter d'entraîner les pays est-européens dans ses interventions dans des pays du Tiers-Monde. Ainsi, en plusieurs points, notamment dans la Corne de l'Afrique, des «conseillers» militaires et économiques de pays est-européens, ont été dépêchés, à l'instigation du Kremlin. Dans cette tentative, un rôle particulier est dévolu à la RDA, qui se voit chargée par l'URSS de certaines besognes telles que l'organisation des services de sécurité, ou la

formation et l'encadrement de «milices» en Ethiopie, au Yémen du Sud...

La RDA, qui a acquis dans le passé une certaine réputation anti-impérialiste auprès du Tiers-Monde peut ainsi, du point de vue du social-impérialisme, présenter des avantages spéciaux, pour favoriser les interventions soviétiques dans le Tiers Monde.

La RDA occupe aussi une place particulière pour tenter de détourner les masses de l'Europe de l'Est d'une prise de conscience révolutionnaire. La bourgeoisie de la RDA, pays très industrialisé, et dont le niveau de vie est supérieur à celui de nombre de pays de l'Est, essaie de faire miroiter la possibilité d'une société où le confort matériel serait assuré à chacun, en contre-partie d'un renoncement à la lutte et du renforcement de l'exploitation. La RDA est aussi fréquemment utilisée comme «modèle» de référence par les révisionnistes de l'Europe occidentale contraints d'opérer une relative démarcation vis-à-vis du modèle de plus en plus discrédité et repoussant de l'Union soviétique.

La tentative de mystification est d'autant plus grossière qu'en RDA comme dans les autres pays est-européens où le capitalisme a été restauré, l'introduction des traits dégénérés de la société occidentale, le développement à large échelle de l'individualisme et de la corruption, l'étalage du luxe réservé à la nouvelle bourgeoisie qui domine le pays, sont des traits caractéristiques du régime.

De plus, en fonction des accords militaires avec l'URSS de 1957 toujours en vigueur et de nouveaux accords signés après l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'assujettissement militaire de la RDA à l'URSS est très étroit.

Mais, malgré l'emprise soviétique, au niveau même des groupes dirigeants des pays qui en sont victimes, des oppositions apparaissent. C'est le cas de la Roumanie qui, tout en restant membre du COMECON et du Pacte de Varsovie, exprime une volonté d'indépendance et l'opposition à un diktat étranger imposé sous couvert d'«internationalisme». Cette opposition se manifeste aussi dans une certaine mesure parmi d'autres pays plus soumis, comme la Hongrie ou la Pologne par exemple. Expression de ces oppositions, la

tentative de ces pays de développer leurs relations propres avec le Tiers Monde, sans que cela serve automatiquement de relais à l'URSS.

Expression de ces oppositions aussi, la tentative de ces mêmes pays de développer leurs relations propres avec les pays capitalistes occidentaux, exemple : le développement des échanges commerciaux entre la Pologne et la France.

La domination soviétique est responsable, pour une large part, des graves difficultés économiques que rencontrent les bourgeoisies est-européennes et dont elles tendent à faire payer les conséquences aux masses populaires par le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, notamment. Ceci ne fait que renforcer l'hostilité au régime et à l'URSS de la part de la classe ouvrière et du peuple dans chaque pays concerné. La résistance qui se manifeste ainsi peut contribuer à favoriser une certaine opposition des régimes en place au diktat impitoyable de l'URSS.

Les mouvements d'opposition n'ont cessé de se développer ces dernières années en Europe de l'Est.

En Tchécoslovaquie, malgré l'occupation soviétique et la collaboration dont elle bénéficie de la part de gouvernants comme Husak, le mouvement d'opposition de la «Charte 77» qui lutte contre les atteintes aux libertés démocratiques dans le pays, en s'appuyant sur les résolutions concernant «les droits de l'homme» issues de la conférence d'Helsinki, n'a cessé de gagner en influence.

Bravant les risques d'emprisonnements, les interdits professionnels, les signataires de la Charte ont acquis une audience qui dépasse les frontières de la Tchécoslovaquie.

C'est peut-être en Pologne, qu'aujourd'hui, parmi les pays européens soumis au diktat soviétique, le mouvement d'opposition a acquis l'importance et l'originalité les plus considérables.

Se fondant sur un développement des révoltes ouvrières et sur un passé de contestation étudiante plus importants que dans n'importe quel autre pays est-européen, ayant su établir des liens effectifs avec la classe ouvrière et les intellectuels, et aussi la paysannerie, l'opposition en Pologne revêt un caractère de masse. Au point que

le régime polonais a dû reculer à plusieurs reprises, en libérant et en réintégrant à leurs postes des ouvriers emprisonnés, à la suite des mouvements d'Ursus et Radom en juin 76, ou en libérant en juillet 77 des militants du KOR (Comité d'auto-défense sociale), créé deux ans plus tôt et qui joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans l'organisation de l'opposition au régime. C'est non seulement face à l'exploitation, la baisse du niveau de vie, l'absence de droit de grève, mais aussi face à l'emprise social-impérialiste qui pèse sur le développement du pays que les masses se dressent.

La rencontre, à la frontière Tchécoslovaquie-Pologne, en août 78, puis en septembre, du KOR et de la Charte 77, indique la volonté de deux des mouvements d'opposition les plus importants en Europe de l'Est, de coordonner leurs efforts.

Une telle initiative est non seulement une menace pour les régimes de leur pays, mais plus largement, notamment par sa valeur d'exemple, une menace vis-à-vis de la domination de l'URSS qui entend maintenir l'ordre dans sa zone d'influence.

Dans le cadre de ses visées hégémoniques, et notamment en vue d'encercler l'Europe, l'URSS est particulièrement intéressée à développer ses capacités d'intervention en Méditerranée, où elle entend se réserver la possibilité de faire passer comme bon lui semble sa flotte de guerre en vue d'agir plus rapidement dans l'Océan Indien, en Afrique, aussi bien que directement vis-à-vis de l'Europe. De ce point de vue, et aussi en tant que point de rencontre entre l'Europe et l'Asie, entre dispositif de l'OTAN et dispositif du Pacte de Varsovie, les Balkans constituent une région dont l'URSS entend s'assurer le contrôle. Sans contester, l'Union soviétique ne manquera pas de renforcer dans l'avenir, ses manœuvres pour briser les résistances à son contrôle existant dans cette région et y trouver de nouveaux points d'appui.

Dans ce contexte, la volonté d'indépendance manifestée par la Yougoslavie, qui entend se situer en tant que pays «non-aligné», est un obstacle important aux visées soviétiques.

La crise politique de l'impérialisme français

L'impérialisme français dans le monde

La France, pays impérialiste du second monde :

d'une part poursuit ses tentatives pour préserver sa domination sur un certain nombre de peuples et nations, notamment en Afrique ;

d'autre part, entretient des rapports contradictoires avec les autres impérialismes : les contradictions avec les deux superpuissances, qui confrontent la France aux tentatives hégémoniques des USA et de l'URSS, et les contradictions avec les autres impérialismes du second monde, notamment en Europe.

La France est incontestablement partie prenante du « monde occidental », ce qui situe notre pays dans la zone d'attraction de l'impérialisme américain. Mais il serait grave d'ignorer les efforts déployés par l'URSS pour renforcer son in-

fluence en France et les menaces que le social-impérialisme fait peser sur la sécurité et l'indépendance de la France comme sur celle des autres pays européens.

Face à la superpuissance soviétique

La superpuissance soviétique de son côté s'efforce d'utiliser dans ses rapports avec l'impérialisme français les particularités héritées de la période gaulliste. Dans les années 60 en effet, l'impérialisme français avait été un pionnier dans le développement de relations politiques, économiques et culturelles entre pays ouest-européens et

l'Union soviétique. Il s'agissait alors d'affirmer une certaine indépendance vis-à-vis de Washington. Moscou continue aujourd'hui de s'appuyer sur les acquis de ce passé pour utiliser à son profit les liens multiples déjà noués et pour exiger, au nom du caractère « privilégié » des rapports franco-soviétiques, qu'ils conservent un caractère politique marqué et tendent à infléchir la politique de la bourgeoisie française dans le sens voulu par l'URSS.

Au plan politique, un des objectifs principaux de l'URSS est de se réclamer des déclarations communes de 1966, 1971 et 1975, pour obtenir de la France des modifications importantes de sa politique de défense : il s'agit de la faire renoncer à la notion d'autonomie dont elle dispose encore en ce domaine, et de l'amener à participer sur les bases soviétiques de la « détente » et du « désarmement » aux « travaux des forums internationaux », dominés par les deux superpuissances. Les déclarations sans vergogne de Ponomarev devant l'Assemblée nationale en décembre 1976, vont exactement

dans le même sens que les lourdes pressions exercées lors de la rencontre de Rambouillet (juin 1977) par Brejnev, exigeant de Giscard des comptes sur la stratégie militaire de la France. En octobre 1978, Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères a récidivé : il est venu demander que des mesures de «détente militaire» viennent compléter les mesures de «détente politique».

La France n'est que le 11^e fournisseur de l'URSS. Mais l'URSS profite de sa relative faiblesse face à ses concurrents, ouest-allemand et japonais notamment, pour lui imposer des conditions très favorables de crédit et de remboursement, et des accords dits de compensation, qui assurent, pour des années, des débouchés aux productions soviétiques en France. D'autre part les commandes soviétiques représentent dans certains secteurs délimités de biens d'équipement (la machine-outil par exemple), un marché important pour l'industrie française, et l'URSS dispose ainsi d'un moyen de chantage. Enfin, l'URSS est parvenue à ce que la coopération scientifique et technique soit poussée très loin dans des domaines de pointe (recherche nucléaire et spatiale). La disparité entre les potentiels des deux partenaires permet à l'URSS de subordonner constamment, plus ou moins ouvertement, la poursuite et le développement de ces échanges à la «bonne volonté» que devrait manifester le gouvernement français à l'égard de la «détente» et des exigences soviétiques.

On ne peut pas dire que le gouvernement français fasse preuve de fermeté vis-à-vis de ces pressions renforcées de l'URSS. L'attitude ferme de Giscard lors de la rencontre à Rambouillet (juin 77) a été provoquée par une volonté d'ingérence, une position de diktat, trop grossières pour ne pas exiger une réaction. Cette attitude de Giscard a d'ailleurs plutôt surpris, car la politique de l'impérialisme français dans la dernière période est, dans l'ensemble, plutôt une politique de concessions aux pressions et aux exigences soviétiques. Après un échange de lettres en juillet 76 sur «la prévention du déclenchement accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires», Giscard acceptait de signer, à Rambouillet même, une déclaration sur la non-prolifération

des armes nucléaires. De façon générale, le gouvernement français s'efforce toujours de ne pas heurter de front le social-impérialisme, selon le principe : «Il n'y a pas d'alternative à la détente» ou encore «Nous ne voulons pas nous engager dans ce que M. Brejnev a récemment qualifié de guerre fraîche». D'où une série de concessions et de démissions : refus d'élever la moindre protestation publique contre les violations en URSS des droits de l'homme approuvés par les accords d'Helsinki (brutalités contre Amalrik, refus de s'associer à des repréailles après les procès d'opposants) ; absence de réactions face aux exactions des chalutiers russes et à la présence renforcée de bâtiments soviétiques au long des côtes. Le gouvernement français n'a jamais non plus attaqué ouvertement la politique soviétique en Afrique, bien qu'elle menace ses propres intérêts sur le continent.

Alors que le poids de la menace militaire de l'URSS est assez sensible pour que Giscard infléchisse la politique de défense dans le sens d'une coopération plus étroite avec l'OTAN, il agit comme s'il était possible de la conjurer par une attitude faite de concessions et de déclarations apaisantes, entretenant l'illusion de la détente. Ainsi déclarait-il à la télévision (18 octobre 1978) : «Je considère qu'à l'heure actuelle les grands pays ne préparent pas d'agression nucléaire». Cette attitude est, de plus, celle de l'ensemble des partis bourgeois en France qui s'accordent pour reconnaître les intentions pacifiques de l'URSS. Moscou entretient des relations avec chacun d'entre eux tout en entretenant avec un soin particulier, bien sûr, ses liens avec le PCF qui, jusqu'à présent, n'a pas cessé d'appuyer la politique étrangère de l'URSS.

Face à la superpuissance américaine

La réalité grandissante des ambitions, des pressions et des menaces soviétiques, notamment en Europe, a beaucoup contribué à infléchir, dès le début des années 70, les positions originales et la politique d'indépendance et au besoin de contestation adoptées

par l'impérialisme français au cours de la période gaulliste vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Cet infléchissement est d'abord sensible au plan de la politique de défense. Dès 1974, la France reconnaît officiellement que non seulement la présence de troupes américaines, mais aussi le «parapluie nucléaire» américain sont indispensables pour garantir la sécurité de l'Europe. Sans doute la France ne réintègre-t-elle pas militairement l'alliance atlantique. Mais les grandes orientations de sa politique de défense se modifient profondément : depuis 1976, la doctrine officielle est d'envisager que la France se trouverait, de toute façon, qu'elle le veuille ou non, impliquée par une attaque soviétique contre l'Europe de l'Ouest, et que les forces françaises doivent donc se préparer à prendre d'emblée une place sur ce front, à s'insérer dans cette bataille dite de l'avant, en dehors des frontières nationales.

C'est évidemment une révision profonde de la stratégie antérieure : la force nucléaire, dirigée «tous azimuts», devait être capable de dissuader n'importe quel agresseur éventuel de s'attaquer au territoire national. Ainsi le territoire national constituait le «sanctuaire» à protéger en priorité absolue par les forces armées et selon un pouvoir de décisions entièrement indépendant. La doctrine de la «bataille de l'avant» remet en cause la capacité de la force nucléaire à dissuader par elle-même tout agresseur, lie la défense du territoire national à un dispositif européen de défense largement contrôlé par les USA et, par là même, entame la souveraineté militaire de la France.

Les hésitations à poursuivre le développement de la force de frappe vont dans le même sens : un tel écart s'est creusé entre l'arsenal nucléaire des deux superpuissances et la force de frappe française que son rôle central dans le système de défense tend à être remis en cause et relativisé.

La décision récente de participer au réseau de télécommunications de l'OTAN confirme la tendance de l'impérialisme français à renoncer peu à peu à l'effort pour construire une politique véritablement indépendante de défense et à envisager de plus en plus de la rattacher au dispositif américain.

Les limites apparues dans le potentiel économique par rapport aux ambitions gaullistes ont également contribué à réduire l'ampleur et le rythme de développement de la force de frappe.

Mais elles ont surtout conduit à un renforcement sensible du poids économique et financier des Etats-Unis sur la France, déjà évident à travers les investissements des multinationales U.S. et la prépondérance du dollar. Avec la crise, ces rapports de dépendance se sont encore davantage marqués, les Etats-Unis, après une vive récession, s'étant montrés mieux armés relativement pour résister. Ainsi ont été progressivement démantelées les tentatives ambitieuses, héritage de la période gaulliste, qui entendaient doter la France d'un ensemble relativement cohérent d'industries d'avenir et de forte technologie qui lui soient propres : l'échec du plan calcul dans le domaine de l'informatique, comme l'abandon de la filière nucléaire française pour la construction des centrales ont signifié, à chaque fois, l'acceptation d'une mainmise ou d'un contrôle américain dans ces secteurs-clés. De même l'échec commercial du Concorde est symptomatique de l'échec des efforts de plusieurs années pour parvenir à briser le quasi-monopole américain dans la construction aéronautique civile.

Dans l'ensemble, la politique de restructuration industrielle du gouvernement, parce qu'elle recherche avant tout à constituer des secteurs compétitifs sur le marché international, a choisi d'abandonner une visée d'ensemble, et de renoncer à l'impératif de construire un appareil économique national suffisamment cohérent et articulé pour être autonome. Ainsi, actuellement, l'impérialisme français offre bien moins de résistances aux grands projets U.S. de division internationale du travail, où les Etats-Unis se réserveraient les secteurs de pointe, la haute technologie permettant de perpétuer, à l'avenir, la dépendance de ses partenaires. Ce n'est pas un hasard si l'industrie française actuelle se distingue particulièrement dans la construction automobile.

Ces liens de dépendance économique sont renforcés par l'évolution du système monétaire international. Alors que les tentatives gaullistes pour affaiblir la supré-

matie du dollar, pour relancer l'idée de l'étalon or ont été abandonnées avant même les accords de la Jamaïque (1976), le dollar, sans plus être rattaché à l'or, a gardé dans la débâcle le privilège de demeurer la seule monnaie de référence. Et son affaiblissement même, dans ces conditions, se transforme en moyen de chantage et en instrument de guerre commerciale.

Dans ce contexte général de dépendance accrue vis-à-vis de l'impérialisme américain, les résistances à l'impérialisme américain sont ponctuelles et les domaines où s'affirme une certaine autonomie limités.

Sur les grands problèmes internationaux, le gouvernement français est de moins en moins en mesure de prendre une position originale. Cela se marque particulièrement au Moyen-Orient où depuis la guerre d'octobre l'impérialisme américain mène seul sa propre politique en vue d'un «règlement» à son profit. La politique arabe de la France, malgré quelques initiatives particulières (envoi d'un contingent de l'ONU au Liban, déclarations de Guiringaud contre les milices de Chamoun, négociations avec Sadate d'installations d'usines d'armements) cherche plutôt à s'assurer une place avantageuse complémentaire dans le cadre d'ensemble de la politique de Washington.

Les propositions de Giscard à l'ONU pour le désarmement sont une des rares occasions où le gouvernement a adopté, sur un problème d'envergure, une attitude nettement démarquée de celle des USA et reprenant vis-à-vis des superpuissances certaines positions avancées par les pays du Tiers-Monde (par exemple, la suppression de la coprésidence soviéto-américaine des conférences sur le désarmement).

C'est avant tout au plan régional que l'impérialisme français conserve une certaine autonomie d'action vis-à-vis des Etats-Unis : il s'agit, pour lui, avant tout, de préserver sa zone d'influence privilégiée sur le continent africain. Les différentes interventions militaires, y compris celles du Zaïre, sont menées à partir de son initiative propre ou selon une coordination plutôt lâche avec Washington.

Au plan économique, les contradictions ponctuelles peuvent être vives : sur les accords commerciaux (négociations GATT), sur l'exportation de matériels nucléaires, sur le marché de l'aéronautique (Airbus après Concorde). Mais il est remarquable que les résistances ponctuelles dans ces créneaux ne persistent en général que pour autant qu'elles peuvent s'associer à celles de partenaires européens. Il n'y a plus, dans ces domaines, d'affrontement systématique, ni de politique de principe vis-à-vis de la superpuissance américaine, mais un marchandage serré et permanent.

L'impérialisme français en Europe

L'orientation qui prédomine aujourd'hui dans les sphères dirigeantes de l'impérialisme français, c'est en effet de trouver un point d'appui à l'échelle européenne pour n'avoir pas à faire front tout seul à la concurrence et aux pressions américaines dans ces domaines.

Giscard, dès décembre 1974, soulignait l'importance de donner une nouvelle impulsion à la construction européenne. Mais la crise économique a eu pour effet d'accuser les disparités entre les partenaires européens, de renforcer les divergences d'intérêts, et, par suite, de geler pour l'essentiel toute avancée significative dans le processus de la construction.

Toutefois, dans la dernière période, un rapprochement s'est opéré entre Paris et Bonn, pour prendre des initiatives et relancer le processus. Ce rapprochement s'explique d'abord par les liens étroits qui, au fil des années ont attaché l'une à l'autre les deux économies capitalistes, les ont rendues pour une part complémentaires au point qu'il leur est nécessaire de trouver des solutions communes aux problèmes les plus préoccupants. Ce rapprochement est favorisé en même temps par une double évolution : d'une part le gouvernement français a infléchi nettement ses positions dans le sens des orientations atlantiques et donc, sur ce plan, de celles de Bonn ; mais, d'autre part, dans le même temps, la R.F.A. a développé des tensions assez

vives avec les Etats-Unis sur des problèmes comme l'exportation de centrales et de matériels nucléaires et celui, plus global, de la relance, et du dollar, dont l'affaiblissement pèse en premier lieu sur le mark. A partir de ces questions a pu se constituer, entre les gouvernements ouest-allemand et français, un certain terrain d'entente pour chercher à y apporter une réponse au plan européen et à subir moins fortement les pressions américaines dans ce domaine. La coopération plus étroite entre Schmidt et Giscard est ainsi devenue un élément moteur des initiatives de relance de la construction européenne. Ce phénomène est apparu nettement pour le lancement du projet du système monétaire européen.

Mais le tandem Paris-Bonn n'est pas forcément en mesure de faire progresser l'harmonisation des politiques et notamment d'entraîner les pays les plus affaiblis par la crise comme l'Italie. La Grande-Bretagne, par ailleurs, de par ses attaches particulières avec Washington, de par ses intérêts propres, s'oppose le plus souvent aux initiatives européennes ou renâcle et n'est pas du tout favorable à l'établissement d'une sorte de leadership franco-allemand au plan européen.

De plus l'entente Paris-Bonn reste potentiellement conflictuelle. Chacun cherche dans l'autre un appui complémentaire pour compenser ses faiblesses, pour le moment, mais la question reste ouverte, et affleure parfois, de savoir lequel des deux, à terme, pourra acquérir une position prépondérante en Europe.

L'impérialisme français et les pays du Tiers Monde

L'impérialisme français a cherché à utiliser l'héritage gaulliste pour adopter une position originale, intermédiaire dans les grandes confrontations internationales entre pays du Tiers-Monde et pays industrialisés pour un nouvel ordre économique mondial. La Conférence Nord-Sud a même été à l'origine une initiative de Giscard d'Estaing. Or de fait, à l'issue de cette Conférence, il est apparu que les propositions françaises ne sont

jamais sorties du cadre des positions occidentales et qu'en définitive il s'est retrouvé, lors de l'échec de la Conférence, nettement du côté des USA et des pays industrialisés.

Cependant, dans d'autres domaines, la bourgeoisie française continue à chercher une position originale qui se démarque des superpuissances et serve de pont avec les pays du Tiers-Monde. Lors de la récente assemblée générale de l'ONU sur le désarmement, le gouvernement français a repris à son compte certaines propositions émanant de pays du Tiers-Monde : notamment celle de la suppression de la coprésidence soviéto-américaine des conférences sur le désarmement.

Au Proche-Orient, bien que la guerre d'octobre 73 et le cessez-le-feu qui l'a suivie, aient mis en évidence l'incapacité de l'impérialisme français, comme celle de l'Europe occidentale dans son ensemble, à peser sur le cours des événements qui se déroulaient dans cette région du monde, la bourgeoisie française a toujours cherché à tirer parti de certains acquis de la période gaulliste, qui avaient pu donner à la France le visage d'interlocuteur occidental privilégié des pays arabes.

C'est en Afrique que l'impérialisme français a maintenu le plus de liens de dépendance.

L'Afrique est une zone traditionnelle d'influence de l'impérialisme français, où il avait pu se maintenir d'autant mieux que les superpuissances n'y concentraient pas leurs efforts. Elle reste une zone décisive pour notre bourgeoisie, du fait des trafics coloniaux classiques auxquels elle peut encore s'y livrer à vaste échelle, du fait de l'exploitation des ressources minérales qu'elle y développe, et du fait qu'elle se trouve menacée par le social-impérialisme.

Le néo-colonialisme français a été battu en brèche sur ce continent, avec l'essor du mouvement général des pays du Tiers-Monde. Pour se maintenir et étendre ses intérêts hors de son ancienne zone

coloniale, Giscard a tenté de présenter le visage d'une «coopération sans impérialisme», image mise à mal par la domination coloniale sur Mayotte et sur la Réunion, par les liens étroits de la France avec les racistes d'Afrique du Sud.

Ces dernières années, l'armée française a multiplié les interventions sur ce continent, soit contre les peuples (Tchad, Sahara), soit contre les gouvernements (Comores, Bénin).

Face à l'expansion soviétique récente en Afrique, l'impérialisme français a pu masquer quelque peu le caractère de ses interventions militaires. Il a tenté de se poser en champion de la sécurité et de la stabilité des régimes africains. Il a pu couvrir ainsi ses interventions au Zaïre qui visaient d'abord à étendre sa zone d'influence, même si elles prenaient pour justification la nécessité de faire face à des opérations de subversion bien réelles, encouragées par le social-impérialisme. Il a même essayé de développer et d'institutionnaliser cette politique en se proposant de patronner une force d'intervention inter-africaine. Mais ce projet n'a, jusqu'à présent, pas trouvé de partisans, même parmi les Etats les plus liés à l'impérialisme français.

A travers toutes ces vicissitudes, avec des avancées et des reculs ponctuels, l'impérialisme français conserve en Afrique des positions assez solides. Mais, ayant préalablement restreint ses ambitions à ce continent et à la Méditerranée, il y rencontre sur les plans économique et militaire les limites mêmes de sa puissance «moyenne» ; aussi cherche-t-il, à mettre en place un projet de liaison euro-africaine, où il jouerait un rôle de pivot. A ce jour, il a rencontré plus d'échecs que de succès dans cette entreprise, des résistances multiples se manifestant chez ses partenaires aussi bien européens qu'africains.

L'impérialisme français se caractérise en effet, du fait de son passé, par le maintien de territoires coloniaux et également, en Afrique, d'une sphère d'influence néo-coloniale.

L'impérialisme français et les colonies

Deux millions d'habitants vivent dans les départements et territoires d'Outre-mer. Les DOM : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion sont les plus peuplés tandis que les TOM : Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Mayotte, Wallis et Futuna, ne regroupent qu'une faible population.

Les TOM, comme au temps du colonialisme « officiel », sont directement gouvernées par un administrateur tout puissant nommé par le gouvernement français. Les pouvoirs des assemblées locales élues, qui n'ont qu'un rôle consultatif, ont encore été restreints.

Dans les DOM, la soi-disant égalité juridique avec les autres départements n'est qu'une fiction : les représentants de l'Etat français : les préfets y disposent de pouvoirs beaucoup plus importants.

Les grands traits du pacte colonial qui liait autrefois toutes les colonies à la métropole demeurent pratiquement intacts.

— les DOM-TOM sont pour l'impérialisme des fournisseurs de matières premières : 70 % de leur production est exportée vers la France. En même temps elles représentent un marché réservé pour l'écoulement des produits français : 70 % de leurs importations viennent de France.

— maintien des cultures d'exportation (et pour certaines de la monoculture) et absence de cultures vivrières.

Les colonies sont ainsi obligées d'importer (pour la majeure partie de France) leur alimentation de base.

— autre trait du pacte colonial : le monopole des sociétés françaises.

Par exemple, en Guadeloupe, 3 sociétés contrôlent 60 % de la production sucrière et quelques békés (colons blancs) 30 %.

— absence d'industrialisation. A peine quelques usines de première transformation de matières premières.

Et les choses vont en s'aggravant. Même la production de cultures d'exportation baisse en quantité et surtout en valeur.

La dépendance vis-à-vis de la métropole ne fait donc que s'accroître.

33 % de chômeurs aux Antilles, 35 % à la Réunion, 40 % en Guyane, aucun espoir de trouver du travail sur place. La seule solution, c'est d'émigrer vers la France. Cette émigration est rationnellement organisée, suivant les besoins des entreprises françaises par le BUMI DOM (Bureau de Migration des DOM) créé en 1961. De 61 à 72, 29 000 Réunionnais, 37 000 Guadeloupéens et 37 000 Martiniquais ont dû quitter leur pays pour venir en France, soit près de 20 % de la population active. Et là aussi, les choses vont en s'aggravant : le courant d'immigration annuel est aujourd'hui de 10 000 Antillais, 6 000 Réunionnais soit 5 % de la population active.

Ce véritable pillage humain sert aussi à favoriser l'« assimilation », des peuples des DOM-TOM et à désamorcer les risques d'explosions sociales.

Les dirigeants locaux et les cadres des sociétés françaises, les colons, d'origines européennes, les chefs des administrations locales qui, on l'a vu, sont particulièrement nombreux, constituent la bourgeoisie locale, la bourgeoisie colonialiste qui possède pratiquement tout, et étale un luxe insolent. La propriété du sol est marquée par le latifundium. En Guadeloupe, 8 sociétés possèdent 47 % de la surface de l'île et 59 % de la surface des plantations, 50 propriétaires se répartissent 8 % du territoire agricole.

Les besoins de la colonisation ont développé aussi une petite bourgeoisie formée des employés du tertiaire, colons venus temporairement de France et touchant parfois plus du double de leur salaire. A la Réunion par exemple, 35 % de la population active sont des fonctionnaires et autres improductifs.

En face, pour les petits paysans et les ouvriers agricoles, c'est la misère. Non seulement le taux de chômage est considérable, mais une grande partie de la population

active, plus de 50 % en moyenne, ne vit que d'emplois saisonniers. De plus, il n'y a aucune allocation chômage, les allocations familiales sont restreintes.

Tous les discours officiels, toute la propagande tourne autour du thème de l'assimilation.

Elle a pour se mettre en place plusieurs supports.

— la télévision et la presse
— le développement de supermarchés, de la mode, des formes d'habitat semblables à ceux de la métropole.

— l'école est le principal support de cette propagande.

Les autorités craignent au plus haut point le développement de sentiment national.

Les luttes dans les colonies

Des révoltes d'esclaves noirs aux luttes des ouvriers agricoles et des paysans, les peuples des colonies ont toujours combattu la domination impérialiste. Mais ces dernières années, le mouvement s'est amplifié comme en témoigne « l'accueil » réservé par les manifestants antillais et réunionnais aux visites des membres du gouvernement français, en particulier l'ex-secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Olivier Stirn, que les habitants de Djibouti avaient surnommé « M. 80 à l'heure », vu la rapidité de ses visites et de ses « prises de contact » avec la population.

En témoigne aussi le développement des grèves, celles des planteurs de cannes en Guadeloupe, ou récemment, la grève des travailleurs du bâtiment en Martinique, qui a débouché sur une explosion populaire générale.

Face au développement des luttes dans ses colonies, la bourgeoisie semble esquisser de nouvelles orientations.

Elle semble prête d'une part à accorder l'indépendance à un certain nombre de TOM, du moins à la condition de pouvoir préserver ses principaux intérêts. On a déjà vu cette politique en œuvre aux Comores, où la France se bat pour conserver sous sa domination l'île de Mayotte. Même politique à Djibouti, où l'indépendance a été ac-

cordée en échange de la sauvegarde de l'importante base militaire point stratégique dans la Corne de l'Afrique.

En ce qui concerne les DOM, il ne semble pas qu'une accession à l'indépendance soit envisagée, même si le chantage au «largage» des colonies, est de plus en plus fréquent et si, pour les besoins de la propagande, Giscard ne cesse de

répéter que «La France est prête à s'en aller, si on le lui demande». Au contraire, ces dernières années, la politique d'«assimilation» s'est accentuée. La bourgeoisie envisage aussi la départementalisation de certains TOM, par exemple la Polynésie.

Ainsi, plus que jamais, c'est par la lutte que les peuples des colonies françaises arriveront à se libérer.

2 000 sur des positions de combat en Mauritanie et au Tchad. A ce chiffre, il faut ajouter les troupes marines et les forces terrestres d'intervention, basées en France mais prêtes à intervenir à tout instant, tel le 2^e REP de la légion.

La présence militaire revêt plusieurs aspects : la coopération militaire, les bases militaires et les troupes qui interviennent au Tchad et au Mauritanie.

La coopération militaire est développée avec 18 des 23 pays africains, d'expression française. Plus discrète qu'une présence de troupes françaises, elle n'en est pas moins efficace pour défendre les régimes en place et mater les révoltes populaires.

Les bases militaires demeurent encore le plus sûr moyen pour l'impérialisme français de défendre ses intérêts lorsqu'ils sont directement menacés. Au nombre de 7 : Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Djibouti plus Mayotte et la Réunion, elles servent de relais aux interventions directes.

Remise en cause de la domination impérialiste française par les pays africains

Depuis les années 70, sous l'effet de la constitution du Tiers Monde en force politique, les positions de l'impérialisme français se sont effritées. Dans plusieurs pays comme à Madagascar en 1972, le vieux personnel politique à la solde de la France est renversé. Même ceux qui demeurent en place prennent leur distance. A l'ONU, les pays africains ne votent plus avec la France mais avec le Tiers Monde. Ils reprennent à leur compte la revendication d'un nouvel ordre économique mondial. L'OCAM (Organisation de la Communauté Economique Mondiale) éclate. La Mauritanie et Madagascar quittent la zone franc. La France doit démanteler ses bases militaires malgaches. Plusieurs pays remettent en cause les accords de coopération économiques et militaires.

C'est surtout la conférence de Lomé qui marque un recul de la situation de monopole de l'impérialisme français en Afrique. Signée le 28 février 1975 entre les pays de

L'impérialisme français et les néo-colonies

En Afrique de l'Ouest et du Nord, les positions de l'impérialisme français ont été très sérieusement entamées par la lutte des peuples et par le mouvement des pays pour l'indépendance. Cet affaiblissement a permis la pénétration d'autres impérialismes dans les anciennes chasses gardées du colonialisme français. Mais la bourgeoisie française conserve, malgré ces reculs, d'importants intérêts économiques et des points d'appui politique et militaire en Afrique.

L'Afrique, c'est d'abord pour la France, l'une des principales sources de pillage de matières premières, en particulier de minerais et de produits agricoles. Quelques chiffres suffisent à mesurer son importance : l'Afrique représente pour la France 99 % de ses importations d'uranium, 45 % pour le manganèse, 30 % pour le cuivre.

L'exportation des capitaux français vers les néo-colonies d'Afrique après avoir concerné pendant longtemps surtout les secteurs de l'imports-export, se portent maintenant de plus en plus vers la prospection minière et pétrolière et vers les industries de transformation.

Le mécanisme monétaire de la zone franc consiste à faire des monnaies des pays membres de cette zone, des satellites du franc français. C'est un moyen de pression de la France sur la politique économique de ces pays.

La majeure partie de l'«aide» publique est distribuée par le FAC (Fonds d'Aide et de Coopération).

et sert à financer pour moitié la coopération technique et culturelle et le reste pour la coopération militaire et la réalisation d'infrastructures (routes, chemin de fer). En réalité, le choix de ces dernières n'est pas fait dans une optique de développement mais sert directement les intérêts des entreprises françaises.

Aujourd'hui, cette forme de coopération, de la volonté même du gouvernement français, est en recul. Celui-ci préfère développer l'aide à des projets précis dont la rentabilité est plus certaine.

Sur le plan idéologique, la présence de plusieurs milliers de coopérants reproduit et développe l'idée d'une communauté culturelle et donc d'une communauté d'intérêts.

Mais l'assistance technique et culturelle satisfait aussi des intérêts économiques plus immédiats. Elle est un moyen de s'imposer dans l'appareil d'Etat et de peser sur les décisions (en particulier les plans de développement) dans le sens des intérêts des entreprises françaises.

Comme pour l'ensemble de la coopération économique, sa forme évolue et va dans le sens d'une plus grande rentabilité immédiate.

Présence et coopération militaire

15 000 soldats français sont stationnés en Afrique dont quelques

la CEE et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, elle ouvre le libre accès au marché européen de tous les produits industriels africains et de 96 % de leurs produits agricoles et cela sans réciprocité. Les pays européens s'engagent, de plus, à garantir la stabilité des prix de 12 produits (arachide, cacao, café, coton, coco, minerai de fer, etc). C'est là une ouverture certaine à la concurrence des pays impérialistes, y compris le Japon et les USA du fait de la clause de non réciprocité.

La bourgeoisie française est ainsi contrainte de manoeuvrer au plus juste entre les revendications des pays du Tiers Monde exigeant plus de justice dans les relations internationales et les pressions des autres impérialismes, notamment des superpuissances, qui veulent préserver ou élargir leur domination.

L'échec de l'OCAM a obligé l'impérialisme français à définir un nouveau cadre pour ses relations avec les pays africains : ce sont les conférences franco-africaines qui lui permettent de maintenir des liens privilégiés.

Au cours de ces conférences, et lors des rencontres bilatérales avec les Chefs d'États africains, des thèmes nouveaux apparaissent. Celui de la «coopération sans impérialisme», de la France meilleur avocat des pays africains auprès des autres pays industrialisés et dans les instances internationales («l'Afrique aux Africains», la «sécurité» constituent les nouveaux

thèmes que développe la bourgeoisie française en Afrique. Face aux menées des 2 superpuissances et notamment de l'offensive soviétique en Afrique depuis deux ans, ces thèmes recueillent un certain échos dans les pays africains. Cette politique vise à préserver les intérêts propres de l'impérialisme français en Afrique tout en se présentant comme le défenseur de l'indépendance des pays face au social-impérialisme.

Pour rendre moins apparente cette politique interventionniste de la France, Giscard a lancé à la conférence franco-africaine de mai 1978 l'idée d'une force d'intervention interafricaine.

D'autre part, l'impérialisme français tente depuis peu d'étendre ses relations à l'Afrique Australe jusqu'à présent hors de la zone d'influence française.

Mais la visée néo-coloniale de la bourgeoisie française est clairement confirmée par le fait que, dans un contexte tout différent, la France poursuit une politique interventionniste au Tchad et prend parti contre la lutte du peuple Sahraoui.

Tous ces efforts pour parer à l'affaiblissement de l'influence française en Afrique, rencontrent de sérieuses difficultés.

Les pays africains critiquent l'attitude de la France dans les instances internationales, en contradiction avec ses paroles et notamment la politique française de soutien aux régimes racistes d'Afrique du Sud.

la rapporter à la crise générale de l'impérialisme dont elle est une manifestation. En effet, depuis l'ouverture de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, comme Lénine l'a montré, l'évolution interne de chaque pays est étroitement liée au réseau complexe de relations (de dépendance, de domination, de rivalité...) qu'il entretient avec les autres pays du monde. C'est pourquoi, on ne peut traiter de l'évolution de la crise en France sans la rapporter à la situation internationale, à l'état de développement de la crise générale de l'impérialisme.

En retour, la crise de la société française ne saurait être réduite, ni dans sa description, ni dans l'examen de son évolution, simplement aux traits fondamentaux actuels de la crise générale de l'impérialisme, tels qu'ils ont été examinés dans la partie internationale de ce rapport. Autant il est important de saisir, à la lumière de la théorie des trois mondes, que l'impérialisme français est soumis à deux pressions de nature très différente, celle du mouvement des pays du Tiers Monde, celle des deux superpuissances, autant il est nécessaire d'examiner concrètement pour l'impérialisme français comment se combinent les différentes contradictions fondamentales dont il participe, c'est-à-dire avant tout celle qui l'oppose aux peuples et nations opprimés, celle qui l'oppose au prolétariat de France, celle qui l'oppose aux autres pays impérialistes.

En effet, il ne suffit pas de saisir la place qu'occupe la France dans le monde, de classer l'impérialisme français comme appartenant au second monde, il faut mettre à jour les traits spécifiques qui caractérisent notre impérialisme au sein du second monde, le différencier des autres impérialismes secondaires. L'Allemagne, l'Angleterre, le Japon... sont également confrontés au double mouvement qui caractérise les années 1970, celui des pays du Tiers Monde, celui des superpuissances impérialistes. Mais compte-tenu de la situation propre, de l'histoire, de l'état de la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans chacune de ces métropoles, ce mouvement n'a pas les mêmes incidences dans ces différents pays, et conduit à un développement inégal de la crise interne de ces sociétés.

Faire l'analyse de la crise de la société française, c'est donc non

La crise politique

La dimension économique de la crise, avec ses graves conséquences sur le niveau de vie des masses, leur organisation..., cela suffit-il à décrire dans toute son ampleur la crise qui sévit dans notre pays depuis plusieurs années ? A cette question, notre parti répond depuis 1974 par la négative : non la crise qui affecte les rapports de classes dans notre pays aujourd'hui, n'est pas une simple crise économique, c'est dans son fond une crise politique. Qu'entendons-nous par là ? Cette analyse se

trouve-t-elle confirmée ou infirmée par les 4 années écoulées ? Comment avons-nous apprécié le degré de développement de la crise politique ? C'est sur cet ensemble de questions, qui se sont trouvées posées plusieurs fois depuis le dernier Congrès, que le III^e Congrès de notre parti doit se pencher attentivement. Fournissons-ici les éléments essentiels qui doivent guider notre réflexion.

Faire l'analyse de la crise de la société française exige d'abord de

seulement examiner séparément l'état des contradictions de l'impérialisme français avec les pays du Tiers Monde, avec les superpuissances et les autres impérialismes, avec le prolétariat de notre pays, mais c'est, avant tout, examiner comment se combinent ces différentes contradictions, comment elles agissent entre elles pour s'aiguïser mutuellement, afin de mesurer finalement à quel degré elles portent le développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat en France.

C'est en procédant précisément à cet examen que notre parti a été amené en 1974 à analyser la crise de la société française en terme de crise politique. Crise *politique*, en ce sens que la combinaison des contradictions fondamentales dont participe l'impérialisme français, agit de manière durable sur les rapports de classes et l'organisation interne de notre société. Rappelons rapidement les termes d'un débat qui a cours dans notre pays en 1974 : cette année-là et les années qui ont précédé, un certain nombre de signes de modification de l'organisation interne de notre métropole apparaissent (difficulté pour la bourgeoisie de maintenir son modèle de collaboration de classes fondé sur la consommation, clivage dans la majorité gouvernementale après l'affrontement Giscard-Chaban, lors des présidentielles, croissance des mouvements de lutte dans la classe ouvrière et à la campagne avec l'apparition en leur sein d'une frange de travailleurs en rupture avec les propositions des révisionnistes et des réformistes...). Comment interpréter ces modifications ? Pour certains, elles ne sont que le résultat, la conséquence des difficultés économiques que rencontre déjà à l'époque la bourgeoisie. L'aiguïsement de la crise de la société, son développement dépendent avant tout alors du devenir de ces difficultés économiques, de la capacité de la bourgeoisie à les surmonter. Pour notre parti au contraire, réduire la crise à sa dimension économique, c'est ne pas en saisir toute la profondeur, tout le caractère durable ; les modifications des rapports de classes notées à l'époque par notre parti, ne nous semblent pas induites seulement par les difficultés économiques, mais beaucoup plus largement par l'ensemble des difficultés de notre impérialisme, confronté sur la scène internationale à des transformations dura-

bles face auxquelles, plus que la plupart des autres impérialismes secondaires, il ne réussit pas à s'adapter.

Plus que la plupart des autres impérialismes secondaires, parce que justement l'histoire de notre métropole, l'expérience de notre peuple, l'état du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat, rendent notre impérialisme plus sensible, plus vulnérable même, face aux grandes tendances apparues dans le monde contemporain au début des années 1970.

La Commune de Paris, première expérience historique de la dictature du prolétariat, avait averti la bourgeoisie française du potentiel révolutionnaire que recelait notre classe ouvrière. Depuis plus d'un siècle cette bourgeoisie avait mis en place, pour tenter de stabiliser ses rapports avec le prolétariat, un système d'alliances de classes, et de corruption d'une aristocratie ouvrière, destiné à prévenir l'élan révolutionnaire de notre peuple. L'exploitation des peuples de son empire colonial, puis néo-colonial, grâce au prélevement des superprofits coloniaux, lui a permis pendant toute une période de corrompre une couche issue de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, qui a propagé, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, la collaboration de classes, les idées de soumission et de division. Malgré cela, malgré la dégénérescence successive, que cela a entraîné, des partis de la II^e puis de la III^e Internationale, la SFIO et le PCF, la bourgeoisie française tout en préservant l'essentiel n'a pu empêcher la maturation de sa contradiction avec le prolétariat, l'éclatement de grandes luttes révolutionnaires en 1936, en 1968...

De même, à la différence de la plupart des pays d'Europe du Nord, l'existence dans notre pays d'un parti révisionniste d'influence non négligeable, même si cela constitue, aujourd'hui, un obstacle au développement des facteurs révolutionnaires, témoigne d'un point de vue historique de l'existence, avant qu'il ne dégénère, d'un parti révolutionnaire, interprète à la fois du refus du prolétariat de notre pays de suivre, aux lendemains de la Première Guerre mondiale, la voie de la collaboration de classes prônée par les sociaux-démocrates, à la fois des aspirations importan-

tes des ouvriers de notre pays de suivre la voie de la Révolution d'Octobre.

Or, voilà qu'aujourd'hui, avec l'essor des mouvements des pays du Tiers Monde, avec la mise en avant par ces pays de la revendication d'une véritable indépendance nationale, avec les coups portés à la politique séculaire de pillage impérialiste des richesses de ces pays, c'est la base même de la politique de l'impérialisme français, d'alliance de classes et de corruption de l'aristocratie ouvrière, qui est sapée. C'est la base même de la politique de collaboration de classes, de l'influence du révisionnisme et du réformisme au sein de la classe ouvrière, qui se trouve minée par le rétrécissement des surprofits coloniaux. Sans attendre d'effets mécaniques des coups portés par les pays du Tiers Monde, on mesure les répercussions qu'ils auront dans notre pays et commencent à avoir sur les moyens mêmes de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

L'impérialisme français, dans sa lutte pour le partage du monde, avait forgé dans les années 1960 le projet de s'ériger comme le principal rival de l'impérialisme américain dans le camp occidental. Grâce à sa place dans la construction européenne, grâce à ses relations néo-coloniales avec les pays du Tiers Monde, notamment avec son ancien empire colonial, grâce aux liens nouvellement noués avec la superpuissance naissante que constituait l'URSS au début des années 1960, l'impérialisme français, sous l'impulsion du gaullisme, pensait pouvoir arriver à constituer, sous sa direction, un vaste ensemble géographique échappant à la tutelle que faisait peser la superpuissance US depuis la fin de la deuxième guerre mondiale sur les autres impérialismes. L'échec de ce projet a été provoqué à la fois par la croissance du mouvement des pays du Tiers Monde, à la fois par l'affirmation d'une nouvelle superpuissance impérialiste, le social-impérialisme, qui s'est empressé, avec beaucoup plus de moyens que l'impérialisme français, d'occuper le terrain abandonné par la superpuissance américaine déclinante. Contré dans ses ambitions, l'impérialisme français paie aujourd'hui, plus durement qu'un autre pays capitaliste secondaire moins ouvertement ambitieux, l'échec de son projet de déve-

loppement. L'effort de réadaptation qu'il doit consentir pour préserver ses positions, ne pas se laisser trop nettement distancer par des pays comme le Japon ou l'Allemagne, pèse lourdement sur l'équilibre politique interne de la classe dominante. Sans projet de rechange bien affirmé, hésitante sur les orientations à se fixer, incapable de susciter au sein du peuple l'adhésion à un projet de société qui reste flou et tarde à se définir, la bourgeoisie impérialiste française ressent durement en son sein même les secousses engendrées par les modifications de la situation internationale.

Pour ces raisons, liées à son histoire et à ses propres caractéristiques, notre métropole est particulièrement sensible aux grands mouvements qui se manifestent sur la scène internationale aujourd'hui. En opérant sur la contradiction bourgeoisie-prolétariat dans notre pays, ces mouvements contribuent à modifier de manière durable des rapports de classe de la société française, à ébranler la manière dont la bourgeoisie peut exercer sa domination sur le peuple, et la manière dont le peuple perçoit cette domination. C'est en ce sens, que la crise dans notre pays doit être analysée en terme de crise politique.

Si nous affirmons le caractère durable de cette crise politique, si nous sommes amenés à penser que les modifications des rapports de classes que nous notons, ne sont pas passagères, ne peuvent pas être facilement résorbées par la classe dominante, c'est avant tout à cause du caractère spécifique de cette crise.

Aujourd'hui et c'est un des traits spécifiques de la crise politique de notre société, celle-ci est déterminée non pas par l'aiguïssement d'une seule des contradictions fondamentales, mais par la convergence de l'aiguïssement de 3 des contradictions fondamentales dont participe notre impérialisme. Il n'est plus possible pour lui de reporter sur les peuples coloniaux, de la même façon qu'avant, les coups que porte la lutte du prolétariat de la métropole ; il n'est plus possible pour lui de profiter d'un apaisement de la lutte de classes en France, pour amortir les coups que lui porte la lutte des peuples et des pays du Tiers Mon-

de ; il n'est plus possible pour lui d'espérer, face aux superpuissances, une place privilégiée dans le concert des pays impérialistes pour limiter les coups convergents du prolétariat de France et des pays du Tiers Monde. Ainsi de quelque côté qu'il se tourne, l'impérialisme français ne trouve guère d'issue pour alléger le fardeau de la crise.

Un autre trait spécifique de la crise politique dans notre pays, et qui fonde aussi, à notre sens, son caractère durable, c'est que l'aiguïssement des trois contradictions fondamentales que nous avons notées, constitue des tendances qui ne nous semble pas devoir être remises en cause. Dans l'analyse de la situation internationale, nous avons montré comment, à travers des avancées et des reculs, devant déjouer pas à pas les manœuvres des deux superpuissances, en particulier celles du social-impérialisme, le mouvement des pays du Tiers Monde constituait une tendance historique. Nous avons de même montré que, dans la lutte pour l'hégémonie mondiale, seules deux puissances impérialistes, les USA et l'URSS, pouvaient rivaliser, et que justement l'enjeu de leur rivalité, c'était l'Europe. Ceci indique que les pressions des deux superpuissances sur un impérialisme secondaire comme le nôtre, n'iront pas, en dehors d'éventuelles considérations tactiques, en s'allégeant, mais au contraire en s'alourdissant. Parce que ces deux transformations de la situation internationale depuis le début des années 1970 ne sont pas des faits conjoncturels, mais constituent des

tendances irréversibles, qui se frayent un chemin par à-coups, parce que l'aiguïssement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat qui en résulte est aussi, à travers des avancées, des stagnations et des reculs, une donnée constante de la vie politique dans notre pays depuis une dizaine d'années ; pour ces raisons-là, la convergence des trois contradictions fondamentales qui se sont nouées en France en une crise politique en 1974, n'est pas le résultat d'un concours de circonstances exceptionnel, mais constitue bien à notre sens, un facteur durable de la situation politique dans notre pays.

Voilà ce que nous entendions en 1974 par crise politique.

Le Comité Central, réexaminant cette thèse de la crise politique pour la préparation de ce congrès, a été amené à préciser d'un point de vue autocritique que : *« Dans l'analyse de la crise politique, dont il ne remet nullement en cause les acquis fondamentaux, un certain nombre d'erreurs ont été commises, dont la caractéristique commune se ramène à un point : la surestimation du développement des facteurs révolutionnaires, du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat. »* Nous reviendrons plus loin de manière détaillée sur cette autocritique. Précisons simplement ici qu'il s'agit pour notre Parti, en corrigeant les développements unilatéraux apparus dans le cadre de l'analyse en terme de crise politique, de développer pleinement les acquis de cette analyse qui nous arme pour notre travail révolutionnaire.

Une crise économique durable

Plus personne ne conteste que la crise économique actuelle est une crise durable et non un accident passager. Elle met en évidence et amplifie, non seulement les contradictions propres à tous les impérialismes, mais aussi les faiblesses structurelles spécifiques à l'impérialisme français que la vive croissance de la période 1950 - 1970 avait masquées.

Cette crise, loin d'être une simple répétition des crises cycliques

qui ont fait régulièrement leur apparition depuis les débuts du capitalisme, se noue dans la convergence d'une dépression économique particulièrement profonde (baisse de production, de l'investissement, chômage) faisant suite à un emballement des mécanismes économiques au début des années 70, avec la remise en cause des rapports de domination impérialistes par les peuples et pays du Tiers Monde et, à moindre degré, par ceux des

métropoles du premier et second monde. Produit de la crise, l'accroissement de l'inégal développement des différents impérialismes, la nourrit en retour, en rendant plus inextricables les contradictions inter-impérialistes.

Quatre ans après l'éclatement au grand jour de la crise, peut-on dire, comme Giscard-Barre tentent de nous le faire croire, que la situation est enfin maîtrisée et que la sortie de la crise n'est plus qu'une affaire de temps... de discipline et de sacrifices ?

Depuis 1974 l'évolution de la crise est marquée par une succession de plans gouvernementaux soufflant tantôt le chaud, tantôt le froid. Cette instabilité est l'expression du développement des contradictions dans lesquelles la bourgeoisie française se démène.

Pour répondre à l'inflation galopante et aux difficultés croissantes du commerce extérieur et du franc, la bourgeoisie met en place, au début de l'été 1974, le plan Fourcade destiné à assainir l'appareil productif français et lui permettre de mieux répondre aux nouvelles données de la situation dans le monde. Imposé au nom de la « crise du pétrole », ce plan débouche sur la profonde récession de 1974-75 qui rend possible un arrêt de l'accélération de l'inflation, un certain rétablissement de la monnaie et du commerce extérieur, et entraîne pour les masses une rapide croissance du chômage et un blocage du pouvoir d'achat.

Après avoir ainsi soufflé le froid le gouvernement, dirigé alors par Chirac, met en place à l'automne 1975 un plan de relance, vigoureusement réclamé par la partie du patronat qui est la plus menacée par l'amorce d'assainissement de l'appareil productif qu'entraîne la récession.

Cette nouvelle politique va confirmer les difficultés structurelles de l'impérialisme français : dans les données de la concurrence féroce que se livrent les bourgeoisies à l'échelle mondiale, l'assainissement partiel pratiqué lors du plan de refroidissement précédent, c'est-à-dire l'élimination des activités peu compétitives, la restructuration des autres, va se montrer bien insuffisant. Ainsi par exemple la relance va se traduire par un bond en avant des importations, bon nombre de secteurs économiques étant incapables de rivaliser avec la concurrence extérieure. Au début 1976 le

déficit commercial va s'accroître parallèlement à l'inflation, alors même que le chômage continue de se développer. En été la situation économique est intenable pour la bourgeoisie avec les chutes répétées du franc, un taux de couverture du commerce extérieur égal à 90 % (inférieur même à celui de 1974), et une production devenue stagnante.

Dès 1974, la bourgeoisie française avait rompu avec la politique antérieure de constitution systématique de grands groupes industriels et s'était plutôt axée vers une politique de redéploiement, visant à développer les industries de pointe, les biens d'équipement, l'exportation, à la fois pour maintenir l'équilibre du commerce extérieur et pour lutter contre la double concurrence des pays industriels pour les produits technologiquement avancés et des pays en voie de développement pour les produits de base. Or les moyens mis en œuvre n'avaient pas été suffisants du fait, entre autres du choix politique fait par le gouvernement de ménager — dans une situation politique difficile — certaines fractions « rétrogrades » du patronat : notamment les secteurs vivant à l'abri de la concurrence internationale et les secteurs gardant des structures de production archaïques mais employant une main d'œuvre à très bon marché.

L'aggravation de la situation relative de l'impérialisme français dans le monde qui résulte de cette politique « de facilité », le report à beaucoup plus tard de la sortie du tunnel impose un nouveau revirement de la politique du gouvernement. Giscard appelle à l'automne 76 le professeur Barre pour administrer une nouvelle purge à l'économie française. L'objectif officiel de son plan est la lutte contre les menaces de l'inflation, c'est un prétexte pour s'attaquer de front aux masses populaires en décrétant le blocage des salaires, s'accompagnant d'un prétendu blocage des prix alors que la pression fiscale s'aggrave et que le gouvernement vient juste de réaliser une pluie de hausses. En fait le plan Barre a pour objectif le blocage des salaires pour favoriser la formation des profits au détriment des salaires, l'assainissement des structures de l'économie, et ainsi le redressement de la position commerciale et monétaire de l'impérialisme français.

Au nom de la lutte contre l'inflation les travailleurs sont appelés une nouvelle fois à se serrer la ceinture.

Le seul succès du plan Barre de septembre 76 et des deux autres qui ont suivi, c'est d'avoir réussi à imposer aux travailleurs, malgré leurs résistances dispersées, de nouveaux sacrifices. Le blocage des salaires a permis une certaine reconstitution du profit des entreprises. Les licenciements et fermetures d'entreprises qui se sont multipliés ont contribué à l'assainissement de l'appareil de production. Mais cela est loin de suffire pour rétablir la position de l'impérialisme français. La morosité reste le trait dominant du climat économique.

La production industrielle est aujourd'hui au même niveau qu'à la fin de 1976. C'est d'ailleurs une situation qui prévaut dans l'ensemble du monde capitaliste, excepté les États-Unis. Malgré la restauration du profit des entreprises, l'investissement industriel n'a pas repris. Seules les entreprises nationalisées, notamment l'EDF, apportent un certain soutien à la demande intérieure de biens d'équipement.

Si l'on observe un certain redressement du commerce extérieur, cela est dû, pour l'essentiel, à la stagnation de la production intérieure qui limite les importations, et à la baisse du dollar qui allège le coût des achats de pétrole. La stabilisation du franc, parce que liée à cette évolution du commerce extérieur, est sujette à la même précarité.

Quant à l'inflation, après les diverses manipulations qui visaient à retarder les ajustements de prix dans les périodes pré-électorales, elle n'a pas été jugulée malgré la faible pression des demandes de crédit et les déficits budgétaires jusqu'à présent limités.

L'assainissement de l'appareil productif

Déjà, à l'origine, le 7^e plan (1976-1980) mettait en avant la nécessité du redéploiement industriel face aux bouleversements intervenus dans le monde. Les principaux objectifs étaient de réduire les salaires pour financer le redéploiement (certains secteurs comme le

logement, l'agriculture étant privés d'une part des facilités accordées jusqu'ici), d'orienter massivement l'épargne vers les investissements productifs, et d'essayer de spécialiser la France vers les produits les plus évolués technologiquement, là où la concurrence du Tiers Monde est moins vive et les profits plus élevés (biens d'équipement, armement, transport, télécommunication, nucléaire, ingénierie...).

Un tel redéploiement comporte deux aspects : le développement des secteurs d'avenir, la liquidation de ce qui est périmé. Si le développement se fait attendre, la liquidation va bon train.

La sidérurgie, où cohabitent des unités très modernes et des équipements d'un autre âge, est en pleine restructuration. Le nouveau plan du gouvernement (septembre 1978) aggrave celui d'avril 1977, condamne à la fermeture un grand nombre d'ateliers et la suppression d'environ 20 % des emplois. L'intervention directe provisoire de l'État dans le capital de la sidérurgie, vise à financer l'ardoise d'environ 33 milliards de francs de dettes de la sidérurgie, et à mener à son terme la réorganisation du capital autour des deux pôles que constituent Usinor et Sacilor (de Wendel).

L'industrie textile qui de 1973 à 1978 a déjà perdu plus de 20 % de ses emplois (suppression de 90 000) n'a pas terminé son assainissement. De 10 à 30 % des capacités de production selon les produits sont condamnées dans une période à venir.

Dans le bâtiment, Travaux Publics, et plus particulièrement dans la construction de logements, la crise est particulièrement vive. Elle se traduit par plus de 250 000 suppressions d'emplois. La Construction navale, certains secteurs de la chimie de base, les industries agricoles, du cuir, du bois, du papier sont également gravement touchées.

Le maître mot de la politique de Barre c'est de conduire en bon ordre cet assainissement de l'appareil productif.

Non pas que des secteurs entiers soient condamnés : même si, par exemple, des pans entiers de la sidérurgie ou du textile sont démantelés, des secteurs extrêmement productifs de ces industries se développent avec l'aide des pouvoirs publics. Non pas non plus que «les PME» soient condam-

nées : bien au contraire, des aides sélectives, par le moyen des contrats de croissance, sont proposées par l'État à celles qu'il sont les plus dynamiques et ont su se tailler un créneau à l'exportation. C'est ce qu'un récent rapport du Plan résume par la belle image suivante : *«Chaque pays cultive à sa manière une spécialisation intensive, tant à travers la futaie de grands groupes dominant sur le plan mondial dans leur domaine propre, que par le vigoureux taillis des petites et moyennes entreprises qui, plus spécialisées encore, soutiennent l'élan des premiers».*

Mais le manque de confiance en l'avenir des capitalistes français, l'instabilité des perspectives économiques à moyen terme font que les mesures de développement de l'appareil productif n'accompagnent pas celles de liquidation. Après avoir diminué pendant deux ans, l'investissement productif reste actuellement stagnant dans le secteur privé. Cela signifie non seulement qu'il n'y a pas d'extension des capacités de production mais encore que la modernisation des équipements se fait plus lentement. Comme le souligne un rapport de l'OCDE (Organisation qui regroupe tous les pays capitalistes), on peut voir dans ce fait une tendance à la réduction du rythme de l'innovation technique parallèlement à la baisse de la croissance. La poursuite de telles tendances se traduirait par un déclin accéléré de la puissance économique de l'impérialisme français.

Un commerce extérieur fragile

Au premier semestre de 1978 le commerce extérieur français est redevenu excédentaire. Dans la presse pour le grand public, cela a été monté en épingle pour prétendre — comme en 1975 — que l'économie retraits dans une phase de convalescence. Les journaux spécialisés sont moins optimistes ; ils soulignent même la fragilité du commerce extérieur.

Depuis 1974 l'exportation de produits industriels, notamment de biens d'équipement (usines clés en main, centrales électriques, grands travaux publics...) s'est développée à un rythme assez rapide en direction des pays du Tiers Monde.

Mais d'une part, la part des marchés tenue par les entreprises françaises, n'est importante que dans certains pays de l'ancien empire colonial, tandis que dans des pays à forte croissance, la France est quasi-absente comme en Asie du Sud-Est qui est la zone la plus en expansion et la moins endettée du Tiers Monde. De plus la part de marché détenue par la France dans un grand nombre de pays a tendance à décroître ce qui traduit le fait que la croissance du commerce extérieur de ces pays profite plus aux concurrents de la France qu'à celle-ci.

Enfin, le déficit des échanges avec les autres pays développés : les USA, la RFA, le Japon reste globalement important ; le taux de couverture entre les montants des exportations et des importations est proche de 90 %. Ce déficit concerne tous les secteurs sauf l'automobile qui a fourni un excédent de 8 milliards en 1977.

La baisse du dollar, en réduisant le coût des importations dont le prix est fixé en monnaie US — notamment le pétrole — contribue au redressement provisoire de la balance commerciale.

Mais les perspectives ne sont guère favorables. Une reprise un peu soutenue de l'activité entraînerait une forte croissance des importations et le retour au déficit. La faiblesse de la compétitivité vis-à-vis des autres pays développés n'est pas près de disparaître. Enfin l'endettement croissant des pays du Tiers Monde imposera rapidement une limite aux exportations françaises de biens d'équipement donc au secteur le plus actif des exportations de la France.

Une inflation toujours présente

Le maintien d'une forte hausse des prix, à un rythme annuel supérieur à 10 %, exprime la poursuite des processus inflationnistes. Le franc a continué à perdre de sa valeur vis-à-vis des monnaies fortes (deutsch mark, yen, franc suisse) bien qu'il se soit stabilisé vis-à-vis du dollar. La poursuite des «tensions inflationnistes», qui est l'expression de la fragilité relative de l'impérialisme français vis-à-vis de ses concurrents, est d'autant plus

significative que les facteurs conjoncturels d'inflation ont largement disparu. La stagnation de l'activité économique n'entraîne pas une grande demande de crédits au système bancaire, à tel point que les mesures de contrôle monétaire interne n'aient pas l'occasion de jouer. De même le déficit budgétaire reste jusqu'à présent limité et en partie financé par l'emprunt. Aussi la relance de l'activité, que Giscard refuse, constituerait un puissant facteur d'accélération de l'inflation.

Résister en se redéployant

L'«ambition» de la bourgeoisie française est aujourd'hui révisée en baisse. On est loin, bien sûr, du projet gaullien de vouloir faire de notre pays un concurrent direct des États-Unis et de l'URSS. On est loin même des efforts pompidoliens de vouloir rivaliser avec la République Fédérale Allemande. Maintenant l'effort est plus terre-à-terre : il s'agit de ne plus trop se faire distancer par ce pays. Terminées aussi les rodomontades de Giscard (à Carpentras en juillet 1977 : *«La France va sortir de la crise avant la fin de l'année»*). Maintenant prévaut la froide orthodoxie de Barre : *«Il ne faut pas raconter des histoires, et surtout ne pas en raconter aux autres»*. Au-delà de cette apparence de rigueur, de volontarisme que veut se donner le chef du gouvernement, cette volonté est celle du représentant d'une bourgeoisie qui recule, mais qui s'efforce, sans grand succès, de se donner les moyens de sa réadaptation à ce «monde incertain», (pour le capitalisme en tout cas), comme dit Giscard.

Sachant qu'elle ne peut pas s'opposer trop radicalement au processus d'industrialisation du Tiers Monde — pas plus que les autres pays impérialistes —, la bourgeoisie tente de s'y adapter, et si possible d'en tirer parti. De même, elle est obligée de s'adapter aux nouveaux rapports inter-impérialistes qui résultent de l'inégal développement que la crise mondiale de l'impérialisme accélère. Mais de par sa position intermédiaire dans la hiérarchie des divers impérialismes, la France capitaliste d'aujourd'hui, n'a guère les bases pour une

stratégie volontariste. Elle subit plus qu'elle ne décide. A moyen terme, sa place sur le marché mondial et ses perspectives de développement sont délimitées à la fois par la place que le Tiers Monde est en passe de prendre dans les secteurs de biens de consommations et de biens intermédiaires et par la suprématie des USA (et à un moindre degré de la RFA et du Japon) dans les secteurs «de pointe».

Les efforts d'assainissement et de spécialisation de l'appareil productif que déploie la bourgeoisie française visent donc à occuper la place intermédiaire qui lui est ainsi assignée par les rapports de forces à l'échelle mondiale. Cela entraîne évidemment l'abandon de toute une série d'activités qui sont, ou seront bientôt, concurrencées par les productions du Tiers Monde ainsi que la division du travail avec les impérialismes plus puissants.

Les tendances présentes au sein de la bourgeoisie française, qui voulait résister aux nouvelles contraintes internationales par l'isolement du protectionnisme et l'appel au soutien de l'Etat, sont dans la situation actuelle largement dominées par les tenants d'une politique d'intégration plus poussée au marché mondial. Pour ces derniers *«la compétitivité est l'objectif prioritaire»*. Le débat, engagé dès 1974, fut vif dans le patronat avec les représentants de secteurs menacés comme le textile, l'ameublement, l'imprimerie : il est maintenant tranché, le CNPF admettant sans réserve la nécessité d'une politique industrielle pour laquelle *«s'ouvrir au monde n'est pas un choix mais une contrainte inévitable»*. La victoire de la droite aux élections de mars 78 accorde au gouvernement une sorte de répit pour appliquer cette politique sans être menacé par une sanction électorale. *«Les élections législatives nous accordent un répit. Il faut le mettre à profit pour adapter notre industrie aux nouvelles conditions de la division internationale du travail»* déclarait récemment le CNPF. Et Barre de renchérir : *«La tâche prioritaire des cinq prochaines années sera la restructuration de l'industrie française»*. Si le gouvernement peut effectivement escompter que le consensus au sein de la bourgeoisie durera puisqu'en fait elle ne dispose d'aucune autre solution, il

montre un grand optimisme en estimant qu'il disposera d'un répit de cinq ans de la part des travailleurs.

«Un interventionnisme libéral»

Il paraît que Barre a apporté une grande nouveauté dans la politique économique de la bourgeoisie : le «libéralisme». Et de donner pour preuve : la libération des prix, le refus de faire renflouer par l'Etat les entreprises en déclin... Le libéralisme, qui n'a jamais été pratiqué intégralement, consisterait à laisser les mécanismes du marché orienter toute l'activité économique. Comment pourrait-il en être question alors que par son budget, par les entreprises nationalisées, par le contrôle du crédit... l'Etat pèse de tout son poids sur l'orientation économique ? Comment pourrait-il en être question alors que les rapports internationaux sont largement conditionnés par la politique diplomatique et militaire pratiquée par le gouvernement ? Et d'ailleurs les «preuves» du libéralisme giscardien sont bien fragiles. En période de crise, alors que la concurrence est particulièrement vive, le contrôle des prix est une contrainte en général plus faible que celle de la concurrence. Le supprimer c'est laisser les contraintes de la concurrence s'exercer au maximum sur les entreprises de façon à accélérer l'élimination des moins rentables, c'est-à-dire agir dans le sens des objectifs du gouvernement. Et si la concurrence ne fait pas son œuvre conformément à ces objectifs, l'arsenal des mesures dites sélectives est tout prêt pour corriger le tir. Une sorte de «libéralisme assisté» en somme qui agit pour que la «liberté» fasse son chemin dans la bonne direction.

L'exemple du plan sidérurgie mis au point en septembre 1978 est tout à fait significatif. La «liberté» ce serait la faillite de la sidérurgie française. Inacceptable pour les magnats de l'acier. Inacceptable aussi par les risques sociaux qui en résulteraient. Alors l'Etat intervient pour porter secours aux financiers des trusts de l'acier.

Quels que soient les oripeaux dont il se drape selon les situations, liberté ou intervention, le capitalisme monopoliste d'Etat reste bien la

fusion en un mécanisme unique d'exploitation de l'Etat bourgeois et des monopoles.

Mais l'effort de la bourgeoisie en mettant en avant le thème du «retour au libéralisme» n'est pas anodin. Il vise à dégager la responsabilité de l'Etat sur le développement de la crise et de ses conséquences. Il tente d'accréditer l'idée que l'Etat est au-dessus des classes et d'obtenir sur cette base le «consensus social», nécessaire à une politique de collaboration de classe. Il est un aspect de la crise politique dans laquelle se débat la bourgeoisie française dans son ensemble.

Le règne du pragmatisme

Revenons à la question posée tout à l'heure : quatre ans après l'éclatement au grand jour de la crise, la bourgeoisie maîtrise-t-elle la situation ?

Les grands «coups d'accordéon» de la situation conjoncturelle, surchauffe de 1972-73, dépression de 74-75, reprise de 1976 qui se sont exprimés par de brusques et amples perturbations de la production des stocks, de l'investissement, du commerce extérieur, de la monnaie et de l'inflation, ont cédé la place à une sorte de «stabilisation» de la situation. Si les manifestations de type cyclique de la crise sont ainsi dépassées, l'état de stagnation qui caractérise la situation actuelle, confirme que la crise n'est pas une simple crise cyclique mais qu'elle a un caractère structurel, dû à une modification en profondeur des rapports de forces internationaux.

Ce caractère structurel de la crise s'exprime dans la nécessité de modifier profondément le poids des diverses branches économiques, d'opérer rationalisations, modernisation et restructuration de l'appareil productif, d'ouvrir de nouveaux courants d'échanges internationaux, vers le Tiers Monde notamment, d'intensifier l'exportation des capitaux...

La stabilisation conjoncturelle, en France comme dans la plupart des pays capitalistes, crée pour la bourgeoisie des conditions plus favorables à la réalisation des ajustements structurels en éliminant pour l'immédiat les perturbations brusques. Mais cette stabilisation

ne résout en rien les contradictions spécifiques de la crise structurelle actuelle. Le dérèglement du système monétaire international et les déséquilibres profonds du commerce international, à la fois entre pays impérialistes et avec les pays du Tiers Monde en cours d'industrialisation, l'aggravation du chômage, l'inflation toujours menaçante restent les données fondamentales et durables de la situation mondiale. La solution qui passe par le redéploiement et la réorganisation des économies capitalistes n'est pas en vue.

La reconversion de l'appareil productif pour l'adapter aux nouveaux rapports de forces mondiaux, loin de se faire «en douceur» comme en période d'expansion, quand la croissance permet d'en absorber les contre-coups, accouche aux forceps de la crise. Ainsi s'étaient au grand jour toute la malfaisance du système capitaliste, ses contradictions, son caractère périmé. La bourgeoisie française

n'a pas le choix de son déploiement, et elle tente seulement de l'accompagner pour éviter une aggravation brutale de ses contradictions pour éviter un déclin rapide.

Mais ce redéploiement, en insérant un peu plus la France dans le marché capitaliste mondial, en développant la division internationale du travail, en développant la dépendance de la France, ne fait à terme qu'approfondir des contradictions dans lesquelles la bourgeoisie française se débat.

Ni dans les résultats de quatre années de politique de crise, ni dans les perspectives des années à venir n'apparaît une maîtrise de la situation. La politique de la bourgeoisie, c'est le règne du pragmatisme. Et seul le discours de «fermeté» et de «continuité» de Barre peut faire croire le contraire. Mais Barre laissera sans doute la place à un autre lorsque la continuité prendra... une autre direction pour s'ajuster à une nouvelle situation !

Conséquences de la crise pour la vie des masses

Attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs, extension du chômage, aggravation des conditions de travail et de vie des masses, telles sont les conséquences de cette politique de la bourgeoisie.

Les attaques de la bourgeoisie contre le pouvoir d'achat

La limitation du pouvoir d'achat des travailleurs résulte du double mécanisme de la poursuite de la hausse des prix à une vive allure et des freins imposés à la hausse des salaires.

Malgré la propagande intensive du gouvernement à l'automne 76 sur la priorité de la lutte contre l'inflation et les quelques mesures à court terme pour essayer de différer certaines hausses à l'ap-

proche de l'échéance électorale, la hausse des prix s'est maintenue à plus de 12 % en 1977 selon la CGT et à 9 % selon le gouvernement. Et dans ce concert de hausses, ce sont les produits qui correspondent aux besoins les plus fondamentaux des masses, particulièrement l'alimentation, qui augmentaient le plus vite.

Aujourd'hui les élections étant passées et les risques de dérapage inflationniste rapide n'étant pas menaçants, le gouvernement met en sourdine le thème de lutte contre l'inflation et se satisfait d'une hausse des prix de 10 à 12 % par an qui, sans être trop élevée, permet d'imposer le laminage du pouvoir d'achat des travailleurs.

Car dans le même temps où la hausse des prix reste élevée, l'intransigeance du gouvernement et du patronat en matière salariale s'est traduite par un net ralentissement des augmentations de salaire. D'après les données officielles les gains mensuels moyens des ouvriers qui avaient progressé de

17 % en 1974 ont connu d'année en année une hausse de plus en plus ralentie, n'atteignant que 10,7 % en 1977. Au premier trimestre 78 la hausse des salaires a été extrêmement faible (2,2 %) et malgré un «rattrapage» qui s'est produit au 2^e trimestre, la progression des salaires en 1978 restera faible. De plus le chômage, souvent peu ou pas indemnisé, l'augmentation des cotisations sociales, affectent profondément le budget des ménages populaires. S'il est difficile de chiffrer l'incidence du chômage sur les budgets, l'expérience quotidienne prouve combien une période de chômage même assez courte entraîne de profondes difficultés pour boucler les fins de mois, payer les loyers ou les quittances de gaz ou d'électricité. Saisies, expulsions, coupures de gaz ou d'électricité de plus en plus nombreuses, voilà qui en dit long sur la misère qui s'installe dans de nombreux foyers.

Le pouvoir d'achat des salaires des ouvriers a reculé d'environ 3 % depuis le premier octobre 1972 et de 6 % depuis juillet 74 où il a atteint son maximum. Ces chiffres qui prennent en compte l'indice des prix de la CGT et les augmentations de cotisations sociales payées par les salariés (mais non les conséquences du chômage) réfutent les affirmations gouvernementales selon lesquelles le pouvoir d'achat aurait cru de 18 % depuis 1972.

Le chômage

Depuis 1974 le chômage a été multiplié par trois. Et le gouvernement qui reconnaît aujourd'hui 1 200 000 travailleurs sans emploi, en prévoit officiellement, dans ses commissions d'experts près de deux millions ... en 1983. Du côté du pouvoir nul n'ose plus comme avant promettre le retour au plein emploi. Quel aveu : le chômage est une plaie ouverte qui n'est pas prête de se refermer, qui est dans la nature même du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui.

Fermatures et licenciements collectifs se multiplient dans l'ensemble des branches d'activité, y compris les plus modernes. Chaque année ce sont 300 000 travailleurs qui subissent un licenciement économique, soit trois fois plus qu'avant 1973. L'emploi dans l'industrie

a non seulement cessé de croître mais il diminue depuis cinq ans. Ainsi 400 000 emplois ont été supprimés. Dans le même temps se poursuit l'élimination de nombreux paysans : plus d'un million de 1968 à 1975.

Tout ceci a porté les proportions de chômeurs à des niveaux jamais atteints depuis la 2^e guerre mondiale. Malgré toutes les manipulations de l'administration plus de 6 % des salariés pointent à l'Agence pour l'Emploi et ce nombre atteint 10 % pour les jeunes travailleurs et 17 % pour les jeunes femmes.

Encore est-ce là une moyenne sur l'ensemble de la France. Dans des régions peu industrialisées comme le Languedoc un travailleur sur 10 et une jeune femme sur 3 sont au chômage !

Le développement du chômage a touché toutes les catégories de travailleurs même si c'est dans des proportions différentes ; les ouvriers qualifiés comme, et même plus, que les O.S., les employés comme les ouvriers. Cela fait justice aux pseudo-explications du chômage par le «manque de qualification de la main d'œuvre» ou encore par le «refus des emplois industriels».

La multiplication des chômeurs s'est accompagnée de profondes modifications dans le fonctionnement du marché du travail. La durée moyenne pour trouver un emploi s'est fortement accrue et atteint plus de 150 jours. Sur le plan législatif, réglementaire, de nombreuses mesures ont été prises, dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. On citera la garantie de ressources qui met en pré-retraite obligatoire plus de 100 000 travailleurs âgés ; l'aménagement des mesures d'indemnisation et notamment les 90 %, touchés par moins de 10 % des chômeurs soit plus de 100 000 travailleurs ; le blocage de l'immigration, qui concerne plus de 100 000 de nos frères étrangers chaque année ; plus récemment, les mesures du soi-disant «pacte national pour l'emploi des jeunes», qui ont touché plus de 300 000 jeunes travailleurs à la rentrée 77. Soulignons encore le renforcement systématique du contrôle de l'Agence pour l'Emploi sur les chômeurs, qui marque aussi l'accroissement du rôle de l'Etat dans l'organisation du marché du travail.

En fait, la transformation du marché du travail avait commencé dès le milieu des années 60, et elle

n'a fait que s'accroître brutalement avec le déclenchement de la crise économique. Après l'ouverture des frontières de 1962, l'aiguillage de la concurrence internationale depuis 1974, en multipliant les fermetures des entreprises et des établissements les moins compétitifs, en sanctionnant sans appel tout retard dans la course à la productivité, a bouleversé durablement le marché du travail et lourdement accru la charge du chômage sur les épaules des travailleurs.

Premièrement, la course effrénée à la productivité conduit le capital à mettre au rencart une masse de plus en plus importante de travailleurs jugés trop usés, ou incapables de se convertir à de nouvelles techniques, en un mot non rentables. Les travailleurs âgés sont les plus directement visés. Le système de la garantie de ressources n'a d'autre but que de les écarter définitivement de la sphère de la production, et pour cela il supprime l'allocation dès que son bénéficiaire trouve un emploi, même temporaire.

Sans que la question soit tranchée pour l'instant il faut noter que les femmes risquent de connaître une situation semblable. Derrière les propositions de salaire pour la mère au foyer se dissimule la volonté, déjà fréquemment pratiquée, par le patronat d'écarter des entreprises des travailleuses dont il juge l'absentéisme insupportable. Ainsi voit-on se développer une population de chômeurs permanents, qui compte déjà plusieurs centaines de milliers de personnes ; mais contrairement aux insinuations cyniques des dirigeants de la bourgeoisie c'est bien la logique du capital elle-même, la recherche de la productivité maximum, qui les a réduits à cette situation, et non pas une quelconque attirance vers la «profession» de chômeur !

Deuxièmement, l'acuité de la concurrence, les soubresauts affectant les marchés mondiaux, ont considérablement accru depuis 1974, l'instabilité de l'emploi qui s'était développée dans les années 60. Il n'y a pas seulement des suppressions d'emplois, mais aussi un mouvement plus rapide de créations, et de suppressions, ainsi que de licenciements et d'embauches. Le capital a besoin de travailleurs plus mobiles, qu'il puisse embaucher sans délai et rejeter à sa guise. C'est ce qu'indique le déve-

l'emploi rapide, depuis trois ans notamment, de l'intérim, et surtout des contrats à durée déterminée. Il est significatif que le nombre des agences d'intérim ait continué à croître au plus fort de la récession économique, en 1974-75. Il est significatif que le nombre des travailleurs, contraints de s'inscrire à l'Agence après une fin de mission d'intérim ou de contrat à durée déterminée, soit presque équivalent à celui des travailleurs licenciés.

Dans ces formes d'emploi précaires, le licenciement est programmé dès l'embauche, signé par le travailleur, sur une base individuelle qui rend difficile toute opposition collective, et donne au patron le maximum de garanties.

Ce sont les jeunes qui sont les plus touchés ; nul doute que pour la classe dirigeante ils soient voués en priorité à constituer cette masse de chômeurs flottante, mobile, propre à assurer les à-coups de la production d'une branche à l'autre, d'une ville à l'autre, d'un mois sur l'autre.

Troisièmement, le développement du chômage, conduit à un renforcement sans précédent de l'intervention de l'Etat.

Celle-ci présente deux aspects complémentaires. Tout d'abord, et c'est celui qui sert de base à la démagogie gouvernementale, il s'agit de prévenir une explosion de la colère des travailleurs. L'allocation supplémentaire d'attente (les 90 %), comme la garantie de ressources (70 % du salaire antérieur) ont cet objectif. Certes, seule une faible minorité des chômeurs en bénéficie (100 000 environ pour chacune d'entre elles), mais ce n'est plus un hasard si elles s'appliquent principalement aux cas les plus dangereux pour le patronat, ceux des licenciements collectifs.

Les mesures d'indemnisation sont savamment graduées en vue de diviser les chômeurs. Ainsi, à la fin 77, sur 1 500 000 chômeurs (dont 1 100 000 inscrits à l'ANPE) ils étaient :

- 600 000 à ne rien toucher ;
- 250 000 touchaient moins de 500 F par mois.
- 450 000 touchaient environ la moitié de leur salaire.
- 110 000 bénéficiaient de la Garantie de Ressources.
- 140 000 touchaient les 90 %.

De même, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ont certainement eu comme premier but, d'endiguer la colère des générations entrant de plein pied au

chômage à la sortie de l'appareil scolaire.

Dans les six mois suivant la rentrée 1977 plus de 500 000 jeunes ont été concernés par ces mesures : par des embauches avec exonération des charges sociales, par des stages en entreprise rémunérés par l'Etat, par des stages hors entreprises.

Certes, le fait que stages et embauches se soient surtout concentrés dans des branches caractérisées par une forte rotation du personnel, et une forte proportion d'emplois non qualifiés (commerce, textile, habillement) révèle clairement que les grands discours sur la «formation», et les promesses sur la «durée» de ces emplois sont pure démagogie. Mais par la division entre stagiaires embauchés, apprentis et chômeurs, entre jeunes et adultes, ils ont pu entraver les luttes pour l'emploi.

L'intervention accrue de l'Etat présente un second aspect, plus essentiel. Il s'agit pour lui de développer le contrôle et la gestion d'une armée industrielle de réserve devenue plus nombreuse et plus indispensable au fonctionnement du capitalisme en France aujourd'hui.

Ceci apparaît nettement dans la transformation de l'Agence Nationale pour l'Emploi en un appareil d'étude et de gestion des chômeurs, ainsi que dans la multiplication des organes de formation divers tels que la FPA. Mieux connaître le chômage, mieux connaître l'utilisation qu'il est possible de faire de ces chômeurs, assurer si besoin leur formation, organiser leur déplacement, bref, les mettre à la disposition des employeurs quand et où ils le désirent. Et bien sûr, adapter l'indemnisation du

chômage au contrôle sur les chômeurs et à leur soumission aux volontés du capital.

On peut dire en conclusion, qu'on assiste ainsi à la constitution progressive de trois grandes masses de main d'œuvre.

● D'une part, un nombre croissant de travailleurs, non rentables, mis au rencart par le capitalisme, et constitué des travailleurs les plus âgés, usés par l'exploitation, et peut être bientôt par les femmes renvoyées à leurs foyers.

● Deuxièmement, d'un volant de main d'œuvre qui permette de satisfaire les à-coups de la production et de faciliter les transformations structurelles. Main d'œuvre constituée principalement par les jeunes, employée de temps en temps, ici ou là. D'où le formidable développement du travail intérimaire et des contrats à durée déterminée.

● Enfin, d'une main d'œuvre bénéficiant d'un emploi relativement stable, mais sur laquelle le patronat exerce à plein le chantage à l'emploi pour refuser la satisfaction des revendications.

Mais en même temps, en révélant crûment que la force de travail n'est qu'une marchandise particulière pour les capitalistes cette «restructuration» du marché du travail constitue un facteur important de révolte et de prise de conscience des travailleurs contre la crise.

Par l'accentuation des divisions qu'elle introduit dans la classe ouvrière, cette politique de la bourgeoisie contribue également à rendre plus difficile l'unité de la classe ouvrière, unité nécessaire pour engager et conduire à la victoire les luttes contre le chômage.

La crise idéologique

Pour maintenir son pouvoir, pour asseoir sa domination de classe, la bourgeoisie ne peut s'appuyer uniquement sur les piliers de l'appareil d'Etat que sont l'armée et la police, sur la violence ouverte exercée contre les masses. Elle doit aussi élaborer et diffuser un système de représentations, qui puisse donner une image cohérente

de la société, de la place des individus dans cette société. Ce système de représentations nie le caractère de classe de la domination bourgeoise en présentant comme intérêt d'ensemble de la société, comme valeur universelle, ce qui n'est en réalité que l'intérêt particulier de la bourgeoisie.

Mais ce système de représenta-

tions ne vise pas seulement à masquer les contradictions de classes ; dans le même temps, en positif, il doit jouer un rôle actif qui permette à la bourgeoisie de tisser ses alliances de classes, d'obtenir un certain consensus par la référence commune des classes dominées à ces représentations. L'illusion fondamentale que tente d'imposer ainsi la bourgeoisie, c'est qu'il serait possible dans la société capitaliste, d'arriver à ce qu'une collaboration harmonieuse s'établisse entre les classes en vue de la réalisation d'intérêts soi-disant communs.

La bourgeoisie a été ainsi amenée, à différents moments de l'exercice de son pouvoir, à forger un modèle de collaboration de classes qui lui permette de regrouper autour d'elle un ensemble suffisamment large de classes et de couches sociales.

C'est dans les années 1960 que le modèle de consommation progressivement mis en place depuis la Libération, connaîtra toute son expansion. L'idée centrale autour de laquelle s'organise ce modèle est simple : avec l'expansion économique, la classe ouvrière et les autres couches du peuple connaîtraient une amélioration importante de leurs conditions de travail et de vie, elles pourraient profiter largement de l'augmentation de la production des biens de consommation. La bourgeoisie fait alors miroiter pour un avenir relativement proche une uniformisation progressive des classes et couches sociales dans une large nouvelle classe moyenne au niveau de vie relativement élevé. Mais la condition essentielle pour parvenir à ces résultats, c'est une expansion soutenue de la production qui nécessite que «chacun y mette du sien», qu'exploités et exploités s'unissent dans un effort commun.

Pendant toute une période plusieurs facteurs vont contribuer à développer la crédibilité de ce modèle de collaboration de classes :

— D'une part l'impérialisme français va connaître un taux de croissance élevé (même s'il connaît des variations) sur une longue période, comme l'ensemble des autres pays capitalistes occidentaux à des degrés divers. L'idée, selon laquelle c'est un nouveau cours du capitalisme qui a commencé et qui ouvre une ère d'abondance dont chacun pourra profiter, pourra ainsi trouver une certaine base.

— D'autre part, au lendemain de

la Libération, une misère importante existe dans les masses et l'aspiration au mieux-être est réelle. La bourgeoisie va alors utiliser largement ces aspirations pour mettre en avant ses thèmes de collaboration de classes et cela au moment même où la fabrication en série d'objets de consommation va se développer.

— Enfin, l'idéologie révisionniste, diffusée par le PCF instituée au sein même de la classe ouvrière un support important aux thèmes diffusés par la bourgeoisie. Cette idéologie révisionniste en effet ne remet nullement en cause la finalité même de la société, telle que la présente alors la bourgeoisie. Se référant au même modèle de consommation, le PCF exige seulement que la classe ouvrière et les couches populaires aient «une plus juste part des fruits de l'expansion», selon leurs termes.

Ainsi, dans les années 1960, la bourgeoisie a pu consolider momentanément sa domination de classe en développant un certain consensus autour du modèle de consommation.

Aujourd'hui, cette situation s'est assez profondément modifiée : la classe ouvrière et les masses populaires ont pu faire l'expérience de ce «modèle de consommation». Si elles ont pu acquérir des biens de consommation devenus au demeurant indispensables avec la transformation des conditions de vie imposées par le capitalisme, elles ont vu leur condition de vie et de travail se dégrader constamment.

Alors que la bourgeoisie développera les thèmes de la société d'abondance, de l'amélioration continue du sort des travailleurs, ceux-ci seront confrontés directement avec l'intensification continue des cadences, l'allongement de la journée de travail par les heures de transport, l'entassement dans les cités-dortoirs.

Dès mai 1968, le puissant mouvement de masse qui s'est déroulé a fait voler en éclats le mythe de l'extinction de la lutte de classes. Les dures luttes d'OS qui ont éclaté au début des années 1970 ont révélé avec clarté ce qu'il en était des conditions de travail et des salaires de ces couches d'ouvriers.

Ainsi, la prise de conscience de l'écart existant entre la représentation que donne la bourgeoisie de cette société et la réalité quotidienne, va se développer de plus en plus dans les masses. Cette contra-

diction entre le système de représentation et de valeurs de la bourgeoisie et l'expérience quotidienne des masses, marque la crise idéologique. Cette crise idéologique est profonde et durable : le modèle de consommation a connu une usure importante par l'expérience qu'en ont faite les travailleurs, les illusions qu'il avait fait naître n'ont pu masquer la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Mais un autre facteur va également jouer un rôle important en accélérant les choses.

La crise économique qui a frappé l'ensemble des pays capitalistes dès 1974, va saper les bases sur lesquelles la bourgeoisie pouvait prétendre développer ce modèle de collaboration de classes. La croissance continue qui devait apporter le bonheur pour tous, a soudain fait place à une stagnation brutale de la production ou du moins, à un ralentissement considérable.

Ainsi, la bourgeoisie s'est vue dans l'impossibilité de maintenir tel quel le modèle de collaboration de classes qu'elle avait développé depuis la Libération et qui lui avait assuré une certaine crédibilité dans sa domination de classe.

A la logique antérieure du partage entre les classes des «fruits de l'expansion», à la perspective d'un développement tel de toute la société que seraient petit à petit atténuées les différences sociales, à l'annonce de la lente mais sûre disparition du prolétariat au profit d'une large couche moyenne accédant à la propriété et au confort moderne, se substitue l'appel à la défense des acquis de tous dans les difficultés, à la solidarité nationale pour éviter que ça n'aille encore plus mal : voilà le temps des discours cyniques sur le fait que désormais, même si l'on consommera moins, on pourra consommer mieux.

L'apparition du modèle de crise, variante rabougrie du modèle de consommation, présenté comme un modèle durable imposé de l'extérieur, est le signe que la bourgeoisie veut ajuster l'image qu'elle entend donner de sa propre société et de son avenir, à la crise idéologique très profonde qui traverse le capitalisme dans son ensemble, qui ébranle les systèmes de représentations antérieurs, et remet en cause les justifications de la classe exploiteuse à sa domination.

Les années qui viennent de s'écouler ont vu en effet un approfondissement très sensible, lié à l'expérience des masses, de cette crise idéologique :

— La dégradation des conditions d'emploi et l'instabilité qui en résulte pour des milliers de travailleurs, ont pour conséquence de modifier assez sensiblement la façon dont d'assez larges couches et particulièrement les jeunes, envisagent leur rapport au travail, leur insertion dans la production.

L'absentéisme, le refus d'occuper longtemps le même emploi, la lutte contre les cadences et les salaires au rendement en sont des manifestations assez nettes.

D'une manière générale, les vieilles idées sur la promotion sociale, la conscience professionnelle et de travail bien fait, le rapport à la hiérarchie, se heurtent à l'expérience que font les travailleurs de l'insécurité de l'emploi, de la réalité des cadences et du despotisme patronal, du processus massif de la déqualification ouverte ou déguisée. Dans ce cadre, le battage sur la revalorisation du travail manuel, sur la réforme de l'entreprise, rencontre l'indifférence.

Le même phénomène du rejet des thèmes idéologiques à propos du travail, commence à se rencontrer dans des couches plus larges d'employés, en raison du processus constant de dégradation de leurs conditions de travail.

Au moment même où la crise du capitalisme s'attaque au niveau de vie des masses populaires, la bourgeoisie prétend que la consommation qu'elle présentait par le passé comme le résultat légitime de l'effort national de production, n'est qu'un luxe, souvent assimilable à du gaspillage, et que les « Français vivent au dessus de leurs moyens ». Cette remise en cause de la consommation et les privations qu'elle implique pour les familles populaires, contribuent à faire prendre conscience de l'illusion que représente l'élévation du pouvoir d'achat par le crédit, l'accession possible à la propriété, l'évasion possible par les vacances telles que les organise le capitalisme.

De même, le thème du « logement social », se heurte à la réalité d'un urbanisme qui expulse les travailleurs des villes, celui de la « santé pour tous » est confronté à l'expérience d'une médecine qui ne parvient pas à réparer les forces de travail prématurément usées.

L'idéologie familialiste, qui voulait faire de la famille le lieu d'un repli individualiste où les travailleurs pourraient bénéficier « des fruits de leurs efforts », aménager le temps de non-travail par l'extension de leurs loisirs, se consacrer à l'éducation de leurs enfants, est elle-même soumise à l'épreuve des faits. Loin comme le voudrait la bourgeoisie, de faire oublier au travailleur l'oppression qu'il subit dans la société, les contradictions qui traversent la famille l'y ramènent sans cesse : la hausse des prix, des impôts et des loyers, le chômage qui met les jeunes à la charge souvent des parents, créent sur l'ensemble de ses membres une tension supplémentaire.

Le rythme de vie imposé par le capitalisme, la mauvaise qualité des loisirs (en particulier télévisés) proposés par la bourgeoisie contribuent à briser toute vie de famille. L'idée que c'est la famille en elle-même qui tend à engendrer ses propres difficultés, voit aussi ses bases sérieusement remises en cause. Les tensions et les antagonismes qui s'y produisent contribuent à faire apparaître comme mensongère l'image d'une famille harmonieuse développée par la bourgeoisie.

La crise de l'école est de même, depuis 1968, une des manifestations les plus nettes de l'approfondissement de la crise idéologique.

L'idée selon laquelle l'école est un des principaux moyens de promotion sociale et de résorption des inégalités a été largement développée par la bourgeoisie.

Mais aujourd'hui, le rapport à cette institution, au savoir qu'elle diffuse et à l'autorité qu'elle représente, commence lui-même à être contesté.

Au moment où l'organisation nouvelle du travail et de la vie familiale réduit au strict minimum les moyens que peuvent se donner les familles pour assurer une éducation correcte à leurs enfants, l'idée que ce sont les parents qui sont responsables de l'avenir scolaire de leurs enfants, est remise en cause.

— Alors que le chômage aggrave le problème des débouchés, l'idée selon laquelle la qualité du travail des élèves décide de leur avenir, est contestée.

De l'expérience faite depuis des années, de la contradiction entre le discours, les promesses, les illusions et la réalité, s'est déve-

loppé dans l'institution scolaire elle-même, un malaise très profond : pour un assez grand nombre d'enseignants, le caractère vain des efforts effectués pour essayer de transformer un peu les choses par leur enseignement, apparaît chaque jour plus clairement. Pour un grand nombre de jeunes, l'école est de plus en plus ressentie comme quelque chose d'extérieur, qu'ils subissent comme une forme insupportable de contrainte.

Crise du rapport au travail, remise en cause du discours bourgeois sur la consommation, érosion lente de l'idéologie familialiste et de l'illusion scolaire, ce ne sont là que quelques aspects de la crise des valeurs dominantes de la bourgeoisie.

Ainsi, les vieux « dogmes » de l'idéologie bourgeoise ont moins d'emprise dans les masses. Mais cette crise idéologique ne produit pas mécaniquement la remise en cause du caractère capitaliste de cette société et l'adhésion à la perspective révolutionnaire. En effet, la décomposition relative du système de représentations et de valeurs de la bourgeoisie, l'effondrement de points de repère peuvent nuire à la prise de conscience de la nécessité d'un autre type de société. L'expérience de la crise des valeurs bourgeoises, alors que le processus de dégénérescence révisionniste pèse encore d'un poids certain dans la société et que la perspective révolutionnaire n'est pas encore le fait des larges masses, peut entraîner un désarroi et un pessimisme sur les possibilités d'une transformation radicale de la société. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée en mettant en avant une version nouvelle formule des vieux thèmes agnostiques et anti-communistes. C'est ainsi que s'appuyant sur les inquiétudes légitimes face au capitalisme d'Etat en URSS, la « nouvelle philosophie » ou prétendue telle, affirme que tout socialisme débouche nécessairement sur le Goulag, que tout Etat fût-il celui de la dictature du prolétariat ne pourra jamais s'éteindre, que toute théorie même portée par les aspirations révolutionnaires des masses n'est jamais qu'une forme de totalitarisme. Et d'annoncer, à la rescousse d'une société libérale avancée, la fin des idéologies et des systèmes, l'avènement du relativisme et du scepticisme absolu.

Ainsi, la bourgeoisie a été tentée

ces dernières années de remodeler son idéologie et de faire preuve d'une certaine souplesse dans son système de représentations et de valeurs. Plus qu'une représentation solide et globale de la société, la bourgeoisie diffuse une série d'idéologies, de sollicitations diverses, éphémères et apparemment hétérogènes. Tout est bon pour la bourgeoisie, y compris ce qui naît de sa propre faillite afin de renforcer le doute et la soumission, tout est bon pourvu que ne soit pas remise en cause sa propre domination.

Ainsi, dans le même temps où elle propose son modèle familial, la bourgeoisie laisse-t-elle se développer la pornographie, l'apologie de la sexualité tous azimuts qu'elle ose parfois présenter comme une véritable révolution dans les mœurs, voire comme un moyen effectif de libération de la femme.

Ainsi, entend-elle également profiter de la situation dans laquelle elle place des milliers de jeunes chômeurs pour leur proposer un type de vie, de loisirs et de comportement qui les isole et les désarme davantage encore : punk, paradis artificiels, karaté...

Ce sont là, quelques exemples qui montrent comment la classe dominante entend mettre à profit la crise de son système de valeurs pour maintenir sa domination.

Ainsi, se trouve «institutionnalisée» par la bourgeoisie une forme de marginalité qui se présente parfois comme subversive.

La bourgeoisie au pouvoir peut même apparaître comme modérée, vis-à-vis de ceux chez qui le développement du laisser-aller ressuscite les vieilles tentatives autoritaires et pétainistes. Elle peut même instaurer sous son contrôle une espèce de jeu de balance, entre la contestation marginale qui naît de la crise de son idéologie et l'apparition de ces formes de fascismes sectoriels qui — de «Monseigneur Lefebvre» à «Laissez les Vivre» en passant par «Légitime Défense» — lui permet d'entretenir un climat et des hommes réactionnaires qu'elle entend si besoin est, employer contre les révolutionnaires.

Face au pourrissement de l'idéologie bourgeoise, il est temps que s'affirment avec force les valeurs qui prennent naissance et se développent dans les luttes : les nouveaux rapports sociaux, la solidarité de classe, la participation active de tous à la lutte pour la construction d'un monde nouveau.

C'est là, la condition pour que la remise en cause des valeurs définies par la bourgeoisie dans cette dimension idéologique de la crise ne reste pas vaine.

Ne parvenant pas à innover véritablement, la bourgeoisie se voit contrainte aujourd'hui à devoir imaginer les consensus dont elle rêve, sur la base de sa politique économique. Au nom du bon sens, elle cherche à réhabiliter des notions comme celle de la vérité des prix, calculés simplement en fonction de l'offre et de la demande. Elle cherche à réhabiliter «l'esprit d'entreprise», encensant ces jeunes patrons qui, «à force d'effort et d'initiatives, parviennent à s'enrichir, et donc à créer des emplois».

Pendant que le Premier ministre, certainement un des hommes les plus impopulaires de France, défend ainsi des généralités qui n'étaient déjà plus originales il y a un siècle, le président de la République se pique de littérature et de philosophie pour évoquer l'an 2 000. Dans son livre «*Démocratie Française*», comme dans ses dîners mondains avec les nouveaux philosophes, Giscard d'Estaing évoque le troisième millénaire. Il rêve tout haut d'une France où patrons et ouvriers œuvreraient ensemble à la grandeur du pays, une France où les antagonismes de classes seraient balayés par l'émergence d'une classe moyenne majoritaire. Mais la réalité est tout autre : le chômage, l'augmentation du coût de la vie, l'absence de débouchés pour les jeunes, les difficultés économiques, la place réelle de la France dans le monde, autant de faits qui vont à l'encontre du rêve giscardien. Malgré les moyens économiques mis en œuvre, ni les leçons de Barre ni les prophéties de Giscard ne sont de nature à obtenir un soutien populaire plus large.

Les seuls faits concrets dont peut se prévaloir le gouvernement Barre en matière sociale sont bien minces. Ainsi, si Giscard a fait grand tapage, pour des raisons électorales évidentes, autour de la revalorisation de l'allocation vieillesse, il n'en reste pas moins que des millions de personnes âgées touchent encore moins de 1 000 francs par mois. De la même manière, l'instauration du complément familial, s'il a simplifié les procédures, n'a en rien amélioré le revenu des familles. La possibilité donnée aux femmes travailleuses de prendre leur retraite à 60 ans connaît une application de plus en plus restreinte, puisqu'il leur faut justifier de plus de 37 ans d'activité salariée.

Autre mesure tronquée : la pos-

Répression et atteintes aux libertés démocratiques

La réforme, mot-clé de la politique giscardienne de 1974, résiste mal à la crise. Contraint, avec Barre, d'en revenir aux formes les plus classiques de l'économie bourgeoise, Giscard a mis en sommeil la politique des réformes-gadgets avec lesquelles il espérait obtenir un large consensus. Des réformes considérées comme essentielles, comme celle proposée par Sudreau à propos des entreprises, sont quasiment abandonnées. D'autres, comme celle des collectivités locales préconisée par le rapport Guichard, ne sont appliquées que pour partie, et sur une très longue période. D'autres encore, comme la

réforme de la fiscalité, sont tronquées dès leur présentation au Parlement, sous la pression du RPR. Les seules réformes dont peut se targuer le gouvernement giscardien depuis ces deux années, c'est la transformation des ministères : au gré des circonstances apparaît ou disparaît un ministère à la Condition féminine, un ministère à la Communication remplace un ministère à l'Information, un ministère de l'Environnement remplace un ministère de la Qualité de la vie, un ministère de l'Économie et un autre des Finances remplacent le ministère de l'Économie et des Finances.

sibilité faite aux femmes d'interrompre pendant deux années leur travail pour élever leurs enfants : dans la situation de chômage d'aujourd'hui, bien peu de femmes travailleuses prennent le risque de bénéficier de cette mesure, craignant à juste titre de ne pas retrouver leur emploi. Quant aux 90 % du salaire accordés pendant un an aux travailleurs licenciés économiques, ils ne bénéficient en fait qu'à moins de 15 % des chômeurs, et encore cette disposition est-elle ce en ce moment remise en cause.

S'il est un domaine où la bourgeoisie fait preuve d'imagination, c'est bien dans la manière de dissimuler le chômage. C'est le cas du fameux pacte national pour l'emploi des jeunes, présenté comme une mesure tendant à diminuer le chômage, mais qui n'est en fait qu'un artifice. Par le biais du statut de l'apprenti, ou par le biais des stages-parking, il ne s'agit pour le pouvoir et le patronat que de retarder l'échéance dramatique du chômage, tout en tentant de désamorcer la légitime colère des jeunes. Et que dire de cette mesure qui autorise les jeunes à prolonger de trois mois leur service militaire en attendant d'avoir trouvé un emploi !

Ce que la bourgeoisie au pouvoir a à mettre à son actif reste mince. Ses perspectives aussi, puisque le programme de Blois, destiné à guider les réformes de la législature dans laquelle nous entrons, n'est qu'un vaste catalogue de mesures du même type : pour renforcer les droits des citoyens face à l'administration, il sera créé un délégué du médiateur dans chaque département. Mais qui se souvient qu'il existe depuis trois ans un médiateur ?

Pour mener une politique de l'emploi, le gouvernement développe le travail à temps partiel. Il entend développer l'acquisition de logements pour les familles à revenu modeste, accroissant ainsi de fait l'endettement. Il entend appliquer la «Charte de la qualité de la vie», développer les émissions télévisées culturelles pour les enfants, etc. En fait, le programme de Blois n'est rien d'autre que la cruelle illustration de l'absence de perspectives d'ensemble de la bourgeoisie française.

Jamais le thème de la réforme, cher à Giscard, n'a estompé la

réalité de la répression. Le vrai visage de la bourgeoisie, celui de l'arrogance et de la répression, apparaît plus clairement au fur et à mesure que tombent les illusions. Durant ces deux dernières années, la bourgeoisie n'a pas craint de montrer ce vrai visage.

Pour briser dans l'œuf toute tentative de la classe ouvrière de s'opposer à son plan d'austérité, pour empêcher le succès des luttes, pour intimider les travailleurs, le pouvoir a multiplié les interventions policières contre les usines en lutte. Au lendemain de la mise en place du plan Barre, comme lors de l'essor des luttes au printemps dernier, l'intervention des CRS et autres gardes mobiles a été systématique contre les ouvriers qui occupaient leurs usines, ou qui organisaient des piquets de grève. Cette violence policière systématique est maintenant une donnée permanente de la politique de la bourgeoisie, et les travailleurs doivent l'envisager dans leurs mobilisations. D'autres méthodes ont été mises en place, ou se sont poursuivies, qui visent à s'opposer aux travailleurs : sous les biais les plus divers, les atteintes aux libertés syndicales ont continué de plus belle. Se saisissant du prétexte des licenciements économiques, le patronat, aidé par le ministère du Travail, a pratiqué à large échelle le licenciement des délégués élus par les travailleurs. L'an dernier, 3 500 d'entre eux furent ainsi licenciés.

La politique répressive de la bourgeoisie au pouvoir vise en fait deux choses. D'un côté, il s'agissait pour elle, avant les élections, de défendre le plan Barre et d'éviter que l'exemple positif des luttes ne se propage. D'un autre côté, elle sait que sa victoire électorale n'a rien changé, et qu'il lui faudra faire face à la colère des travailleurs. La voilà bien, la réalité du pouvoir giscardien : derrière les réflexions nébuleuses sur le troisième millénaire, derrière une série de mesures qui, au mieux, cherchent à aménager le chômage, derrière cette façade-là, il y a la consolidation permanente d'un puissant système répressif.

Depuis 1976, sous l'impulsion de Poniatowski, puis de Bonnet, une vaste réforme de la police est mise en route, qui vise à soustraire la gendarmerie mobile et les CRS aux procédures habituelles pour en faire des corps dépendants entière-

ment du ministère de l'Intérieur, accroissant ainsi leur rôle de force de répression directement politique. La grossière campagne sur la sécurité développée par Poniatowski a fait place à une campagne plus insidieuse, plus pernicieuse : s'appuyant sur le rapport Peyrefitte, qui conclut à la responsabilité des grands ensembles et de la misère dans le développement de la criminalité, le gouvernement entend développer l'ilotage dans les quartiers populaires, tout en accroissant sa répression contre les jeunes, coupables d'être jeunes. C'est sur la base d'une telle campagne que se développent en toute impunité des organisations de type fascisant, comme «Légitime Défense», qui recrute ses dirigeants dans les très hautes sphères de l'appareil d'État.

Le droit de manifestation lui-même est ouvertement bafoué, à Paris notamment avec la mise en place du système de protection rapproché, qui consiste à ce que les manifestations n'aient plus lieu qu'entre d'épais cordons de policiers.

Le développement important du nombre d'attentats au cours de ces deux dernières années a donné à la bourgeoisie un prétexte nouveau pour développer sa campagne contre les révolutionnaires. Parallèlement, à des moments précis comme lors de l'affaire Schleyer par exemple, la bourgeoisie française s'est largement mise au diapason du régime allemand. Le ministère de la Justice n'a-t-il pas ouvertement fait l'éloge de la délation, et de manière publique ? La presse bourgeoise alsacienne n'a-t-elle pas participé à la campagne allemande en demandant à la population de prévenir la police de tout comportement suspect ? Alignée sur le modèle allemand, profitant des affaires Schleyer et Moro, l'Europe des polices s'est nettement renforcée et la France en est partie intégrante, comme en témoigne la multiplication des réunions des ministres de l'Intérieur des pays européens.

Et puis, lorsque le mouvement de masse se faisait dangereux pour certains aspects de sa politique, la bourgeoisie est allée jusqu'à la répression la plus sauvage. L'exemple le plus dramatique en est Malville, en juillet 1977, où un militant anti-nucléaire a été tué par la police, et plusieurs autres mutilés à vie.

Les incertitudes, liées aux élections, ont amené la droite au pouvoir à renforcer considérablement sa domination sur les grands moyens d'information. Dans le cadre de sa rivalité avec le RPR, Giscard a été amené à placer des hommes à lui à la tête des grandes radios, tout en maintenant un contrôle net sur la télévision.

Dans la presse écrite, on a assisté à la mainmise de Hersant sur des journaux à fort tirage et sur de nouvelles techniques, comme le fac-similé, qui permettent un contrôle encore plus étendu. De la sorte, cet aventurier, ami de Giscard comme de Chirac, contrôle, au mépris de la loi, 10 quotidiens, dont *France-Soir*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, et probablement *Le Parisien Libéré*, deux agences de presse et un circuit privé de transmission par fac-similé. Cette mainmise accrue sur les moyens d'information était liée pour la droite à l'éventualité d'une défaite électorale. C'est dans la même optique de l'après-élection que le gouvernement giscardien a continué à protéger les groupes fascistes qui lui avaient rendu service lors des présidentielles de 1974. C'est ainsi qu'ils ont pu faire venir à leurs meetings les adeptes de Mussolini et de Franco, la police protégeant toute cette racaille.

La Justice n'a pas été oubliée dans ce renforcement du système répressif. Les magistrats ou les avocats qui contestent cette orientation, souvent courageusement, sont en butte aux tracasseries administratives, quand ils ne sont pas mutés ou rétrogradés. Plusieurs affaires ont ainsi secoué la magistrature durant ces deux dernières années. Quand des juges ont fait incarcérer des patrons, considérés à juste titre comme responsables des accidents mortels survenus à leurs ouvriers, le parquet s'est opposé à eux, et ils ont été déssaisis des dossiers. Quand des avocats se sont élevés contre la scandaleuse extradition de Klaus Croissant, ils ont été sanctionnés. La justice telle que la souhaite le gouvernement a montré son vrai visage en extradant Croissant, et tout le monde sait qu'elle a, en l'occurrence, répondu aux injonctions du pouvoir. Moins spectaculairement, mais tout aussi illégalement, des centaines de travailleurs immigrés ont été expulsés. La justice aux ordres apporte aussi sa contribution pour étouffer les scandales qui ont se-

coué le régime, des écoutes téléphoniques à l'affaire de Broglie.

Face aux travailleurs et aux masses populaires, la bourgeoisie a longuement fait usage des deux facettes de sa politique que sont la réforme et la répression. Prisonnier de ses difficultés économiques, obligé de tenir compte des rapports de forces en son sein, et notamment du poids du RPR, le gouvernement de Giscard-Barre s'est avéré incapable de poursuivre une politique de réforme susceptible de développer largement des

illusions ou d'établir un quelconque consensus. Bien au contraire, le thème giscardien de la réforme s'est effacé progressivement face aux plans Barre. Ni les appels au soi-disant bon sens, ni les tentatives pour réhabiliter les vieux thèmes de l'économie bourgeoise ne sont parvenus à masquer la réalité de la politique d'austérité et d'atteinte aux droits des travailleurs, développée depuis deux ans. Le résultat des élections de mars ne saurait masquer l'échec des tentatives giscardiennes depuis quatre ans.

Les divisions de la droite

Cette faillite du modèle réformiste giscardien allié à une utilisation assez fréquente de la répression, est représentative des grandes difficultés que rencontre la bourgeoisie pour définir aujourd'hui un modèle de collaboration de classe tant soit peu crédible. De ce point de vue, les profondes divisions qui opposent les états-majors politiques bourgeois reflètent cette incapacité, pour la classe dominante, à façonner un projet stratégique susceptible de créer un mouvement d'adhésion, d'homogénéiser la classe politique, de susciter chez les notables, les intellectuels, des relais efficaces de sa politique. L'indépendance nationale, la référence à la résistance... ont permis, du temps du gaullisme, de réaliser cette homogénéisation, de créer ces relais. Mais la faillite des projets gaullistes n'a pas laissé la place à des projets comparables et cela affecte tous les partis, et leurs rapports entre eux.

Nous reviendrons plus loin sur la cassure de l'Union de la gauche, les divisions qui en ont résulté au sein de chacun des partis de gauche. Mais examinons ici l'évolution des contradictions au sein de la droite qui opposent depuis plusieurs années déjà les forces issues du gaullisme, à celles que l'on appelle communément giscardocentristes. Depuis longtemps, l'histoire des forces politiques dans notre pays a vu s'affronter gaullistes et centristes, ce dernier terme désignant aujourd'hui le rassemble-

ment des débris de la grande force démocrate-chrétienne (MRP) créée dans notre pays au lendemain de la guerre, à l'image des partis démocrates-chrétiens italiens ou allemands. On sait que le clivage essentiel entre ces forces s'est fait essentiellement sur le problème des rapports avec la superpuissance américaine. Tant que, jusqu'à la fin des années 1950, l'impérialisme américain sera en mesure de faire valoir sa domination sans partage sur l'Europe et les impérialismes occidentaux, les gaullistes refuseront pour l'essentiel de participer du pouvoir que se partageront socialistes et MRP. En revanche, quand se dessinera la possibilité pour l'impérialisme français de mettre à profit le début du déclin de l'impérialisme américain, les gaullistes accèderont au pouvoir en excluant plus ou moins rapidement les socialistes et les MRP.

Et depuis 1974, avec l'élection à la présidence de la République de Giscard, au détriment notamment du candidat gaulliste, c'est une nouvelle période qui s'est ouverte. L'échec du projet gaulliste antérieur, le renforcement des pressions américaines sur l'Europe depuis le début des années 1970, et l'émergence de la superpuissance soviétique, ont contraint, on l'a vu, l'impérialisme français à réadapter avec difficulté sa politique étrangère. Ces changements qualifiés par les uns d'atlantisme mâtiné de gaullisme, par les autres de gaullis-

me mâtiné d'atlantisme, ont été mis en œuvre par une équipe gouvernementale mélangeant gaullistes et centristes, les giscardiens faisant le lien entre les deux.

Loin de faire disparaître la vieille opposition entre gaullistes et centristes, cette situation a vu resurgir à chaque période des divisions assez importantes sur les orientations de politique étrangère : relations avec l'OTAN, développement de la force de frappe, élargissement de la CEE (Communauté économique européenne), élection au suffrage universel du Parlement européen... ont été autant de sujets de conflits permanents entre RPR et UDF durant toute la dernière période.

Mais, et c'est un fait nouveau surgi depuis 1974, sur le clivage traditionnel entre gaullistes et centristes, s'en est superposé un deuxième, qui a eu tendance dans la dernière période pré-électorale à prendre une place prépondérante : il s'agit de divergences surgies sur la tactique à adopter en direction du mouvement de masse, et corrélativement, en direction d'une des composantes de l'Union de la gauche, en direction du Parti socialiste.

D'un côté, le président de la République, prévoyant un mûrissement des mouvements d'opposition à sa politique, désirait pour les désamorcer, et donner un vernis social-démocrate à sa politique de réforme, préparer une ouverture en direction du Parti socialiste, ouverture devant aller dans son esprit jusqu'à une recomposition à un moment donné de sa majorité gouvernementale.

De l'autre côté, le RPR avec à sa tête Chirac, se plaçant délibérément dans une stratégie de l'échec de la droite en mars 78 et prétendant incarner l'ultime recours, prônait la construction d'un rassemblement capable d'imposer l'autorité de l'Etat, de maintenir l'ordre face aux mouvements de masse, de contrer efficacement toute tentative du PCF pour progresser vers son projet capitaliste d'Etat. Les thèmes de l'ordre, de l'autorité, de l'anti-communisme visaient une clientèle bien précise : les couches les plus réactionnaires et conservatrices de notre pays qu'il s'agissait d'exciter contre ce qui était désigné comme le laxisme

gouvernemental présenté comme responsable des grèves ouvrières, des occupations d'usines, des mouvements de lutte qui se déroulaient sur différents fronts (femmes, écologie...).

La lutte sans merci que se sont livrée ces deux clans rivaux, n'a pas pris fin avec les élections et la reconduction de justesse de la droite.

Les graves contradictions qui la minent demeurent plus que jamais. L'échec relatif du RPR qui a vu réduire son groupe parlementaire à un niveau comparable à celui de l'UDF, et qui ne peut plus jouer de la même manière de l'image du recours qu'il avait tenté de se forger en prévision d'une victoire de la gauche, n'a pas été suffisamment important pour permettre à Giscard de concrétiser nettement son avantage. La répartition des élections dans le système français, fait qu'aujourd'hui et Chirac et Giscard ont reporté à 81 la nouvelle étape de l'affrontement qui les oppose.

Chacun aujourd'hui fourbit ses armes pour ces présidentielles. Chirac prend appui sur la mairie de la capitale pour se donner une stature internationale, recevant Brejnev, voyageant à l'étranger, se posant volontiers en censeur de la politique étrangère française (sur l'Europe, le désarmement, les relations avec l'URSS...). Sur le plan intérieur, il évite temporairement

d'engager son groupe parlementaire dans une guerre d'usure avec le gouvernement, soutenant ce dernier par ses votes, tout en le critiquant dans le pays et prenant rendez-vous pour l'avenir, en misant assez ouvertement sur l'échec du plan Barre. Giscard de son côté tente une nouvelle fois de mettre sur pied son parti, hésitant entre la formule restreinte du PR, ou la formule plus large de l'UDF mais plus difficile à contrôler. En même temps il continue sa politique d'ouverture en direction des minuscules radicaux de gauche et du parti socialiste ne désespérant pas de réussir enfin à débaucher plus largement dans les rangs de ce parti des soutiens à sa politique.

La stabilité apparente de l'équipe gouvernementale, le renoncement provisoire, par le RPR, de mettre en difficulté sur le plan parlementaire le gouvernement, ne sauraient faire perdre de vue que ce dernier demeure toujours placé sous la double contradiction qui l'a rendu peu opérant, de 74 à 78 : celle portant sur la politique internationale, celle portant sur l'attitude vis-à-vis de l'élargissement de la majorité aux socialistes, et de l'attitude face à des mouvements de masse en développement. Mouvements de luttes, modification de la situation internationale, ces deux données appartiennent durablement à la situation politique et sont porteuses de graves difficultés pour la coalition de la droite.

Les luttes ouvrières

La situation politique à la rentrée de septembre 1976 est principalement marquée par la mise en place du premier plan Barre. Attaque très grave contre les conditions de vie

et de travail des masses, le plan Barre provoque une grande colère dans la classe ouvrière. La question se pose de la riposte à cette grave attaque.

Les partis de gauche préparent déjà les élections municipales de mars 1977. Il n'entre pas dans leurs projets d'organiser une riposte conséquente contre le plan Barre.

Les coordinations

Le fait marquant au milieu de l'année 1976 sur le front des luttes, c'est les tentatives de coordination qui sont faites entre les différentes entreprises dites «en conflit long». C'est l'époque où un nombre relativement important d'usines sont occupées depuis de nombreux mois et où se pose la question de définir des perspectives nouvelles. L'alternative est claire : ou porter l'ensemble de ces luttes à un niveau supérieur, sortir de la situation de pourrissement dans laquelle les laisse la bourgeoisie, ou bien être condamné au dépérissement lent. L'enjeu des coordinations semble donc très important : premièrement parce que ces conflits sont à cette époque, ce qu'il y a de plus avancé sur le front des luttes, deuxièmement : un mécontentement important existe dans la classe ouvrière durement touchée par le plan Barre et surtout par l'aggravation sensible du chômage. Des conditions existent pour un développement des luttes. Dans ce contexte, on ne peut sous-estimer l'impact d'une coordination rassemblant Lip, Réo, Griffet, Imro, SCPC etc. lançant des initiatives communes, des appels à la lutte... Troisièmement parce que ces regroupements essayent de rompre avec les divisions entretenues par les directions syndicales : l'idée de coordination a fait son chemin parmi des entreprises de branches très différentes (imprimerie, mécanique de précision, textile, produits chimiques...), les réunions de coordination regroupent sans distinction les sections CFDT et CGT.

Les directions syndicales attaquent violemment ces coordinations. La CFDT les accuse de rompre le cadre syndical habituel des régions et fédérations. La CGT menace les sections de dissolution. De nombreuses pressions sont faites sur les animateurs des coordinations, venant tant des confédérations que des partis de gauche. La section CGT d'Imro sera ainsi pure-

ment et simplement dissoute. Chez des militants syndicaux, dans une frange de travailleurs actifs, ces tentatives de coordination suscitent un grand intérêt. Les efforts faits sont suivis attentivement. Souvent, ce regroupement est perçu comme une alternative face à l'inaction des confédérations qui commencent à agiter sérieusement le thème de mars 1978.

Au sein même des participants, l'unification sur le contenu à donner à la coordination est loin d'être réalisée. Deux grandes tendances se dégagent. La première voudrait limiter la coordination à des rencontres entre usines en lutte pour l'emploi afin d'étudier les problèmes communs. L'autre tendance voudrait orienter la coordination vers la définition d'objectifs de lutte commune, à en faire un pôle également pour d'autres luttes. Mais les contours sont encore trop flous, les idées politiques pas suffisamment claires, le poids de la social-démocratie de gauche trop lourd. C'est la première tendance qui l'emporte. La réunion tenue à Lip en septembre 1976 sanctionne cette orientation.

La coordination des «licenciés Durafour» (militants d'usine en lutte licenciés pour faits de grève), réunissant Bourgogne Electronique à Dijon, les Câbles de Lyon à Gennevilliers, la SEP de Bordeaux, Sanders Juvisy notamment) a pendant ce temps pris des initiatives intéressantes, mais sa jonction avec les coordinations sur l'emploi sera entravée par les pressions confédérales. Cette coordination n'aura de plus jamais eu l'audience de celles sur l'emploi, bénéficiant du prestige antérieur de Lip.

A partir de ce moment, les «conflits longue durée» vont doucement dépérir, ne plus jouer qu'un rôle très secondaire pour finalement presque tomber dans l'oubli.

Derrière ce débat d'idées qui s'est déroulé autour de ces coordinations, de ce qu'il fallait en faire, il y avait en fait la question de mars 78. Pour certains, il fallait trouver quelque chose pour tenir encore un an et demi. Ceux-là estimaient que c'est la victoire de la gauche qui permettrait de débloquer la situation de ces luttes sur l'emploi.

A l'inverse, d'autres, (comme les

militants CGT de l'Imro qui n'avaient guère d'illusions sur la gauche, ayant d'ailleurs dû affronter la répression du PCF dans la conduite de leur lutte), il s'agissait de définir des perspectives de lutte immédiates.

Le 7 octobre 1976

Cette journée d'action du 7 octobre ne pouvait pas être assimilée aux autres journées de diversion habituelle des confédérations. Ceci pour plusieurs raisons :

C'est une action comprise par les travailleurs comme une riposte contre le premier plan Barre.

C'est la première action d'ampleur de la rentrée.

C'est une grève générale à laquelle sont appelés les travailleurs.

Dès les premiers jours d'octobre, il est clair que cette journée de grève sera massivement suivie. Les travailleurs saisiront là l'occasion de manifester leur colère contre le plan Barre.

Du côté des syndicats, dans un premier temps, c'est la division : face aux tentations giscardiennes de la social-démocratie, les révisionnistes veulent montrer qu'ils sont les plus forts dans la classe ouvrière, qu'aucune combinaison électorale ou gouvernementale incluant la gauche, ne peut se faire sans leur approbation. C'est ce qui explique que la direction CFDT ne se rallie au mouvement que contraint et assez tardivement.

Plusieurs aspects intéressants furent notés dans cette journée :

— Elle fut effectivement massivement suivie ; la plus grande mobilisation depuis 1968. Dans toute la France, d'imposants cortèges défilèrent pendant des heures.

— La dimension ouvertement politique apparaissait au sein des manifestations : ce qui était visé très directement à travers le plan Barre, c'est plus profondément, la politique giscardienne, dans son ensemble. Les mots d'ordre scandés dans les manifestations l'indiquaient assez nettement.

— Des franges importantes de travailleurs ont manifesté clairement dans le cours même du 7, leur volonté d'aller plus loin, de ne pas en rester à cette journée. Même s'il est bien certains que les partis de

gauche et surtout les révisionnistes pesaient d'un poids important dans les cortèges, une partie non négligeable des manifestants, surtout dans les cortèges ouvriers, affirmaient nettement plus que ça n'avait été le cas auparavant, leur volonté de lutter : «*N'attendons pas 78, frappons plus fort qu'en 68*» fut un mot d'ordre très repris dans de nombreuses villes.

Mais cette voie de l'offensive ouvrière contre le plan Barre présente dans les cortèges du 7 octobre sera finalement battue.

La très grande pression des directions syndicales, l'incertitude d'une partie importante des travailleurs face à la montée du chômage, l'indécision, le manque de coordination des syndicalistes qui s'étaient fait l'écho des débrayages massifs des travailleurs, la trop grande faiblesse numérique d'une force révolutionnaire conséquente, n'ont pas permis de matérialiser les possibilités réelles d'actions les jours qui ont suivi le 7 octobre. Le mouvement n'avait pas suffisamment gagné de force et d'autonomie par rapport aux tactiques des partis de gauche. Le 7 octobre fut donc sans suite, ou presque. Quelques luttes éclatèrent néanmoins et la question de coordinations régionales de ces luttes fut posée. Par exemple à Besançon. Mais là encore, les limites surgies antérieurement sur ces coordinations les empêchèrent de déboucher.

La série des journées confédérales

A partir du 7 octobre, les directions syndicales ont mis au point toute une série de journées d'action visant un double objectif : servir de soupapes de sécurité tout en donnant l'illusion qu'elles voulaient la lutte. «*Ne pas attendre 78 l'arme au pied*», comme disaient les révisionnistes. Car il était clair pour les directions syndicales que plus rien d'important ne devait se passer sur le front des luttes jusqu'à mars 1978.

Malgré cela, des journées régionales convoquées sur le thème «*Vivre et travailler au pays*», le 24 mai 1977 se traduisent par des mobilisations importantes comme par

exemple à Nantes, où plusieurs dizaines de milliers de travailleurs venus de toute la Bretagne défilèrent plusieurs heures.

L'année 1977 sera une sombre période sur le front des luttes. L'élan du 7 octobre 1976 brisé, les directions syndicales ont épuisé les travailleurs dans des journées dites «d'action» à répétition soi-disant pour «accumuler des forces». C'est évidemment le contraire qui se produit et c'est en pleine connaissance de cause que les directions syndicales suivent cette tactique. Tout au long de l'année 1977 se poursuit le débat parmi les travailleurs sur mars 1978. Parmi les grandes questions qui sont au centre de ce débat, deux thèmes sont présents en permanence : premièrement la gauche accordera-t-elle des revendications que la droite refuse ? Deuxièmement avec la gauche au pouvoir, est-ce que ce sera plus facile de lutter contre les patrons ? Si une réflexion, une confrontation de points de vue riche, continue de se dérouler pendant cette année 1977, l'éclaircissement politique nécessaire ne sera pas suffisant pour permettre une certaine reprise des luttes. Pourtant, les révisionnistes sont parfois contraints de manœuvrer en recul. C'est le cas par exemple à propos du mot d'ordre «*Ne pas attendre 78*» qu'ils reprennent à leur compte en le transformant en «*Ne pas attendre 78, l'arme au pied*». On mesure là, toute la différence entre les aspirations d'une frange des masses à la lutte et la tactique révisionniste.

Pourtant, la réflexion engagée après le 7 octobre sera poursuivie. Bien des traits nouveaux apparus dans les luttes d'après mars 78 en sont des conséquences.

Il y aura cependant quelques luttes que les directions syndicales auront du mal à étouffer. Fin 77 et début 78, dans différents secteurs, des grèves relativement dures éclateront : à Michelin sur les conditions de travail ; chez Dubigeon, à l'EDF, aux PTT, pour l'emploi et les salaires. On est à trois mois des élections. Les directions syndicales prises de court dépenseront une énergie considérable pour empêcher que ces luttes ne se développent. Ce sera le sabotage ouvert, les appels même plus déguisés, à la reprise du travail sans avoir obtenu la moindre revendication.

Quelques grèves pré-électorales

Quelques jours seulement avant le premier tour des élections, une dizaine de grèves se déclencheront ; dans plusieurs usines (Général Motors, RPT Colmar, Boussois Maubeuge...) et sur plusieurs chantiers de centrales nucléaires. A ce moment, la gauche est donnée largement gagnante et dans ce cas, il est promis une substantielle augmentation de tous les salaires. Or, c'est précisément pour l'augmentation des salaires que sont entrés en grève les travailleurs de ces usines. A moins de deux semaines des élections.

Les partis de gauche, comme de droite, les médias tenteront d'étouffer ces luttes dans le fracas de la campagne électorale qui bat son plein. Pourtant, elles ne passeront pas inaperçues. Elles préfigurent l'offensive de l'après-mars.

L'essor du printemps 78

La défaite de la gauche aux élections va ouvrir une situation nouvelle du point de vue des luttes. L'impasse dans laquelle les partis de gauche se sont fourvoyés apparaît plus nettement. Le butoir que représentait mars 78 saute et avec lui, tous les arguments ressassés pendant des mois par les directions syndicales. C'est le vide politique. Une frange assez large de syndicalistes se retrouve désemparée au lendemain des élections. La vague de désillusion englobe tout un éventail, allant des directions syndicales jusqu'à des organisations se réclamant de l'extrême-gauche. Selon eux, la classe ouvrière a subi une défaite dont elle aura beaucoup de mal à se remettre. Aussi sont-ils très surpris lorsque, partant de l'atelier des grandes presses de Flins, la grève gagne Cléon et s'étend à toute la Régie. Puis, ce seront les travailleurs des Arsenaux et de Moulinex qui entreront en lutte.

Après une brève période de réflexion dès le courant de mai, des petites luttes avaient commencé. Le réveil, c'est surtout Renault, les

Arsenaux, Moulinex. Ce sont les revendications salariales, les avantages acquis et les conditions de travail qui sont au centre des revendications. Dans le même temps, les travailleurs de Bousnac luttent pour leur emploi.

Dans ces luttes, une partie des travailleurs discute du changement de société. Tout le débat de la campagne électorale, et même avant, réapparaît, mais dans des conditions nouvelles. Les perspectives des partis de gauche ont momentanément fait faillite : maintenant, ils se renvoient la responsabilité de l'échec et les directions syndicales leur emboîtent le pas. Les luttes de cette période apparaissent nettement en contrepoint, en décalage complet avec les préoccupations des états-majors politiques et syndicaux de gauche. Dans ces conditions, des flottements, des hésitations, des contradictions apparaissent de la part des directions syndicales. Visiblement, elles ne savent pas très bien que faire de ces luttes tout en se disputant continuellement leur direction.

Dans ces conditions, on voit apparaître des aspects nouveaux positifs parmi les travailleurs en lutte.

— Une combativité importante qui se marque par exemple par la réoccupation par deux fois de l'atelier des grandes presses à Flins, ou par la riposte spontanée et massive des travailleurs caennais autour des ouvrières de Moulinex agressées par des fascistes.

— Une forte aspiration à l'unité. Les directions syndicales qui suscitent les divisions sont vertement critiquées par de nombreux travailleurs. C'est le cas à l'Arsenal de Brest par exemple.

— A l'intérieur même des syndicats, y compris dans les «structures», les aspirations à la lutte et à l'unité ont des répercussions. Nombre de militants n'hésitent pas à critiquer ouvertement et publiquement leurs directions et à prendre les luttes en mains quand celles-ci se dérobent. C'est le cas à Renault-Cléon, tant à la CGT qu'à la CFTD.

— De nouveaux militants se dégagent, parmi les travailleurs en grève. Et, ce qui est le plus important, on ne se contente plus de critiquer les directions syndicales ; la question est posée, parfois clairement, de «virer ceux qui ne font pas leur boulot» pour

les remplacer. On voit cela à Cléon, mais aussi à Moulinex-Caen, et dans d'autres usines en grève.

La vague de lutte se prolongera jusqu'aux premiers jours de juillet. Surprises au début, les directions syndicales reprendront progressivement pied et feront reprendre le travail petit à petit. Jamais, elles ne prendront l'initiative. Par exemple, sur Renault, alors qu'il y avait des conditions favorables et que dans d'autres secteurs (Berliet, Saviem...) il y a une attention certaine à l'évolution des choses, rien ne sera fait pour résoudre les problèmes posés dans ces grèves et aucun mot d'ordre d'ensemble ne sera proposé par les directions syndicales. Une fois de plus, elles portent la responsabilité des échecs. Cependant, leur rôle dans ces grèves est apparu plus largement qu'auparavant.

Les luttes des travailleurs immigrés

Commencée en 1975, la grève des loyers dans les Foyers Sonacotra continue encore aujourd'hui. Cette lutte sur le point particulier que constitue le logement a fait progresser de manière spectaculaire la conscience de classe des travailleurs immigrés.

— Pendant ces années de lutte, les travailleurs immigrés ont dû faire face, seuls, à de nombreuses difficultés (divisions, répression, démobilisation...) ; ils ont traversé des périodes extrêmement difficiles, comme par exemple après l'expulsion de leurs 16 camarades en avril 1976. Malgré cela, ils ont tenu, ils ont surmonté de nombreuses difficultés. Ils ont étendu la lutte à d'autres foyers à travers la France, Sonacotra, AFTAM, AFRP, Logirep...

— Les vieilles divisions entretenues par la bourgeoisie entre races, tribus, clans, castes ont été combattues efficacement par ces années de lutte commune.

— Pour organiser leur lutte, la diriger, les travailleurs immigrés se sont donnés des structures démocratiques, représentatives de tous ; comités de résidents dans chaque foyer, comité de coordination

composé de délégués de chaque foyer. Ils ont toujours veillé particulièrement à conserver une totale autonomie de lutte et de décision. C'est la raison principale de la vigueur et de la durée de leur lutte.

— Les dizaines de tentatives qu'ont faites les révisionnistes, soit pour couler la lutte, soit pour s'imposer à sa direction, ont toutes été déjouées par les travailleurs immigrés. Dans le cours de la grève, les révisionnistes se sont complètement discrédités ; aujourd'hui dans la majorité des foyers en grève, ils ne peuvent mettre les pieds. La prise de conscience de leurs manipulations est un phénomène important dans les foyers en grève.

Malgré les acquis extrêmement importants de cette lutte, une large unité ne s'est pas encore largement réalisée avec les travailleurs français. Les conditions de logement des uns et des autres étant très différentes, la question de savoir si cela était possible, reste posée. Le manque de mobilisation de la classe ouvrière française pendant cette période a de plus lourdement pesé. Mais, dans les luttes de ces deux années, dans les usines, les travailleurs immigrés ont pris toute leur place aux côtés de leurs frères de classe français. C'était particulièrement le cas chez Renault au printemps 78. Sur le terrain de la lutte à l'usine, l'unité français-immigrés s'est réalisée facilement.

La lutte des travailleurs immigrés dans les foyers, la place qu'ils ont tenue dans les grèves d'usine, indique la part croissante que prend la partie immigrée de la classe ouvrière dans le développement de la lutte de classe en France.

Les luttes depuis les élections

Depuis la rentrée, la politique d'austérité s'est encore aggravée pour les masses populaires. Alors que les salaires restent toujours bloqués pour l'essentiel, le taux de chômage a connu une aggravation considérable, il a pris des proportions dramatiques. Cette accentuation de l'austérité provoque un grand mécontentement parmi les

travailleurs. Si l'on n'a pas vu se développer une vague de luttes à résonnance nationale comme au printemps avec Renault et les Arsenaux, il n'en reste pas moins qu'il y a eu de nombreuses grèves depuis la rentrée : souvent dans des petites ou moyennes entreprises ou dans des secteurs de grandes usines, c'est par centaines qu'on les dénombre. Par ailleurs, des mouvements de type « journée d'action » ont eu lieu dans de grands secteurs comme les PTT ou la SNCF. Ils ont connu une participation relativement élevée malgré le peu de confiance qu'une large frange de travailleurs de ces secteurs ont dans l'efficacité de ce type d'action.

Tout cela témoigne d'une réelle combativité chez les travailleurs qui a permis d'arracher dans certains endroits des revendications non négligeables.

En même temps, un débat assez profond se déroule dans une partie importante de la classe ouvrière. D'un côté la méfiance envers les directions syndicales s'est accrue, surtout à partir de leur attitude pendant la campagne électorale de mars. D'autre part, l'idée de rassembler les forces, de s'unir pour lutter a progressé.

Témoin de ce débat, de cette recherche de perspectives crédibles de lutte, la situation dans les PTT et particulièrement, dans les Centres de tri où le mécontentement généralisé et l'incontestable volonté de lutte ne se concrétise pas encore dans des actions plus larges pourtant jugées nécessaires par une large frange de postiers.

Au Puy par exemple, des militants de sections syndicales différentes, passant outre à l'attentisme confédéral, ont entrepris de rassembler tous ceux qui veulent lutter contre le chômage. Ils doivent faire face aux divisions entre travailleurs actifs, travailleurs en lutte, chômeurs. L'unité avance à petits pas, mais l'idée du regroupement trouve un écho certain parmi les travailleurs.

Surmonter la politique de division de la bourgeoisie

S'il est clair que les partis de

gauche et les confédérations syndicales ont réussi à étouffer le développement des luttes, il faut toutefois prendre en compte la façon dont a pu peser la politique de crise de la bourgeoisie sur ce développement.

Comment, notamment, le recours massif aux diverses formes de chômage pour restructurer l'économie française a-t-il pu dresser momentanément certains obstacles aux luttes ?

La classe ouvrière après s'être battue avec force au début des années 1970 contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail se trouve progressivement dans une situation où il faut en plus, nécessairement mettre à l'ordre du jour dans un très grand nombre de secteurs, la lutte contre les diverses formes de chômage. La nécessité de s'opposer au chômage ne se pose plus en effet de façon ponctuelle dans telle ou telle usine, mais les 1,5 million à 2 millions de chômeurs se répartissent largement sur l'ensemble des branches, des régions, des diverses couches de la classe ouvrière, depuis le jeune sortant de l'école jusqu'au vieux travailleur proche de la retraite.

Même les travailleurs actifs sont plus ou moins touchés soit par l'intermédiaire d'un membre de la famille, soit par un emploi dont l'avenir n'est pas assuré, soit de toute façon par les indemnisations même insuffisantes des chômeurs que la bourgeoisie fait supporter collectivement à l'ensemble des travailleurs.

Devant cette situation nouvelle qui tend à modifier progressivement sa propre physionomie en travailleurs actifs et travailleurs touchés par le chômage, la classe ouvrière n'a pas encore surmonté tous les obstacles qui en découlent.

Des expériences nombreuses et riches ont déjà été faites dans la lutte contre le chômage sous ces formes diverses.

La forme de lutte de Lip en 1973 « on produit, on vend, on se paie » a été reprise dans de nombreuses actions contre les licenciements où les conditions étaient réunies pour une lutte offensive.

Des luttes associant assez large-

ment la population dans des régions massivement touchées par les licenciements, comme celles des travailleurs des anciennes usines Boussac dans les Vosges, ont accumulé une expérience intéressante.

Des luttes coordonnées sur une même ville comme celles d'Elastelle et des Tanneries du Puy, ont avancé dans la réalisation d'une unité syndicale sur des objectifs offensifs.

Diverses expériences d'organisation des chômeurs dispersés, comme les luttes pour les transports gratuits commencent à fournir des perspectives à ces travailleurs placés dans une situation difficile.

Les luttes dans les CET et lycées de certaines régions posent la question du chômage qui attend de nombreux jeunes sortant de l'école.

Ces diverses expériences constituent un acquis précieux pour l'ensemble de la classe ouvrière, il reste néanmoins des obstacles très importants à un plus large développement des luttes.

La bourgeoisie, elle, bénéficie d'une expérience de division des travailleurs largement favorisée par le rôle des partis de gauche : elle étale les licenciements autant que la situation le lui permet, elle répartit différemment les indemnités parmi les travailleurs, elle favorise l'isolement des travailleurs touchés par le chômage, elle joue sur la situation difficile de nombreuses familles, elle répand sa propagande sur la nécessité du chômage et calomnie les chômeurs, elle tente de diviser les travailleurs actifs entre intérimaires et ouvriers sous contrat à durée limitée et embauchés définitifs.

Face à ces divisions, le rôle des communistes, est de dénoncer cette politique de la bourgeoisie et de favoriser le développement des expériences de lutte contre le chômage, de luttes communes entre actifs et chômeurs, d'aider à ce que l'expérience des travailleurs les plus avancés puisse être synthétisée et appropriée progressivement par de plus larges couches de la classe ouvrière.

Il faut également veiller à combattre d'autres formes de division des travailleurs que la bourgeoisie cherche à provoquer, notamment celle entre travailleurs français et travailleurs immigrés et celle entre

travailleurs du secteur privé et ceux du public comme la SNCF, les PTT ou l'EDF que la bourgeoisie calomnie à chacune de leurs grèves.

Ainsi, la période allant de juin 1976 à la rentrée 1978 est caractérisée dans son ensemble par une pause par rapport aux années précédentes avec une rupture assez nette au lendemain des élections.

A partir du 7 octobre, l'attraction de la perspective électorale du Programme commun s'est faite de plus en plus forte, semant la confusion chez une partie importante des travailleurs et des militants syndicaux qui se posaient sérieuse-

ment la question de l'offensive quelque temps auparavant.

Il aura fallu attendre la défaite de la gauche aux élections de mars 1978 pour voir renaître des luttes offensives à Renault, Moulinex, aux Arsenaux et à la rentrée de septembre avec des luttes nombreuses dans beaucoup d'usines et dans les centres de tri postaux ou à la SNCF...

Dans cette nouvelle période, l'affrontement entre les travailleurs et les directions syndicales révisionnistes et réformistes apparaissent à nouveau au grand jour. L'absence de réactions aux plans Barre a accumulé pendant des mois un potentiel de révolte réel.

Le travail syndical

Depuis 1976, les Confédérations syndicales CGT et CFDT ont vu leurs interventions respectives, leur unité et leurs tensions internes évoluer en fonction des contradictions entre les partis de gauche. La mise en place successive des plans Barre et leurs implications (chômage, hausse des prix, blocage des salaires, détérioration des conditions de vie et de travail, répression anti-syndicale et anti-ouvrière) n'a, de fait, trouvé aucune réponse syndicale qui vaille. C'est dans cette période 76-78 qu'on a pu assister à un développement de la «chasse aux sorcières» contre les opposants syndicaux et à une mise en cause par les confédérations de toute forme offensive de coordination directe des luttes des travailleurs. Dans ces conditions, il va de soi que certaines sanctions concrètes apparaissent et forment une partie du bilan ouvrier de ces deux années.

— Croissance assez nette de la contestation interne dans la CFDT (où ce n'est pas neuf, mais plus vif cependant) et surtout dans la CGT (pour la première fois, depuis bien longtemps) !

— Une désyndicalisation de plus en plus sensible marquée de nombreux secteurs.

Divers facteurs sont en train de modifier les rapports des travailleurs aux syndicats : la tactique d'étouffement quasi systématique des luttes

par les confédérations, leur liaison avec les partis de gauche vaincus aux élections, la présence dans la plupart des entreprises de sections CGT et CFDT qui s'opposent très souvent, le faible développement des luttes au cours des années 1976 à mars 1978, les difficultés d'obtenir des résultats revendicatifs face à la politique gouvernementale actuelle, le renouvellement de l'ancienne génération de travailleurs issue de 1936 et de la Résistance.

La problématique du PCF et du PS dans les syndicats a considérablement détérioré la confiance des travailleurs, au point que même là où une pratique correcte est menée, la syndicalisation devient difficile.

Cette méfiance accrue envers les syndicats rend plus difficile la manipulation directe des travailleurs par les partis de gauche, mais en contrepartie, elle a pour effet d'augmenter la désorganisation face à la bourgeoisie.

Ainsi voit-on, au terme de cette période écoulée depuis 1976, tout à la fois la situation plus complexe et plus favorable, pour autant qu'on réponde à la responsabilité accrue du travail révolutionnaire dans les syndicats et que la contestation, prenant conscience d'elle-même, se développe en opposition plus ferme et plus unifiée au sein des confédérations syndicales CGT et CFDT.

La CFDT

Au lendemain de son congrès d'Annecy en 1976, la CFDT apparaissait en proie à des tensions politiques importantes qui, depuis, n'ont fait que croître et rendre plus complexe sa vie interne et plus aléatoire son intervention auprès des travailleurs. Terrain de manœuvres privilégié de la social-démocratie (toutes tendances assemblées), la Confédération a connu également un vif conflit — non tranché — entre ce courant réformiste dominant et une opposition syndicale à la recherche de l'alternative révolutionnaire.

Depuis octobre 1976, on a vu se dessiner une escalade «contre le gauchisme et le basisme» (rapport Hureau-Decaillon : «Faire face à toute tentative de débordement»). Elle passait rapidement de la polémique et des mesures conservatrices en vue du Congrès de 1979 (restriction du rôle des sections d'entreprises et petits syndicats, bureaucratisation accrue dans le processus de débat, accroissement du contrôle centralisateur) à des attaques concrètes contre les structures syndicales combattives. Et cela a été les «affaires» : celle de l'UL 8^e-9^e de Paris, des UD de Gironde, Haute-Marne et du Rhône, de l'UL de Bagnols-sur-Cèze, des syndicats Berliet, PTT du Rhône et BNP-Paris, de la Fédération de l'Équipement...

Au gré des affrontements, parfois extrêmement tendus, entre les «normalisateurs» de la CFDT et des organisations de fait oppositionnelles, de nouvelles données se sont faites jour. Le CERES a peu à peu joué à fond la carte de la répression syndicale et même les désillusions électorales de 1978 aidant, ont amorcé un rapprochement avec la majorité confédérale de Maire. Pour ne pas arriver au 38^e Congrès CFDT de Brest laminé, isolé, ce courant, bien représenté par l'Union Régionale Rhône-Alpes ou la Fédération PTT, a engagé une «remise en cause» des orientations qui, en 1976, le faisaient encore passer pour contestataire (ou proche de l'être) sous l'étiquette de «Contribution».

De la condamnation des coordinations de luttes de 1976, au «réalisme syndical» du Rapport Moreau et des «négociations tous azimuts» enga-

gées par Maire (ou des Fédérations comme la Métallurgie et la Sécurité Sociale), en passant par la litanie des journées d'action sans succès ni lendemain, l'évolution négative de l'orientation confédérale CFDT vers un plus profond réformisme a donc été peu à peu partagée par des organisations qui lui étaient autrefois opposées.

Dans ce contexte, tout rappel des principes de lutte dure et démocratique qui faisaient l'acquis de la CFDT depuis 1968, les grèves d'O.S. de 1971 à 1973 et Lip, a pris figure d'«audace» contestatrice... Le poids des appareils syndicaux a pesé plus que jamais à l'encontre de l'action de classe. Certains responsables sociaux-démocrates de la CFDT se sont lamentés face aux luttes du printemps 1978, après les législatives de «ne pas pouvoir négocier le ras-le-bol» et ont condamné à l'étouffement le conflit Renault (jugé «insaisissable, disproportionné»).

Il en est résulté d'un côté un certain tassement de voix aux élections professionnelles (Renault-Cléon, Cégédur Angers, Peugeot Sochaux, Printemps...). On a vu aussi, là où la «normalisation» s'était faite sentir, un recul en adhérents (par exemple à Berliet Vénissieux où la CFDT était déjà peu représentative, elle enregistre une perte de 155 cartes, depuis les exclusions de militants jugés «gauchistes»).

Mais d'un autre côté, des syndicalistes affirment la volonté de développer les acquis de lutte de classes imposés dans la pratique CFDT au fil des années par de nombreuses sections et unions : conduite démocratique de l'action et de la vie syndicale, unité-syndicale CGT - CFDT sur des bases conformes aux intérêts des travailleurs, solidarité et coordination des luttes, unité populaire autour des conflits...

L'âpreté de la lutte se marque déjà dans de nombreux congrès d'Unions départementales (Paris, Rhône, Isère...) ou de fédérations (Alimentation, Finances, Banques...), où l'orientation réformiste y est mise à mal et où il commence à se dessiner une opposition consciente de ses tâches, s'attachant à définir des contre-propositions d'actions, de fonctionnement et d'orientation stratégique. Dans ces batailles où se joue le dégagement d'une alternati-

ve syndicale, nos camarades s'impliquent au maximum et affirment les perspectives révolutionnaires du Parti.

La CGT

Elle a suivi et subi les à coups de la politique révisionniste menée par le PCF, au nom du Programme commun d'abord, puis — après la rupture de l'Union de la gauche — sous couvert des options CGT elles-mêmes.

Au moment où se discute son 40^e Congrès confédéral, la première centrale syndicale de France est en difficulté. Non pas que la montée d'une contestation PS, jusque dans ses organes de direction nationaux, cause beaucoup d'inconvénient en soi, mais parce que dans le même temps de très nombreux travailleurs, adhérents et électeurs CGT, s'interrogent.

La vie syndicale appelle de sérieux renouvellements. Les déboires rencontrés aux élections professionnelles et dans le recrutement exigent un examen approfondi de la ligne et des méthodes suivies. Quant aux «modèles» politiques (le Programme commun et la référence à l'URSS) ils sont l'objet de remises en cause importantes... Voilà bien le résultat vivant de ces années passées — de 24 heures de grève sans perspectives en manifestations «presse-boutons» — au service, de fait, des objectifs et des querelles du PCF.

Pour appuyer les projets du PCF en 78, la direction confédérale et les nombreux militants influencés par le révisionnisme, ont dû — à l'image du parti de Marchais — opérer des virages successifs. Passant par exemple du «document CGT sur l'énergie» (soutien au programme nucléaire de la bourgeoisie !) à une vigoureuse dénonciation des «méfaits de la pollution» (texte du Congrès de Grenoble de 78). De même il a fallu passer des attaques les plus grossières contre «les réformistes autogestionnaires de la CFDT», à la mise en avant d'un certain type de «conseils d'atelier» (le temps d'une élection !) et même des propositions de resserrement de la sacro-sainte échelle hiérarchique... Il est sûr que cette gymnasti-

que syndicale a fait réfléchir plus d'un. D'autant que le bilan d'échec des luttes, sacrifiées pour «attendre 78», rapporté à celui de la gauche aux législatives, amène de nombreux militants à s'inquiéter, même parmi les plus influencés jusque là par les orientations et l'électoratisme du PCF.

En chute avec une belle régularité depuis dix ans (68 - 78) les effectifs de la CGT viennent sanctionner les errements d'une telle politique révisionniste (700 000 adhérents en moins sur cette décennie). La perte globale (sur 640 000 travailleurs du secteur privé) enregistrée en mai 78 s'élevait à - 1,85 % des suffrages. L'opération dite «1 000/6 = vers les 3 millions d'adhérents» laisse la confédération loin du compte (aux environs de 1 700 000 cartes). Baisse du recrutement et mauvais scores aux élections professionnelles sont aussi une réponse à ceux qui cherchent encore à affirmer que «la CGT ne s'est pas trompée et n'a jamais trompé les travailleurs» : à Renault, à la SNIAS, à la SNCF, aux Houillères de Lorraine comme dans les grands magasins parisiens ou chez Michelin, la CGT recule et cela a une signification.

C'est sans aucun doute pour cela que la Confédération après mars 78 s'est efforcée de moins se compromettre que la CFDT dans la politique contractuelle tout azimut recherchée par le gouvernement. C'est bien là la raison également de l'annonce d'un congrès «novateur et audacieux» en 78.

Pour régler les contradictions force est bien aujourd'hui d'ouvrir quelque peu les portes aux militants les plus dynamiques, les plus liés aux travailleurs et souvent porteurs de leurs critiques. Dans la métallurgie, le bâtiment, la fonction publique... on fait monter de nouveaux responsables, on s'efforce de fonctionner plus collectivement. Des militants essayent de faire que la «démocratie syndicale» ne reste pas un vain mot et que la mainmise du PCF sur le syndicat recule, ou soit moins pesante au moins. Faute de perspectives les Séguy et Krasucki tentent de mettre en avant des objectifs de lutte immédiats avec un langage «durci». Mais la volonté de nombreux syndiqués de les prendre au mot est profonde. Et le débat ouvert avec la question de la participation CGT à la Fédération syndicale Mondiale (largement aux ordres du

social-impérialisme) oblige à aller bien au delà.

La CGT et les pays de l'Est

La question des rapports entretenus par la Confédération CGT avec la Fédération syndicale mondiale (dont elle demeure membre au terme du 9^e congrès international, tenu à Prague, 10 ans après l'invasion social-impérialiste en Tchécoslovaquie) a servi de support à une discussion en fait centrée sur la nature actuelle de l'URSS et les références cégétistes au socialisme... Pour de nombreux syndiqués, membres du PCF compris, les révélations successives des dissidents polonais, soviétiques et tchécoslovaques (certains opposants ont pu rencontrer une délégation confédérale conduite par René Duhamel, en avril 78) et leur réflexion propre — nourrie tant par les récits de visites en URSS que par leurs lectures et débats — ont amené un début de remise en cause. Pour le moins, c'en est fini de l'inconditionnalité du soutien à Moscou et aux pays du Pacte de Varsovie ! Le « modèle » soviétique, s'il n'est pas totalement rejeté, est suspecté. Il est normal désormais de s'interroger...

Du point de vue du débat de masse parmi les militants CGT, la porte est donc ouverte à une offensive, nécessairement patiente et argumentée, pour faire toucher du doigt la nature contre-révolutionnaire, capitaliste d'Etat, du régime soviétique, pour accuser et isoler le social-impérialisme. La question de son rôle en Afrique et des activités de ses hommes de main cubains commence à former un terrain largement favorable, notamment vis-à-vis du problème érythréen. Mais la direction PCF de la CGT n'est pas prête à jeter tant de lest que ça ; elle soutient jusque dans le 40^e congrès de Grenoble (nov./dec. 78) la « détente » que préconise l'URSS. Elle affirme que le social-impérialisme et ses satellites sont des « pays socialistes qui représentent une force, qui contribuent au progrès de l'humanité et à la paix du monde » et que « la CGT se refuse à tout anti-soviétisme et combat les campagnes de calomnies systématiques visant les pays socialistes ». La conclusion propose de « poursuivre et approfondir les relations avec les syndicats des pays socialistes »...

Là sont les limites imposées par le révisionnisme au bouillonnement de réflexions critiques sur le socialisme et l'« anti-modèle soviétique », sur la réalité du social-impérialisme et de la dictature sociale-fasciste à l'Est !

Voilà pourquoi la question de ces liens maintenus avec le repoussoir soviétique et cette impossible défense de ces pays où en dépit des libertés bafouées et de l'exploitation ce serait « tout de même le socialisme », ouvrent aujourd'hui une brèche précieuse dans la domination du PCF sur la CGT et offrent un terrain privilégié de débat et d'intervention politique critiques.

Notre intervention

D'une manière générale, on doit souligner la progression d'ensemble qui a été effectuée dans les structures syndicales de direction et qui fait que plusieurs de nos camarades se sont trouvés en première ligne de nombreuses luttes syndicales de la période (Centres de tri PTT de la Région Parisienne, Jacquet, SNCF, General Motors, Berliet, Calberson...) et des affrontements internes aux Confédérations.

Par exemple, au niveau CFTD : l'UD 33, UD 69, UL 8^e-9^e Paris, UD 94, PTT du Rhône, et (dans une moindre mesure) groupe BNP...

Dans le même temps, au plan de la CGT, notre implantation se rééquilibre et nous permet, notamment dans la Fonction Publique et certains secteurs des Métaux et des Transports, d'accéder à des niveaux de responsabilités plus importants qu'auparavant.

Les paysans

La pénétration du capitalisme financier dans les campagnes connaît aujourd'hui une nouvelle accélération.

Giscard, dans son discours de Wassy, a nettement fixé l'objectif : « Faire de l'agriculture le pétrole de la France ». Y parvenir passe par une meilleure productivité, la bourgeoisie ne s'en cache pas ; elle

La constitution — à élargir et étoffer — de secteurs syndicaux du Parti aux différents échelons, dotés progressivement de moyens d'information, d'éducation et de concertation améliorés est de nature à consolider encore ces premiers acquis.

Mais beaucoup reste à faire et notamment pour concrétiser en adhésions et en regroupements stables, l'influence que le Parti est en ce moment en train d'exercer auprès de militants syndicalistes révolutionnaires. Nous ne devons pas ménager nos efforts pour unifier ce courant sur des bases de Front conséquentes, pour l'aider à se regrouper en opposition syndicale efficace et pour en amener une frange significative au marxisme-léninisme et dans les rangs du Parti.

Profondément écœurés par les pratiques manipulatoires, bureaucratiques et stériles des partis du Programme commun, mais aussi du trotskisme et de la social-démocratie de gauche, nombre de ces militants syndicalistes sont, à juste titre, d'une grande exigence sur la qualité des rapports Parti-masses et Parti-syndicats et sur la pratique de la ligne de masse.

La pratique de notre Parti doit être à la hauteur de cette exigence, et s'imposer aux yeux de tous comme nettement contradictoire avec les manœuvres bureaucratiques et manipulatoires des révisionnistes à l'intérieur des syndicats. On ne saurait envisager de construire notre influence dans les syndicats autrement que par une bataille politique menée pas à pas pour convaincre les travailleurs et les syndicalistes révolutionnaires.

veut, tout en augmentant la production, ne maintenir qu'une partie des terres cultivables (un cinquième environ) et faire passer le nombre d'exploitations de 1 200 000 aujourd'hui à 350 000 d'ici 20 ans.

C'est principalement par la mise en œuvre des « plans de développement » décidés par une commission de la CEE que doit s'effectuer la restructuration.

L'ensemble de la politique de prêts est aujourd'hui soumis au «plan de développement». Seuls les paysans qui seront en mesure de retirer des bénéfices de leur exploitation, et de les capitaliser bénéficieront de prêts à taux bonifiés.

L'introduction des «plans de développement» va aussi accroître le rôle des techniciens, des gestionnaires. Ce sont eux qui décideront de l'achat de telle ou telle machine, qui imposeront telle ou telle culture jugée plus rentable (tabac par exemple). Les paysans devront se plier à leurs choix. Ceux qui souscriront à ces plans, seront contraints de s'engager dans une agriculture intensive et de se suréquiper.

C'est le Crédit agricole qui est le maître d'œuvre de la restructuration en cours, en liaison étroite avec les trusts agro-industriels.

Le Crédit Agricole, dans la vie rurale, en général, agricole en particulier, tient aujourd'hui une telle place qu'aucun des aspects de la vie ne lui échappe (collectivité locale, associations, artisanat, tourisme, etc.).

● Les paysans pauvres, fermiers métayers, ou paysans propriétaires, les deux la plupart du temps, qui sont la grande majorité des paysans en seront les premières victimes. Leur capital d'exploitation est très faible. Les paysans pauvres ne tirent pas de profit capitalisable. Pour se moderniser ou acheter un lopin de terre, ils n'ont d'autre recours que l'emprunt. Depuis la mise en vigueur des plans de développement, le Crédit agricole ne leur accorde plus de prêt à taux bonifié. Ils seront obligés de recourir à des expédients pour sortir d'une mauvaise passe et de souscrire des prêts à des taux usuraires, ce qui précipitera leur ruine.

● Les paysans moyens-pauvres, fermiers ou paysans propriétaires, se distinguent des paysans pauvres par leur capital d'exploitation plus important (surfaces plus grandes, meilleur équipement...). En 1970, ils représentaient environ 25 % des exploitations. Bien que leur capital d'exploitation soit plus important, ils n'en tirent pas un profit qui pourrait être capitalisé. Dans bien des cas, pour faire face aux remboursements de leurs emprunts, ils sont obligés de liquider une partie de leurs exploitations. 30 % des exploitations sont classées «sur endettées» par le Crédit agricole, c'est-

à-dire que la liquidation de l'exploitation suffirait à peine à couvrir la dette des paysans moyens pauvres qui ne pourront plus bénéficier des prêts à taux bonifié du Crédit agricole. Comme les paysans pauvres, ils devront recourir aux prêts à taux usuraire et verront de ce fait leur situation s'aggraver. A terme, ce sont leurs exploitations elles-mêmes qui sont menacées.

● Les paysans moyens-riches. Ce sont souvent des exploitants modernisés qui disposent d'un important capital d'exploitation. L'évolution du capitalisme tend à scinder cette partie de la paysannerie en deux. Ces deux parties se développent en sens opposé :

— ceux qui ne disposent pas d'une capitalisation suffisante ou qui se trouvent dans des zones de production condamnées à terme n'auront pas droit aux plans de développement. Ils risquent de rejoindre à plus ou moins longue échéance les couches de paysans moyens-pauvres.

— ceux qui, au contraire, apportent les garanties suffisantes et qui peuvent devenir des paysans capitalistes industriels ; c'est autour d'eux que s'effectue la restructuration agricole en cours, bien que cette couche soit amenée au terme des premiers plans du développement à se scinder elle-même entre ceux qui, malgré les prêts, ne pourront faire face, et les autres.

● Dans la bourgeoisie agricole, il faut distinguer :

— les propriétaires fonciers qui vivent de la rente et qui ont tout intérêt à la hausse du prix de la terre.

— les capitalistes «agro-industriels» dont les exploitations sont d'énormes entreprises grosses consommatrices d'engrais, de machines... Ce sont eux et aussi les propriétaires fonciers qui emploient la plus grande partie des ouvriers agricoles permanents.

Un autre aspect de la pénétration du capitalisme à la campagne est réalisé avec ce que l'on appelle : l'intégration qui est entrée aujourd'hui dans une nouvelle phase, celle de la systématisation.

— L'intégration est née avec la nécessité historique pour le paysan d'augmenter son temps de travail pour pouvoir résister à l'exode. Le capitalisme s'est saisi de cette situation (qu'il a créée) pour s'accaparer ce surtravail.

— Pour la firme, cela correspond à augmenter son placement de

capital, lui assurer une rotation rapide (ce qui n'est pas toujours le cas en agriculture), s'assurer par contrat un approvisionnement régulier qui lui permet de tenir un marché, investir de nouveaux secteurs de la production. Les risques de la production sont supportés par le paysan lié par contrat à un capitaliste fort de la firme.

— Pour les éleveurs intégrés, dont beaucoup sont des paysans pauvres, le système signifie : endettement, contrôle tatillon de la firme, travail non rémunéré...

Face aux firmes intégratrices, de nombreuses luttes se sont déclenchées et ont abouti à des victoires par exemple contre la Wessafic.

Le marché commun

Dans les différents pays européens, la crise générale de l'impérialisme, son développement inégal, ont des répercussions sur l'agriculture.

L'Allemagne a mis à profit sa position dominante en Europe pour conduire à un rythme accéléré la concentration de son agriculture et constituer des unités de production compétitives.

Avec la Belgique et les Pays-Bas, l'Allemagne a assuré la plus grosse part des investissements communautaires dont les principaux bénéficiaires sont l'agriculture italienne (par le financement du programme de développement du Sud italien), ainsi que l'agriculture française (par le soutien à certains produits comme la poudre de lait ou le beurre).

Ce sont principalement les gros céréaliers, les betteraviers qui en ont profité : les marchés communautaires de blé et de sucre leur ont été grand ouverts ; d'autre part, ils ont reçu des subventions pour leurs exportations extra communautaires. Par ailleurs, les mécanismes de régulation du marché commun (comme l'institution du franc vert, des prix de soutien, la régulation des marchés, les subventions aux exportations) n'ont pu rétablir l'équilibre entre la production animale et viticole française et ses concurrentes hollandaise d'une part ou italienne d'autre part. Tel n'est cependant pas le but de ces politiques ; leur raison d'être est de rendre moins brutal et plus progressif l'affrontement des diverses agricultures européennes,

d'atténuer pendant un temps les inégalités entre les différents pays constituant le marché commun. A mesure que celui-ci se construit, ces différents mécanismes sont réduits, voire même supprimés, afin qu'à ce moment-là, les inégalités subsistantes jouent à plein et contribuent à éliminer les secteurs retardataires. C'est ce qui a commencé à se produire avec l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Ainsi s'est faite la première remise en cause de la politique de soutien des prix agricoles, celle dont bénéficiaient les producteurs de lait ou de viande. L'élargissement à l'Espagne, au Portugal, à la Grèce va avoir des conséquences importantes sur la production fruitière et légumière ; il va accélérer la disparition des petits producteurs.

En 1958, la bourgeoisie a pu présenter la construction de l'Europe des Six comme «la solution» aux difficultés rencontrées par les pay-

sans. En réalité, le Marché commun a assuré à la bourgeoisie de nouveaux marchés pour certains de ses produits, tels que les céréales ou la production bétéri-vière ; c'est dans ces secteurs que la restructuration s'est menée le plus rapidement et que la compétitivité est la plus forte.

Aujourd'hui, pour les paysans pauvres et moyens-pauvres, les choses deviennent nettes, le Marché commun a été un moyen pour la bourgeoisie de moderniser, de rentabiliser son agriculture.

Jusqu'à la fin des années 60, le gouvernement a pu détourner la colère et la révolte des paysans pauvres vers les organismes communautaires. Des manifestations ainsi organisées à Bruxelles c'étaient les paysans riches qui bénéficiaient le plus largement. Cette situation s'est modifiée aujourd'hui. Lorsque les petits producteurs refusent la taxe de co-responsabilité sur le lait, c'est directement au gouvernement français qu'ils s'en prennent.

gnes de la bourgeoisie sur le thème de la sécurité, de la légitime défense, peut courir le risque de chercher refuge dans les ghettos que lui réserve la société capitaliste, en décomposition sur tous les plans. Dans ce cas-là, leur remise en cause de la société ne risque-t-elle pas, dans certains cas, de se voir privée des points d'appui à partir desquels elle pourrait se transformer en volonté de lutte et en conscience de classe ?

Donner confiance à de plus larges franges de la jeunesse, s'appuyer sur sa révolte pour opposer aux impasses idéologiques de la bourgeoisie, la perspective d'une transformation globale de la société, voilà ce qui se joue et se prépare aussi dans les luttes contre l'école capitaliste.

Car dans l'école, la bourgeoisie n'est pas restée inactive : quoi qu'elle en ait rogné les aspects les plus voyants (dossier scolaire,...) et qu'elle se soit débarrassée du même coup de son auteur un peu compromis, elle a commencé à mettre en œuvre l'essentiel de la réforme Haby, dont les effets les plus marquants se font désormais sentir : sélection hypocrite par le biais des nouvelles filières dites de soutien, démantèlement de l'enseignement professionnel public (refonte des CET, extension des CFA patronaux), extension des classes dites pré-professionnelles, suppression de postes et de classes avec surcharge systématique des effectifs, la tendance s'est accentuée à faire pour les fils de travailleurs une véritable école au rabais, où l'enseignement est limité à l'acquisition de savoir-faire élémentaires, à préparer la masse des jeunes à leur avenir d'OS ou de chômeurs.

Dans cette situation, le mouvement de la jeunesse scolaire a connu un développement plus limité dans les deux dernières années. Malgré la répression désormais plus systématique contre les élèves (renvois, pénétration à certaines occasions de la police dans des écoles, extension des pouvoirs des chefs d'établissement...), une frange nouvelle de jeunes s'est cependant dégagée à l'occasion d'un certain nombre d'événements nationaux (marée noire) ou internationaux (boycott de l'Argentine). Les mouvements en cours ont ainsi fait apparaître la volonté de lier la dégradation bien réelle des conditions de scolarisation à la question de l'avenir que réserve la société actuelle à la jeunesse. Dans plus

Le mouvement de la jeunesse

Depuis 1976, la bourgeoisie a poursuivi contre la jeunesse de notre peuple les attaques multiples qu'elle avait engagées dans la période précédente : les mille et un systèmes qui permettent la surexploitation des jeunes ont ainsi été développés sur une large échelle : stages à l'entreprise ou stages Barre au SMIC, exonération des charges sociales pour les patrons, développement des contrats «emploi-formation», autant de moyens par lesquels le gouvernement a dégraissé les statistiques de sans-emploi de près de 200 000 individus, livré aux entreprises une main d'œuvre abondante et à bon marché.

Le résultat, c'est que 800 000 jeunes de moins de 25 ans sont au chômage, qu'une frange plus nombreuse encore est condamnée à l'intérim et à l'instabilité professionnelle, se trouve déqualifiée, sous-payée, vouée aux travaux les plus pénibles.

Pour saisir l'important potentiel de lutte que constitue aujourd'hui la jeunesse ouvrière et populaire, il n'est qu'à regarder la place occupée par les jeunes travailleurs dans les grèves ouvrières du printemps,

à Cléon, à Moulinex, ou le rôle positif qu'ils jouent dans des mouvements comme celui des postiers.

D'une manière plus générale, l'écoeurement et la révolte des jeunes portent sur de nombreux aspects de la domination bourgeoise : refus dans certains cas du travail tel que le propose le capitalisme, mépris pour la hiérarchie bourgeoise, rejet des relations sociales et familiales réduites de plus par l'organisation de la société, révolte contre les forces de répression, autant de signes qui traduisent la crise idéologique profonde qui traverse la jeunesse.

Contradictoirement cependant, la situation extrêmement précaire de centaines de milliers de jeunes, assez dispersés et relativement coupés des travailleurs inorganisés, en raison notamment de la faiblesse de la syndicalisation des chômeurs ou des intérimaires, pose un problème dont il convient de prendre la mesure : une partie de la jeunesse populaire, soumise dans les quartiers à une intense répression, cible d'incessantes campa-

d'un cas, les élèves ont ainsi renoué avec des aspects positifs des luttes antérieures : contacts avec des travailleurs en lutte, débats sur le chômage, contre-cours, journées portes ouvertes, etc.

L'expérience faite dans le cours de l'action de ce que vaut le soutien des réformistes et des révisionnistes présents dans les syndicats de professeurs ou les groupements de parents, pourra aussi être une base favorable à l'apparition d'une frange révolutionnaire dans les écoles, à condition que l'isolement qui a résulté de ces multiples abandons ne conduise ni au découragement ni à des actions de type très minoritaire.

Alors même en effet que nombre de ces jeunes sont à la recherche de perspectives un peu nouvelles, les forces politiques qui faisaient jusqu'à présent de la jeunesse une base essentielle de leur développement ont connu un certain nombre de difficultés. Ainsi, l'organisation de jeunesse du PCF est-elle le lieu depuis près de deux ans d'une crise assez profonde : réduite à un rôle d'appoint pendant les deux campagnes électorales de 77 et 78, en rupture avec les mobilisations de cette période (marée noire, Argentine, stages-Barre), la JC est devenue le lieu de cristallisation des contradictions apparues au sein du PCF sous des formes assez ouvertes. La vive contestation interne qui la traverse a abouti, à maintes reprises, à l'initiative de sa direction, à des antagonismes ouverts, par exemple à la fête d'*Avant garde* où des militants qui prétendaient faire connaître leur point de vue ont dû s'affronter sérieusement au service d'ordre.

Le fait que cette contestation se soit fixée autour d'une critique encore partielle du révisionnisme, ne doit pas cacher que, quant au fond, nombre de militants sincères essaient de remettre en cause certains aspects de la ligne du PCF (abandon de la dictature du prolétariat, électoralisme, rapport au réformisme, modèle russe) et de son fonctionnement.

Autant de questions à partir desquelles ces jeunes, qui pensaient entrer dans une réelle organisation révolutionnaire, peuvent être gagnés à la perspective du socialisme et au marxisme-léninisme.

Pour toutes ces raisons, la relance de notre Union de la Jeunesse est une tâche importante. Sous la

direction du Parti, elle doit renforcer l'éducation de ses militants et de ses cadres, élargir ses rangs et préciser ses propositions politiques. De cela dépend le fait qu'apparaisse plus largement la perspective révolutionnaire aux yeux de cette partie de la jeunesse que ne satisfont plus la résignation et la facilité qui naissent de la décomposition sur tous les plans de la société capitaliste.

Les étudiants

De mai 68 à la grève de 1976 contre les décrets Soisson, la jeunesse étudiante a engagé de nombreuses luttes où elle a affirmé sa remise en cause du capitalisme et de son université.

Mais, en l'absence de perspectives politiques claires, cette révolte a souvent débouché, soit sur la marginalisation, soit sur l'intégration complète. Les obstacles sont nombreux qui freinent l'avancée des étudiants dans la voie révolutionnaire. Ces obstacles qui peuvent aller des doutes sur les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière au découragement face à la complexité de la lutte pour en finir avec la domination de la bourgeoisie, reposent sur l'influence encore grande de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise chez de nombreux étudiants. Cette situation est renforcée par le ghetto universitaire organisé par la bourgeoisie.

Mais cela ne signifie pas pour autant que la bourgeoisie ait mis un terme à la crise idéologique de la jeunesse intellectuelle. Le départ de nombreux étudiants dégoûtés de l'enseignement dès la première année, leur inquiétude par rapport à l'avenir qui les attend à l'issue de leurs études, le rejet du monde clos des campus et des cités universitaires sont autant de traits constitutifs du malaise qui traverse l'université.

Lors du mouvement de 1976 contre la réforme Soisson les étudiants ont réaffirmé avec force leur contestation de cette société, leur refus de l'avenir que leur réserve la bourgeoisie. En particulier au cours de cette lutte, l'idée que la classe ouvrière constitue la force la plus conséquente, la plus déterminée, la plus solide contre la bourgeoisie a fait son chemin. En grand nombre

les étudiants ont manifesté leur volonté d'aller vers la classe ouvrière, de la soutenir dans ses luttes.

Depuis le mouvement de 1976 aucune lutte d'ampleur ne s'est développée à l'université. Néanmoins un certain nombre d'étudiants aspirant à sortir du ghetto universitaire ont pris part aux mobilisations qui se sont développées contre le programme électro-nucléaire de la bourgeoisie par exemple.

Depuis l'échec du PCF aux élections de mars 78, une contestation accrue s'est développée au sein de l'UEC révisionniste, remettant en cause le fonctionnement bureaucratique du PCF et certains aspects de sa ligne politique notamment son analyse de l'Union soviétique.

Les communistes doivent se saisir de ces questions posées à l'intérieur de l'UEC pour éclairer la nature du projet du PCF et pour gagner à l'alternative révolutionnaire les étudiants influencés par les révisionnistes.

En s'appuyant sur les questions politiques que se posent une frange des étudiants, il est possible et nécessaire de développer une large activité révolutionnaire à l'université pour y engager la construction d'une véritable force communiste.

L'armée

Depuis notre deuxième congrès, les luttes engagées à l'intérieur de l'armée bourgeoise se sont poursuivies : elles sont désormais, quoique fragiles, une composante assez stable du mouvement de la jeunesse. Dans des conditions très difficiles, des centaines d'appelés ont continué à dénoncer les brimades, le racisme, les exercices inutiles et dangereux, les conditions de vie imposés aux soldats par la hiérarchie. A plusieurs reprises, ont été mis en évidence, par exemple à l'occasion des manœuvres en terrain libre, d'une façon assez concrète, les préparatifs de guerre civile, et dénoncées les aventures néo-coloniales de l'impérialisme français. Chaque fois que sont apparus dans les casernes des noyaux de remise en cause de l'armée bourgeoise, la Sécurité militaire n'a pas hésité à utiliser les méthodes les plus brutales pour procéder à des arrestations massives : recours au chantage, climat de délation, et

dans certains cas coups et brimades pendant les interrogatoires. Ainsi, cet été, plusieurs centaines d'appelés ont-il été condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement dans l'arbitraire le plus complet.

Cependant, un certain nombre d'aspects négatifs subsistent encore qui empêchent ce mouvement de se développer et de se consolider. Le fait de ne pas prendre en compte l'ensemble des données de la situation nationale et internationale, et en particulier la réalité des menaces que font courir à la paix en Europe les deux superpuissances, la tendance encore présente à n'opposer à l'autoritarisme de la

bourgeoisie qu'une vague contestation de l'armée ou de la discipline «en général», sont des facteurs qui entretiennent l'isolement de ce mouvement par rapport à la masse des appelés en ne répondant pas à l'ensemble des questions qu'ils lui posent : faut-il une armée ? Cette armée là précisément est-elle capable réellement de défendre le pays en cas d'agression ?

Pour peu que soit entreprise une étude un peu systématique des problèmes ainsi ouverts, les premières expériences montrent qu'un travail positif peut-être développé dans le cadre du mouvement des soldats, qui contribue à son développement et à sa consolidation.

A la femme au foyer, le capitalisme réserve d'autres chaînes : désignant le foyer comme son seul point d'attache, il la condamne à un travail qui, pour la société, ne vaut rien. Il l'isole de la vie de la société, des luttes, la rendant entièrement dépendante, et ainsi tente de l'asservir à ses propres exigences ; il rend ainsi sa participation aux luttes de la classe ouvrière plus difficile.

Cette condition d'exploitée qui est faite par le capitalisme aux femmes du peuple, est renforcée par la domination particulière que la bourgeoisie fait peser sur les femmes. Cette oppression spécifique, qui a servi à toutes les classes réactionnaires pour asseoir leur hégémonie, est modelée par le capitalisme, lui est étroitement liée.

Ainsi, les femmes par leurs luttes, ont imposé au capitalisme de nombreux reculs, arraché à la bourgeoisie certains de ses moyens d'oppression. La reconnaissance d'une quasi-égalité des sexes au regard de la loi, de leur participation à la vie politique, au regard du droit à l'instruction et au salaire, la reconnaissance, bien que non définitive et excluant les femmes immigrées et les mineures du droit à l'avortement et à la contraception en sont des aspects importants, bien que toujours remis en question et limités par l'idéologie dominante.

Les femmes

Rejetées par milliers vers leur foyer par le chômage, les femmes ont été durement atteintes par la crise. Envoyées depuis longtemps par le capitalisme dans les usines et les bureaux, particulièrement nombreuses dans les secteurs industriels «dits de pointe» et dans le tertiaire depuis la restructuration gaullienne, les femmes connaissent avec la crise, une aggravation de leurs conditions de vie et de travail. Constituant pour les 2/3, le long cortège des smicards, touchant bien souvent moins de 2 000 F par mois, elles sont, dans la grande majorité des cas, moins payées que les hommes pour un même travail : 30 % en moins en moyenne. Tandis que le pouvoir d'achat, lui, baissait ou stagnait, multipliant les difficultés.

Durement exploitées, les femmes sont aussi les premières atteintes par le chômage. Sous le prétexte que leur salaire ne serait qu'un «salaire d'appoint», non indispensable dans le ménage, elles se voient contraintes à travailler à mi-temps ou massivement licenciées. Mais la résistance est forte.

En effet, dans leur participation au travail, à la vie sociale, les femmes ont conquis une base à leur émancipation. Le refus manifesté par les ouvrières de Lip et d'autres usines, de cesser le travail pour retourner à leur foyer est une preuve de la signification profonde que malgré l'exploitation, le travail salarié revêt pour elles : apprentissage de la lutte et de l'organisation collectives contre le capitalisme, conquête dans le travail, dans le salaire, d'une égalité possible avec l'homme, insertion dans un travail social, dans des rapports sociaux qui tranche avec l'isolement, la dépendance de la femme au foyer.

Exploitées

Ouvrières spécialisées, elles forment la moitié des travailleuses d'usine, supportant ainsi la chaîne et les cadences, les longs trajets vers l'usine, les brimades et l'encadrement répressif de la maîtrise.

De plus en plus nombreuses à connaître les travaux parcellisés et monotones, les bas salaires des administrations et des bureaux, des pools de dactylos, les employées tendent par leurs conditions de travail et de vie, à se rapprocher de la classe ouvrière.

Exploitation, travail domestique... Pour des millions de femmes, il n'y a pas de choix. Ce sont les deux : aux heures de travail et de transport, viennent s'ajouter celles consacrées à l'entretien du foyer, créant ainsi, bien souvent, une double journée de travail, empêchant un véritable repos et constituant un obstacle à la participation de la femme à des activités sur son lieu de travail ou sur son quartier.

Opprimées

Comment, dès lors, caractériser l'oppression particulière qui pèse aujourd'hui sur les femmes de notre peuple ? C'est une oppression dont les manifestations sont étroitement liées à l'étape actuelle de développement du capitalisme et à l'ouverture d'une crise politique dans notre pays.

En effet, si les travaux ménagers, si s'occuper des enfants en bas âge est bien souvent entièrement l'affaire des femmes, la réalité de cette oppression réside moins dans la longueur, le caractère fastidieux, bien réels de ces tâches, dans la fatigue qui en résulte, que dans l'intensité de la contradiction où la bourgeoisie place aujourd'hui la femme : contradiction entre d'une part, le rôle économique, politique, social de plus en plus important joué par les femmes, l'évidence de son égalité possible avec l'homme, et d'autre

part, l'idéologie réactionnaire d'infériorité et de soumission de la femme, qui constitue un des aspects de l'hégémonie de la bourgeoisie.

Cette oppression spécifique revêt donc plusieurs dimensions :

— Tout d'abord, celle qui, de manière ouverte, apparaît dans sa dimension de classe : l'oppression nécessaire au capitalisme, pour obtenir des ouvriers et des ouvrières, des employées, le rendement maximum : l'oppression qu'exerce toute la hiérarchie des chefs et des contremaîtres, à coups d'ordres et de menaces, de brimades qui, adressés à des travailleuses, sont souvent lestés d'une dimension sexiste. Cette oppression directement exercée par le capitalisme est l'oppression principale qui pèse sur les femmes dans notre société.

— D'autre part, la bourgeoisie s'appuie sur toutes sortes d'institutions, idées, habitudes qui ont permis aux classes réactionnaires d'assurer leur domination. Ainsi la division des tâches au sein de la société entre des tâches de commandement, de participation à la vie sociale et politique destinées aux hommes et des tâches d'entretien de la cellule familiale faisant moins appel à l'initiative pour les femmes est une idée que la bourgeoisie tente de perpétuer, car elle est un des moyens de sa domination de classe. De même, lorsqu'est refusée aux femmes du peuple, une information objective sur les moyens scientifiques de contraception, sur les techniques d'avortement, lorsque, malgré la loi Veil, plusieurs milliers de femmes du peuple sont contraintes de recourir à des méthodes dangereuses pour leur vie ou leur santé parce que les équipements n'existent pas et que les interruptions de grossesse, non remboursées, coûtent de 500 à 1 000 F, on voit bien tout l'intérêt qu'a la bourgeoisie à perpétuer l'obscurantisme, à proposer comme seul horizon à la femme, la famille, le foyer.

— Enfin, cette oppression comporte des aspects qui sont directement liés à la crise. L'utilisation massive de l'image de la femme «objet sexuel» par la publicité, la presse, le cinéma, l'étalage de plus en plus agressif de la pornographie constituent une de ces formes d'oppression : oppression morale qu'exerce un climat pesant, oppression physique de l'agression et parfois du viol. Perpétué par la

domination des classes réactionnaires, cette forme d'oppression est particulièrement exacerbée par la crise idéologique de la bourgeoisie. En étalant la pourriture de cette société, la crise donne à cet aspect de l'oppression de classe qui vise plus particulièrement les femmes, un caractère plus immédiatement perceptible, plus directement révoltant. Elle donne à des contradictions qui existent notamment au sein du peuple une acuité plus grande.

Ainsi, l'oppression spécifique que la bourgeoisie fait peser sur la femme, se manifeste sous des formes étroitement liées à la crise politique.

Le modèle qui a autrefois été une pièce maîtresse de sa domination de classe est aujourd'hui secoué sous l'effet de multiples contradictions.

Certes, bien que traversées de contradictions, de remises en cause, l'image traditionnelle de la femme, l'influence idéologique de la bourgeoisie sont encore largement présentes. Mais le poids pris dans l'oppression spécifique de la femme en particulier par la dimension idéologique de la crise actuelle, apparaît plus nettement et sous des formes nouvelles.

C'est ce poids qui, depuis une dizaine d'années, a servi de catalyseur à la formation de ce courant qu'on désigne sous le terme de «mouvement des femmes». C'est ce poids également qui en détermine les contours actuels.

Le mouvement des femmes

Avec le mouvement de mai 1968, le mouvement, l'organisation des femmes ont revêtu des aspects nouveaux. La remise en cause de certaines formes d'oppression, l'absence de prise en charge de la situation particulière faite à la femme dans la société capitaliste par les partis de gauche en particulier par le parti révisionniste, ont cons-

titué une double base à la structuration et à l'évolution de ce courant.

C'est à l'intérieur du MLF (Mouvement de libération de la femme), à composition principalement petite bourgeoisie, que s'est affirmé contre la tendance dominante du mouvement, le refus de l'identité des femmes au-dessus des classes. Cette première division en deux tendances, tendance dite «sexiste» et tendance dite «lutte de classes», devait voir cette dernière renforcer ses rangs et son audience dans les années 71-74 avec la création du MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception). S'affirmait ainsi une certaine volonté de liaison aux femmes du peuple. La constitution de «groupes-femmes» et de «commissions-femmes» syndicales dans les grands centres d'employés parisiens à la suite des grèves de 1974 devait contribuer à modifier la base de classe du mouvement, à y développer des idées nouvelles, à renforcer son audience, en particulier par une importante participation de femmes syndicalistes à la manifestation du 1^{er} mai 1977 sous la banderole : «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes».

La faible structuration du mouvement, la division grandissante entre groupes d'entreprises et groupes de quartier, les difficultés rencontrées dans la clarification politique, limitent aujourd'hui son développement. Cependant, le «mouvement des femmes» est progressivement apparu comme un courant capable, de manière ponctuelle, de s'opposer à la bourgeoisie, de contester certains aspects de notre société et d'esquisser la perspective d'une société différente. Due principalement à l'émergence de la crise politique, cette évolution en est aussi une composante.

Quels sont aujourd'hui les thèmes du mouvement des femmes ? Ses perspectives ?

Le mouvement des femmes, pour une large part, dit aujourd'hui reconnaître la lutte de classes. La contestation qu'il formule de l'organisation de la société, la référence explicite que font en général les groupes d'entreprises à la lutte contre le capitalisme, attestent de cet aspect anti-capitaliste, de cette remise en cause de la société

bourgeoise qui est le fait de la plus grande partie du mouvement des femmes.

Cependant, la reconnaissance de la lutte des classes s'accompagne d'une grande imprécision sur son rôle et donc sur la contradiction principale à résoudre dans notre pays : en mettant sur le même plan « la lutte contre le patriarcat et contre le capitalisme », la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, et la contradiction homme/femme, le mouvement des femmes laisse dans le flou la cible principale de leur combat. Les axes de travail développés ces dernières années recèlent la même ambiguïté.

L'axe principal autour duquel le mouvement des femmes articule son travail, est constitué par ce que les groupes femmes appellent « le patriarcat », c'est-à-dire ce qui, au sein de la société capitaliste, relève des rapports de domination de l'homme sur la femme. Les thèmes de réflexion et de lutte sur lesquels se sont constitués les groupes femmes en particulier de quartier, témoignent de l'importance grandissante accordée à cet aspect de la situation des femmes : avortement et contraception, famille-divorce, prostitution, viol... Témoin également de cette ambiguïté, la façon dont le mouvement des femmes se qualifie de « féministe », la façon dont il appelle à « diffuser l'idéologie féministe ». Dans cette revendication de féminisme, c'est bien l'enjeu réel de la lutte du mouvement des femmes qui est présent : y-a-t-il une solidarité commune à l'ouvrière et à la femme-cadre ou PDG ? Peut-il y avoir, en dehors d'un contenu de classe, une idéologie fondée sur des traits communs toutes les femmes ? Non. Ainsi, l'imprécision qui existe dans la détermination de la contradiction principale dans notre pays, influe également sur les axes de travail du mouvement des femmes et sur ses objectifs ; elle crée une disproportion entre deux types de mobilisation :

- La mobilisation directe des femmes contre le capitalisme, contre la violence quotidienne qu'exerce le capital contre les femmes travailleuses, et d'abord les ouvrières.

- La mobilisation contre les formes d'oppression, les violences qui sont dues à la domination masculine, au sexisme.

Le problème posé est celui de l'articulation de la contradiction principale dans notre pays, la con-

tradition qui oppose le prolétariat et la bourgeoisie et des contradictions secondaires qui peuvent en particulier exister au sein du peuple. La contradiction entre l'homme et la femme, antérieure à l'apparition et à la domination du capitalisme est en fait étroitement liée, subordonnée aux formes prises par la contradiction principale, à l'existence d'une classe ou de classes réactionnaires dominantes exerçant leur oppression sur le peuple. Ainsi, cette contradiction peut subir un certain nombre de modifications, ainsi l'oppression que la classe dominante fait peser sur les femmes de manière spécifique peut prendre des formes fort différentes selon la nature et le degré de développement de la contradiction principale. Cependant, si le développement du capitalisme et des luttes du prolétariat, si la crise de l'impérialisme, ont de manière différente, abouti à réduire les bases de l'infériorité et de la dépendance de la femme, il est clair que seules la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, la destruction de son système d'oppression, permettront que cette contradiction au sein du peuple, comme différence existant dans la société socialiste, les moyens de sa résolution progressive. En tant que telle, elle fera partie de la poursuite de la lutte de classes nécessaire sous le socialisme.

Ainsi, la référence à la lutte des classes formulée par le mouvement des femmes comporte de claires limites : affirmation d'un fondement idéologique avant tout féministe, et non prolétarien, confusion dans l'articulation des contradictions de notre société, choix des axes de lutte. L'importance prise par ce second aspect pèse sur l'évolution actuelle du mouvement des femmes, en limite la force et l'audience.

Pourquoi cette situation ? D'abord la base de classe du mouvement, bien que légèrement modifiée par la création des groupes-femmes d'entreprises, comprenant des femmes employées, reste en grande partie limitée à la petite bourgeoisie, ou à la jeunesse scolarisée. La faiblesse de la structuration actuelle du mouvement, limite aussi sa clarification. D'autre part dans les deux années qui viennent de s'écouler, alors même que les luttes de la classe ouvrière connaissent une phase de régression, les nouveaux mouvements de mas-

se, dont celui des femmes, ont gagné de l'ampleur et développé plus largement leurs thèmes.

Cette remise en cause, bien que limitée, de la domination de la bourgeoisie par le mouvement des femmes s'accompagne d'une volonté de démarcation par rapport au révisionnisme. Il s'agit d'une approche d'ensemble fondée sur deux points : d'une part, le fait que le PCF ne prend pas en compte fondamentalement l'oppression spécifique des femmes, même si par démagogie, il a pu faire de la surenchère dans le but de se concilier ce mouvement. D'autre part, le refus quasi-systématique des directions syndicales d'autoriser le mouvement des femmes à s'associer aux cortèges syndicaux, l'opposition violente du service d'ordre révisionniste, à la présence du mouvement des femmes dans la manifestation le 1^{er} mai 1976, ont contribué à donner aux militantes une idée globale de la nature du parti révisionniste.

Cette résistance du mouvement des femmes au révisionnisme se double d'une résistance de fait : par exemple, les revendications qu'il qualifie de « qualitatives », posent le problème d'ensemble de la société, de son changement profond ; la volonté de fonder le mouvement des femmes sur un fonctionnement démocratique, est aussi le signe d'une certaine démarcation avec le révisionnisme. Cependant, l'absence d'analyse du projet du PCF, de sa nature de classe, et l'espoir qui existe parfois de le voir changer, témoignent des limites de cette démarcation, de la vulnérabilité de ce mouvement. Objet d'une tentative de récupération par le PCF dans le cadre de sa campagne électorale et du renouvellement de ses apparences, le mouvement des femmes a cependant, dans son ensemble, résisté.

Opposition à la bourgeoisie, refus du révisionnisme, le mouvement des femmes affirme son autonomie. Il apparaît ainsi comme une des forces qui participent à la recherche d'une voie qui ne soit pas celles des partis bourgeois, qui refusent leur hégémonie. Cette affirmation n'est cependant pas sans ambiguïté dans le cas du mouvement des femmes. L'imprécision qui marque la caractérisation de la contradiction principale permet que se mêlent dans cette revendication d'autonomie, deux reven-

dications différentes : autonomie par rapport aux partis bourgeois, et autonomie de l'organisation des femmes par rapport à celle des hommes, contribuant ainsi à obscurcir la place du mouvement des femmes dans le courant d'opposition à la bourgeoisie.

Enfin, ce courant qui présente une dimension anti-capitaliste et refuse la tutelle du révisionnisme, offre aussi, en positif, une perspective de société différente, affirmée dans le mot d'ordre «*Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes*». En cela, le mouvement des femmes est une composante du courant qui s'oppose à la bourgeoisie et refuse le révisionnisme. En cela, à condition que ces remises en cause, ces oppositions l'emportent sur la confusion féministe, le mouvement doit être entraîné à participer à la lutte pour la révolution.

Les luttes

Ces dernières années, les femmes travailleuses ont manifesté leur volonté de plus en plus grande de prendre leur place entière dans les luttes de la classe ouvrière, de participer à la vie sociale et politique. Cette volonté est posée d'une part en termes de lutte directe contre la bourgeoisie, d'autre part, en termes de discussion et solidarité de classe avec les ouvriers et travailleurs.

Aux fermetures d'entreprise, au chômage, elles ont répondu par des mobilisations parfois assez dures et longues, des formes originales d'action. A Rhône-Poulenc, les ouvrières ont refusé la proposition du patronat de mettre les femmes mariées à mi-temps ; elles ont dénoncé cette mesure de chômage partiel déguisé ; à la SPLI (Fougères), elles se sont mises en grève avec occupation contre la liquidation de l'entreprise. A Dubigeon (Nantes), les femmes ont aussi montré leur volonté de participer à la lutte contre le chômage, en organisant leur soutien actif en tant que femmes de grévistes. En affirmant «*Nous ne voulons pas subir la grève, mais y participer*», elles ont contribué à la construction d'un rapport de forces dans la lutte, tout en combattant l'isole-

ment de chaque gréviste et de chaque femme face aux difficultés financières.

A Moulinex, les ouvrières, pour la plupart OS, ont occupé leur usine contre les salaires très bas, contre les cadences et le bruit, contre les conditions de travail et l'encadrement.

A LMT (Nantes), fabrique de centraux électroniques, la mobilisation s'est faite contre les bas salaires et pour la réduction du travail. Par le mot d'ordre «*Quartiers en lutte, usines en lutte, solidarité*», les ouvrières et les ouvriers ont exprimé leur volonté de coordonner leur mouvement de grève avec d'autres forces en lutte, notamment des militants du cadre de vie et des militantes du mouvement des femmes.

Luttant contre les salaires trop bas, contre la longueur et la monotonie du travail, les ouvrières de l'imprimerie Berger-Levrault à Nancy, ont à plusieurs reprises décidé la grève. En refusant la notion de «*saiaire d'appoint*» des femmes, défendue par le patronat, les ouvrières ont dénoncé la discrimination systématique envers les femmes à travers les salaires et les classifications.

Ces luttes montrent le rôle actif joué par les travailleuses. S'opposant aux bas salaires et aux cadences, formes d'exploitation qui les touchent directement et largement, elles ont apporté, dans la plupart des cas, à la conduite de la grève, leur propre contribution : contribution à une lutte résolue, à l'organisation du soutien le plus large, contribution à une conduite démocratique de la lutte : tentatives pour poser et résoudre les problèmes matériels, familiaux, idéologiques entravant la participation des femmes à la lutte, lutte pour le droit à la parole et pour une prise en mains large des tâches d'occupation, de popularisation, lutte contre les directions bureaucratiques ou non représentatives des revendications profondes des travailleuses et des travailleurs, les ouvrières ont, dans ces luttes, prouvé leur volonté et leur capacité à prendre place entière dans la lutte de classes, elles ont contribué à la remise en cause profonde de la domination **bourgeoise et révisionniste**. Au cours des luttes, les femmes voient s'ouvrir la possibilité de briser leur isolement, de s'organiser pour vaincre, elles prennent conscience que la politi-

que, ce n'est pas seulement l'affaire des hommes, mais que, en tant que travailleuses et en tant que femmes, elles font progresser la lutte de classes.

Le développement de la crise a vu la participation des femmes aux luttes ouvrières se poursuivre contre le chômage et pour le pouvoir d'achat, tandis que de nouveaux thèmes de lutte visant l'oppression spécifique des femmes apparaissent, mobilisant une frange de la jeunesse et de la petite-bourgeoisie. Ces luttes révèlent, à des degrés et sous des formes divers la volonté des femmes de s'inscrire dans la lutte contre le capitalisme pour construire une autre société. Cette volonté politique, le Parti doit s'en saisir ; il doit aider le mouvement organisé des femmes, les femmes ouvrières et employées, les femmes du peuple au foyer, les travailleuses à prendre toute leur place dans une lutte conséquente contre le capitalisme et le révisionnisme, pour le socialisme, à rejoindre les rangs de notre parti.

Le Parti soutient les luttes des femmes contre l'oppression capitaliste et toutes les formes d'oppression qu'elles subissent. Dénonçant la situation de dépendance et d'infériorité faite à la femme par le capitalisme, dénonçant la crise idéologique de la bourgeoisie et sa dégénérescence, le Parti reconnaît la mobilisation des femmes contre les manifestations et les agressions sexistes comme une des formes de lutte contre leur oppression et dénonce les crimes sexistes. En popularisant largement les luttes ouvrières, en y prenant une part active, en aidant les femmes de la classe ouvrière à affirmer leur direction, dans la lutte contre tous les aspects de l'oppression de la femme, en diffusant largement la perspective du socialisme, le Parti contribue à un élargissement et à la clarification politique des luttes engagées.

En prenant dès aujourd'hui toute leur place dans la lutte révolutionnaire dans les entreprises et les quartiers, les femmes du peuple ouvrent la voie vers leur émancipation. Elles ouvrent la voie à une société qui, libérée du pouvoir de la bourgeoisie, pourra sous la direction de la classe ouvrière, organiser de manière collective les tâ-

ches ménagères, favoriser la participation des femmes à la production et à la vie politique, poursuivre le combat contre les institutions, idées, coutumes entravant la libération des femmes.

Pour conquérir leur émancipa-

tion, les femmes doivent participer pleinement à la révolution, et le socialisme ne pourra se construire en profondeur et libérer l'ensemble de la société qu'avec la participation des femmes.

Les luttes sur l'environnement

Depuis les débuts du capitalisme la classe ouvrière a été et reste la première touchée par la dégradation du «cadre de vie». Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat va accentuer ce phénomène. Investissant tous les aspects de la vie il va entraîner une dégradation accélérée des conditions d'existence de la classe ouvrière, en dehors des lieux de travail. La durée de la journée de travail va s'allonger de manière importante par le temps passé dans des transports inconfortables. Les cars des ouvriers parcourent les régions pour ramasser les ouvriers et les ramener chaque jour dans des cités-dortoirs anonymes.

Mais cette dégradation du cadre de vie va aussi affecter largement les couches non ouvrières : tout d'abord certains secteurs de la petite bourgeoisie traditionnelle vont être directement touchés. Les pêcheurs vont voir leur moyen d'existence dangereusement menacé par le développement de la pollution marine. Les projets d'aménagements du territoire, la construction de centrales nucléaires vont entraîner l'expulsion de paysans.

Les «nuisances» du capitalisme vont également toucher la petite et la moyenne bourgeoisie. Ce qui fut pendant des dizaines d'années le lot quotidien exclusif de la classe ouvrière et des masses laborieuses va toucher des catégories de salariés proches de la classe au pouvoir et provoquer chez elles des réactions de défense. Une ville comme Paris et sa région sont significatives de ce phénomène, elles vont en effet connaître des bouleversements importants : construction de centres d'affaires, de tours bureaux, d'autoroute, de radiales... amenant un certain développement des associations et des luttes sur les quartiers.

Ce sont les occupations de logements vides par des familles re-

fusant d'être déportées en banlieue loin de leur travail et de leurs amis. Ce sont aussi et de plus en plus les luttes de quartier comme à l'Alma gare à Roubaix ou dans le Marais à Paris. Dans ces luttes, une partie importante de la population rejette les projets d'aménagement des promoteurs, remet en cause les équipements conçus par la bourgeoisie (organisation des crèches, espaces sociaux...) et est souvent amenée à faire des contrepropositions en liaison avec des spécialistes de l'urbanisme qui se rangent du côté des luttes populaires. Le caractère nouveau de ces luttes tient dans la volonté des habitants de conserver leur autonomie en refusant bien souvent la mainmise des partis de gauche dont ils refusent les projets.

Alors que le problème de la pollution et de ses dangers n'était auparavant débattu que par des fractions limitées de la population directement touchées, le développement de cette pollution a une large échelle : marées noires en Bretagne - Ekofisk en mer du Nord - catastrophe de Seveso en Italie - et les mobilisations contre le programme nucléaire de la bourgeoisie vont sensibiliser largement les travailleurs à ces problèmes.

Au cours de ces dernières années les luttes contre l'implantation des centrales nucléaires ont tenu une place importante dans l'actualité. La bourgeoisie va en effet, face à la lutte des pays producteurs de pétrole, accélérer à partir de 1974 son programme électro-nucléaire.

Fin 76 les travailleurs de l'usine de retraitement de la Hague engageaient une longue grève dénonçant les conditions insuffisantes de sécurité ; ils étaient bientôt suivis par les travailleurs des autres centres de production du CEA. Dans ces dernières années l'EDF va prospecter des centaines de sites et acquérir de gré ou de force des

terrains pour les centrales.

Les luttes qui vont se développer ne vont pas seulement dénoncer les dangers que représente la mise en marche rapide de centrales nucléaires dans une société où domine le profit mais elles vont aussi remettre en cause le mépris total du gouvernement à l'égard de l'avis des populations concernées, le secret dont s'entoure l'EDF dans la mise en œuvre de son programme, la politique du fait accompli pratiquée sur les sites choisis. Elles vont mobiliser une partie de la jeunesse mais également les paysans qui doivent faire face à l'EDF qui convoite leurs terres. Elles devront faire face à la répression brutale de la bourgeoisie. La manifestation de Malville en juillet 77 a marqué une étape importante et un tournant dans la mobilisation. Le nombre des manifestants - plus de 60 000, principalement des jeunes, étudiants, lycéens mais aussi des travailleurs venus de la région Rhône-Alpes - a montré les progrès importants dans la sensibilisation face à la politique nucléaire de la bourgeoisie. En quadrillant la région, en développant une répression féroce tuant un manifestant et en blessant grièvement plusieurs autres, la bourgeoisie a voulu mettre un frein à ces mobilisations et prouver qu'elle était fermement décidée à appliquer son programme électro-nucléaire.

Depuis Malville et face à la fermeté de la bourgeoisie, la question des perspectives et des débouchés à donner aux luttes, est largement posée au sein des différents mouvements et comités qui sont mobilisés sur cette question.

Ces mobilisations ainsi que les luttes contre les projets d'aménagement du territoire qui comme à Naussac ont manifesté la volonté de «vivre et travailler au pays» ont pris une certaine ampleur dans les deux dernières années. Elles ont montré alors que l'actualité politique était centrée sur la perspective de mars 78, la persistance de tout un potentiel de contestation qui ne se reconnaissait pas dans les coalitions bourgeoises.

Le courant écologiste

On ne peut définir le courant écologiste à partir du seul fait que celui-ci mène la lutte contre la dégradation du cadre de vie. En effet, de nombreuses associations existent depuis longtemps, qui affirment prendre en compte ces problèmes sans pour autant se réclamer de l'écologie. La spécificité du courant écologiste c'est que celui-ci s'est affirmé comme un courant politique autonome. A travers les revendications qu'ils avancent, les écologistes prétendent dans le même temps remettre en question le jeu de la politique traditionnelle, et c'est précisément dans cette manière de poser les problèmes du cadre de vie, de la croissance, des énergies que réside l'originalité de ce courant. Celui-ci s'est servi des élections pour apparaître largement ; à un moment où l'appareil de propagande de la bourgeoisie ramenait tout à l'affrontement entre les deux coalitions bourgeoises droite ou gauche, les écologistes ont revendiqué leur indépendance et ont ainsi su drainer à eux à travers ces élections une frange des masses qui, sans pour autant partager toutes leurs analyses, ne se reconnaissent pas dans les coalitions bourgeoises.

A chaque élection les écologistes ont présenté des listes et des revendications communes. Mais ces regroupements électoraux ne peuvent dissimuler les contradictions entre les diverses composantes de ce mouvement. Plusieurs associations à vocation nationale semblent dominer : «Les Amis de la Terre», «Le Mouvement Ecologique» et «SOS Environnement». Ces associations reflètent deux grandes tendances du courant écologiste et si tactiquement elles peuvent mettre en avant des revendications communes, la manière dont elles envisagent les problèmes du cadre de vie est sensiblement différente. D'autre part, il existe de multiples groupes locaux qui se réclament de l'écologie mais qui s'affirment autonomes par rapport aux organisations nationales.

Le courant écologiste et les différentes organisations qui le composent ne disposent pas à proprement parler d'un programme politique précis et affirment volontiers en être encore à des «esquisses», à la recherche de leur propre définition. Néanmoins malgré la diversité des organisations et le caractère plus ou moins flou de leur analyse et de leurs propositions on retrouve un certain nombre de thèmes communs aux écologistes.

Tout d'abord, dans la défense du cadre de vie, la lutte contre les pollutions ou la question du nucléaire et des énergies, les écologistes entendent se démarquer des partis de gauche ou de droite en professant, non pas tant un autre projet de société, que la prise en main par les «gens eux-mêmes» des affaires les concernant directement dans leur vie quotidienne. A leur manière ils constatent ainsi la séparation existant entre les aspirations des masses et le reflet déformé qui en est donné à travers les institutions et les partis bourgeois et affirment lutter pour une démocratie réelle. Mais en mettant sur le même plan la classe ouvrière et les autres couches sociales, en centrant souvent le contenu de cette démocratie à la seule défense des intérêts particuliers ou aux préoccupations immédiates de «vécu quotidien», les écologistes n'échappent pas à une conception petite bourgeoise de la démocratie et le rejet de la «politique politicienne» s'accompagne souvent chez eux du rejet de la politique révolutionnaire.

En resituant leur lutte contre la dégradation du cadre de vie dans une lutte plus globale pour une «démocratie réelle», les écologistes sont amenés à dénoncer l'intervention de l'Etat capitaliste qui étend sa domination à tous les aspects de la vie et pose la question «Qui décide ? Comment sont élaborés ces choix en matière d'urbanisme, de transport, d'énergie ?» Mais la révolte écologiste contre l'Etat, pour virulente qu'elle soit, ne saisit pas le caractère de classe de cette machine bureaucratique. Aussi

toute une frange du courant écologiste envisage une évolution pacifique et graduelle vers un autre type de société et se situe clairement dans le cadre de l'autogestion communale.

Enfin pour une partie du courant écologiste le développement industriel a atteint des proportions telles qu'aujourd'hui la question de la survie de l'humanité se trouverait posée : le caractère limité des ressources naturelles d'une part, le développement de la pollution, le rejet massif de déchets d'autre part, menaceraient l'existence même de la planète. Les écologistes soulignent ainsi à leur façon les conséquences du développement anarchique de la production dans cette société et la faillite du modèle de consommation en dévoilant la «misère moderne» qu'a développée la société dite de consommation. Mais cette crise n'est pas due avant tout, pour les écologistes, au caractère capitaliste de cette société mais est conçue de manière idéaliste comme trouvant son origine dans l'«idéologie du productivisme», c'est-à-dire dans une sorte de croyance erronée au développement continu de la production. Aussi pour une partie du courant écologiste n'est-il pas question de renversement du capitalisme mais avant tout de «changement de mentalité», de prise de conscience du caractère limité de la croissance. Au moment où la bourgeoisie parle à sa manière de lutte contre le gaspillage, justifie ses mesures d'austérité par les limites de ses ressources énergétiques, ce discours des écologistes est pour le moins ambigu.

Les écologistes ont su se servir des élections pour faire connaître leurs idées et développer largement leur audience. Présents aux élections présidentielles de 1974 avec la candidature de René Dumont, c'est surtout lors des élections municipales de 1977 que les écologistes réussirent à développer leur impact. Lors de ces élections, ils dépasseront largement les listes d'extrême-gauche et doubleront ou tripleront leur audience par rapport aux élections de 1974. Suite à leur succès aux municipales, les écologistes étaient persuadés d'un développement continu de leur audience électorale. Tel n'a pas été le cas puisqu'aux législatives de mars 78, ils ont connu une régression certaine malgré des scores non négligés.

geables par endroits. Ce tassement des succès électoraux s'explique en partie par la multiplicité des candidatures par rapport aux municipales, mais aussi par le fait que les écologistes n'ont pas réellement réussi à maintenir intacte leur image de marque innocente et nouvelle qu'ils avaient présentée en 1977. C'est dans la région parisienne (banlieues résidentielles), à Paris même et dans quelques secteurs précis en province : Alsace, région Rhône-Alpes, et à la Hague, là où s'installent des centrales nucléaires, que les écologistes réaliseront leurs meilleurs scores.

La majorité du courant écologiste est composée de jeunes et une grande partie a participé ou a été marquée par le mouvement de mai 68. Ceux-ci en majorité ont été influencés à des degrés divers par le PSU ou «l'extrême gauche» et à un degré moindre par le PS. C'est dans l'électorat du PCF et du RPR que les écologistes

semblent avoir le moins d'impact.

Si la petite et moyenne bourgeoisie constituent les couches les plus sensibles aux thèmes écologistes, on ne peut cependant réduire l'influence des écologistes à ces seules catégories. En effet, en province notamment, une partie des voix écologistes sont des voix venant des milieux populaires à la fois à cause du rejet affirmé par les écologistes des partis «traditionnels» de droite et de gauche, et des interrogations existantes sur les dangers des implantations de centrales nucléaires.

Mais pour rendre compte du développement de l'audience des écologistes, il est nécessaire d'examiner de plus près la situation politique dans laquelle cette audience s'est développée. C'est en effet dans une situation marquée à la fois par la régression des luttes ouvrières (jusqu'en mars 78) et par le développement des interrogations politiques sur les partis de

gauche et leurs projets respectifs, que les écologistes connaîtront un certain succès sur le plan électoral. En se présentant comme un nouveau courant, en affirmant leur autonomie par rapport aux partis de droite et de gauche, en mettant en avant des thèmes comme ceux de la démocratie ou de la «prise en main par les gens eux-mêmes de leurs propres affaires», en soulevant des problèmes réels sur le cadre de vie, longuement passés sous silence par les partis bourgeois, ils ont su drainer à eux une partie des aspirations existantes au sein des masses.

Après mars 78, le développement même de la lutte de classes, la reprise de l'offensive ouvrière, doit amener le courant écologiste à clarifier ses propres positions, à situer clairement son combat dans la lutte anti-capitaliste, amenant la frange la plus conséquente de ce mouvement à se ranger aux côtés de la classe ouvrière.

Les luttes régionales

Le capitalisme a aggravé très considérablement l'écart entre villes et campagnes, opposant le développement de villes et régions industrialisées au dépeuplement continu des zones rurales. Avec le passage à l'impérialisme, l'accélération de la concentration industrielle a accéléré du même coup cette inégalité de développement, la transcrivant, au plan même de la métropole, par une inégalité de développement entre régions industrialisées et régions «pauvres» vouées au dépérissement économique.

La politique d'aménagement du territoire mise en œuvre par la bourgeoisie à partir de la fin des années 50, tout entière destinée à renforcer les profits et à maintenir la domination capitaliste, a considérablement bouleversé les régions du territoire et aggravé les conditions de vie des masses populaires. Pour tenter de contenir la mobilisation des travailleurs qui prenait un caractère aigu dans certaines régions, la bourgeoisie a engagé une politique de décentralisation industrielle. En fait, cette décentra-

lisation a tout juste permis d'équilibrer la liquidation des industries traditionnelles. Elle a par contre permis aux capitalistes d'empocher des primes juteuses et de surexploiter la main d'œuvre au chômage et les petits paysans chassés de leurs terres par l'exode rural.

Présenté par la bourgeoisie comme créateur d'emplois, le tourisme occupe une place importante dans l'activité économique de ces régions mais il est incapable d'assurer leur développement économique. Il désorganise les activités économiques traditionnelles et dépouille l'espace pour le plus grand profit des promoteurs industriels et le plus grand bénéfice des commerçants et autres marchands de loisirs mais au détriment des travailleurs contraints aux emplois saisonniers et des paysans qui se heurtent au renchérissement de la terre et sont victimes des expropriations.

L'économie fortement déséquilibrée des régions «pauvres», reposant sur une faible industrialisation, un important secteur touristique et le maintien d'une activité agricole

encore forte, entraîne un chômage important. Devant l'impossibilité de trouver un emploi sur place, des milliers de travailleurs, notamment les jeunes, sont contraints de quitter leur région et de s'expatrier. Certaines régions se dépeuplent et se transforment en désert (Auvergne, Limousin, zones de montagne).

Avec le développement de la crise, et la politique de restructuration industrielle de Barre, avec l'élimination des secteurs non rentables de l'économie, le chômage frappe aujourd'hui l'ensemble du pays y compris des régions industrialisées comme le Nord ou la Lorraine. Mais le déséquilibre régional qui voit certaines régions (Ouest, Midi, Auvergne, Corse) soumises à l'exode rural s'est accentué et la coupure de la France en deux que la bourgeoisie prétendait combattre au début des années 60 s'est aggravée.

La France de l'Est (au-delà d'une ligne le Havre - Marseille) concentre les 2/3 des actifs du secteur industriel dont 85 % de la sidérurgie, 87 % du textile, 80 % des industries mécaniques, 70 % de la chimie. Les régions parisienne et lyonnaise représentent à elles seules 30 % de l'effectif total des emplois industriels français.

De plus en plus, les grands choix

de l'Etat monopoliste concernant les régions apparaissent, avec brutalité, comme dictés par les intérêts à court terme du capital financier : installation de complexes industriels, implantation de centrales nucléaires, construction de barrages, tracés d'autoroutes, construction de villes nouvelles. Tout cela échappe complètement à la moindre consultation de la population, mais la menace gravement dans ses conditions d'existence même.

Face à cette situation, les ouvriers surexploités dans les régions réservoirs de chômage, directement victimes des fermetures d'usines, les paysans menacés de quitter la terre, les jeunes qui ne peuvent trouver d'emploi qu'en quittant le pays, en arrivent à remettre en cause l'organisation même de l'Etat impérialiste, le centralisme bureaucratique qui entend soumettre des régions entières à l'anarchie capitaliste de ses plans.

Ainsi, ces dernières années, l'exigence de «vivre et travailler au pays» s'est affirmée avec force, dans différentes régions, dans le cours des luttes ouvrières et paysannes.

Autour des tanneurs du Puy, des ouvriers de Réhault en Bretagne ou de Schlumpf en Alsace, c'est toute une région qui s'est mobilisée pour le droit à l'emploi au pays.

Les travailleurs rejettent également de plus en plus les plans d'aménagement régionaux de la bourgeoisie qui voudrait transformer certaines régions en parcs touristiques (Languedoc-Roussillon, Corse).

Dans certaines régions (Bretagne, Corse, Alsace, Occitanie) les luttes populaires pour «vivre et travailler au pays» se conjuguent avec un certain nombre d'aspirations fondées sur la situation spécifique de ces régions, de leur histoire et de leur culture.

Le refus de l'étouffement et de la négation de la langue et de la culture propres à ces régions se développe dans les masses, notamment dans la jeunesse qui redonne vie à l'héritage culturel et aux traditions populaires. Le renouveau culturel se met de plus en plus au service des luttes ouvrières et populaires.

En Corse, la transformation de l'île en un parc touristique pour l'Europe, la ruine de l'économie locale opérée par le capitalisme, la

liquidation de l'agriculture traditionnelle corse et l'accaparement des meilleures terres par quelques gros propriétaires pieds-noirs ont exacerbé les luttes du peuple. Ces luttes sont marquées notamment par la recrudescence d'un fort sentiment national qui s'exprime parfois sous la forme de la revendication à l'autonomie ou à l'indépendance.

Fondé sur la réalité de l'unité territoriale et linguistique, le fait national corse plonge ses racines dans l'histoire de la Corse qui fut autrefois indépendante, avant son rattachement à la France.

Dans la mesure où la revendication nationale reflète les aspirations réelles des masses populaires corses, notre Parti la soutient y compris jusqu'au droit à la séparation et à l'indépendance.

La destruction de l'Etat bureaucratique bourgeois et l'instauration du socialisme permettront aux masses des différentes régions de prendre elles-mêmes en mains leurs propres affaires notamment sur les plans politique, économique et culturel.

Le socialisme respectera et favorisera l'expression des langues minoritaires et des cultures populaires.

Luttons contre le révisionnisme moderne

Au moment où nous tenions notre Deuxième Congrès en juin 1976, les illusions sur le Programme commun et sur les transformations qu'apporterait une éventuelle victoire de l'Union de la gauche en mars 1978, pesaient assez lourdement sur la classe ouvrière et les masses populaires. On peut mesurer combien aujourd'hui les choses se sont modifiées. La polémique au sein de l'Union de la gauche, sa cassure en septembre 1977, l'échec électoral de mars 1978, la crise qui en a résulté, au sein du PS, mais surtout au sein du PCF, tous ces événements ont contribué à secouer les illusions antérieures sur le Programme commun. Leurs conséquences continuent aujourd'hui à se manifester et contribuent à donner un nouveau cours à la crise politique. La bataille politique qui a précédé les échéances des législatives de 1978, n'a pas pris de court notre Parti.

Le programme établi à notre Deuxième Congrès, et le rapport politique adopté à ce moment-là montraient déjà nettement, comment le Programme commun était porteur de deux projets contradictoires celui du PS et celui du PCF, et

annonçaient que l'antagonisme entre ces deux projets ne pouvait qu'éclater tôt ou tard. Rappelons par certains extraits ce que nous disions à l'époque :

— « Derrière la façade de l'unité, se cachent deux forces politiques que leur histoire, leur nature, et leurs objectifs vouent à s'entre-déchirer avant même d'avoir atteint le renversement de l'équipe bourgeoise en place » (Rapport Politique P. 32)

« Le révisionnisme moderne est celui d'une époque bien déterminée, qui en fait quelque chose de nouveau, de différent du réformisme classique, spécificité qui se cristallise dans un projet politique de nature différente » (Rapport politique P. 33)

« Il en résulte une différence fondamentale entre le réformisme classique et le révisionnisme moderne du point de vue de leurs objectifs politiques respectifs : si l'on pouvait considérer les réformistes comme des « ministérialistes » désireux de grimper au pouvoir pour gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie, avides de sinécures ministérielles que la bourgeoisie leur concéderait pour

mieux duper les travailleurs, il n'en est pas de même des révisionnistes modernes. Ceux-ci ont un projet plus ample : se hisser au pouvoir pour introduire un certain nombre de réformes du capitalisme monopoliste d'Etat, allant de pair avec une restructuration à leur profit de la classe bourgeoise ». (Rapport politique P. 33).

— « Le PCF n'exclut pas le recours, un jour où l'autre, à des formes de luttes extra-parlementaires, à une épreuve de force en vue de précipiter sa venue au pouvoir et la réalisation de son projet politique ». (Rapport politique P. 38),

Si nous avons rappelé ces passages, c'est pour souligner en introduction de cette partie sur le révisionnisme, deux éléments qui nous semblent devoir être versés à cette occasion à l'actif de notre Parti :

— A la différence de la plupart des autres forces politiques, notre Parti n'a pas été pris au dépourvu par la cassure de l'Union de la gauche. Bien sûr, là n'était d'ailleurs pas son rôle, il n'a pas prévu le moment de cette cassure, mais, en soulignant dès son Congrès de 1976 la nature contradictoire des

deux projets des partis de gauche, il s'était armé pour pouvoir saisir les raisons de la cassure à venir, et révéler aux travailleurs la vraie nature du projet du PCF, à un moment où cette question serait posée avec insistance dans les masses.

— Entre les deux Congrès, notre Parti a été amené à analyser plus profondément le projet propre du PCF, d'autant plus que celui-ci, se sentant à proximité du pouvoir a été amené à révéler dans la période pré-législative beaucoup plus crûment, ses intentions et son projet. Notre Parti a fait progresser de manière importante cette analyse indispensable au combat anti-révisionniste et au ralliement à la perspective révolutionnaire, frange par frange, des secteurs du mouvement de masse que ce dernier continue à abuser. Il s'est ainsi armé pour avoir pleinement prise sur la crise interne qui secoue gravement les rangs du PCF, et éclairer les nombreux travailleurs de ce parti qui, sous le poids de l'échec de l'Union de la gauche, en viennent à mettre en cause les orientations de leur parti, et à poser leur exigence d'un véritable parti révolutionnaire, d'un véritable projet socialiste.

Derrière la querelle PS-PC, deux projets bourgeois contradictoires

L'analyse des relations conflictuelles au sein de l'Union de la gauche, leur histoire nécessitent d'être rapidement reprises pour éclairer une question : la rupture de l'Union de la gauche en septembre 77 signifie-t-elle un changement de ligne à cette période de la part du PCF, témoigne-t-elle en fin de compte de la volonté du PCF de ne pas venir au pouvoir pour gérer la crise avec le PS. Nous avons souvent rencontré cette question, y compris après les élections, parmi des oppositionnels du PCF, parmi des syndicalistes CFDT influencés par le PS... *«La ligne sectaire l'a emporté sur la ligne d'ouverture», «Devant les difficultés économiques, le PCF a préféré ne pas avoir à assumer au contraire de ce que font les PCI et PCE la responsabilité d'une politique d'austérité»* entendons-nous

souvent. Il nous faut tenter de répondre clairement à ces questions.

Depuis juin 1972, date de la signature du Programme commun entre le PS et le PC, les relations entre ces deux partis sont passées par des phases de tension aiguë et des phases d'alliance étroite et sans nuage. De juin 72 à septembre 74 (période qui inclut les élections législatives de mars 73 et les présidentielles de mai 74), la lune de miel du mariage Marchais-Mitterrand se déroule pratiquement sans à coup. De septembre 74 au début 76, jusqu'au moment du 22^e Congrès du PCF, de graves tensions se manifestent entre les deux partis et le PCF déclenche une première campagne sur le virage à droite du PS. Après le 22^e Congrès et jusqu'à avril 77 (période qui inclut les élections cantonales et les élections municipales), c'est le retour à une phase plus calme où le PCF relâche ses critiques contre son partenaire. Depuis la fin des élections municipales, avec le chiffre du Programme commun, sa réactualisation, la cassure de septembre et la campagne électorale, le PCF a multiplié les coups de semonce, puis les attaques directes contre son partenaire. De cette alternance de tensions et de réconciliations, que faut-il conclure ? S'agit-il de changements de ligne successifs de la part du PCF, comme certains l'estiment, ou d'ajustements tactiques au service du même objectif, d'un même projet stratégique ?

Notons d'abord que le passage d'une phase à une autre s'est toujours fait à l'initiative du PCF et non de son partenaire. C'est le PCF qui décide de pilonner le PS, puis de suspendre ses attaques, c'est le PCF qui est demandeur lors de la réactualisation du Programme commun en direction du PS. Le parti de Mitterrand tout en rendant les coups restera toujours sur la défensive. Notons ensuite, que les arguments évoqués par le PCF pour déclencher son pilonnage ne sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, convaincants. Les tournants à droite du PS de septembre 74, ou d'avril 77, invoqués par le PCF pour justifier le déclenchement de ses attaques, ne semblent pas plus accentués que d'autres prises de position de dirigeants socialistes qui avaient pourtant laissé sans réaction la direction du PCF. Quand Mitterrand à la sortie

de la dernière réunion de négociation du Programme commun de 72, s'envole à Vienne pour déclarer devant l'internationale socialiste que l'Union de la gauche, c'est pour lui le moyen de prendre 3 millions de voix au PCF, Marchais ne jugera pas utile de déclencher une polémique ouverte contre un partenaire qui dit aussi crûment les choses. Quand en mai 1974, le candidat commun de la gauche aux présidentielles, Mitterrand, multipliera les déclarations sur les nécessaires sacrifices qu'un président socialiste saurait faire accepter à la nation pour sortir de la crise, la direction du PCF trouvera le moyen de renchérir en affirmant, par la bouche de Ségal, que la classe ouvrière serait responsable et n'engagerait pas de luttes inconsidérées ; en même temps les militants du PCF qui protestaient à l'époque se sont vu simplement proposer de coller le maximum d'affiches pour Mitterrand. Quand en 1977, Rocard et Mitterrand dialoguent avec les patrons lors d'un forum organisé par le journal économique *l'Expansion*, pour les convaincre des avantages qu'ils auraient à la venue au pouvoir du parti socialiste, le PCF tout en protestant n'a pas jugé à l'époque utile de *«mettre au pied du mur»* son partenaire, comme il l'a fait à peine quelques mois plus tard, une fois les élections municipales passées, une fois les conseillers révisionnistes élus sur des listes communes avec les socialistes installés dans les mairies.

En fait, dès juin 1972, Marchais et Mitterrand savent à quoi s'en tenir sur la nature du contrat qu'ils viennent de signer, même si ce n'est que par périodes qu'ils laisseront filtrer la vérité auprès des travailleurs. Que dit Marchais dans le rapport qu'il fait devant le Comité central du PCF aussitôt après la signature du Programme commun, rapport qui ne sera rendu public que trois ans plus tard dans un moment fort de la polémique en direction du PS : *«Le Parti socialiste s'engage donc de la sorte et déclare qu'il s'engage publiquement à rester fidèle au Programme commun, à ne pas participer à un de ces renversements de majorité dont toute son histoire est faite, ni même à permettre un tel renversement. Que nous ne puissions nous en remettre à un tel engagement de sa part, c'est évident. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion sur la sincérité ou*

la fermeté du Parti socialiste à ce sujet», et Marchais d'ajouter par ailleurs : *«(Nous l'avions dit : nous estimons que notre programme à nous, communistes, est le meilleur (...)) Et nous en restons convaincus (souligné par Marchais), si convaincus que nous sommes bien décidés à continuer d'agir pour en faire triompher les solutions. Nous n'avons pas du tout l'intention de troquer notre programme contre le Programme commun.»* *«Nous considérons au contraire ce dernier comme un pas en avant, permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement sur nos idées, nos solutions, nos objectifs»* termine Marchais en martelant ces nos qui indiquent que c'est le projet propre du PCF que non seulement le Programme commun mais aussi le mouvement des masses doivent servir. On ne saurait être plus clair !

Et c'est là que réside effectivement dès 1972 la clef de toutes les tensions à venir de l'Union de la gauche. PS et PC avaient également besoin du Programme commun mais pour des raisons différentes, ouvertement contradictoires. Pour le PS, il s'agissait, on le sait de se refaire une façade de gauche, la pratique de collaboration de classes répétée de ce parti ayant achevé d'en faire une organisation exsangue, peu attractive pour les masses : l'alliance électorale avec le PCF devait contribuer à redresser cette situation, mais ne devait en aucun cas devenir une alliance trop contraignante. Pour le PCF, au contraire, le Programme commun, l'Union de la gauche n'étaient que des marche-pieds vers le projet de ce parti : nettement minoritaire sur le plan électoral, le PCF ne peut espérer accéder au gouvernement seul ; il est donc obligé de s'allier avec le PS, mais doit imposer à ce dernier un contrat suffisamment contraignant pour que son partenaire ne se débarrasse pas de lui en cours de route.

Si en 1972 les chances de la gauche étaient suffisamment faibles pour les législatives en perspective à cette époque, celles de 1973, il n'en était pas de même aux lendemains des présidentielles de 1974. La discussion entre PS et PC sur le Programme commun, relativement sans enjeu immédiat en 1972, revêt une signification autre à

partir des présidentielles de 1974. En 1972, l'important pour les partenaires rivaux était surtout l'existence d'une alliance électorale formalisée qui permette à l'un et à l'autre d'encaisser les plus-values électorales de cet accord au moment des législatives de 1973, sans espérer, compte tenu du retard de la gauche sur la droite à cette époque, arriver au gouvernement. A partir de l'été de 1974, les choses changent nettement : d'une part parce que la gauche a frôlé la majorité aux présidentielles, et que le problème de son accession au pouvoir, donc de l'application du Programme commun, est nettement posé ; d'autre part parce que la tactique du PS a très bien réussi à ce dernier et que grâce à son alliance électorale, il est devenu en quelques années le premier parti de France, jouant le rôle de parti charnière sur l'échiquier politique.

Ces deux données vont déterminer la tactique du PCF. D'une part il va tenter de limiter au maximum la progression du PS, qui se fait en partie à son détriment, par une polémique, pas très originale qui ne fait que dire tout haut ce qui, au sein de la base du PCF, et dans une frange de travailleurs, se dit depuis longtemps à propos du caractère toujours social-démocrate du PS. D'autre part, il va tenter de faire inclure dans le Programme commun, le maximum de clauses anti-PS, garantissant aux révisionnistes de pouvoir progresser selon les mots de Marchais (déjà cités dans le rapport secret de 1972) du Programme commun vers leurs objectifs propres. Tous les efforts du PCF sont effectivement investis dans ces deux directions tactiques de 1974 à 1978, directions qui permettent de rendre compte de l'aggravation des tensions à cette période. Certes, des pauses sont marquées, en particulier dans les périodes pré-électorales des cantonales (mars 1976) et des municipales (mars 1977). La raison en est simple, le PCF en ces occasions, dont l'enjeu n'était pas l'accession au gouvernement et donc l'application du Programme commun, a préféré privilégier la conquête de points d'appui futurs (sièges de conseillers généraux, mairies, conseillers municipaux) pour la mise en œuvre de son projet propre. La modération adoptée par le PCF au moment de ces scrutins à l'égard de son partenaire socialiste lui permettra d'enregistrer des gains substantiels, en particulier de conqué-

rir plusieurs nouvelles mairies importantes (Reims, St Etienne...) et de s'installer dans de nombreux conseils municipaux à dominante socialiste dont il était précédemment exclu.

Mais la même attitude ne pouvait être adoptée par le PCF lors des législatives de 1978.

L'enjeu de ces élections était clairement l'arrivée au pouvoir de la gauche et l'application du Programme commun. Pour le PCF, tout ce qui n'avait pas été suffisamment précisé en 1972, tout ce sur quoi le PS était revenu depuis 5 ans, devait être corrigé. Obtenir du PS le maximum de gages sur le programme qui serait appliqué après les élections, devenait pour le PCF une question urgente, puisqu'après les élections le PS aurait les mains libres pour refuser les propositions du PCF et user de sa position dominante pour faire passer ses propres positions. D'où la bataille pour la réactualisation, la bataille pour empêcher le PS de rester dans le flou sur une série de questions, la bataille pour lui imposer de s'engager au maximum sur les propositions propres au PCF.

Si la tension devient ainsi particulièrement avivée lors de la dernière année avant les législatives, ce n'est donc ni parce que le PS aurait viré plus à droite que d'habitude, ni parce que le PCF aurait fait brusquement le choix de ne pas venir au gouvernement. C'est en fait parce que ce n'est qu'à ce moment là que pouvait être posée la question de l'actualisation du Programme commun, et que cette question, cristallisant l'opposition entre les projets respectifs du PS et du PCF ne pouvait être tranchée sans heurts. L'acharnement du PCF à pousser jusqu'à l'extrême limite, jusqu'au dernier moment la querelle avec son partenaire ne provient pas de sa volonté de faire échouer la gauche, mais témoigne de sa volonté d'arracher le maximum de concessions au PS quand c'était encore possible, de sa volonté de revaloriser au maximum le rapport de forces électoral en sa faveur. Affirmer que la stratégie du PCF aurait été volontairement celle de l'échec en mars 1978, c'est ne pas voir que le PCF a été lui-aussi abusé, comme tout le monde, par les sondages qui, jusqu'à la veille des élections, donnaient la gauche nettement en tête, c'est ignorer la campagne du PCF pendant tout le mois de janvier, «le 12 on vote PCF, le 13 on négocie, le 19 des mi-

nistres PCF accèdent au gouvernement», c'est laisser inexplicé l'accord du 13 mars, où, bien qu'aucune concession ne lui ait été consentie, la direction du PCF engage ses forces sans réserve dans la bataille du 2^e tour... Ni le PCF, ni le PS n'étaient prêts et n'avaient intérêt à rompre et à perdre les élections : le PCF parce qu'il n'a d'autres possibilités pour accéder au gouvernement, et faire ainsi progresser son projet ; le PS parce qu'une rupture officielle aurait sérieusement affecté sa stabilité interne et sa crédibilité dans les masses.

Ainsi, l'examen attentif de l'évolution des rapports PS-PC montre que l'alternance des phases de tension et de rupture de 1972 à 1978, loin de renvoyer à des changements de lignes successifs du PS ou du PC, trouve fondamentalement son origine dans la coexistence dans le texte même du Programme Commun de 1972, dans le but même de l'Union de la gauche, de 2 projets différents : celui du PS, mieux connu, projet de gestion social-démocrate, celui du PCF que nous avons qualifié de capitalisme d'Etat, et dont nous allons préciser certains traits maintenant.

Le projet du PCF, un projet lié à la dégénérescence du PCF en un parti révisionniste moderne

On ne peut pour analyser le projet politique propre du PCF, se limiter à l'examen de ses seules promesses. Certes, il n'est pas avare de brochures de propagande où il prétend définir en long et en large sa stratégie. Du *Manifeste de Champigny au Rapport du 22^e Congrès*, du *Manuel sur le capitalisme monopoliste d'Etat* élaboré par la section économique abondamment fournie du PCF, au *Programme de gouvernement du PCF : changer de cap* rédigé à la veille de la première négociation du Programme commun en 1971, le PCF a maintes et maintes fois réexpliqué ses propositions les plus explicites.

Mais ces documents de propagande, s'ils apportent parfois certaines révélations, ne sauraient permettre de saisir réellement le projet propre du PCF. C'est d'ail-

leurs ce qu'explicitait un oppositionnel du PCF, qui révélait comment certains de ces ouvrages, notamment «*Le manuel sur le capitalisme monopoliste d'Etat*», ont été rédigés *a posteriori* par un groupe d'économistes pour justifier, faire semblant de redécouvrir dans l'examen de la réalité, les propositions politiques préexistantes du PCF.

Notre Parti, pour sa part, pour mettre à jour le projet propre du PCF se réfère constamment à deux éléments : d'une part, la pratique actuelle du PCF, qui laisse entrevoir à une moindre échelle et dans des aspects partiels ce que serait une société régie par le projet du PCF ; d'autre part la manière dont historiquement s'est formé le projet du PCF. C'est en combinant ces deux aspects que l'on peut préciser l'analyse du projet de capitalisme d'Etat du PCF.

Le Projet politique du parti révisionniste n'est pas né du jour au lendemain. Résultat de la dégénérescence du PCF en un parti bourgeois, ce projet a été façonné au cours de ce processus. Or ce qui caractérise le processus de dégénérescence d'un parti révolutionnaire, c'est non seulement qu'il s'établit une rupture qualitative, qu'il change de nature, se transforme en un parti bourgeois ; mais c'est aussi que ce processus est sournois, masqué, qu'il ne s'accompagne pas d'un abandon ouvert aux références révolutionnaires, d'un alignement pur et simple sur les partis traditionnels de la bourgeoisie, mais qu'au contraire il continue formellement par sa référence, à se réclamer des objectifs révolutionnaires du prolétariat, à se démarquer des partis bourgeois traditionnels.

C'est ce que l'on avait déjà connu historiquement avec la dégénérescence de la quasi totalité des partis de la II^e Internationale. C'est ce qui s'est reproduit avec celle de partis communistes dans la décennie des années 50. Le projet du PCF est donc nécessairement marqué, non dans son fond, bien sûr, mais dans sa forme, par le passé révolutionnaire de ce parti. De quelle manière ? C'est ce qu'il nous faut essayer de préciser :

Notons d'abord que la dégénérescence du PCF en un parti bourgeois n'est pas la simple répétition de la dégénérescence des partis de

la II^e Internationale. Pour quelles raisons :

Le PCF s'est constitué de même que les partis de la III^e Internationale dans la lutte contre la social-démocratie, le révisionnisme de la II^e Internationale. Quand à son tour, il dégénère, il ne peut purement et simplement s'aligner sur les positions de cette social-démocratie, sans remettre en cause son existence même en temps que parti.

Le rejet par une partie conséquente de la classe ouvrière de France, de la voie social-démocrate depuis 1920 n'autorise pas le PCF dans son processus de dégénérescence à y retourner purement et simplement. Il sera amené de fait à maintenir dans ses positions, dans son projet, une dimension d'opposition à la social-démocratie, même si cette opposition n'est plus une opposition révolutionnaire.

Le PCF dans sa tentative de s'édifier en un parti communiste l'a fait en se référant non seulement à la doctrine révolutionnaire telle qu'elle a été forgée par Marx et Engels dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, mais aussi aux développements de cette théorie apportés par l'expérience révolutionnaire des peuples au début du XX^e siècle, tels qu'ils ont été synthétisés par Lénine. Parce que le PCF dans son processus de dégénérescence n'a pas révisé simplement le marxisme comme les partis de la II^e Internationale, mais le marxisme-léninisme, il constitue par un certain nombre de traits, une entité différente d'un simple parti social-démocrate. De son passé de parti qui s'est référé au léninisme, s'est efforcé de l'appliquer, résultent aujourd'hui un certain nombre de traits spécifiques, qui certes, n'ont rien à voir avec le contenu révolutionnaire du léninisme, mais parce qu'ils en empruntent souvent la forme, forgent au PCF, un visage, un mode de fonctionnement, un type de relations internationales qui sont évidemment bourgeois, mais qui lui sont propres, et qui ne permettent pas de l'identifier aux partis sociaux-démocrates. Il s'agit de tirer pleinement les conséquences de l'existence de ces traits spécifiques. Essayons d'en dégager quelques uns.

— Le PCF par exemple continue à se référer aujourd'hui aux principes de fonctionnement léniniste du parti communiste. Le mouve-

ment d'éducation qu'il y a eu dans notre parti sur le centralisme démocratique, nous met mieux à même de saisir que ce qui est en vigueur dans le PCF n'a rien à voir avec ce principe. Ce n'est ni le centralisme prolétarien, ni la démocratie prolétarienne qui y sont en vigueur. Ce qui est en vigueur dans le PCF, c'est le centralisme bureaucratique, un centralisme bourgeois qui, loin de contribuer, l'élaboration d'une ligne pour la révolution, vise à imposer une ligne bourgeoise parmi les militants. Cependant, en continuant à se réclamer de ce principe de centralisme démocratique, tout en le vidant de tout son contenu, la direction du PCF réussit à conférer à son parti un degré de cohésion, de discipline supérieur aux autres partis bourgeois, et qui lui permet de mieux manœuvrer dans les affrontements entre les différents partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si, jusqu'à présent, la direction du PCF, pourtant peu gênée pour se débarrasser de toute référence à des principes qui la gênent comme par exemple la référence à la dictature du prolétariat, maintient malgré toutes les critiques des oppositionnels, la référence aux principes du centralisme démocratique. C'est que des normes de fonctionnement comme la soumission de tout le Parti au Comité central, la soumission des échelons inférieurs aux échelons supérieurs, la soumission de chaque membre à tout le Parti, détournées de leur véritable but et mises en œuvre dans un parti bourgeois, deviennent une véritable massue aux mains d'une direction bourgeoise pour imposer son point de vue, étouffer toute contestation, exiger la discipline de ses militants pour appliquer sa ligne réactionnaire... On comprend l'attachement de la direction du PCF à conserver ses références à un tel principe.

Cela lui a permis jusqu'à présent de maintenir, même lors de l'éclatement de graves contradictions en son sein, une cohésion supérieure à celle acquise par tout autre parti bourgeois, y compris un parti social démocrate : par l'appel à la discipline, par l'appel aux ouvriers de ce parti à serrer les rangs face aux menaces et aux tentatives de division perpétrées par la droite, la direction de ce parti réussit assez souvent à mieux surmonter qu'un autre parti bourgeois ses contradictions internes, à imposer avec

moins de remous sa propre ligne bourgeoise.

— Le PCF, dans ses rapports avec les masses, dans ses rapports avec les organisations de masse, ne procède pas comme n'importe quel parti bourgeois. Certes, il agit toujours de façon à imposer son point de vue aux masses, au même titre qu'un autre parti bourgeois. Mais la manière dont fréquemment procède le PCF, parce qu'elle s'inspire, en les vidant de leur contenu, des principes léninistes, rend ces procédés beaucoup plus dangereux, parce que plus trompeurs pour les masses. Les partis bourgeois traditionnels préfèrent la plupart du temps parachuter leurs positions, leurs décisions indépendamment d'un certain débat dans les masses qu'ils ignorent. Les partis communistes en opposition à cette démarche, s'efforcent de faire surgir la voie révolutionnaire du débat d'idées qui se déroule au sein des masses, entre idées justes et idées fausses. Les partis révisionnistes, dégénérescences de partis communistes, n'en reviennent pas à la position habituelle des partis bourgeois ; au contraire, ils tentent de faire apparaître leurs positions, leurs décisions comme le résultat d'un débat au sein des masses, détournant ainsi, en le dénaturant complètement, le rapport révolutionnaire des communistes aux masses. Comment procèdent-ils ?

D'une part, ils prennent appui systématiquement sur les idées erronées, les idées bourgeoises qui, inévitablement se forment au sein de notre peuple, tout en dévalorisant, étouffant les idées qui vont dans le sens de la révolution.

D'autre part, profitant au maximum des délégations qui leur ont été confiées au niveau des organisations de masse, ils organisent à leur manière, en le téléguidant, en le manipulant, le débat dans les masses.

C'est ce scénario classique, répété des milliers de fois à des variantes près, qui autorise le PCF à donner plus de poids à sa décision, ses propositions, à les présenter comme émanant de la population. Faute d'une opposition révolutionnaire qui organise la population pour dénoncer les détournements de la démocratie, ces manœuvres réussissent souvent. Elles sèment à la fois la confusion et la désorganisation au sein des masses.

Cette manière d'essayer systématiquement, et de réussir assez souvent, à faire jouer la majorité contre les intérêts de la majorité, ce détournement de la démocratie pratiqué systématiquement par le PCF dans les municipalités qu'il dirige, dans les organisations de masse qu'il contrôle, dans les luttes dont il participe, sont extrêmement pernicieux parce qu'il désorganise de l'intérieur les luttes populaires et le peuple, parce qu'il a les apparences trompeuses de la démocratie, mais que son caractère de classe, la ligne qu'il permet d'imposer en fait une arme contre le prolétariat.

C'est là encore une caractéristique propre aux partis révisionnistes qui ne la partagent pas avec les partis sociaux-démocrates.

Aujourd'hui, à l'œuvre de manière restreinte dans notre société, ce détournement de démocratie serait demain, si le PCF parvenait à instaurer son projet de société, mis en œuvre systématiquement et comme pratique de gouvernement, et comme pratique de direction dans tous les secteurs de la vie sociale.

— Le PCF, quand il a dégénéré en un parti révisionniste moderne, n'a pas dégénéré seul. Une partie dominante des partis du Mouvement Communiste International a suivi l'exemple du parti soviétique. La majeure partie du camp socialiste, de ce fait, a dégénéré et instauré le capitalisme. Le projet de société du PCF aujourd'hui ne saurait être étranger à ce phénomène, et il faut tirer toutes les conséquences du lien qui lie le projet qu'a forgé le PCF au cours de sa dégénérescence, à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est.

Parce qu'en dégénérant en nouveaux pays capitalistes, les anciens pays socialistes ne sont pas revenus au stade antérieur à leurs révolutions : la nouvelle bourgeoisie qui domine en URSS dans les années 60 n'est pas, pour l'essentiel, l'ancienne bourgeoisie remise en selle ; ses formes de domination sur la classe ouvrière sont spécifiques et n'épousent pas celles qui ont été forgées dans les pays capitalistes occidentaux où la révolution n'a pas encore triomphé. Après son expérience historique de premier Etat de dictature du prolétariat, l'URSS, quand elle restaure le capitalisme, va dénaturer complètement, vider de leur contenu révolutionnaire les armes de

la dictature du prolétariat, les transformer en leur contraire, en faire des armes au service de la nouvelle bourgeoisie contre la classe ouvrière et les peuples soviétiques. Le parti communiste va devenir le parti de la nouvelle bourgeoisie, filière nécessaire pour la promotion des carriéristes et des ambitieux avides de participer du pouvoir ; l'Etat va devenir un instrument de dictature de la nouvelle classe exploiteuse ; le système économique devient un instrument d'exploitation de la classe ouvrière. Le mécanisme unique qui liait, de par l'expérience de construction du socialisme en URSS, le parti, l'Etat et le système économique, va devenir avec la restauration du capitalisme, une formidable machine de guerre contre le prolétariat et les masses populaires.

On ne saurait perdre de vue cela quand on traite du projet politique du PCF. On ne saurait douter que le PCF a puisé au moment de sa dégénérescence dans l'exemple soviétique un modèle de système politique et économique qu'il envisage toujours d'appliquer. La place qu'il entend donner au secteur nationalisé, une place hégémonique, la fusion étroite qu'il entend organiser entre l'appareil d'Etat et le secteur économique nationalisé, la place du PCF à la tête de ce secteur nationalisé, tout cela ressemble trop à du déjà vu ; tout cela ressemble trop à la mise en route de la fusion étroite entre Parti, Etat, monopoles et l'image de ce qui existe dans les pays d'Europe de l'Est.

Certains prêtent un crédit important aux distances prises officiellement par le PCF à l'égard de l'URSS. Elles sont réelles. Mais rappelons que ces distances sont pour le moins récentes et fort limitées. Les points de convergence entre l'URSS et le PCF l'emportent aujourd'hui nettement, en particulier sur l'analyse de la situation internationale, et les critiques du second à la première sont circonscrites aux aspects les plus criants, les plus dénoncés dans notre pays, de la dictature fasciste des nouveaux tsars, tandis que le système soviétique lui-même est toujours qualifié de socialiste et pas ou peu critiqué. Les critiques les plus virulentes du courant elleinsteinien à l'égard de l'URSS ne sont pas aujourd'hui reprises par la direction dont une partie seulement les tolère.

En fait, les distances que mettrait éventuellement la direction du PCF entre elle et l'URSS, se heurtent à la nécessité pour le PCF de tenir compte de la situation internationale pour définir son projet. Ce n'est pas un hasard si ce projet envisage de distendre les relations de la France avec les impérialismes occidentaux liés à la superpuissance US, pour se rapprocher nettement des pays dominés par le social-impérialisme, et du social-impérialisme lui-même. De ce point de vue, le projet du PCF forme un tout : la préservation, même sous une forme distendue des relations nouées entre les partis communistes français et soviétique avant qu'ils ne dégèrent en partis révisionnistes, va de pair avec l'adoption d'un modèle de société semblable par bien des traits avec le capitalisme restauré en Union soviétique. C'est là une donnée supplémentaire qui différencie révisionnisme moderne et révisionnisme ancien.

Voilà plusieurs traits qui permettent de décrire dans une certaine mesure ce qui sous-tend le projet politique du PCF. On voit en quoi on ne peut l'assimiler à un simple projet social-démocrate, on voit comment la révision du léninisme, l'existence d'un modèle de société et d'un camp révisionniste dominé par le social-impérialisme, posent en termes différents par rapport à celui d'un parti de la III^e Internationale l'analyse du projet révisionniste. On voit ce qu'il signifie pour les masses : la fusion à l'échelle de la société en un mécanisme unique du Parti, de l'Etat et des monopoles, l'usage généralisé du détournement de la démocratie, avec son corollaire la chasse systématique aux opposants, tout cela constituant un système d'exploitation et d'oppression unique contre lequel il serait fort difficile de lutter. On ne saurait croire qu'il s'agirait alors d'un simple élargissement dans tout le pays de ce qu'on connaît aujourd'hui dans certaines municipalités détenues par les révisionnistes. Ce serait beaucoup plus grave parce qu'une société capitaliste d'Etat conjuguerait au niveau de tout le pays dans les mêmes mains, le maniement de l'ensemble des forces de répression et l'encadrement systématique des travailleurs, la direction des entreprises et celles du syndicat... Oui, le capitalisme d'Etat constituait une grave menace contre les libertés démocratiques et les possibilités de lutte en mars 78.

Les moyens que le PCF cherchait à rassembler pour faire aboutir son projet

Evidemment, la description du projet capitaliste d'Etat, si elle fournit la clef des rivalités avec le PS, ne suffit pas à rendre compte de la tactique suivie par le PCF à la veille des élections. Quels sont les moyens que le PCF, pourtant minoritaire électoralement aujourd'hui, comptait mettre en œuvre pour progresser vers son projet. Rappelons-les brièvement ici :

Pour forger le capitalisme d'Etat, le PCF envisage de conduire un processus de recomposition de la classe bourgeoise. En effet, le PCF sait qu'il n'a aucune chance de parvenir à ses fins, s'il ne trouve pas à l'intérieur de couches sociales non populaires, des points d'appui qui se sentent concernés par son projet, c'est-à-dire qui y trouvent intérêt. C'est l'explication de l'attention particulière apportée par le PCF dans sa propagande en direction des couches de cadres, d'ingénieurs, de techniciens. Non seulement des cadres et des ingénieurs des couches inférieures, mais y compris aux personnels d'encadrement supérieur des entreprises, des banques, des administrations. Ces couches supérieures font déjà évidemment partie pour l'essentiel de la bourgeoisie, parce qu'elles disposent d'un revenu très élevé prélevé sur la plus-value produite par la classe ouvrière, parce qu'elles exercent leur direction et leur contrôle sur la classe ouvrière. Mais, au sein de la bourgeoisie, ce ne sont pas elles qui réellement exercent le pouvoir ; celui-ci est concentré dans une couche plus restreinte de personnes du secteur privé, et de la haute administration d'Etat. Or, ce que propose le PCF, avec une extension du secteur nationalisé, avec l'introduction de la « gestion démocratique », ce n'est ni plus, ni moins que le transfert de la réalité du pouvoir des mains de la haute administration actuelle d'Etat, et des hauts dirigeants des entreprises d'Etat, vers cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat qui serait engendrée par une très large extension du secteur éco-

nomique d'Etat. C'est pour cela que nous employons le terme de «recomposition» de la bourgeoisie, qui signifie que s'il y a expulsion de certains détenteurs des moyens de production, la nouvelle bourgeoisie se recrute pour une part importante déjà dans les rangs de la bourgeoisie actuelle. L'appareil bureaucratique de direction du PCF qui, aujourd'hui pour l'essentiel, est extérieur à l'appareil d'Etat et même aux couches supérieures d'encadrement des entreprises, envisage de s'amalgamer pleinement à cette nouvelle bourgeoisie, et d'y jouer un rôle politique dirigeant. Parce que, évidemment, dans le processus de fusion totale qu'envisage le projet du PCF entre l'appareil d'Etat, l'appareil des monopoles et le parti révisionniste, une place de choix doit être laissée au parti révisionniste, qui n'envisage de confier des leviers importants de l'appareil d'Etat qu'à des personnes qui sont d'accord avec son projet politique.

Pour progresser dans la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'Etat, le PCF doit tenir compte de son caractère extérieur, pour l'essentiel, à l'appareil d'Etat bourgeois actuel. Aussi avait-il besoin, pour avancer, de rassembler plusieurs éléments favorables :

il devait d'abord participer du gouvernement : c'est la condition pour qu'il puisse infiltrer par en haut l'appareil d'Etat, ce qui est nécessaire pour le PCF vu que la bourgeoisie actuelle, avertie du projet du PCF, limite au maximum la pénétration par en bas de l'appareil d'Etat des représentants du PCF, le bloquant à des niveaux inférieurs, ou le dirigeant vers des voies de garage, où ils ne disposent d'aucun pouvoir réel. D'où la nécessité pour le PCF s'il veut renverser cet état de chose, s'il veut disposer réellement de leviers de pouvoir, de participer au gouvernement.

il doit ensuite obtenir une large extension du secteur nationalisé : c'est la condition pour que les bases matérielles permettant le développement de la bourgeoisie bureaucratique d'Etat soit possible.

L'existence d'un large secteur d'Etat nationalisé offre d'une part la possibilité au PCF d'accéder à certains postes de responsabilité à l'intérieur de ces entreprises, et d'autre part, d'organiser la coordination de ce secteur d'Etat pour limiter les empiètements du secteur privé qui, rappelons-le, dans

un premier temps reste aux mains de la bourgeoisie actuelle.

— il doit enfin, mais cela dans un troisième temps, préparer un affrontement avec la bourgeoisie actuelle, pour la déposséder du pouvoir. En effet, parce que le projet du PCF passe par une recombinaison de la bourgeoisie, il entre en contradiction antagonique avec la bourgeoisie actuelle, qui ne peut envisager, comme elle le fait avec les sociaux-démocrates, de lui confier sereinement la gestion de ses affaires. Un affrontement doit avoir lieu, et le PCF compte, pour obtenir l'avantage, s'appuyer sur le mouvement de masse qui, inévitablement, serait amené à revendiquer contre un gouvernement de gauche, et que les révisionnistes par une pratique de la surenchère démagogique, comptaient utiliser à leur profit en greffant sur les revendications du mouvement de masse, les leurs propres qu'ils entendaient faire aboutir contre la bourgeoisie actuelle.

Voilà quelle analyse nous faisons des différents moyens que le PCF tentait de rassembler pour parvenir à imposer son projet capitaliste d'Etat. On comprend pourquoi la polémique avec le PS a été aussi vive, et sur le partage des portefeuilles ministériels, et sur le nombre des nationalisations («La question des questions» disait Marchais dès 72 dans son rapport secret devant le Comité central), et sur le mode de désignation des patrons des entreprises nationalisées. Si l'on y joint la polémique sur la Défense, où là l'objectif du PCF était de rendre possible une réorientation de la politique des alliances de l'impérialisme français, on voit que tous les points de la querelle portaient, et ce n'est pas un hasard, sur la volonté du PCF de rassembler au maximum les moyens de progresser vers son projet capitaliste d'Etat.

La crise du PCF

La défaite de la gauche a porté un coup d'arrêt aux ambitions du PCF qui pensait avoir les coudées franches pour polémiquer jusqu'au dernier moment avec son partenaire et lui arracher le maximum de concessions, compte tenu de l'avance que les sondages prêtaient à la gauche. Cette défaite outre qu'elle

a pour conséquence de repousser à de plus lointaines échéances le danger d'instauration du capitalisme d'Etat dans notre pays, a ouvert une crise grave dans les rangs du PCF, qu'il nous faut maintenant examiner.

La crise qui secoue les rangs du PCF est par bien des aspects très positive, et interroger et combattre sur les moyens qu'il doit se donner pour peser dessus, élargir les failles apparues dans le parti révisionniste, gagner à nous les travailleurs qui aspirent au socialisme et qui prennent conscience aujourd'hui de la voie de garage où les entraîne le parti auquel ils faisaient jusqu'à présent confiance.

Les raisons de l'éclatement de cette crise sont claires. Ces militants auxquels depuis 4 ans, on fixait un seul objectif la victoire en mars 78 et qui y avaient pour la plupart consacré de nombreux efforts, ces militants auxquels on avait demandé de renoncer aux luttes, de s'opposer à celles qui se déroulaient, ces militants à qui on avait fait critiquer et combattre, avant de corriger tardivement le tir de manière démagogique, le mouvement des femmes, le mouvement écologiste, le courant autogestionnaire, ces militants auxquels on avait fait coller un jour les affiches de Mitterrand, pour leur annoncer le lendemain que ce dernier faisait le jeu de la droite, ces militants auxquels on disait un jour il faut 25 % pour se désister pour le PS, et qui voyaient qu'avec moins de 21 % le PCF signait un accord de désistement sans aucune concession du PS, eh bien ces militants ont commencé à se poser sérieusement des questions le lendemain du 19 mars.

Non seulement la gauche était battue, mais le PCF regressait électoralement par rapport au score de '73. Seul celui de 58 a été plus mauvais depuis la fin de la guerre. En plus le PCF regressait nettement dans une série d'endroits où il était auparavant bien implanté. Signe révélateur c'est là où les masses depuis longtemps font l'expérience de la gestion communale ou cantonale du PCF que la baisse a été la plus accentuée, avec par exemple un recul de - 3,5 % dans un département comme la Seine-St-Denis. L'ensemble des questions étouffées pendant toute la période précédente sont légitimement ressorties : sur les luttes, bloquées depuis 3 ans au nom du succès électoral ; sur

les mouvements nouveaux, en direction desquels le PCF est assez nettement discrédité. Sur la manière incompréhensible dont a été menée la polémique avec le PS, parce que la face cachée des raisons, qui, pour la direction, justifient la querelle, n'était pas révélée aux militants. Et beaucoup plus largement sur le mode de fonctionnement, la manière dont sont prises les décisions à l'intérieur du PCF. La manière dont cette crise se manifeste et continue à se manifester témoigne de son ampleur. Les signes publics les plus saillants en seront : les lettres d'oppositionnels publiées dans la presse, non PCF, après avoir été refusées par *L'Humanité* ; la liquidation de 2 journaux du PCF : *Paris Hebdo* et *Point du jour* ; la restructuration du groupe d'édition du PCF s'accompagnant de licenciements ; la parution de numéros de la *Nouvelle Critique* critiquée par la direction à posteriori... Mais ce sont les manifestations les moins publiques, les plus difficiles à chiffrer qui semblent engendrer le plus de difficultés pour le PCF. Les démissions très nombreuses affichées ou non, s'ajoutent à l'absentéisme très important aux réunions. Le taux de militantisme est très faible, au point que le nombre de vignettes vendues à la dernière fête de *L'Humanité* était considérablement réduit par rapport à celui de l'année dernière, que le nombre des points de ventes habituels des hebdomadaires du PCF sont en réduction très importante. Mais ce qui sans doute a le plus surpris la direction du PCF, c'est le caractère durable et maintenant un peu permanent de la contestation dans les rangs de ce parti. Ayant perdu un peu de son caractère spectaculaire, la crise est moins publique mais tous les signes dont on peut disposer par les discussions avec les militants du PCF montrent qu'elle persiste.

Au delà du courant représenté par Elleinstein, qui fait ouvertement campagne pour une social-démocratisation du PCF et une distinction nette des rapports du PCF avec l'URSS, au delà du courant incarné par les thèses d'Althusser qui a été amené à fournir une analyse détaillée et frappant souvent juste du mode de fonctionnement du PCF mais sans la rapporter au projet politique, à la ligne développée par le PCF, au delà donc de ces deux oppositions un

peu structurées et disposant déjà d'une argumentation propre, le mouvement d'opposition se trouve presque dans toutes les cellules, à l'état dispersé, multipliant ses interrogations et ses doutes sur la ligne suivie par leur direction. Notre Parti dans son travail l'a fréquemment rencontré : qu'il s'agisse de ces ouvriers de Cléon, révoltés par l'attitude du PCF dans la dernière lutte de Renault et qui aujourd'hui veulent travailler avec notre Parti ; ou de ces camarades de Lorraine, encore au PCF aujourd'hui et qui veulent tenir régulièrement des réunions communes avec nous pour répondre ensemble aux questions qu'ils se posent. Et nous pourrions citer encore plusieurs exemples de militants du PCF qui ont ouvert le dialogue régulier avec notre Parti.

Camarades,

Il faut que ces exemples encore trop peu nombreux se multiplient. Notre Parti doit prendre nettement l'offensive en direction des mili-

tants du parti révisionniste. La crise que connaît ce parti est grave, parce qu'il est aujourd'hui privé de perspective. La cassure de la gauche, la mort du Programme commun de 72 a porté un rude coup aux dirigeants révisionnistes qui n'ont d'autres perspectives que d'attendre que se renoue l'alliance avec leur partenaire socialiste, ce qui ne se dessine pas pour tout de suite. La période de préparation du 23^e congrès du parti révisionniste sera une période où ce manque de perspective va apparaître de manière criante, où l'absence de réponse de la direction aux questions posées depuis mars, sur l'attitude par rapport aux luttes, sur le fonctionnement interne, sur la nature de l'URSS, va ressortir. Cela doit être une période où notre Parti doit engager fraternellement la discussion avec les militants du PCF, trouver les formes pour mener ces discussions, répondre aux questions politiques posées, aggraver les contradictions au sein du PCF, et gagner de nouveaux camarades.

Le Parti socialiste

L'analyse du projet du Parti socialiste, ne pose pas de problèmes nouveaux. Le Parti socialiste continue après les élections législatives de mars 78, à jouer un rôle particulier sur l'échiquier des différentes forces politiques bourgeoises. S'il n'est pas arrivé à accéder au gouvernement en mars 78, il demeure toujours le parti charnière, c'est-à-dire celui qui est nécessaire à une recomposition, quelle qu'elle soit, de la majorité parlementaire. Cependant, la campagne électorale elle-même, notamment la violente querelle qui l'a opposé au PCF, et l'échec de mars ont contribué à révéler plus largement aux yeux des travailleurs la réalité sociale-démocrate du projet de ce parti. S'il demeure le parti charnière, le PS marque aujourd'hui le pas dans le processus de reconstruction qu'il avait entamé à Epinay, et l'équilibre interne entre les différents courants et sous-courants qui le composent, semble particulièrement fragile. C'est ce qui semble se dégager des 2 années écoulées.

D'un côté, le processus de reconstruction du PS depuis le Con-

grès d'Epinay en 71 semble avoir été effectif, si on le rapporte à ce qu'était antérieurement la vieille SFIO. Le déclin de l'audience électorale a été enrayé au point que le PS fait figure aujourd'hui électoralement de premier parti de France. La signature en 72 du Programme commun a marqué dans l'opinion un ancrage plus à gauche de ce parti. La reprise démagogique, avant que le PCF ne le suive nettement plus tard sur ce chemin, de thèmes apparus en mai 68, a même pu lui permettre, à certains moments, d'illusionner certaines couches de travailleurs qui aspiraient nettement au socialisme et repoussaient la caricature de socialisme que constituent les pays de l'Est. Cela a pu permettre au PS de conquérir une influence non négligeable dans certaines organisations de masse, notamment la CFDT, et de s'y organiser en vue de tenter de faire de ces organisations des groupes de pression au service de sa politique. Cette croissance de l'influence du PS, s'est notamment matérialisée nettement lors des municipales de mars 77, où en alliance avec le PCF la plupart du temps, le parti de Mitterrand a

Investi les 2/3 des mairies des villes de plus de 30 000 habitants.

Cependant, cette croissance de l'influence du Parti socialiste, qui a d'ailleurs assez vite plafonné, ainsi que son insistance à se réclamer du socialisme, d'un socialisme démarqué de celui prôné par Marchais, ne sauraient entretenir la moindre confusion sur la nature de classe de ce parti. La croyance, largement répandue, que les élections de mars 8 seraient celles de la victoire du PS et de son retour au gouvernement, avait fait affluer vers ce parti, en proportion importante, les arrivistes de tout poil, des politiciens bourgeois, des hauts fonctionnaires en mal d'avancement, et d'autres candidats aux multiples places et privilèges que devait procurer l'exercice du pouvoir gouvernemental. Les rares ouvriers, les rares éléments populaires qui avaient pu se retrouver dans ce parti, et croire au socialisme qu'il prônait, ont ainsi vu au fur et à mesure de l'avancée vers le pouvoir du PS, s'agréger à la direction bourgeoise de ce parti, d'autres éléments ouvertement bourgeois avides de s'emparer des leviers de commande d'une affaire qui s'annonçait devoir être assez rentable. Ces mêmes ouvriers, ces mêmes éléments populaires ont pu voir aussi au fur et à mesure que les échéances de mars 8 se rapprochaient, le langage même du

PS se préciser, et réapparaître ainsi de manière assez crue tout ce qui a fait la politique sociale-démocrate de la SFIO sous la fin de la III^e et sous toute la IV^e République. Rocard et Mitterrand, à l'époque unis au coude à coude, n'hésitaient pas à parler de la rigueur économique nécessaire d'un futur gouvernement de gauche, à laquelle les travailleurs victimes de la crise devaient sacrifier leurs revendications les plus élémentaires, y compris celles portant sur le SMIC. De ce point de vue, la querelle PS-PC n'a pas été seulement révélatrice du projet de capitalisme d'État du PCF, mais aussi de la réalité profonde qui se cachait derrière les paroles socialistes du PS : celle du projet de collaboration de classes mis au point par Mitterrand et Rocard pour faire payer la crise aux travailleurs, et qui dans son fond n'était pas très distinct de la politique mise en œuvre par Schmidt en Allemagne, ... ou celle de Barre en France. Les convergences déjà manifestées à la veille des élections entre la politique giscardienne et celle proposée par le Parti socialiste, se sont poursuivies et mêmes élargies après la défaite de la gauche. Prêtant complaisamment la main, à plusieurs reprises, aux opérations dites de décrispation de Giscard d'Estaing, le PS n'a pas craint d'envoyer un de ses représentants dans les fourgons de la délégation française à la session de

l'ONU sur le désarmement. Les points de convergence sur la politique étrangère (Europe, rapports avec les USA) rejoignent ainsi les points d'accord déjà notés sur la politique économique, au point que parfois l'opposition parlementaire au gouvernement semble plus animée par le RPR et le PCF, que par les anciennes composantes de l'union de la gauche.

Cette situation doit permettre de révéler largement la nature de classe de ce parti auprès des couches de travailleurs qu'il influençait, notamment par une politique assez démagogique au niveau de certaines municipalités qu'il contrôle. Comme pour le PCF, l'échec électoral de l'Union de la gauche, sa rupture, laisse aujourd'hui le PS sans perspective. Les déchirements internes qu'il connaît, et les nouveaux regroupements en préparation, ne font surtout qu'illustrer l'absence de perspective politique que peut offrir ce parti dans la situation actuelle. Reconstruction problématique et prolongée d'une Union de la gauche, ou alliance peu glorieuse et plus ou moins camouflée avec le giscardisme ? Ces hésitations social-démocrates doivent être mises à profit par les communistes révolutionnaires pour gagner à la perspective du socialisme, des travailleurs notamment au sein des organisations de masse, influencés par ce parti.

Pour faire la révolution il faut un Parti révolutionnaire

Le processus d'édification de notre Parti, depuis qu'il tente de développer une pratique révolutionnaire consciente, a été constamment marqué par deux traits fondamentaux :

— d'une part, cette édification s'est toujours rapportée, à travers un ensemble de relations au développement des luttes de classes au plan national et international. Cette caractéristique donne au Parti un ensemble de particularités idéologiques, politiques et organisationnelles qui concourent à définir sa spécificité.

— d'autre part, cette édification s'est constamment développée dans le cadre de la lutte entre deux voies, deux lignes, deux classes, menée dans ses rangs, lutte qui s'est concrétisée par de nombreux mouvements de rectification, à travers lesquels s'est précisée la définition du Parti communiste de type nouveau.

Les deux années qui se sont écoulées, depuis la tenue du II^e Congrès du Parti, ont été marquées à l'échelle du monde et à l'intérieur de notre pays par d'importants

événements politiques, événements que nous avons évoqués tout au long de ce rapport. Les diverses modifications intervenues dans la situation politique ont influencé le développement du Parti, elles ont aussi servi de révélateur pour mettre à nu ses faiblesses propres, ses limites, ou au contraire vérifier l'importance de ses acquis. Elles ont nourri les luttes entre deux voies dans ses rangs.

Ces deux années ont été des années difficiles, des années de mise à l'épreuve, elles ont vu s'accumuler un ensemble considérable de faits, négatifs en apparence, qui ont pu déconcerter les plus faibles, faire vaciller la confiance dans l'avenir de la révolution, organiser le doute, inciter à la capitulation. Jamais, dans notre courte histoire, nous n'avions dû faire face à une telle pression, insidieuse et multiforme, jamais nous n'avions rencontré autant d'obstacles sur notre chemin.

Durant ces deux années, beaucoup de facteurs ont concouru, au moment même où persistait la crise de l'impérialisme français, à rendre plus sinueux encore le chemin de la révolution.

Contre le courant de scepticisme, de démobilisation, notre Parti a d'abord dû résister. Pour récapituler les faits les plus importants, il suffit d'indiquer :

— La mort de Mao Tsé-toung, qu'a suivie l'élimination de la bande des Quatre en Chine. Aucun effort n'a été ménagé par la bourgeoisie pour assimiler la victoire remportée par le Parti communiste chinois sur la ligne ultra-gauchiste, c'est-à-dire dans les conditions de l'édification socialiste, de droite dans les faits, développée par les Quatre, à la négation pure et simple de la Révolution Culturelle, et au rétablissement immédiat du capitalisme. Une vision schématique, abstraite, simpliste du processus d'édification socialiste a constitué un terrain favorable à cette propagande de la bourgeoisie. Un tel terrain existe depuis longtemps dans les rangs révolutionnaires, tant il est vrai que la Révolution Culturelle a fait l'objet, particulièrement dans notre pays, d'une interprétation libertaire, anarchiste, créatrice d'un enthousiasme factice dans certaines couches de la petite bourgeoisie, inévitablement suivie d'un découragement hargneux.

A la masse, déjà passablement décantée, de ceux qui avaient assimilé la formation des comités révolutionnaires à la liquidation du Parti, la lutte contre la théorie des forces productives à la désorganisation de la production, l'œuvre théorique de Mao Tsé-toung aux citations sélectionnées par Lin Piao, l'élimination de la bande des Quatre a porté le coup de grâce.

Il ne s'agissait plus en vérité que de la frange la plus sophistiquée de ces compagnons de route dans la défense du socialisme, tant les rangs étaient déjà clairsemés, souvenons-nous-en, au moment même de la mort de Mao Tsé-toung.

Cependant, l'inévitable désaffection de ces gens, s'ajoutant au martèlement de la presse a suscité de nombreuses interrogations, y compris dans les rangs des communistes. Il y a à cela plus d'explications à donner que le simple écho de la propagande bourgeoise, sous ses formes diverses.

En premier lieu, c'est le caractère encore trop limité de l'étude et de l'éducation sur l'édification socialiste, au sein même du Parti qui est à mettre en cause. D'insuffisants efforts avaient été accomplis dans ce domaine, et bien que la réflexion sur le socialisme ait connu à travers des stages, dans l'élaboration et la discussion du *Manifeste*, dans une étude plus systématique de la contribution chinoise à l'édification socialiste, dans la presse et la propagande, un certain développement depuis 1976, il faut bien reconnaître que cet effort est encore à poursuivre largement, et notamment, qu'une avancée significative dans l'étude du processus de restauration du capitalisme en URSS est à réaliser pour l'essentiel.

Ensuite, par la force des choses, du fait même que le secteur de la presse et de l'édition était étroitement contrôlé par les Quatre, notre connaissance indirecte de la réalité chinoise s'est faite à travers les publications qu'ils influençaient. Aussi, avons-nous, nous mêmes, malgré de réels efforts pour nous forger, avec des moyens excessivement limités, un point de vue propre sur la réalité chinoise, reproduit certaines conceptions diffusées par les Quatre. Ainsi par exemple, des événements d'avril 1976, survenus à Pékin, place Tien An Men.

Mais la position adoptée, dès son VII^e Congrès par le Parti du Travail d'Albanie et se précisant davantage

au fil des mois a fortement concouru à ébranler la confiance d'un certain nombre de militants, position en tous points hostile à la direction du PCC, s'accompagnant d'un soutien de plus en plus explicite à la bande des Quatre.

Il y a donc eu la polémique déclenchée par le PTA contre le PCC, puis la rupture des relations entre partis et de nouvelles divisions parmi les partis se réclamant du marxisme-léninisme, d'inégales tentatives de scission. Bien que ce dernier phénomène ait relativement très peu touché les forces marxistes-léninistes dans notre pays, les positions du PTA ont amené le départ de quelques militants, éloigné de nous certains amis, et, c'est plus grave, freiné l'essor du mouvement marxiste-léniniste, fait naître de nouvelles interrogations, semé le doute et la confusion.

A cet égard, les attaques systématiques du PTA contre la thèse marxiste-léniniste des 3 mondes ont rendu plus difficile la compréhension de la situation internationale, ont renforcé le point de vue trotskyste, fait d'apparent purisme dans la phrase et de réelle compromission avec la stratégie internationale du révisionnisme.

Il y a eu aussi le développement des conflits locaux en Asie, l'agression vietnamienne contre le Cambodge, l'hostilité ouverte du Vietnam contre la Chine, son intégration au COMECON et le renforcement de ses liens avec l'URSS. Pour toute une génération de militants, venus à la pratique révolutionnaire par la lutte anti-impérialiste, les Comités Vietnam, puis les Comités Indochine-Paléstinienne, pour ceux qui sont entrés dans la lutte dans la dénonciation des crimes de l'impérialisme et plus encore dans la découverte de l'irrésistible force des masses populaires engagées dans la révolution, cette évolution de la situation dans le Sud Est asiatique a été un véritable déchirement.

Si on y ajoute les incessantes tentatives de liquidation de la résistance palestinienne, l'écrasement de la révolution au Dhofar, les profondes divisions du monde arabe, une certaine stagnation apparente, voire des reculs momentanés du mouvement des pays du Tiers Monde, une vision, certes superficielle, mais nourrie de toute une accumulation de faits, peut se faire jour : la roue de l'histoire ne s'est-elle pas soudain mise à tourner à l'envers ?

Une telle représentation de la situation d'ensemble est évidemment fautive, car elle est démentie par un examen sérieux des transformations historiques qui se font jour, car elle escamote toute la dynamique de la révolution qui trace son chemin à travers les incohérences apparentes et les confusions du présent, mais on ne peut nier son efficacité subjective, sa capacité à désarmer, à démobiliser.

Pour la combattre, pour bien saisir et faire comprendre comment, à partir de l'évolution précédente, à partir des succès remportés par les luttes des peuples, un nouveau cours des luttes révolutionnaires s'est fait jour, il est nécessaire de s'emparer de la théorie, qui rend précisément compte de ces transformations et envisage leur développement : la théorie des 3 mondes ; il est nécessaire de pleinement resituer dans notre système d'explication, dans notre propagande, et en premier lieu dans notre ligne, les développements des contradictions fondamentales du monde contemporain.

Or, de ce point de vue, nous avons progressé sensiblement, sous l'impulsion des faits. Une étude assez sérieuse de la situation mondiale s'est développée à l'automne 1977 dans notre Parti, nous avons pu unifier assez solidement le Parti sur la théorie des 3 mondes et nous avons poursuivi ce travail dans la préparation du III^e Congrès, mais les choses ne sont pas encore assez avancées. Ainsi nous n'avons pas encore développé assez largement le travail de propagande sur la situation internationale, nous n'avons pas fait preuve d'assez de sens offensif pour combattre les conceptions erronées et les points de vue périmés, les conceptions révisionnistes, trotskystes ou albanaises et les points de vue datant de la période où l'impérialisme américain était l'ennemi N^o1 des peuples du monde, où la notion de progressisme était étroitement confondue avec celle d'opposition à l'impérialisme US, où le rapport à l'Union soviétique n'intervenait encore qu'au plan idéologique, mais non dans le jeu réel des forces impérialistes à l'échelle mondiale.

Il a résulté de cela, que nous avons été, et que nous sommes encore, parfois, sur la défensive, que nous ne tirons pas toujours toutes les implications de l'évolution de la situation mondiale, et

que de ce fait, il nous arrive d'être embarrassés, il arrive que nous subissions la pression, très forte autour de nous, parmi les éléments progressistes, au sens cette fois de la lutte des classes en France même, des conceptions erronées et des points de vue périmés. (...)

Il est assez normal que, dans ces conditions, confrontés à deux types de logique : celle de notre environnement, des éléments des masses qui nous entourent, marquée par un retard de la conscience sur la vie, une sous-estimation du rôle du social-impérialisme soviétique, une définition sur de nombreux points périmée des forces et des enjeux révolutionnaires à l'échelle du monde et celle qui résulte d'une prise en compte effective des transformations intervenues dans la situation mondiale, d'une appréciation correcte des facteurs révolutionnaires, il est assez normal donc, que nous ayons connu momentanément quelques difficultés. Nous n'en avons d'ailleurs pas fini avec cette situation, mais il est nécessaire que nous nous engagions à présent, de manière systématique et résolue dans l'offensive, pour, progressivement, changer le rapport des forces, dans la conscience des éléments des masses que nous pouvons influencer, à propos de l'appréciation de la situation internationale. Si nous n'agissions pas d'ailleurs ainsi, nous contribuerions à notre propre isolement politique. Il ne s'agit pas de sous-estimer ce danger.

■ .

Interpellé par le nouveau cours de la situation mondiale, confronté à une accumulation sans précédent d'événements et de faits, d'où semble superficiellement se dégager une remise en cause brutale de la perspective révolutionnaire, notre Parti a été souvent soumis à la forte pression y compris des éléments progressistes des masses qui réagissent encore selon des schémas justes il y a quelques années encore, mais aujourd'hui en bonne part périmés, notre Parti a dû faire face également à l'intérieur même du pays, à une situation complexe dans les rapports de classes, tels qu'ils se sont établis dans la première phase de la crise politique. Dans ces trois dernières années - 1975-1978 - on a assisté à un état de fait contradictoire : d'une part les effets de la

crise se sont manifestés au grand jour. Les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des masses populaires ont été considérablement aggravées, le chômage s'est étendu dans des proportions importantes, les forces de la bourgeoisie ont accentué leur division, les bases même d'un développement pacifique du capitalisme ont été ébranlées et la bourgeoisie se trouve privée de tout projet apte à cimenter, tant bien que mal la co-existence des classes sociales antagonistes.

Mais dans le même temps, il n'y a pas eu de résistance significative de la classe ouvrière et des masses populaires à la remise en cause de leurs intérêts fondamentaux, pas plus que de large offensive de leur part pour porter des coups à une bourgeoisie affaiblie et divisée.

Il y a nous le savons, trois raisons à cela :

- D'abord, cette période a été dominée par les échéances électorales, qui prenaient dans le contexte de la crise une signification particulière. Il y a bien eu interaction entre d'une part une entente conjoncturelle entre partis de gauche, fondée sur la réunion provisoire de projets très différents, et l'attente d'une large partie des masses d'un déblocage politique permettant à la fois d'obtenir des satisfactions immédiates promises par le Programme commun et de meilleures conditions pour engager la lutte dans les entreprises. Longtemps a pu se maintenir une logique de type Front Populaire, l'espoir de voir modifié le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière par le biais d'un changement de gouvernement. Logique un peu rabougrie, par le fait que les partis prétendant représenter ces changements politiques ont provisoirement affiché leurs divisions, par le fait aussi que, sans être largement et clairement perçues, la nature du PCF comme la portée de son projet capitaliste d'État, éveillent dans une frange des masses de légitimes inquiétudes. Mais la logique consistant à ne rien faire qui puisse d'une manière ou d'une autre contrarier la victoire de la gauche a prévalu, on le sait, non bien sûr sans qu'y veillent constamment les partis bourgeois intéressés.

- Mais si les arguments des partis de gauche ont été à ce point entendus, ce n'est pas seulement

parce que leur audience politique est importante encore auprès des travailleurs, c'est aussi du fait des divisions nouvelles introduites par la crise à l'intérieur même de la classe ouvrière, divisions que nous avons indiquées plus haut, entre les secteurs menacés de l'économie et ceux qui ne le sont pas immédiatement, entre les chômeurs et les actifs, entre chômeurs même, entre travailleurs disposant de garanties d'emploi et les autres... les divisions se sont à la fois ajoutées et combinées avec celles produites par les partis bourgeois de gauche dans la classe ouvrière. En effet, c'est bien parce qu'il était particulièrement difficile d'entrer en lutte ou de remporter quelques victoires isolées, si minimes soient-elles, que la logique consistant à attendre un changement de gouvernement a été aussi forte. Dans les faits, pendant un certain temps, la crise a directement favorisé la perspective du Programme commun en aggravant les divisions de la classe ouvrière. Comme l'indique l'autocritique de notre Comité Central, ces divisions de la classe ouvrière n'ont pas été véritablement prises en compte par le Parti. Il s'agit d'ailleurs aujourd'hui de les analyser soigneusement, de déterminer leur portée et de mettre en œuvre les efforts nécessaires pour combattre leurs effets très négatifs, comme nous avons pu le faire à divers moments à propos de la division entre travailleurs français et immigrés, division qui persiste encore aujourd'hui.

- La troisième raison nous concerne plus directement. Elle consiste dans la portée, durant cette période, de la politique de notre Parti, dans sa capacité à transformer, de manière significative, la réalité à l'échelle du pays, et si l'on veut élargir quelque peu le problème, de la capacité des forces authentiquement révolutionnaires à y parvenir. Or, de ce point de vue, force est de constater que, malgré nos efforts, nous n'avons pas pu peser de manière significative sur la transformation de la situation. Alors même que dans la période précédant la crise, nous avions pu, dans un nombre assez important de situations locales (luttés d'entreprises, Liévin, circulaire Fontanet) concrétiser la voie révolutionnaire, nous nous sommes heurtés ensuite à de graves obstacles pour, d'une manière générale, et hors quelques importantes exceptions,

pouvoir modifier tant soit peu le rapport de forces à l'échelle nationale. Le caractère limité de nos forces, la dérobade à peu près systématique après l'automne 1976 des alliés qui pouvaient être associés à la voie de la lutte, leur entrée dans le champ d'attraction de l'Union de la gauche en fournissent la principale explication. Mais il nous faut aussi nous interroger sur les effets secondaires négatifs provoqués par le caractère unilatéral de certaines de nos propositions comme sur certains aspects de la conduite de notre tactique dans le cours de cette crise. Nous rappellerons sur ce point l'autocritique produite par le Comité central.

Autocritique du Comité central

Le Comité central du Parti, réexaminant en vue du III^e Congrès les textes, mesures, directives, positions adoptés depuis le Congrès précédent estime que dans l'analyse de la crise politique, dont il ne remet nullement en cause les acquis fondamentaux, un certain nombre d'erreurs ont été commises, dont la caractéristique commune se ramène à un point : la surestimation du développement des facteurs révolutionnaires, du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat.

Une telle surestimation se marque par des appréciations contenues dans notre programme de 1976 telles que, par exemple : «La question du pouvoir est posée dans les masses» ; «Les ouvriers posent l'exigence d'un nouveau pouvoir de la classe ouvrière».

Cette surestimation des facteurs révolutionnaires manifeste deux erreurs :

— d'une part elle amplifie les conséquences dans la conscience du prolétariat des transformations introduites par la crise dans la société française, d'autre part elle amplifie le développement de la crise, qui s'est révélé beaucoup plus lent et progressif que le Parti ne l'envisageait.

— Par ailleurs, elle ne tient pas suffisamment compte des divisions nouvelles introduites par la crise au sein du prolétariat et dans les masses : entre les chômeurs et les actifs ; les ouvriers de secteurs industriels menacés par la restructuration et les autres..., divisions qui s'ajoutent aux divisions politi-

ques introduites par les révisionnistes et les réformistes et à celles résultant de l'organisation capitaliste du travail, à la division entre Français-Immigrés...

Elle a pour conséquence un décalage entre les propositions du Parti et la conscience des masses, de grandes difficultés dans l'organisation d'une frange d'entre elles et dans le développement du Parti.

Elle aboutit paradoxalement à prêter une attention insuffisante aux progrès réels qui s'effectuent dans la prise de conscience d'une partie des travailleurs.

Il faut cependant indiquer que dès l'automne 1976, les campagnes, interventions et directives du Parti ne sont pas, pour l'essentiel, marquées au même point par une appréciation de la situation sur la base de la surestimation du développement des aspects révolutionnaires, la mobilisation pour le 7 octobre constitue à cet égard une transition, après laquelle le thème du mouvement d'ensemble n'apparaîtra plus dans la propagande du Parti. Ce thème est très représentatif de l'appréciation unilatérale de la situation, de la confusion entre l'objectivement nécessaire et le possible, étant donné le niveau de conscience de la masse des travailleurs. Comme il a été déjà indiqué, malgré l'ambiguïté du mot d'ordre «Tout est possible», l'analyse de la journée du 7 octobre comme tournant dans l'évolution des luttes a été saisie par le Parti. Mais, le fait même que ne soit pas amplement discuté et clarifié au plan du Parti le degré de développement de la crise politique a perpétué la confusion sur les perspectives tactiques et fait naître certaines hésitations dans ses rangs.

En produisant cette autocritique, le Comité central a tenté de cerner les causes de ses erreurs. Voilà, selon lui, les principales :

— Nous nous sommes fondés sur le point de vue des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière sans rapporter correctement leur point de vue à celui de la masse : chefs ouvriers, syndicalistes oppositionnels, entreprises en lutte pour l'emploi. Nous n'avons pas su lier la partie avancée au tout, dans l'analyse du point de vue de la classe ouvrière ; nous avons sous-estimé les hésitations et les divisions de la classe ouvrière, l'emprise idéologique du révisionnisme.

— Le trop faible développement, encore, de nos cellules d'entreprises et du travail de masse en

direction de la classe ouvrière ; les limites dans la centralisation des idées des masses, notre avancée trop limitée dans la voie du Parti de Type Nouveau.

Sur une base fondamentalement juste, la définition de la situation en terme de crise politique, des erreurs volontaristes et subjectivistes se sont fait jour. Les causes avancées n'effacent pas cette réalité : l'analyse concrète de la situation concrète par le Comité central a été marquée sur ce point par le gauchisme. En appelant l'ensemble du Parti à mettre à nu, pour les corriger, ces erreurs, le Comité central entend renforcer l'unité du Parti, à l'occasion de son III^e Congrès, sur la base d'une ligne politique scientifique, débarrassée de ces défauts. Il est bien clair que la remise en cause des dérapages et des erreurs d'appréciation dans le cadre de l'analyse de la crise politique ne peut entraîner du même coup l'abandon de cet apport essentiel à la définition de la société française, sans lequel ni la place de la France dans le monde ni la lente mais réelle évolution des rapports de classes dans le pays ne peuvent être correctement envisagées. A ceux qui limitent l'analyse de la crise apparue en 1974 à la notion de crise économique, ou à ceux qui ne font qu'évoquer la crise générale de l'impérialisme apparue au début du siècle, la crise apporte plus de démentis qu'à nous mêmes, car ils n'ont pas su saisir le nouveau.

Notre Parti, en se l'appropriant a commis des erreurs ; mais il a saisi l'essentiel. C'est sur cette base d'ailleurs qu'il peut rectifier.

Pour le Comité Central,
Le Secrétariat politique

Le 20/10/78

La combinaison des 3 facteurs que nous venons d'indiquer a produit cette situation caractéristique de la première phase de la crise, au cours de laquelle la voie de la lutte de classes, de l'opposition ouvrière et populaire à la politique de la bourgeoisie a été masquée, dispersée, dévoyée et dans une large mesure dominée par les affrontements bruyants des forces bourgeoises : l'essor d'un courant révolutionnaire au sein même de la classe ouvrière s'en est trouvé ralenti. Une approche superficielle de cette réalité amène certains à conclure rapidement à une régression importante de la frange ré-

volutionnaire du prolétariat, à une intégration de cette frange par les partis révisionnistes et réformistes ou même à remettre en cause le caractère authentiquement révolutionnaire de la frange la plus avancée de travailleurs apparue dans les luttes des années précédant la crise (Lip, Peugeot, Saviem, Moulinex...). Ce n'est évidemment pas juste, parce que les faits sont les faits et que nous n'avons pas inventé les actes concrets par lesquels ces travailleurs, dans l'animation de leur lutte, ont remis en cause l'hégémonie révisionniste, pas plus que les questions qu'ils ont, ce faisant, posées, les débats qu'ils ont menés entre eux, et aussi avec nous, sur le socialisme et la révolution, ce que nous avons alors désigné sous le terme d'aspirations révolutionnaires. Nous n'avons bien sûr à aucun moment confondu le fait qu'un courant révolutionnaire se manifeste chez ces travailleurs avec une adhésion effective au marxisme-léninisme, mais il appartient au positif de notre Parti que d'avoir justement su distinguer ce courant révolutionnaire dans les masses, et dans une certaine mesure, se lier à lui.

Que la multiplication des obstacles à la lutte ait empêché, durant la première phase de la crise, ce courant de se manifester au grand jour ne doit pas faire conclure à sa disparition ; pendant même les moments les plus intenses de pression réformiste-révissionniste sur les travailleurs, dans la période pré-électorale, il s'est fait entendre dans les manifestations et a marqué, par exemple la journée du 7 octobre, il est présent dans les luttes dont le cours a commencé à reprendre après les élections, nous le rencontrons, dispersé cette fois, dans le travail de propagande du Parti. Non, à l'évidence, rien ne prouve, bien au contraire, que ce courant ait disparu ; cependant, à la différence de la période précédente, il n'a pas connu de puissante manifestation, il ne s'est pas mesuré, dans des enjeux concrets, au courant dominant réformiste-révissionniste, il n'a pas trouvé d'expression positive, il n'a pas été à l'initiative.

De ce fait, notre Parti n'a pas connu la même dynamique de développement dans cette première phase de la crise que dans la période précédente. Malgré des efforts répétés, ses rangs se sont peu élargis, et les résultats obtenus au plan électoral, dans, il faut le re-

connaître, d'assez mauvaises conditions de présentation, de campagne et de propagande, ont été très modestes. Au delà des justes raisons que nous avons pu analyser au lendemain même des élections, il s'agit bien également de la démonstration qu'en dépit de ses tentatives, le Parti n'a pu organiser et développer une liaison solide avec la frange la plus avancée des masses, alors même que celle-ci subissait un ensemble de pressions qui la contraignaient momentanément à battre en retraite.

A un stade donné d'accumulation de ses forces, le Parti avait construit la dynamique de son développement sur une liaison étroite avec les mouvements les plus avancés de la classe ouvrière et des masses.

La mise en sommeil de la plupart de ces mouvements a remis en question cette dynamique. (...)

Il s'agit bien sûr d'en tirer toutes les implications.

Ainsi, nous sommes-nous trouvés, durant ces dernières années, impliqués dans une situation difficile et contradictoire. Au nouveau cours de l'évolution des contradictions à l'échelle du monde est venue s'ajouter une situation intérieure complexe. Alors même que les schémas antérieurs rendant compte de la situation mondiale ont du être, en grande partie, réajustés et que la conscience des bouleversements intervenus ne s'est pas encore frayé un large chemin dans les masses, alors même qu'une série d'événements négatifs ponctue cet état de choses, l'ouverture de la crise politique en France a correspondu, en France, à une première phase au cours de laquelle l'initiative du courant révolutionnaire s'est trouvée freinée par les divisions objectives et politiques de la classe ouvrière.

Au plan mondial, comme au plan intérieur, tout s'est passé comme si les vicissitudes et les difficultés du présent dissimulaient les tendances profondes apparues, remettaient en cause la réalité des transformations qui se font jour. En vérité, c'est à un réel décalage entre la conscience des transformations de la situation en faveur de la révolution, et ces transformations elles-mêmes (la division du monde en 3, l'ouverture de la crise politique) que l'on a assisté.

Dans ce décalage, s'est manifestée une sorte de crise de la subjectivité révolutionnaire, faite d'incertitudes, de doutes, d'incompré-

hensions, de désertions parfois et de manque d'initiative sur le terrain. (...)

C'est dans ce contexte, et dans la confrontation avec ces difficultés que l'on peut apprécier le comportement de notre Parti. Or, pour l'essentiel, celui-ci a résisté, il a su aller à contre-courant et, dans l'adversité, consolider politiquement ses rangs. En ce sens et malgré le caractère limité de son développement, il a remporté une très significative victoire, il ne s'est pas laissé aller au tourbillon des apparences trompeuses et des faits partiels, il a su, malgré certaines appréciations unilatérales, dégager dans le présent les lignes-force stratégiques et maintenir ferme la voie de la révolution. Il ne l'a pas fait dans l'ignorance des hésitations des masses, dans un repli sectaire sur lui-même, mais en tentant constamment de répondre à leurs questions, en soulignant, dans la confusion apparente du moment, les aspects positifs déterminants pour l'avenir. Il a entrepris tout ce qui lui était possible d'entreprendre, pour l'essentiel, afin de transformer positivement la conscience des éléments avancés des masses et d'agir sur la situation.

Qu'il y soit parvenu dans une trop faible mesure n'ôte rien à la justesse de ses efforts, mais pose la véritable question : comment développer, renforcer, unifier davantage encore le Parti. (...)

Le travail de masse et la politique de front

Mais nous devons également re-définir dans le même temps l'orientation de notre travail de masse, notre politique de front.

Nous voudrions particulièrement souligner ici deux points :

— la lutte contre les divisions de la classe ouvrière et pour la réalisation de son unité

— la lutte contre l'hégémonie révisionniste et la construction progressive d'une nouvelle hégémonie.

Alors que nous appelions la classe ouvrière à riposter massivement à la politique de la bourgeoisie dans la crise, tendant à faire supporter tout le poids de cette crise à la classe ouvrière, alors que nous décrivions les conditions d'un succès de la riposte ouvrière à cette politique, par la généralisation des

luttés, un lent et efficace travail de division de la classe ouvrière sur la base des effets objectifs de la crise économique se faisait jour. Aujourd'hui ces divisions se sont aggravées. Elles constituent une entrave sérieuse au développement des luttes, mais avant tout elles sapent la perspective d'une riposte de classe, la vision cohérente d'un rapport de forces face à la bourgeoisie. En ce sens, elles viennent redoubler les divisions politiques introduites par les révisionnistes et réformistes au sein de la classe ouvrière, dont l'impact a toutefois été affaibli par leur échec électoral et leurs propres contradictions internes.

Aussi, il est de la première importance, pour aider à reconstruire le rapport de forces face à la bourgeoisie, d'œuvrer à limiter ces divisions, de tout faire pour contribuer à reconstruire l'unité de la classe ouvrière. Il s'agira de définir avec précision les moyens que le Parti va se donner pour engager dans la mesure de ses forces, cette politique. Mais d'ores et déjà, il est clair que cette perspective passe par un ensemble complexe d'initiatives, tant sont divers les facteurs de division.

Notre effort devra porter sur les moyens de sortir un certain nombre de luttes de leur isolement, du pourrissement qui se produit lorsqu'une entreprise, généralement vouée à disparaître est occupée depuis un certain temps, sans qu'apparemment ce fait pèse sur le rapport de forces. La seule réponse à cette situation ne peut pas être les coordinations, qui certes peuvent jouer un rôle utile, mais insuffisant. Comment s'installer dans une lutte longue, sans voir s'émietter la mobilisation, comment au contraire accumuler les points d'appui pour peser de plus en plus et à terme l'emporter ? A la lumière des aspects positifs et négatifs de l'expérience des entreprises occupées pour l'emploi, nous devons, avec les travailleurs impliqués dans ces luttes, chercher des solutions, de manière à remporter une série de petites victoires, aptes à redonner confiance.

Nous devons reprendre la lutte difficile, tortueuse, contre le chômage. C'est sans doute la plus difficile des luttes et cela nous devons le savoir. L'isolement des chômeurs, la diversité de leurs modes de survie, le caractère limité

des succès obtenus souvent après une bataille harassante constituent de réels obstacles, mais en développant dans les multiples directions l'initiative, en procédant par harcèlement, en occupant le plus de terrain possible, nous pouvons dans une certaine mesure faire reculer le point de vue selon lequel il n'est pas possible de lutter contre le chômage.

— Nous devons, par un soutien accru aux luttes des travailleurs immigrés, comme par exemple celle des résidents des foyers, aider à ce que soit brisé leur isolement. Notre responsabilité est impliquée dans le fait que ces mouvements soient mieux connus et reçoivent un soutien plus important de la part des travailleurs français. Nous devons combattre systématiquement le racisme y compris sous sa forme la plus logique en fausse apparence, celle qui se porte dans l'équation entre le nombre de chômeurs et le nombre de travailleurs immigrés et qui préconise leur départ comme solution au chômage.

— Mais dans le même temps, nous soutiendrons et populariserons largement les luttes pour le salaire et les conditions de travail qui malgré la pression des menaces sur l'emploi, peuvent obtenir des succès et en ont déjà obtenu.

Nous nous efforcerons de lier entre elles ces différentes formes de lutte, pour briser le particularisme, lié aux multiples formes de division, nous tenterons de dégager leurs bases communes.

L'ensemble de ces batailles aura plus de poids qu'une simple incitation idéologique à la lutte, ou qu'un appel à un mouvement d'ensemble, qui paraît difficile à se dessiner, tant qu'au moins pour partie, les divisions de la classe ouvrière n'auront pas été surmontées.

Mais dans le même temps, tout en combattant la ligne et la politique révisionniste du PCF, nous devons sans sectarisme, bien plus que nous ne l'avons déjà fait, nous tourner vers les militants du parti révisionniste, engager systématiquement avec eux des débats de principe, la discussion sur la ligne, leur montrer l'impasse dans laquelle le fourvoye la direction de leur parti. Dans le même temps, nous pratiquerons, toutes les fois où cela sera possible, et nous rechercherons l'unité d'action sur des bases justes avec eux, à la base

évidemment. Car la principale division qui affaiblit la classe ouvrière et sape son unité, c'est bien celle qu'a introduite dans ses rangs le révisionnisme.

Aussi, cet ensemble de luttes, comme l'aggravation des contradictions au sein du PCF que nous devons chercher à accentuer, appartient à la bataille essentielle qui nous occupera longtemps : la bataille pour renverser l'hégémonie révisionniste et pour la conquête d'une nouvelle hégémonie. Ce que nous entendons par hégémonie révisionniste, ce n'est pas seulement la force brute que représente le PCF et les organisations qui lui sont liées, ce n'est pas la seule dimension organisationnelle du rapport entre le révisionnisme et les forces révolutionnaires, c'est le système complexe de propositions, de pressions, de moyens d'encadrement qui pèse sur le mouvement des masses et qui déborde largement le cadre des organisations. C'est ce carcan qui enserme la plus grande partie des affrontements engagés contre la bourgeoisie et qui tente constamment de déporter dans sa sphère d'influence les forces qui les engagent.

Renverser cette hégémonie qui pèse sur le mouvement des masses est la condition d'une avancée effective de la croissance des forces révolutionnaires.

C'est pourquoi, alors même que l'essentiel de ses préoccupations visent à unifier la classe ouvrière, notre Parti ne peut négliger d'établir aussi souvent que possible la convergence des différentes forces qui au sein du peuple contestent l'hégémonie révisionniste, en prenant l'initiative de cette convergence, en s'attachant à résoudre au profit du prolétariat révolutionnaire les contradictions qui parcourent les différentes forces porteuses de cette contestation de l'hégémonie révisionniste et qui animent les mouvements nouveaux : mouvement des femmes, du cadre de vie, écologistes.

Ces mouvements se sont fait jour au moment où l'initiative des luttes n'appartenait pas pleinement à la classe ouvrière, dans la première phase de la crise, mais, bien qu'ils connaissent aujourd'hui quelques difficultés à se développer, difficultés liées aux choix non prononcés encore de leurs alliances, le fait qu'ils aient remis en question, dans l'affirmation de leur auto-

nomie, l'hégémonie révisionniste, n'est pas pour nous négligeable. Ils peuvent constituer des alliés dans la destruction de l'hégémonie révisionniste et contribuer à modifier le rapport de forces entre révisionnisme et révolution. C'est pourquoi, il semble conforme à la réalité, qu'au stade actuel de développement des forces marxistes-léninistes, bien que la tâche essentielle du Parti soit de développer ses forces dans la classe ouvrière, en luttant contre les divisions qui s'y font jour, soit poursuivie et étendue une politique d'alliance, basée sur la lutte, avec toutes les forces au sein du peuple qui peuvent contribuer à affaiblir l'hégémonie révisionniste. Cette politique que nous appelons politique de front, sans la confondre avec la construction du front uni des classes et couches engagées dans la réalisation du processus révolutionnaire parvenu à son terme, doit être poursuivie. Les formes qu'elle doit prendre devront être amplement discutées dans ce Congrès et ensuite dans le Parti. Devront-elles correspondre au maintien d'une

organisation spécifique, ou seulement constituer un axe permanent de l'intervention du Parti, donnant lieu à une grande souplesse de formes d'organisation, adaptées aux conditions concrètes ? Ce point devra être tranché, mais quoi qu'il en soit, tant pour progresser dans l'unification de la classe ouvrière que pour contrer l'hégémonie révisionniste, notre Parti devra rassembler autour de lui, toutes les forces qui d'une façon ou d'une autre participent de la même lutte fondamentale. (...)

Camarades,

Nous sommes encore une petite troupe, assaillie de tous côtés par les forces de la bourgeoisie et du révisionnisme, nous trébuchons parfois sur le chemin que nous nous sommes fixé, et de toutes parts on nous dit : *«Stop, arrêtez-vous là, venez avec nous dans le marais de la démobilisation et de la passivité»*. Mais sourds à ces appels, nous poursuivons notre chemin et rien ne nous arrêtera.